



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

XLVII^e Année

Tome I N^o 6 - Juin 1972

SOMMAIRE :

- III **A propos de la théorie de la zone monétaire optimale, par G. Magnifico.**
- 1 **Statistiques.**
- 131 **Législation économique.**
- 137 **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

A PROPOS DE LA THEORIE DE LA ZONE MONETAIRE OPTIMALE

par Giovanni MAGNIFICO

La théorie de la zone monétaire optimale a fait son apparition dans un article publié, voici quelque dix ans, par le professeur R.A. Mundell [19]. L'argumentation de cet auteur est entièrement centrée sur la mobilité des facteurs. Pour définir le domaine optimal d'une union monétaire, il faut rechercher si, entre les régions que l'union doit regrouper, il y a une parfaite mobilité des facteurs de production : les mouvements interrégionaux des facteurs peuvent se substituer aux modifications des taux de change des régions considérées. Supposons que *A* et *B* soient deux régions de la même zone monétaire : s'il y a peu de mobilité de l'une à l'autre, tout glissement de la demande des produits de *B* vers ceux de *A* provoquera du chômage en *B* et de l'inflation en *A*. Le chômage en *B* pourrait être évité par une expansion de l'offre de monnaie, mais, par le fait même, l'inflation serait favorisée en *A*. Inversement, l'inflation pourrait être contrôlée en *A*, mais aux dépens de l'emploi en *B*. Ou encore, finalement, *A* et *B* pourraient, à la fois, contribuer au processus d'ajustement : *A* tolérerait un certain degré d'inflation et *B* accepterait quelque chômage. Néanmoins, il ne serait pas possible d'éviter à la fois l'inflation et le chômage.

L'adoption d'un taux de change flottant pour la monnaie commune à *A* et *B* (ou le recours à la flexibilité externe dans l'hypothèse où *A* et *B* auraient des monnaies distinctes, mais liées entre elles par un taux de change fixe), favoriserait l'équilibre de paiements avec le reste du monde, mais ne contribuerait pas à corriger le déséquilibre entre *A* et *B*. La flexibilité interne ne pourrait être utilisée pour promouvoir les objectifs de la politique de stabilisation interne. Sur une telle base, le monde ne serait pas une zone monétaire optimale, mais s'il pouvait « être divisé en régions au sein desquelles il y aurait mobilité des facteurs sans que ceux-ci puissent se déplacer de l'une à l'autre, chacune de ces régions devrait avoir une monnaie distincte fluctuant relativement à toutes les autres monnaies » [19, p. 663].

Ainsi, en fait, Mundell assouplit pour les besoins de la théorie monétaire le postulat sur lequel Ricardo a bâti une théorie du commerce international distincte de la théorie générale de l'échange, à savoir que les facteurs de production sont mobiles à l'intérieur du pays, mais immobiles au niveau international. Ricardo prétendait que « la différence (...) entre un seul pays et plusieurs s'explique aisément quand l'on considère, d'une part, la difficulté pour le capital de se déplacer d'un pays à un autre, à la recherche d'une utilisation plus rentable, et, d'autre part, la diligence avec laquelle il ne manque pas de passer d'une province à une autre au sein du même pays » [23, p. 83].

Le postulat ricardien fut discrédité — ainsi que Mundell lui-même le signale — par les théoriciens du commerce international qui écrivaient durant les premières décades de ce siècle. Parmi d'autres, J. Williams faisait valoir que « la question de savoir si, entre les pays commerçant les uns avec les autres, il y a, il y a eu ou il y aura un jour une mobilité des facteurs semblable à celle qui existe au niveau national, a cessé de constituer la question centrale de toute l'analyse, mais elle prend la place qui lui revient en n'étant qu'une question parmi plusieurs autres (...). Ce n'est pas la prémisse de Ricardo concernant l'*immobilité* qui a le plus besoin d'être secourue, mais plutôt sa prémisse de la *mobilité*, c'est-à-dire l'hypothèse du libre déplacement des facteurs à l'intérieur des pays (...). Pour nous, le problème d'ordre théorique concerne la validité d'une méthode d'analyse qui (...) commence par postuler l'existence d'entités nationales économiquement organisées, mobiles et cohérentes au niveau interne, et qui s'efforce ensuite d'étudier leurs relations réciproques sur base du postulat que la mobilité internationale des facteurs est à ce point imparfaite que l'on peut valablement n'en tenir aucun compte » [27, pp. 197 et 209].

Le progrès décisif fut accompli lorsque l'accent se déplaça de la loi des coûts comparatifs à la théorie de la proportion des facteurs. G. Del Vecchio [4] a exposé que la concurrence internationale tend à favoriser l'exportation des biens produits à l'aide des facteurs qui sont moins chers dans le pays exportateur. Heckscher et Ohlin ont formalisé l'argument selon lequel l'avantage comparatif d'un pays repose sur les produits qui utilisent plus intensément le facteur dont le pays dispose en plus grande abondance [8 et 22]. Ils ont mis en relief le lien qui existe entre le commerce extérieur d'un pays et sa dotation en facteurs — ou sa structure économique — et ils ont émis l'hypothèse que, même en l'absence complète de mouvements internationaux des facteurs de production, les prix des facteurs auraient *tendance* à s'égaliser, suite à la libre circulation des marchandises.

Deux points fondamentaux de la nouvelle approche ont un rapport avec l'objet de cet article. Le *premier* est le relâchement du postulat ricardien relatif à la mobilité interne et à l'immobilité externe. « Les facteurs ont des prix différents selon les régions d'un même pays, et ces différences dans le coût et l'offre des facteurs locaux affectent à l'intérieur des pays la localisation de la production et le commerce interrégional, de la même façon que les différences internationales affectent le commerce extérieur » [22, p. 159]. Le *second point*, c'est que

l'on a renoncé à faire de la mobilité la pierre angulaire du processus qui conduit à l'équilibre.

Si, sur le plan interne, au lieu de l'hypothèse de la mobilité des facteurs au sein d'un marché unique, on pose celle des immobilités d'un système de marchés multiples, dans lequel les facteurs sont nettement localisés — localisation qui doit donc être considérée pratiquement comme une donnée — il se peut très bien que la mobilité soit insuffisante pour jouer *le* rôle dominant. C'est l'échange des marchandises qui compensera l'immobilité des facteurs, et, *sous certaines conditions*, égalisera à la fois les prix des biens et ceux des facteurs ⁽¹⁾.

Il me paraît que Mundell ne fait qu'appliquer à la théorie monétaire le premier des deux points mentionnés à l'instant. Il fait remarquer que la zone monétaire optimale n'est pas nécessairement délimitée par les frontières nationales. « La zone monétaire optimale, c'est la région (...). Si la mobilité des facteurs est grande au niveau interne et faible entre les pays, un système de taux de change flexibles basés sur les monnaies nationales pourrait fonctionner avec suffisamment d'efficacité. Mais, si les régions dépassent les frontières ou si les pays comportent plusieurs régions, l'argument en faveur des taux de change flexibles ne vaut que si les monnaies sont réorganisées sur une base régionale » [19, pp. 660-661]. Mais Mundell ne semble pas accepter les implications du second point pour la théorie monétaire. Il conserve son rôle-clé à la mobilité des facteurs; il définit la zone (régionale) monétaire optimale en termes de mobilité interne et d'immobilité externe des facteurs. Conservant l'essentiel de l'approche de Ricardo, il n'en différencie sa propre position qu'en ne prenant pas les frontières politiques comme délimitations nécessaires des zones monétaires optimales.

Les critères proposés par McKinnon [15] et Kenen [12] pour définir la zone monétaire optimale se rapportent, par contre, à des éléments de la structure économique. Pour les besoins de l'analyse, McKinnon classe les biens produits

⁽¹⁾ Ohlin prétendait que le libre échange n'égaliserait pas entièrement les prix des facteurs : il le considérait comme un substitut partiel aux mouvements des facteurs. Samuelson [24 et 25], au contraire, a montré que, moyennant certaines conditions, le libre échange conduirait à une égalisation complète. Le Professeur G. Haberler a formulé ainsi ces conditions [7] : « 1) libre concurrence sur tous les marchés; 2) absence de coûts de transport et, par suite, égalité de tous les prix des marchandises entre les différents pays ou régions; 3) tous les biens sont encore produits dans les deux pays après la libéralisation des échanges; autrement dit, la spécialisation est incomplète; 4) les fonctions de production dans les deux pays sont identiques et homogènes du premier degré, c'est-à-dire qu'un changement introduit selon une proportion uniforme dans la quantité de tous les intrants (*inputs*) engendre une variation proportionnelle de l'extrait (*output*) qui en résulte; 5) en outre, la fonction de production doit être telle qu'un des biens est toujours produit avec beaucoup de travail (*labor intensive*), tandis que l'autre est produit avec beaucoup de capital (*capital intensive*), quels que soient l'offre relative des facteurs et le rapport de leurs prix; 6) les facteurs de production sont qualitativement les mêmes dans tous les pays, bien qu'ils y soient disponibles en quantités différentes; et 7) le nombre des facteurs n'est pas plus élevé que celui des biens produits. Par exemple, dans un modèle à deux marchandises, il ne peut y avoir d'égalisation des prix des facteurs (sinon par chance) s'il y a trois facteurs ou davantage ». De telles conditions sont à ce point restrictives qu'elles pourraient, a-t-on dit, servir à prouver la thèse adverse.

par un pays en biens échangeables et en biens non échangeables. Par biens échangeables, il entend les biens exportables (c'est-à-dire les biens produits à l'intérieur du pays et en partie exportés) et les biens importables (c'est-à-dire les biens qui sont à la fois produits à l'intérieur et importés). Selon McKinnon, si le rapport des biens non échangeables aux biens échangeables est élevé, le recours en ordre principal à une politique monétaire et fiscale qui réduise la demande interne en vue de maintenir l'équilibre externe, engendrera un chômage accru. « Les meilleures dispositions d'ordre monétaire peuvent être d'accrocher la monnaie nationale au bloc des biens non échangeables (...) et de modifier le prix intérieur des biens échangeables en manipulant le taux de change pour améliorer la balance commerciale (...). L'effet recherché au travers d'une augmentation relative des prix des biens échangeables est de stimuler la production de ces biens par rapport aux biens non échangeables et, par là, d'améliorer la balance commerciale » [15, p. 720]. Si, par contre, le rapport des biens non échangeables aux biens échangeables est peu élevé, des taux de change fixes seront davantage appropriés : « Des fluctuations des taux de change vis-à-vis de l'extérieur qui répondent à des changements dans la demande pour les importations ou les exportations ne sont pas compatibles, dans une économie largement ouverte, avec la stabilité interne du niveau des prix (...). Dans une économie très ouverte et proche du plein emploi, des améliorations significatives de la balance commerciale devront être obtenues par le biais de la réduction de l'absorption intérieure, c'est-à-dire des dépenses réelles (...). Dans la situation extrême où l'économie est complètement ouverte, c'est-à-dire où tous les biens produits et consommés sont échangeables à des prix déterminés par le monde extérieur, la seule façon d'améliorer la balance commerciale consiste à diminuer les dépenses intérieures tout en maintenant les niveaux de production. Des modifications des taux de change seront nécessairement tout à fait compensées par les répercussions sur les niveaux des prix internes sans qu'il y ait d'amélioration de la balance commerciale (...). Si nous nous déplaçons progressivement de l'économie fermée à l'économie ouverte, les taux de change flexibles deviennent à la fois moins efficaces en tant qu'instrument du maintien de l'équilibre externe et davantage préjudiciables à la stabilité du niveau des prix internes » [15, p. 719]. A son tour, l'instabilité des prix internes saperait la valeur d'actif liquide des monnaies particulières; les résidents chercheraient à transférer leurs actifs financiers vers d'autres zones monétaires, en vue de stabiliser leur pouvoir d'achat; le processus d'épargne et d'accumulation du capital en serait entravé.

Tandis que McKinnon souligne le degré d'ouverture économique, Kenen insiste sur la diversification. « Dans mon optique, la diversité au sein de l'ensemble des produits d'une nation, le nombre de régions qui, dans un seul pays, ne fabriquent qu'un seul produit, peuvent être plus à propos que la mobilité du travail (...). Une économie nationale bien diversifiée n'aura pas à subir des modifications dans ses termes d'échange aussi souvent que ce n'est le cas pour une économie nationale mono-productrice (...). Lorsqu'en fait, une économie diversifiée doit faire face à une diminution de la demande pour ses principales exportations, le chômage n'y augmentera pas aussi nettement qu'il ne le ferait

dans une économie nationale moins diversifiée (...). Les liens entre les demandes interne et externe, et particulièrement le lien entre les exportations et l'investissement, seront plus faibles dans les économies nationales diversifiées, de sorte que des variations de l'emploi interne 'importées' de l'extérieur ne seront guère aggravées par des variations correspondantes dans la formation du capital » [12, p. 49]. Kenen lui-même apporte à sa thèse plusieurs corrections importantes. Il fait remarquer que la diversification de la production et des exportations ne peut pas garantir la stabilité interne, même dans les cas où les impulsions externes tendent à se neutraliser, à moins que la mobilité professionnelle soit suffisante pour réabsorber le travail et le capital rendus inactifs par les perturbations d'origine extérieure. De plus, il reconnaît que des changements introduits dans la demande des exportations par les fluctuations du cycle des affaires peuvent affecter toute la série des exportations : on ne peut donc attendre de la diversification des exportations qu'elle soit, en cette hypothèse, un rempart contre l'instabilité importée. Kenen admet également la validité du principal argument contraire à sa conclusion selon laquelle plus une économie est diversifiée, plus sont opportuns des taux de change fixes : il écrit, en effet, que dans une grande économie hautement diversifiée, le recours à la politique monétaire et fiscale, malgré le peu d'importance du secteur du commerce extérieur en regard du total de la production nationale brute, entraînerait une plus grande instabilité interne.

Une caractéristique de la théorie de la zone monétaire optimale, telle qu'elle a été présentée jusqu'ici, est d'avoir été largement développée en termes de demande; les critères suggérés pour la définition du domaine optimal d'une zone monétaire visent à créer les meilleures conditions possibles pour l'utilisation de la politique monétaire et fiscale à des fins de stabilisation face aux changements qui surviennent dans la demande.

Une autre particularité est que ces critères ne réussissent pas à éclairer les limites, ni inférieures ni supérieures, d'une zone monétaire optimale. Si d'autres critères ne freinaient pas son application, le critère de la mobilité des facteurs de Mundell conduirait aisément à l'établissement de micro-zones monétaires. La diversification économique de Kenen ne parvient pas à indiquer de limite supérieure pour la zone : Mundell, par exemple, a prétendu qu'elle pourrait être élargie au point que le monde soit la zone monétaire optimale [20, p. 111].

Enfin, la zone monétaire est définie comme une zone où une seule monnaie est en circulation. Quand on envisage une zone avec plusieurs monnaies, l'on postule que ces monnaies sont liées par des taux de change fixes. Un tel arrangement monétaire est alors considéré comme un excellent substitut, d'un point de vue économique, de la zone à monnaie unique. Mais l'assimilation de ces deux définitions, inoffensive dans l'abstrait, peut en fait induire en erreur : lorsque sont en circulation plusieurs monnaies, il peut, en effet, se créer un « écart de crédibilité » quant au caractère irrévocable des parités qui ont été fixées; à cela s'ajoute la probabilité que, pour soutenir le taux de change; l'on recourre à toute espèce de contrôles et d'obstacles destinés, de façon plus ou

moins visible, à entraver la libre circulation des capitaux. En conséquence, tandis que la théorie de la zone monétaire optimale a, jusqu'à présent, tourné autour du dilemme des taux de change fixes ou flottants, il faut maintenant attacher plus d'importance à l'aspect de la convertibilité et rechercher quelles sont les formes possibles d'arrangements monétaires intermédiaires, qui seraient une étape sur la voie de l'établissement d'une union monétaire complètement réalisée, avec une monnaie unique, un seul système bancaire central, une seule politique monétaire.

Bien qu'il présente un grand attrait intellectuel, le concept de la mobilité des facteurs est évasif. Les théoriciens du commerce international avaient de bonnes raisons de ne plus le considérer comme *la* condition de l'égalisation des prix des facteurs et de développer une théorie selon laquelle l'échange des marchandises réduit les discordances interrégionales entre les prix des facteurs : les mouvements interrégionaux des facteurs sont, de ce fait, rendus moins nécessaires et les mouvements des biens remplacent, au moins en partie, les mouvements des facteurs. De bonnes raisons, me semble-t-il, s'opposent également à ce que l'on fasse de ce concept *le* critère de la détermination des zones monétaires optimales. De même que J. Williams révoquait en doute le postulat ricardien de la mobilité — l'hypothèse de la libre circulation des facteurs au sein des pays — on peut mettre en question la mobilité intra-régionale admise par Mundell si l'on considère que les régions sont des systèmes de sous-régions, dont chacune comprend à son tour d'innombrables micro-régions. Ne pas tenir compte des facteurs qui déterminent la localisation intra-régionale de l'industrie et la distribution intra-régionale de la production et du commerce, ce n'est possible que si, dans les plus petites subdivisions d'une région, il y a une distribution semblable de ressources naturelles, de facteurs de production et de facilités d'environnement.

Qu'il soit ou non justifié de rejeter le postulat ricardien de la mobilité interne et de l'immobilité externe pour ce qui est des relations entre les pays, mais de le conserver au niveau de la définition de la région, il me semble que certains éléments de la nature même de la mobilité des facteurs rendent impropre son utilisation comme base d'un arrangement durable, ce que doit être évidemment une zone monétaire, si l'on ne veut pas qu'elle ressemble à un conglomérat industriel ou commercial qui, sans trop de peine, s'agrandit ou se réduit, achète ou vend des entreprises.

La mobilité est une qualité de comportement : c'est la rapidité avec laquelle une réponse est donnée aux stimuli qui proviennent des conditions du marché, des changements dans les relations de l'offre et de la demande des facteurs de production et des marchandises. Le travail se déplacera lorsqu'une demande excédentaire le concernant tendra à provoquer dans les rémunérations une différenciation suffisamment forte pour vaincre les facteurs qui incitent à l'immobilité. Il est vrai que la mobilité tend à avoir un effet équilibrant dans une zone qui regroupe des régions fortement actives et des régions faiblement actives. Ses mouvements tendent également à être parallèles à ceux du cycle : ordinairement,

la mobilité est plus forte au cours de l'expansion que lors de la décélération, quand naît l'incertitude relative à la facilité de trouver de l'embauche. Mais c'est durant les dépressions cycliques que les relations réciproques entre marchés du travail, même lorsqu'ils sont géographiquement contigus, apparaissent faibles. En période de sous-emploi, les travailleurs éprouvent un sentiment d'insécurité qui, à son tour, exerce un effet dissuasif sur la mobilité. Comme il est plus difficile de trouver un emploi dans les régions à forte activité — cette difficulté vient s'ajouter aux coûts individuels d'opportunité que l'on associe habituellement au transfert d'une région géographique à une autre — le marché voit se réduire sa capacité d'allouer efficacement le travail et de répartir le chômage d'une façon égale à travers le système (1).

La mobilité est plus ou moins élevée selon les phases du cycle. Dans les cas où elle reste élevée, le changement de climat conjoncturel affecte sa direction. S'il advient que la zone dans son ensemble traverse une période prolongée de faiblesse de l'activité économique, les travailleurs se dirigeront vers les zones extérieures où l'activité économique peut connaître une forte expansion : la mobilité du travail sera faible à l'intérieur, très forte à l'extérieur. En Italie, les émigrations de travailleurs furent, dans les années cinquante, plus importantes que les déplacements internes; ce processus se renversa, dans les années soixante, lorsque le nord en pleine expansion révéla sa force attractive pour la main-d'œuvre inemployée ou sous-employée du sud. Le domaine de la zone monétaire italienne aurait-il dû être modifié avant que n'apparaisse la mobilité interne, pour être remis en son état primitif après cette apparition ?

On a fait la même expérience sur une plus grande échelle. Alors que des pays européens s'industrialisaient, la migration à l'intérieur de l'Europe elle-même ne devint jamais un phénomène de masse comparable à la migration au-delà des mers, comme ces grandes vagues d'émigration d'Italiens, de Scandinaves, de Polonais et d'autres populations d'Europe orientale qui eurent lieu au cours des cinq décades précédant la première guerre mondiale. Cette tendance n'a pas persisté : quelques indices de son renversement firent leur apparition dans les années vingt, lorsque deux millions d'Européens immigrèrent en France; la migration intra-européenne devint en fin de compte prédominante au cours de la période qui a suivi la seconde guerre mondiale. Enfin, un cas intéressant est celui des Etats-Unis, qui sont peut-être actuellement le pays dont la mobilité interne est la plus élevée. Ils ne semblaient pas posséder cette qualité voici quelques dizaines d'années, quand l'énorme afflux de travailleurs étrangers allait de pair avec une distribution interne tellement imparfaite que certains économistes ont parlé d'une mobilité externe engendrant une immobilité interne [27].

La mobilité à l'échelle du monde est encore plus visible en ce qui concerne d'autres facteurs de production. En opposition avec Ricardo, J.S. Mill a mis

(1) Il est utile de noter que la conception communément admise selon laquelle les travailleurs en chômage acceptent tout emploi ou « le premier emploi offert », parce que leur choix s'effectuera en dehors de tout cadre de référence, n'est pas nécessairement correcte dans les conditions d'aujourd'hui.

l'accent sur la vocation mondiale du capital : « On peut actuellement observer une tendance vers l'état de choses que voici : le capital est en train de devenir de plus en plus cosmopolite. Par rapport à ce qui se constatait autrefois, il y a tellement plus de similitude de coutumes et d'institutions et tellement moins d'aliénation de sentiment, parmi les nations les plus civilisées, que la population et le capital, à la fois, se déplacent maintenant d'une de ces nations vers une autre à la suite d'une bien moindre incitation que ce n'était le cas jusqu'à présent » [18, p. 348].

Ce n'est pas seulement le capital financier qui peut se déplacer rapidement à l'échelle mondiale. Parlant du capital de l'entreprise, commerciale et industrielle, A. Smith, qui partageait avec Ricardo un manque d'enthousiasme pour l'investissement extérieur, remarquait que « le capital acquis par un pays au moyen de son commerce et de ses fabrications n'est qu'une possession très précaire et très incertaine (...). On a dit, de manière très pertinente, qu'un marchand n'est pas nécessairement le citoyen d'un pays déterminé. Dans une grande mesure, il ne se préoccupe pas du lieu qu'il a pris comme base de son commerce, et une aversion née d'un motif très futile lui fera déplacer d'un pays à un autre, en même temps que son capital, toute l'industrie que ce dernier supporte » [26, p. 373].

Si, par définition, la mobilité tend à être sans entraves, on ne peut postuler que son intensité, son amplitude et sa direction demeurent constantes. La mobilité ne peut donc fournir le critère de définition d'une zone monétaire conçue comme un arrangement durable, à moins que cette zone ne comprenne le monde entier. En effet, de ce point de vue, on peut prétendre que le monde *est* la zone monétaire optimale.

Poursuivons quelque peu l'examen des aspects concernant le mécanisme à plus long terme de la mobilité. Admettons qu'entre les contrées d'une zone monétaire prévale un type assez stable de mobilité des facteurs, en ce sens qu'il y ait un mouvement unilatéral du travail et/ou du capital d'une contrée ou d'un groupe de contrées vers un autre : un tel mouvement a pu effectivement être observé dans quelques pays. Toutefois, ce que ceci entraîne à long terme pourrait bien être inacceptable. Si la logique économique ne peut admettre que la croissance industrielle devrait être favorisée, sans s'embarrasser de considérations de rendement, dans toutes les contrées et même dans celles qui constituent les plus mauvaises localisations, il n'est guère réaliste de juger de l'opportunité, pour des pays qui ont d'anciennes traditions nationales, culturelles et industrielles, de former une union monétaire et économique, en se basant sur un critère et un mécanisme qui pourraient les priver de population et de capital et, à la limite, les faire rétrograder au stade d'économies de subsistance en déclin. Si, pour ce qui est de chaque pays, on peut, également sur la base de considérations économiques, argumenter en faveur d'une croissance équilibrée des régions — en raison, d'abord, de sa contribution possible à l'emploi total du pays; ensuite, du surcroît subséquent de production auquel autrement il faudrait renoncer; enfin, du frein mis à l'engorgement des centres d'agglomération et

aux déséconomies externes associées à ce phénomène — un tel argument se trouve renforcé lorsque différents pays se mettent à réaliser une union économique et monétaire. En pareil contexte, les aspects spatiaux du processus de la croissance ne méritent pas moins d'attention que le rôle de l'élément temps ⁽¹⁾.

Certains des gains économiques que l'on peut escompter pour la zone dans son ensemble à la suite de politiques régionales conduisant à la localisation précise de tout accroissement de la demande pour la production et le travail, supposent que la mobilité ne résorbe pas complètement le chômage. Ce sera le cas lorsque des déplacements de la demande se produisent et que les processus de production diffèrent fortement quant à l'intensité de main-d'œuvre suivant les types de produits. De même, la croissance naturelle de la population peut faire plus que compenser les effets de l'émigration. On pourrait peut-être faire valoir qu'il y a une relation entre les deux, en ce sens que l'émigration nette peut accentuer la sous-utilisation de capital privé et social (les maisons, les écoles, les hôpitaux) jusqu'au point où, particulièrement en cette ère de sécurité sociale et de bien-être, elle suscite un taux de natalité plus élevé. Ce phénomène peut contribuer à expliquer pourquoi, en certaines zones, coexistent une mobilité accrue et un chômage persistant. En outre, l'ampleur et la rapidité des changements survenant dans la demande, dans la technologie, dans l'organisation et la stratégie industrielles, peuvent avoir nettement plus d'influence que l'action du mécanisme de la mobilité. En se référant aux conditions prévalant en Grande-Bretagne pendant l'entre-deux-guerres, le professeur Cairncross a écrit : « (...) Les nouvelles industries en expansion, telle l'industrie automobile, au lieu de s'étendre auprès des anciennes industries en déclin et de récupérer les chômeurs à proximité de leur domicile, se sont développées dans les parties mêmes du pays où le chômage sévissait le moins et elles ont engendré un problème majeur de transfert de la main-d'œuvre des zones en récession aux zones en expansion. Aucun groupe de travailleurs ne fut touché par ces changements autant que les mineurs des houillères. L'emploi tomba de 1.212.000 en juin 1923 à 638.000 en juin 1932; parce que la mobilité était faible par rapport à d'autres industries et que les possibilités de trouver un autre emploi étaient rares, les régions minières virent surgir un grave problème de chômage à long terme (...). Dans la Grande-Bretagne d'avant-guerre, la modification de l'équilibre entre les marchés extérieur et intérieur, entre les biens de capital et les biens de consommation, entre le nord et le sud, exerça une forte pression sur les facultés d'adaptation de l'industrie. En conséquence, le chômage structurel était exceptionnellement important » [2, p. 419].

Tout ceci mène à la conclusion qu'à des fins de politique, il est indispensable de reconnaître l'existence de l'immobilité aussi bien que de la mobilité, et ce,

⁽¹⁾ Dans le cadre de ce qui est aujourd'hui une longue tradition, on accorde au temps une importance particulière. Tout en prenant assez longuement en considération les causes (naturelles) de la concentration d'industries spécialisées en des endroits déterminés, A. Marshall écrivait que le temps requiert une attention plus vive, en raison de son influence plus fondamentale que celle de l'espace [17, Livre V, Chapitres I et XV].

quelle que soit l'étroitesse de la zone considérée. Que les deux concepts ne s'excluent pas mutuellement, c'est ce qu'implique l'affirmation-type que la mobilité n'est pas parfaite. Ce qu'il faut toutefois souligner, c'est qu'au lieu de tout faire tourner autour de la mobilité et ensuite d'écarter la question empirique de savoir si le seuil est ou non franchi, il serait plus utile pour les politiques de stabilisation de tenir compte à la fois des mouvements et des rigidités des facteurs. Si le taux de chômage dans l'ensemble de la zone est en fin de compte une fonction du mode de localisation de la population active, il serait nécessaire que des accroissements de la demande opèrent des différenciations par rapport à la localisation : les immobilités mêmes des facteurs pourraient être utilisées pour la mise en œuvre de politiques différenciées. Voici encore une citation de Cairncross : « (...) Le chômage le plus élevé que la Grande-Bretagne ait eu à subir au cours du demi-siècle écoulé s'est concentré dans ses industries exportatrices. Si ces industries avaient été réparties en différents endroits du pays et si elles avaient recouru à une large gamme de qualifications et de compétences techniques, une grande part de ce chômage aurait pu contribuer à produire une élévation générale du niveau de la demande, qu'auraient accompagnée des restrictions portant sur les importations. (...) En fait, cependant, les industries exportatrices étaient fortement localisées et hautement spécialisées, ce qui réduisait l'incidence réelle d'une augmentation générale de la demande. Prenons la situation extrême : il n'était guère utile aux chômeurs des chantiers navals de Glasgow que la population dépensât ses gains supplémentaires à des achats de bière, voire de viande importée » [2, p. 643].

Le rôle de la mobilité a généralement été étudié en relation avec les changements qui se produisent dans la demande, tout comme la théorie des zones monétaires optimales a été principalement développée sous l'angle des instruments les plus aptes à corriger les fluctuations de la demande. Dans l'article de Mundell, le déséquilibre qui se fait jour entre l'est et l'ouest, résulte du fait que la demande se déplace des automobiles fabriquées à l'est vers les bois de charpente produits à l'ouest. Toutefois, le déséquilibre ne se développera pas si la demande accrue de produits fabriqués à l'ouest et la demande croissante de travail exprimée par l'ouest rencontrent un afflux de travailleurs en provenance de l'est. Ainsi la mobilité contribuera à combattre l'inflation (par pression de la demande) à l'ouest et le chômage à l'est. Les objectifs de la politique de stabilisation ne requièrent pas que soit flexible le taux de change entre les régions occidentale et orientale : elles constituent une zone monétaire optimale.

Bien entendu, même dans le cas de l'inflation provoquée par pression de la demande, le problème peut ne pas être aussi simple que cela lorsque ce sont des pays qui forment les parties ou régions d'une zone monétaire. Les autorités nationales peuvent viser différents objectifs d'emploi et de croissance et, en conséquence, les prix peuvent présenter une tendance à s'élever selon des rythmes différents. La multiplication des objectifs de la politique économique — dont chacun est à son tour poursuivi sous diverses réserves — dans la mesure où elle n'a pas été égalée par l'augmentation du nombre d'instruments, a accru la pos-

sibilité de conflits, comme l'a montré le célèbre théorème de Tinbergen. Lorsque surgissent des conflits, les gouvernements cherchent à trouver des compromis : ils trouvent la solution en renonçant à la pleine obtention d'un certain objectif afin d'assurer une plus grande réalisation d'un autre. Les objectifs sont sacrifiés les uns aux autres, en fonction des priorités que les gouvernements assignent à chacun d'eux.

Tandis que l'expérience a fréquemment montré combien il est difficile d'harmoniser les politiques gouvernementales quant à l'ordre des priorités, la participation à la même zone monétaire tendrait à imposer l'alignement de ces priorités. A cet égard, quand les « monétaristes » prétendent que l'unification monétaire serait elle-même un puissant instrument pour assurer l'entière cohérence des politiques nationales dans d'autres domaines également et pour ainsi promouvoir le processus de l'intégration économique, leur assertion contient un grain de vérité. S'il advenait que dans la politique de régulation de la demande, une prise de position diffère par trop de celles de la plupart des éléments d'une zone monétaire, elle ne pourrait pas être défendue très longtemps. Parce que l'on peut admettre que les fuites affectant le multiplicateur régional sont plus importantes que dans une économie fermée, le supplément d'emploi et de revenu que l'on peut attendre de la différenciation locale de l'action sur la demande tendrait à avoir un coût élevé en termes du déséquilibre qui se créerait vis-à-vis du reste de la zone. La situation serait différente si l'expansion pouvait être nourrie à l'aide de ressources attirées par une région ou dirigées vers celle-ci, en provenance d'autres parties de la zone. Ceci ne doit pas donner naissance à un problème de paiement et/ou d'inflation. Ainsi, pour les régions ouvertes, il est raisonnable d'admettre qu'il n'y a pas de « taux de croissance justifié » bien déterminé, étant donné que l'offre d'épargne et, plus généralement, de facteurs de production qui, pour les économies fermées, représente la variable exogène déterminant les trajectoires de croissance équilibrée (comme dans le modèle de croissance d'Harrod-Domar), doit être traitée comme une variable endogène dans le cas d'une économie qui devient une partie d'une zone plus large. Ceci pourrait constituer le revers de la médaille des contraintes qui seraient imposées aux pays membres par un ordonnancement cohérent des priorités des principaux objectifs de la politique économique.

Pour une politique de stabilisation au sein d'une zone monétaire, le dilemme crucial survient lorsque les autorités nationales s'accordent sur les mêmes objectifs d'emploi et de taux de croissance, mais que néanmoins les coûts et les prix haussent à des rythmes différents. Bien qu'il existe une tendance à admettre, par le biais d'une application sans nuance de l'arsenal analytique de la courbe de Phillips, que les pays connaissent moins d'inflation quand ils tolèrent un chômage plus important, ou davantage d'inflation en raison d'un chômage plus faible, l'on trouve en fait souvent associés un chômage moins important et une inflation moins forte, un chômage plus élevé et une inflation plus forte. En Europe, les pays qui ont le mieux réussi à maintenir la stabilité monétaire ont également connu un faible chômage, dans le contexte d'une population active en expansion; l'inverse s'est vérifié pour les pays qui ont eu moins de succès

dans la lutte contre l'inflation. En terme de courbe de Phillips, cela signifie que certains pays ont une relation (*trade-off*) plus favorable que d'autres; mais je désire spécialement souligner que les économies elles-mêmes possèdent des relations inflation-chômage différentes et que l'absence d'un parallélisme raisonnable entre leurs évolutions respectives ne provient pas purement et simplement de ce que les autorités contrarieraient, par leur action, le fonctionnement d'un système au sein duquel les ajustements seraient automatiques.

Pour traiter ce problème, il peut être utile de se référer au concept de *propension nationale à l'inflation* (P.N.I.) que j'ai introduit dans mon article publié dans les *Princeton Essays* [16, p. 12] (1).

De pays qui présentent les mêmes taux d'utilisation des facteurs de production, mais systématiquement des taux différents pour la hausse des coûts et des prix, on peut dire qu'ils ont une P.N.I. différente. Ce concept de P.N.I. est apparenté à celui de poussée des coûts, mais il s'en écarte sous d'importants aspects. Dans les deux concepts, la relation fonctionnelle entre le taux de variation des prix et les changements de la demande globale par rapport à la production potentielle est quelque peu affaiblie.

Il se peut que le niveau et les variations de la demande globale par rapport à la production potentielle, tels qu'ils sont mesurés par le taux de variation du chômage, soient les mêmes dans des pays appartenant à une zone monétaire et que, néanmoins, les variations de coûts et de prix soient différentes, en raison de divergences dans l'action syndicale et selon la capacité soit à obtenir des augmentations de salaires nominaux soit à résister à des diminutions du pouvoir d'achat. A l'encontre de certains qui prétendent que les syndicats ne peuvent influencer le niveau des salaires indépendamment de l'état de la demande, on a constaté que la « capacité de pression » des syndicats, mesurée par le taux de variation du pourcentage de la population active syndicalisée (cette mesure n'est pas corrélée avec la demande de travail), peut contribuer à expliquer la variation totale des taux de salaires. Pour le Royaume-Uni, A.G. Hines a montré que

(1) Une conception quelque peu apparentée à la mienne a été, par la suite, exprimée par M. Fleming [5, pp. 468-469] : « Là où existaient des tendances vers un déséquilibre relatif progressif au sein d'une zone au taux de change unifié, parce que quelques pays membres avaient des relations chômage-inflation plus favorables que les autres, la situation suivante aurait tendance à naître et à persister : c'est à peu près le même taux d'inflation des prix qui prévaudra sur l'ensemble de la zone, un taux plus élevé que ne l'auraient voulu les membres excédentaires; les membres déficitaires ne parviendraient à empêcher leur taux d'inflation de dépasser le niveau communautaire qu'en tolérant indéfiniment un niveau de chômage plus élevé qu'ils ne le voudraient s'ils étaient libres de modifier leur taux de change et d'adopter la position de leur choix sur la courbe chômage-inflation.

» L'argumentation du paragraphe précédent suppose l'existence en chaque pays d'une relation à long terme inversée (une fois donnés le taux de croissance de la productivité et le taux de variation des termes d'échange) entre le taux de chômage, d'une part, et le taux d'inflation des prix, d'autre part. En courte période, cette relation sera affectée par des facteurs dynamiques, comme les taux de variation des prix dans le passé et le taux de variation du chômage. Ceci pourtant n'exclut pas l'existence de relations fixes unissant les niveaux de chômage aux taux d'équilibre à long terme correspondants d'augmentation des prix. »

la capacité de pression des syndicats est « la plus puissante de toutes les variables explicatives » depuis la fin de la première guerre mondiale [10].

Parce qu'il se vérifie, dans la plupart des pays industrialisés, que les syndicats peuvent faire hausser les salaires d'une manière qui est, encore qu'à des degrés différents, indépendante de l'état des marchés, la monnaie tend à s'adapter aux variations des salaires plutôt que l'inverse. Ainsi que le soulignait le professeur J.R. Hicks, voici quelques années, « au lieu que les salaires effectifs aient à s'adapter à un niveau d'équilibre, la politique monétaire adapte le niveau d'équilibre des salaires nominaux de manière à le faire concorder avec le niveau effectif. Il n'est guère exagéré de dire que nous nous trouvons dans un système d'étalon-travail, non dans un système d'étalon-or » [19, p. 88].

Et tandis que l'étalon-or était un étalon international, si bien qu'« il y avait quelque raison de dire qu'existait un 'équilibre salarial', un système salarial compatible avec les conditions monétaires imposées du dehors », l'étalon-travail est ou, du moins, tend à retomber au niveau d'un étalon national. Pour le transformer solidement en étalon cohérent pour une zone monétaire embrassant plusieurs pays, il ne suffit pas que les gouvernements harmonisent leur action sur la demande; la mobilité des facteurs n'est pas davantage une condition suffisante. C'est pourquoi nous trouvons ici un motif de faire intervenir les différentes P.N.I. comme facteur pertinent pour la définition des zones monétaires.

D'une façon plus générale, les écarts entre les P.N.I. sont également — c'est une paraphrase de Keynes lorsqu'il faisait intervenir des facteurs subjectifs dans la propension à consommer [13] — une question de dispositions, d'habitudes acquises par éducation et par convenance, de comportements et institutions à caractère social qui, sans être inaltérables, ne sont pas susceptibles de se voir modifiés sensiblement en peu de temps. Les prix sont déterminés et modifiés dans le contexte créé par les fondements institutionnels et sociaux. Pour faire converger ces derniers, une croissante *gesellschaftliche Integration* est également nécessaire.

En plus, la déviation inflationniste affecte les diverses économies nationales à des degrés divers, parce que le mélange de concurrence et de monopole varie d'un pays à l'autre. J'ai fait allusion ci-dessus à l'action des syndicats et à leur force monopolistique dans les discussions comme au facteur qui semble exercer aujourd'hui la principale pression à la hausse sur les coûts. Mais les divergences entre les P.N.I. sont favorisées par l'organisation des marchés de facteurs aussi bien que de produits, en liaison avec la manière dont les éléments concurrentiels l'emportent sur les éléments monopolistiques dans chacun et dans tous ces marchés. En un sens plus large, on peut inclure également dans cette influence les restrictions institutionnelles et administratives qui abritent de la concurrence certains groupes ou secteurs. A ces derniers échoit un revenu supplémentaire, la « rente institutionnelle », qui ne présente aucune différence substantielle avec les profits supplémentaires réalisés en régime de monopole. Le sentiment que le partage en vigueur du revenu est trop éloigné d'un « modèle équitable » est

susceptible de provoquer une déviation inflationniste. Comme le professeur Ackley l'a exprimé, « la concurrence pour les revenus — les pressions exercées pour et contre la redistribution — engendre l'inflation, habituellement sans que s'opère aucune redistribution significative. L'importante conclusion à tirer n'est pas que toute distribution effective des revenus est correcte ou ne peut être modifiée, mais plutôt que la tentative de modifier la distribution des revenus au travers du processus de pression à la hausse sur les prix ou les salaires du marché a) risque d'être inefficace et b) sera presque certainement inflationniste. D'autres moyens sont utilisables, qui sont de loin plus efficaces pour une société qui devrait constater que sa distribution des revenus nécessite des modifications » [1, p. 36]. De plus, même si les écarts entre les partages effectifs et les *Vorstellungen* des gens quant à ce que devraient être ces partages ne différaient pas de pays à pays, les pressions sur les coûts et les prix pourraient être plus ou moins fortes selon, d'une part, les instruments qui sont disponibles pour atteindre le but et, d'autre part, la compétence de la population pour les utiliser.

Les prévisions jouent un rôle important. Voici maintenant plusieurs dizaines d'années que les gouvernements cherchent à maintenir la demande monétaire au niveau du plein emploi. Mais les uns ont mieux réussi que d'autres à réaliser l'équilibre interne et externe; certains ont accordé plus d'attention que d'autres aux variations de la compétitivité extérieure et de la balance des paiements. Le résultat a été que des prévisions de stabilité des prix ou d'inflation sont devenues partie intégrante de la psychologie du public. Le comportement des gens en tant que producteurs et consommateurs de revenus, en tant que travailleurs syndiqués et entrepreneurs, en tant qu'épargnants et investisseurs, est davantage inflationniste dans les pays qui gardent le souvenir d'une inflation sans cesse plus élevée. En ce sens, l'inflation anticipée est une fonction, avec des retards échelonnés, de l'inflation passée : les anticipations tendent à se vérifier d'elles-mêmes. Les prévisions (qui diffèrent régulièrement d'un pays à l'autre quant au taux d'inflation) affectent le fonctionnement des politiques de stabilisation et font que celles-ci donnent des résultats divergents, même lorsque les autorités nationales admettent, avec autant de détermination les unes que les autres, un ordre identique de priorités.

Enfin, la persistance de différences dans la croissance régionale a, dans le cas de certains pays, limité les choix d'une politique d'une façon quasi automatique, si bien qu'il serait approprié de considérer de telles situations plutôt comme des contraintes qui, de ce fait, s'imposent *objectivement* aux politiques gouvernementales. Etant donné que, dans les pays où des divergences existent en matière de chômage entre les différentes régions, la moyenne nationale du chômage ne tend à être faible que lorsque les régions fortement actives subissent la pression d'une demande excessive, accompagnée par une hausse des coûts et des prix, les gouvernements ont, dans leur lutte contre l'inflation, été entravés par la crainte que le chômage n'atteigne dans les régions faibles des niveaux intolérables aux points de vue social et politique. En particulier, le « *fignolage* » (*fine tuning*) a été rendu presque impossible, puisque l'incidence désinflationniste des

mesures restrictives tend à se concentrer dans les régions faibles, où le chômage est déjà élevé, et à n'affecter que de façon moindre et plus tardive les régions de haute activité. Mais, tandis que dans ces dernières les hausses de salaires sont en corrélation, faible il est vrai, avec la demande de travail, dans les zones de chômage important les accroissements de salaires sont largement du type de l'inflation par les coûts « importée ». Pour invoquer l'expérience faite au Royaume-Uni : « Lorsqu'il devint impératif de chercher à réduire la pression de la demande dans les zones d'emploi élevé — et parce qu'une telle action englobait des mesures affectant l'ensemble de l'économie — le chômage dans les zones de développement s'est vu poussé jusqu'à un niveau qui ne s'est pas révélé acceptable pour une période de quelque durée. Cette situation a engendré une réaction contre les mesures de restriction et une pression en vue d'obtenir des assouplissements » [3, p. 11].

Les disparités régionales dans les réalisations économiques peuvent ainsi être considérées comme un facteur endogène contribuant à la tendance à la hausse des coûts et des prix, c'est-à-dire comme un élément aggravant la P.N.I.

Les causes des écarts dans les P.N.I. sont générales et profondément enracinées. Ces écarts ne peuvent être comblés, si ce n'est à long terme, en progressant sans relâche vers une véritable intégration et interpénétration des structures nationales, économiques et sociales. Ce qui est nécessaire pour faire converger les évolutions tendancielle des coûts et des prix, ce n'est pas seulement l'harmonisation des politiques gouvernementales. Des changements convergents dans les modes de comportement des masses sont également requis, et ces changements ne peuvent se réaliser par des adaptations marginales. Le raisonnement à la marge, c'est évidemment la pierre angulaire de toute explication du fonctionnement des marchés, lorsque la demande est élastique, qu'il y a substituabilité du côté de l'offre et que les prix sont flexibles à la hausse comme à la baisse. C'est à la marge que la pression se concentre sur les valeurs d'échange et, de là, tend à affecter ces valeurs d'un bout à l'autre d'une série de biens et de leurs substituts. Mais, à la lumière des remarques qui précèdent, il n'apparaît guère raisonnable d'admettre que des mouvements de facteurs — le déplacement de quelque cent mille travailleurs — puissent provoquer des modifications dans ce qui est, en fin de compte, un mode fondamental de comportement de dizaines de millions. Des adaptations par le biais de la mobilité des facteurs procureront simplement une liberté de manœuvre supplémentaire pour influencer les taux de variation des prix et la croissance, sans améliorer pour autant la relation inflation-chômage. Pour l'améliorer, la P.N.I. doit être abaissée par le biais de l'application aux domaines mentionnés ci-dessus de longs processus d'ajustement généralisés. Et pour faire converger les lents mouvements des P.N.I. vers un modèle commun, les régions ou les pays d'une zone monétaire doivent être, non pas seulement à moitié, mais entièrement intégrés.

En résumé, la P.N.I. est la résultante d'une foule de facteurs, dont quelques-uns seulement ont été évoqués ici. C'est un concept complexe, précisément élaboré pour rendre compte de la complexité du phénomène inflationniste et

des caractéristiques nationales qu'il a conservées, même en cette époque de marchés raisonnablement ouverts. La nécessité d'un tel concept ressort du caractère peu satisfaisant des explications monistes de l'inflation, auquel n'a pas vraiment remédié la dichotomie : pression de la demande — poussée des coûts.

Mécontent de l'état de la théorie de l'inflation, le professeur Machlup présente, voici plusieurs années, un échantillon remarquable d'une analyse explicative : il y définissait de manière spécifique, d'une part, les types d'inflation par la demande et *par les coûts* qui se vérifieraient également sur un marché pleinement concurrentiel, et, d'autre part, les types d'inflation qui présupposent une puissance monopolistique [14]. Le sentiment d'insatisfaction vient à nouveau d'être exprimé dans une analyse bien charpentée du processus inflationniste. J'en extrais le passage suivant : « Sous un aspect important, chaque inflation est une expérience historique unique. Le comportement des prix et des revenus est affecté par un large éventail de conditions et de forces — économiques, sociales et politiques — à l'œuvre dans la société. Et chaque phase de tel épisode inflationniste dépend non seulement de ce qui s'est passé lors des phases antérieures de cet épisode, mais également de ce qui s'est produit au cours des précédents épisodes inflationnistes ou de ce qui arrive dans d'autres pays. Par exemple, l'ensemble des caractéristiques du processus inflationniste dans une économie qui a connu une inflation galopante sera profondément influencé par ce fait. Tout ceci ne signifie naturellement pas que les inflations sont des hasards complexes — des cas fortuits — et que rien, par conséquent, ne peut être tenté pour les éviter ou les contrôler. Cela signifie seulement que des théories purement monistes des causes des inflations — qui prescrivent des politiques purement monistes pour les contrôler — sont erronées ou fortement déficientes (...). (L'inflation) ne s'en ira pas d'elle-même, et l'on ne peut y remédier simplement en évitant de futures 'erreurs' de politique économique. Parce qu'en chaque pays, des pressions compréhensibles et souhaitables s'exercent en faveur du plein emploi, parce que chaque groupe aspire de plus en plus à obtenir des revenus réels croissants, parce que la satisfaction des aspirations des gens (dans tous les domaines de la vie économique, politique et sociale) tend partout à se voir revendiquée avec plus d'agressivité et d'insistance, parce qu'enfin en chaque économie existent d'inévitables frictions et paralysies, aucun pays ne peut éviter l'inflation simplement en évitant de commettre des 'erreurs'. Le contrôle efficace de l'inflation requiert la ferme résolution d'appliquer dans tous les secteurs des politiques anti-inflationnistes positives » [1, pp. 56 et 96].

Finalement, l'argument en faveur de la référence aux P.N.I., quand il s'agit de décider quel est le domaine d'une zone monétaire, est renforcé par l'à-propos de ce concept eu égard aux conditions actuelles. L'inflation est au centre du débat sur la politique économique; dans de nombreux pays industrialisés, on perçoit généralement que l'inflation est un grave problème et qu'elle pourrait devenir un problème désastreux, au point d'empêcher le fonctionnement correct de ce mécanisme de marché qu'est l'allocation des ressources, et en même temps de mettre en péril l'ordre social et politique fondé sur la liberté. D'autre part, on

affirme que l'échec des tentatives faites pour stopper l'inflation en dépit du prix élevé que certains pays ont dû payer récemment en termes de sous-emploi de ressources causé par des politiques restrictives, montre bien que l'inflation est devenue un phénomène endémique. Plutôt que de gaspiller des ressources en essayant d'éviter l'inévitable, il faudrait apprendre à vivre avec l'inflation, à l' « institutionnaliser » au sein de la structure économique et sociale, d'une façon qui minimiserait son coût et qui serait politiquement acceptable. Il arrive qu'on fasse référence à des pays (latino-américains) où l'inflation a prévalu depuis plusieurs dizaines d'années, sans dégénérer en hyperinflation du type qui fit rage en Allemagne, en Autriche et dans quelques pays d'Europe orientale au début des années vingt. Le Professeur Johnson, commentant les discussions d'un colloque tenu récemment à la London School of Economics, écrit que « l'incapacité des 'grands modèles' à expliquer de manière plus satisfaisante le comportement des salaires et, par là, des prix, provient moins des difficultés inhérentes au problème que de la probabilité que, pour le gouvernement comme pour les hommes d'affaires, ce qui est vraiment important à prévoir, ce sont les quantités à produire plutôt que les étiquettes de prix que l'on pose sur elles. S'il en est ainsi, il faut en déduire que l'inflation n'est aucunement un problème économique (je ne dis pas un problème social) aussi grave que celui d'une demande imprévisiblement faible et d'un chômage élevé » [11].

Quoi qu'il en soit, je pense qu'on ne peut négliger les caractéristiques nationales du phénomène. Il y a des pays qui possèdent un « don de croissance » et qui réussissent sans grandes tensions à établir et à conserver un rythme de croissance très proche du taux potentiel. Leur P.N.I. est peu élevée; ordinairement, leurs prix n'augmenteront pas de plus de 2 à 2,5 p.c. l'an. Ils ne peuvent voir d'un bon œil qu'une inflation, par le biais de quelque désordre provenant de l'extérieur, menace de crever ce plafond. Une hausse des prix au-delà de ce niveau, non seulement serait inutile, mais pourrait être nuisible, parce qu'elle ne serait pas compatible avec la faible P.N.I. qui, en ces pays, fait partie des propriétés garantissant d'elles-mêmes le processus de croissance.

Par contre, il y a des pays où la croissance s'accompagne de tensions économiques et sociales qui s'expriment par une P.N.I. plus élevée. Bien que l'inflation ne leur assure pas la croissance (car ces tensions peuvent exister, peut-être même avec plus d'intensité, en l'absence de croissance), un taux relativement plus élevé de hausse des prix, disons de 2,5 à 4 p.c., peut leur être nécessaire pour réaliser leur taux potentiel de croissance, aussi longtemps que la P.N.I. reste elle-même élevée.

Donc, tandis qu'il peut se vérifier, comme on l'affirme parfois, que l'inflation n'a que peu de rapport avec la croissance, en ce sens que des progrès satisfaisants ont été obtenus à la fois dans des pays inflationnistes et dans des pays non inflationnistes, les développements qui précèdent suggèrent que la question est loin d'être hors de propos quand on prend en considération les cas d'espèce. En effet, on pourrait parler pour chaque pays d'un taux de hausse des prix conciliable avec sa P.N.I., si bien que des déviations plus ou moins

importantes vis-à-vis de ce taux « optimum » entraveraient son processus de croissance.

En conséquence, une seule politique monétaire pour une zone multi-nationale n'a de sens que si les P.N.I. des partenaires sont de valeur à peu près égale. Si cette condition n'est pas remplie, aucune combinaison de politiques unifiées de stabilisation ne sera acceptable : afin de maintenir les hausses de prix dans une étroite marge commune — c'est une condition impliquée par des taux de change fixes — les pays à faible P.N.I. devraient accepter une dose supplémentaire d'inflation, qui pour eux serait stérile, voire nuisible, et/ou les pays à forte P.N.I. devraient provoquer plus de chômage que ce ne serait nécessaire s'ils pouvaient laisser les prix monter dans la mesure requise par leur P.N.I.

Ainsi, la condition pour que des pays constituent une zone monétaire optimale est que leurs P.N.I. aient la même valeur. Parce qu'il possède une large assise et qu'il est une constante du point de vue de la politique à court terme, mais parce qu'il comporte des implications essentielles pour la politique de stabilisation, le critère de la P.N.I. convient mieux pour définir le domaine des zones monétaires optimales. Les P.N.I. sont l'indicateur de l'efficacité des pays dans le contrôle de l'inflation ou, pour le dire autrement, de leur capacité à concilier la croissance avec la stabilité monétaire. Pour réaliser l'équilibre interne et externe, on pourrait appliquer les mêmes politiques de stabilisation à des pays qui ont des P.N.I. d'égale valeur. Ainsi, ces pays formeraient une zone monétaire optimale.

Jusqu'à présent, j'ai traité des propensions *nationales* à l'inflation parce que j'avais à l'esprit le cas d'un groupe de pays qui, après une longue existence comme entités politiquement, socialement et économiquement distinctes, décident finalement de fusionner en une union économique et monétaire. Mais il est évident que les questions auxquelles s'efforce de répondre la théorie des zones monétaires optimales se posent aussi dans le cas d'états nationaux dont les différentes régions ne sont pas parfaitement intégrées. Dans les économies complètement intégrées, les cycles conjoncturels et les possibilités d'utilisation à plus long terme des facteurs de production ne présenteraient pas de divergences appréciables selon les lieux; et cependant il y a des pays qui, politiquement unifiés depuis longtemps, présentent un cycle qui se différencie d'une région à l'autre, à la fois quant à la durée et à l'amplitude des oscillations. En pareil cas, il faudrait évidemment considérer ce qu'on pourrait appeler des propensions *régionales* à l'inflation (P.R.I.).

A vrai dire, parler de P.R.I. serait également mieux approprié pour des raisons conceptuelles, puisque la P.N.I. est la moyenne d'une série dont les éléments, dans les pays qui ne sont pas bien intégrés, peuvent avoir des valeurs largement divergentes. D'autre part, les régions pourraient être définies par référence aux facteurs qui déterminent la propension à l'inflation, mais les valeurs des termes de la série devraient se situer dans une marge étroite, car l'« homogénéité » d'une région serait assurée de cette façon. En tout état de

cause, la région économique — qu'on la définisse sur base de sa propension à l'inflation ou de sa mobilité, de son ouverture, de son homogénéité de quelque espèce — est le concept adéquat pour les besoins de la politique de stabilisation; les dimensions politiques et géographiques de ce concept sont accessoires. Ainsi que Kenen l'écrit en interprétant [12, p. 42] la définition de Mundell, la région dont il est question dans ce contexte ne figure pas sur une carte ordinaire, car c'est un concept fonctionnel. Si la région économique possède une dimension géographique, c'est principalement en raison du degré (variable) de localisation des industries : la concentration de certaines industries dans des régions déterminées donne à ces dernières une structure différente de celle de l'ensemble du pays. Si ce n'était pour cette raison, il serait clairement plus utile de parler d'une propension industrielle à l'inflation (P.I.I.), même dans une analyse centrée sur l'équilibre spatial de l'intégration. Surtout, pour qui peut faire abstraction des facteurs administratifs, politiques et culturels, ce sont les industries, les secteurs économiques qui présentent le plus haut degré d'homogénéité : les déterminants économiques de la propension à l'inflation ont des valeurs qui se situent dans d'étroites limites au sein d'une industrie ou d'un secteur, mais qui diffèrent largement, individuellement et bien souvent aussi en moyenne, d'une industrie à l'autre, d'un secteur à l'autre. Cependant, la spécialisation industrielle par régions fait que les P.I.I. évoluent vers une coïncidence avec les P.R.I. Naturellement, cette évolution simplifie la question car, comme le signale Mc Kinnon, « il n'est pas possible de concevoir le découpage du monde en zones monétaires selon des regroupements qui seraient industriels plutôt que géographiques » [15, p. 724].

On doit noter, enfin, que les P.I.I. de différents pays peuvent, en ce qui concerne certains secteurs industriels, converger les uns vers les autres plus rapidement que les P.N.I. : en effet, l'intégration des étalons-travail nationaux semble s'opérer, à des rythmes différents, par secteur. Des tentatives de développement d'une approche commune par delà les frontières sont faites par les syndicats de certains secteurs, en premier lieu par ceux qui doivent négocier avec des sociétés transnationales. Plusieurs rencontres ont eu lieu, au cours des dernières années, entre les syndicats affiliés à la Fédération Internationale des Métallurgistes et la direction d'une société multinationale du secteur des industries électriques et mécaniques, dont le siège central se trouve aux Pays-Bas. Les discussions, de nature consultative, ont concerné les sièges d'exploitation de la société dans les pays de la C.E.E. et ont porté entre autres sur les problèmes de production et de bien-être, la planification de la main-d'œuvre, les transferts de profits de société à société et le partage des profits. De la même façon, les membres français, allemands, italiens et américains affiliés à la Fédération Internationale des Travailleurs de l'Industrie Chimique ont convenu d'adopter une stratégie coordonnée dans leurs négociations avec une importante société chimique établie en France. Ceci comporte notamment, d'une part, la mise sur pied d'un comité permanent et l'engagement de ne pas conclure de négociations nationales sans son approbation et, d'autre part, l'octroi de soutiens financiers et autres pour les affiliés qui sont engagés dans un conflit social. Tout récem-

ment, on a annoncé que les organisations des travailleurs des sociétés Pirelli et Dunlop envisageaient d'organiser « ce qui semble devoir être la première grève multinationale pleinement concertée au sein d'un groupe multinational » pour protester contre un « déclin de l'emploi » dans les deux sociétés qui, voici peu, se sont unies pour constituer un groupe européen [6]. Comme dernier exemple, on peut citer ce que rapporte un document officiel du Royaume-Uni : « ...des groupes de travailleurs qui sont en contact étroit avec leurs homologues d'outre-mer, comme les marins et les pilotes d'avions, pourraient chercher de plus en plus à être payés par référence à un étalon international » [21]. Telles sont les premières tentatives visant à organiser des négociations collectives au-delà des frontières, ces négociations ayant lieu par industrie, plutôt que globalement entre confédérations nationales de travailleurs (qui ordinairement ne participent pas directement aux négociations effectives).

*
*
*

BIBLIOGRAPHIE

- [1] ACKLEY G., « Stemming World Inflation », *The Atlantic Papers 2*, The Atlantic Institute, Paris, 1971.
- [2] CAIRNCROSS A., *Introduction to Economics*, Butterworths, troisième édition, Londres, 1960.
- [3] Department of Economic Affairs, *The Development Areas*, Her Majesty's Stationery Office, Londres, avril 1967.
- [4] DEL VECCHIO G., *Teoria del commercio internazionale*, Padoue, 1923.
- [5] FLEMING J.M., « On Exchange Rate Unification », *The Economic Journal*, septembre 1971.
- [6] *Financial Times*, « Pirelli-Dunlop Strike Plan Announced in Rome », 30 mars 1972.
- [7] HABERLER G., « A Survey of International Trade Theory », *Special Papers in International Economics*, Princeton University, Princeton, septembre 1955, éd. rev. juillet 1961.
- [8] HECKSCHER E., « The Effects of Foreign Trade on the Distribution of Income », *Ekonomiks Tidskrift*, 1919, Réédité in : Ellis H.S. et Metzler L.A., *Readings in the Theory of International Trade*, Blakiston, Philadelphie, 1949, pp. 272-300.
- [9] HICKS J.R., *Essays in World Economics*, Oxford, 1959.
- [10] HINES A.G., « Trade Unions and Wage Inflation in the United Kingdom 1893-1961 », *Review of Economic Studies*, 1964, pp. 221-251.
- [11] JOHNSON H.G. et NOBAY A.R. *The Current Inflation*, Macmillan, St. Martin's Press, 1971.
- [12] KENEN P.B., « The Theory of Optimum Currency Areas : An Eclectic View », *Monetary Problems of the International Economy*, édité par R.A. Mundell and A.K. Swoboda, The University of Chicago Press, Chicago, 1969.
- [13] KEYNES J.M., *The General Theory of Employment Interest and Money*, Macmillan, Londres, 1951.
- [14] MACHLUP F., « Another View of Cost-Push and Demand-Pull Inflation », *Review of Economics and Statistics*, vol. 42, 1960, pp. 125-139.
- [15] MCKINNON R.I., « Optimum Currency Areas », *The American Economic Review*, septembre 1963, pp. 717-725.

- [16] MAGNIFICO G., « European Monetary Unification for Balanced Growth : A New Approach », *Essays in International Finance*, n° 88, août 1971, International Finance Section, Department of Economics, Princeton University, Princeton, N.J.
- [17] MARSHALL A., *Principles of Economics*, Macmillan, Londres, 8e réimpression, 1962.
- [18] MILL J.S., *Principles of Political Economy*, Longmans Green & Co., Londres, 1904.
- [19] MUNDELL R., « A Theory of Optimum Currency Areas », *The American Economic Review*, septembre 1961, pp. 657-665.
- [20] MUNDELL R. et SWOBODA A.K., *Monetary Problems of the International Economy*, The University of Chicago Press, Chicago, 1969.
- [21] *National Board for Prices and Incomes : Second General Report, July 1966 to August 1967*, Cmnd. 3394, Her Majesty's Stationery Office, Londres.
- [22] OHLIN B., *Interregional and International Trade*, Cambridge Massachusetts : Harvard University Press; London : Oxford University Press, édition révisée, 1967.
- [23] RICARDO D., *The Principles of Political Economy and Taxation*, Dent : Everyman's Library, n. 590, Londres, réimpression 1964.
- [24] SAMUELSON P., « International Trade and the Equalisation of Factor Prices ». *The Economic Journal*, juin 1948, pp. 163-184.
- [25] SAMUELSON P., « International Factor-Price Equalisation Once Again », *The Economic Journal*, juin 1949, pp. 181-197.
- [26] SMITH A., *The Wealth of Nations*, vol. 1, Dent : Everyman's Library, n. 412, réimpression 1965.
- [27] WILLIAMS J., « The Theory of International Trade Reconsidered », *The Economic Journal*, juin 1929, pp. 195-209.

ERRATUM

Dans le *Bulletin* de mai 1972, lire à la p. XLIII, 2e alinéa, 7e ligne : « cette période, les engagements en devises... » et 8e ligne : « passés de 17,2 à 25,1 p.c., tandis que les avoirs en devises ... », au lieu de « cette période, les avoirs en devises ... » et « passés de 17,2 à 25.1 p.c., tandis que les engagements en devises... ».

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Tableau général	VIII - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3
4. Affectation du produit national :		4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
a) Estimations à prix courants	I - 4a	b) Indices du volume	VIII - 4b
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b	5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
Demandes et offres d'emploi	II	1. Chiffres annuels	IX - 1
III. — Agriculture et pêche.		2. Soldes trimestriels	IX - 2
1. Production agricole	III - 1	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	X. — Marché des changes.	
IV. — Industrie.		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	2. Parités ou taux centraux du franc belge et des monnaies cotées en bourse de Bruxelles	X - 2
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales des pays membres de la C.E.E.	X - 3
3. Energie	IV - 3	XI. — Finances publiques.	
4. Métallurgie	IV - 4	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
5. Construction	IV - 5	2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3
V. — Services.		4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4
1. Transports :		5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
a) Activité de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
b) Navigation maritime	V - 1b	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
c) Navigation intérieure	V - 1c	1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1968	XII - 1a
2. Tourisme	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1969	XII - 1b
3. Commerce intérieur :		2. Mouvements des créances et des dettes en 1969	XII - 2
a) Indices des ventes	V - 3a	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1968 (totaux sectoriels)	XII - 3a
b) Ventes à tempérament	V - 3b	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1969 (totaux sectoriels)	XII - 3b
4. Activité des chambres de compensation	V - 4	4. Mouvements des créances et des dettes en 1969 (totaux sectoriels)	XII - 4
VI. — Revenus.		XIII. — Organismes monétaires.	
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
VII. — Prix et indices des prix.		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
a) Base 1966 = 100	VII - 4a	4. Stock monétaire	XIII - 4
b) Base 1971 = 100	VII - 4b	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia (ancienne et nouvelle présentation) ...	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Résultats des enquêtes de la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux (Fréquences d'utilisation)	XIII - 13
CGER — Mouvements des dépôts	XIV - 5a
Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Institut de Recherches économiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.P.E.	Office Central de la Petite Epargne.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent. peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 4 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
				(à fin d'année)				
Population totale	9.328	9.428	9.499	9.556	9.606	9.632	9.660	9.691
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	5.948	5.996	6.022	6.039	6.058	6.071	6.088	6.109
dont : Hommes	2.950	2.984	2.998	3.007	3.016	3.023	3.032	3.045
Femmes	2.998	3.012	3.024	3.032	3.042	3.048	3.056	3.064
				(estimations à fin juin)				
Population active ¹ :	3.611	3.652	3.672	3.691	3.698	3.715	3.761	3.814
dont : Agriculture	263	249	230	216	209	201	191	181
Industries extractives	100	102	94	83	74	67	60	52
Industries manufacturières	1.232	1.258	1.256	1.253	1.220	1.202	1.236	1.264
Bâtiments et construction	285	290	293	296	304	304	307	311
Transports	259	262	263	266	263	268	272	282
Commerce, banques, assurances et services	1.352	1.379	1.412	1.452	1.483	1.510	1.554	1.594
Chômeurs complets ²	62	55	63	67	92	110	88	76
Ouvriers frontaliers	58	57	61	58	53	53	53	54

¹ Non compris les forces armées.

² Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Rémunération des salariés ¹ :							
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	210,9	230,1	255,9	269,7	285,8	320,6	371,3
b) Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	16,6	18,4	19,8	20,7	22,6	24,4	24,1
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	43,1	49,8	52,6	59,3	63,2	68,1	84,2
d) Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	82,5	92,9	104,0	113,8	121,9	133,4	142,7
e) Corrections et compléments	19,4	21,1	19,0	18,7	17,4	20,2	20,5
Total ...	372,5	412,3	451,3	482,2	510,9	566,7	642,8
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :							
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹ ...	29,1	31,2	28,8	29,3	32,2	37,1	33,3
b) Professions libérales ¹	16,7	22,0	22,7	24,3	26,6	28,6	31,3
c) Commerçants et artisans indépendants ¹ ...	100,8	104,9	110,2	114,4	121,1	127,4	134,9
d) Revenu des sociétés de personnes ²	8,3	8,6	8,2	8,3	8,8	10,5	11,9
e) Ajustement statistique	-0,9	0,2	-0,1	...	-2,0	-2,0	-2,0
Total ...	154,0	166,9	169,8	176,3	186,7	201,6	209,4
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :							
a) Intérêts	28,5	31,3	34,7	38,3	42,0	50,0	57,7
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	32,5	34,2	37,0	38,2	39,7	41,0	42,1
c) Dividendes, tantièmes, dons	15,0	17,0	18,3	18,6	22,1	27,3	35,7
Total ...	76,0	82,5	90,0	95,1	103,8	118,3	135,5
4. Bénéfices non distribués des sociétés ²	16,7	17,0	11,9	16,3	21,2	27,3	32,6
5. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	14,1	17,0	18,1	18,8	21,0	25,9	30,3
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	6,8	5,3	4,7	8,3	7,0	7,7	10,5
7. Intérêt de la dette publique	-22,5	-24,3	-26,2	-28,9	-31,7	-37,7	-43,2
Revenu national net au coût des facteurs	617,6	676,7	719,6	768,1	818,9	909,8	1.017,9
8. Amortissements	74,3	80,0	86,4	92,6	98,6	109,1	120,3
Revenu national brut au coût des facteurs	691,9	756,7	806,0	860,7	917,5	1.018,9	1.138,2
9. Impôts indirects	94,1	101,9	119,2	130,0	137,4	152,1	163,3
10. Subventions	-7,7	-9,7	-12,3	-12,7	-15,5	-18,8	-16,6
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,9	978,0	1.039,4	1.152,2	1.284,9

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

**I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ,
PAR BRANCHE D'ACTIVITE**

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

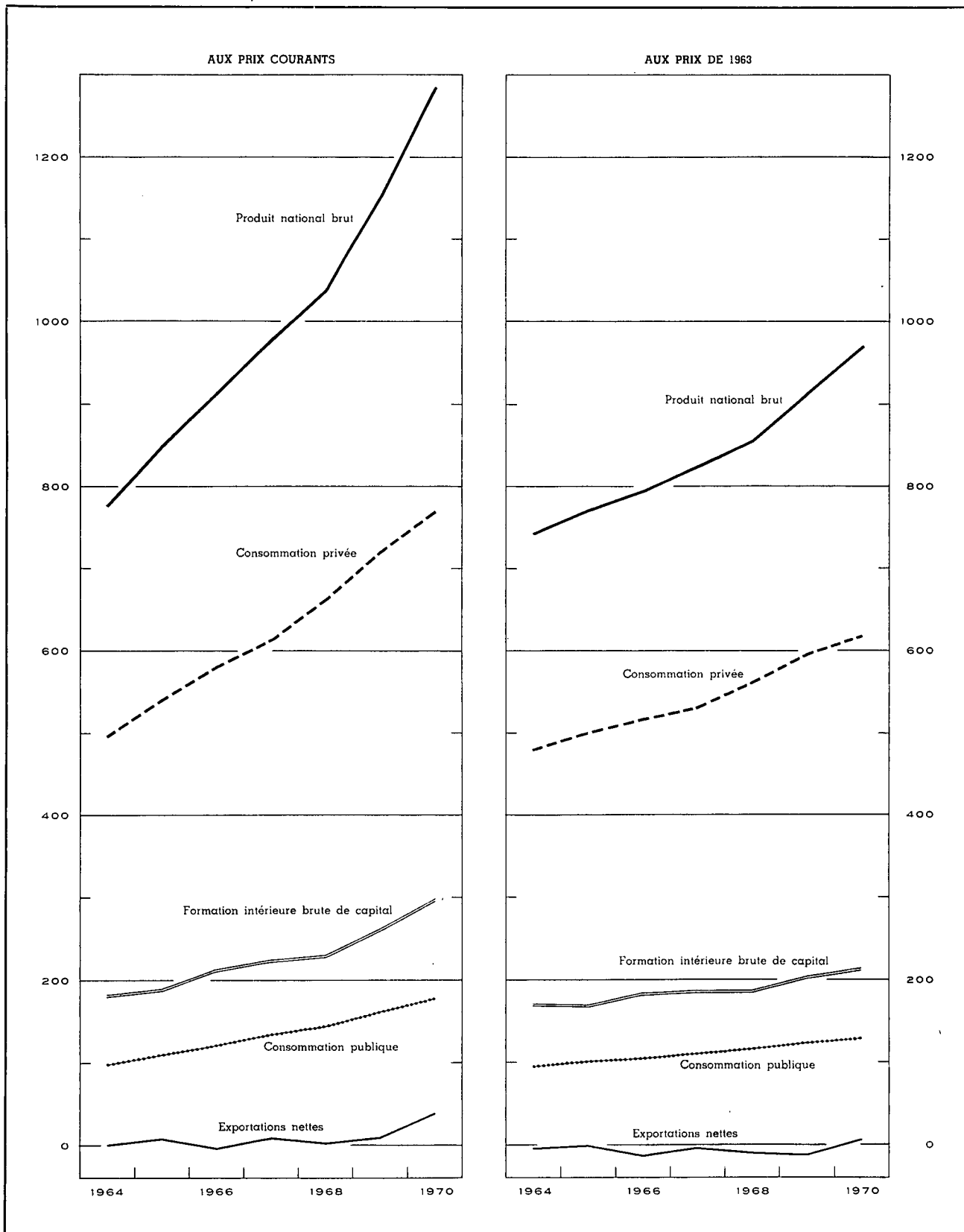
Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Agriculture, sylviculture et pêche	43,0	45,4	43,4	44,7	47,9	53,3	49,6
2. Industries extractives	16,5	15,2	13,2	12,2	11,2	11,0	11,0
3. Industries manufacturières :							
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	46,7	49,5	53,5	58,8	64,4	69,9	76,7
b) Textiles	21,3	21,1	24,0	22,2	23,8	26,6	26,7
c) Vêtements et chaussures	10,7	11,7	12,5	12,6	12,5	14,0	14,6
d) Bois et meubles	10,6	11,3	13,6	14,6	15,5	17,0	18,2
e) Papier, impression, édition	12,5	13,3	14,8	15,9	17,1	19,4	21,4
f) Industrie chimique et activités connexes	19,7	21,0	22,5	23,4	27,2	29,5	30,7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	14,7	14,8	15,5	16,5	16,6	18,7	20,8
h) Fer, acier et métaux non ferreux	21,5	23,0	23,7	25,1	26,9	38,1	45,4
i) Fabrications métalliques et constructions navales	62,4	68,5	89,9	92,4	95,9	112,8	131,8
j) Industries non dénommées ailleurs	20,4	22,2	8,8	9,4	10,8	12,7	13,4
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>240,5</i>	<i>256,4</i>	<i>278,8</i>	<i>290,9</i>	<i>310,7</i>	<i>358,7</i>	<i>399,7</i>
4. Construction	54,4	57,9	62,5	68,9	66,9	71,9	86,3
5. Electricité, gaz et eau	16,7	18,3	20,7	22,5	25,3	29,0	31,5
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'ha- bitation :							
a) Commerce	128,3	142,9	158,4	172,4	181,7	199,5	218,4
b) Services financiers et assurances	21,8	24,0	27,1	30,1	33,9	39,1	42,8
c) Immeubles d'habitation	42,8	45,7	49,7	51,6	53,5	55,8	57,9
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>192,9</i>	<i>212,6</i>	<i>235,2</i>	<i>254,1</i>	<i>269,1</i>	<i>294,4</i>	<i>319,1</i>
7. Transports et communications	53,2	57,8	63,5	67,6	76,1	83,1	92,8
8. Services	161,2	183,9	198,8	216,9	234,3	256,4	285,5
9. Corrections	- 5,0	- 5,4	- 10,0	- 7,2	- 10,2	- 13,8	- 1,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	773,4	842,1	906,1	970,6	1.031,3	1.144,0	1.274,4
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de pro- duction dus par le reste du monde	4,9	6,8	6,8	7,4	8,1	8,2	10,5
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,9	978,0	1.039,4	1.152,2	1.284,9

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Consommation privée :							
a) Produits alimentaires	127,7	138,2	147,0	154,3	161,1	173,0	186,7
b) Boissons et tabac	36,1	39,1	40,8	45,1	48,4	51,5	56,4
c) Vêtements et effets personnels	47,6	51,1	54,4	54,8	58,6	65,5	69,8
d) Loyers, taxes, eau	53,3	57,0	61,6	64,3	66,9	69,9	73,3
e) Chauffage et éclairage	24,8	27,6	28,2	29,9	33,1	34,9	38,5
f) Articles ménagers durables	44,5	48,3	51,8	52,7	58,0	65,9	72,2
g) Entretien de la maison	23,4	25,7	27,7	29,8	32,4	35,1	37,3
h) Soins personnels et hygiène	30,4	38,0	40,7	44,9	49,6	54,0	61,0
i) Transports et communications	47,6	51,8	57,3	61,2	67,0	73,8	78,2
j) Loisirs	41,2	44,4	46,8	51,9	54,7	59,3	66,2
k) Autres dépenses et ajustement statistique ...	20,3	19,7	25,1	23,8	32,6	37,3	29,6
<i>Total ...</i>	<i>496,9</i>	<i>540,9</i>	<i>581,4</i>	<i>612,7</i>	<i>662,4</i>	<i>720,2</i>	<i>769,2</i>
2. Consommation publique :							
a) Rémunérations et pensions	67,4	77,1	86,0	94,0	101,2	112,5	126,4
b) Biens et services	26,2	27,1	28,3	31,6	35,3	39,5	42,0
c) Loyer net imputé ou payé	3,8	4,3	4,5	5,1	5,8	6,2	7,1
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	1,5	1,7	1,9	2,1	2,2	2,5	2,8
<i>Total ...</i>	<i>98,9</i>	<i>110,2</i>	<i>120,7</i>	<i>132,8</i>	<i>144,5</i>	<i>160,7</i>	<i>178,3</i>
3. Formation intérieure brute de capital :							
a) Agriculture, sylviculture et pêche	4,9	5,3	6,0	5,7	6,3	6,8	7,2
b) Industries extractives	2,0	2,0	1,7	1,6	1,9	2,1	2,1
c) Industries manufacturières	40,7	46,3	54,3	54,0	49,2	57,7	65,7
d) Construction	5,1	5,5	6,5	6,9	6,5	6,6	9,3
e) Electricité, gaz et eau	7,8	9,4	11,4	15,0	13,4	13,5	15,2
f) Commerce, banques, assurances	15,4	15,7	18,1	18,0	19,3	22,0	26,3
g) Immeubles d'habitation	52,2	58,7	56,5	59,3	58,1	62,4	73,1
h) Transports et communications	15,4	18,6	20,5	23,4	23,5	24,5	28,1
i) Pouvoirs publics et enseignement	23,2	19,7	24,3	29,0	34,5	37,7	45,3
j) Autres services	3,9	4,1	4,9	5,4	5,5	7,0	8,8
k) Variations de stocks	11,0	4,4	7,8	5,3	8,8	18,6	17,3
l) Ajustement statistique	0,9	...	1,2	0,1	2,6	3,3	— 0,2
<i>Total ...</i>	<i>182,5</i>	<i>189,7</i>	<i>213,2</i>	<i>223,7</i>	<i>229,6</i>	<i>262,2</i>	<i>298,2</i>
4. Exportations nettes de biens et services :							
a) Exportations totales	295,0	325,7	350,1	376,8	422,0	510,9	619,0
b) Importations totales	295,0	317,6	352,5	368,0	419,1	501,8	579,8
c) Exportations nettes	—	+ 8,1	— 2,4	+ 8,8	+ 2,9	+ 9,1	+ 39,2
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	912,9	978,0	1.039,4	1.152,2	1.284,9

I 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Consommation privée :							
a) Produits alimentaires	101	102	106	110	112	115	121
b) Boissons	106	109	108	115	122	131	144
c) Tabac	105	111	115	117	118	121	124
d) Vêtements et effets personnels	102	107	110	109	114	124	129
e) Loyers, taxes, eau	102	105	107	109	111	113	114
f) Chauffage et éclairage	90	98	99	103	112	118	126
g) Articles ménagers durables	112	119	124	125	135	151	161
h) Entretien de la maison	103	106	107	110	114	118	120
i) Soins personnels et hygiène	102	110	112	117	126	133	143
j) Transports	109	120	125	131	143	156	161
k) Communications P.T.T.	108	114	123	132	141	151	157
l) Loisirs	106	110	112	118	121	129	139
<i>Total ...</i>	<i>103</i>	<i>108</i>	<i>111</i>	<i>115</i>	<i>121</i>	<i>128</i>	<i>133</i>
2. Consommation publique :							
a) Rémunérations et pensions	105	113	118	124	127	134	141
b) Biens et services	101	102	102	111	122	132	133
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	109	117	121	135	146	155	173
<i>Total ...</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>126</i>	<i>135</i>	<i>141</i>
3. Formation intérieure brute de capital :							
a) Agriculture, sylviculture et pêche	110	116	126	115	125	129	125
b) Industries extractives	96	93	78	70	83	92	85
c) Industries manufacturières	99	110	126	123	111	126	129
d) Construction	89	94	109	116	108	104	133
e) Electricité, gaz et eau	108	126	149	188	167	163	173
f) Commerce, banques, assurances	99	97	110	106	112	123	134
g) Immeubles d'habitation	144	151	136	134	127	129	141
h) Transports et communications	101	118	125	137	134	134	141
i) Pouvoirs publics (à l'excl. de l'enseignement)	142	106	123	150	178	185	205
j) Enseignement	89	85	100	96	104	105	111
k) Autres services	99	99	117	126	126	155	176
<i>Total ...</i>	<i>119</i>	<i>119</i>	<i>129</i>	<i>130</i>	<i>130</i>	<i>143</i>	<i>149</i>
4. Exportations nettes de biens et services :							
a) Exportations totales	111	120	124	133	148	172	196
b) Importations totales	111	118	128	132	150	173	190
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	106,8	110,9	114,2	118,7	122,9	131,2	139,2

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Série statistique de Bruxelles (DULBEA). — I.R.E.S. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.

	Demandes d'emploi ¹						Offres d'emploi		
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1964	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1		13,9	13,1
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5		13,7	8,4
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	6,5	1,3	4,6	16,0	11,6
1970	2,1	24,0	45,2	71,3	6,3	1,1	4,0	17,8	23,9
1971	3,5	22,9	44,5	70,9	6,8	1,6	4,0	14,9	13,4
1970 1 ^{er} trimestre	2,1	29,1	47,1	78,2	5,3	0,9	4,4	22,9	23,3
2 ^e trimestre	1,4	23,1	44,8	69,3	6,7	0,8	3,8	19,6	28,3
3 ^e trimestre	1,6	20,9	43,8	66,3	7,0	1,5	3,7	15,1	25,0
4 ^e trimestre	3,4	23,3	44,4	71,1	6,4	1,5	4,0	13,5	19,0
1971 1 ^{er} trimestre	3,5	24,2	46,4	74,1	5,7	1,2	3,9	17,1	15,7
2 ^e trimestre	2,3	18,9	44,2	65,4	7,1	1,1	3,4	16,6	15,6
3 ^e trimestre	2,7	20,3	43,1	66,1	7,5	2,0	3,9	14,5	13,4
4 ^e trimestre	5,3	28,3	44,3	77,9	7,0	2,0	5,0	12,8	8,8
1972 1 ^{er} trimestre	6,3	35,9	46,5	88,7	6,4	1,7	4,9	16,3	7,5
1971 Avril	2,7	20,4	44,9	68,0	6,9	1,0	3,6	17,9	16,0
Mai	2,3	18,8	44,4	65,5	7,0	1,0	3,4	15,8	15,7
Juin	2,0	17,5	43,3	62,8	7,3	1,2	3,2	16,2	15,0
Juillet	2,5	20,3	43,7	66,5	7,5	1,5	3,5	10,4	13,9
Août	2,4	20,2	43,0	65,6	7,5	2,0	3,9	15,7	13,9
Septembre	3,1	20,4	42,7	66,2	7,5	2,5	4,4	17,4	12,5
Octobre	4,2	22,7	43,1	70,0	7,4	2,2	5,0	14,9	10,5
Novembre	5,2	28,3	44,4	77,9	7,0	2,1	5,1	12,0	8,6
Décembre	6,4	34,0	45,3	85,7	6,5	1,8	4,9	11,4	7,4
1972 Janvier	6,9	36,7	46,5	90,1	6,0	1,8	5,1	15,7	7,5
Février	6,5	36,2	46,7	89,4	6,2	1,6	5,0	15,0	7,2
Mars	5,6	34,6	46,4	86,6	6,9	1,6	4,7	18,3	7,7
Avril	5,0	33,2	46,3	84,5	6,7	1,5	4,6	15,6	8,6

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

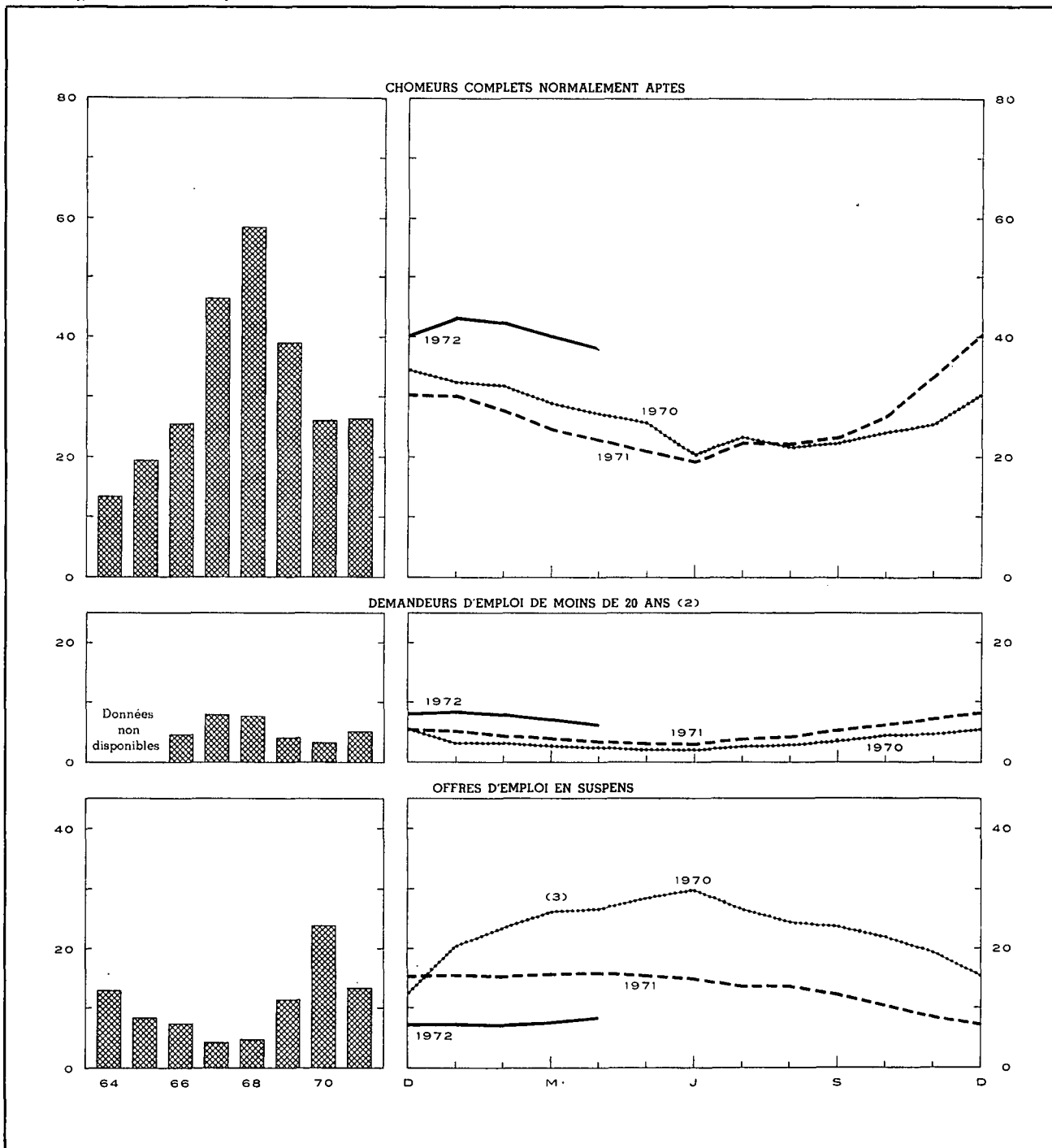
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office National de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office National de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Céréales panifiables	259	263	244	229	232	224	207	224
dont : froment	214	226	211	197	201	197	181	193
seigle	41	33	29	26	26	21	20	24
Céréales non panifiables	238	252	258	258	249	249	255	233
Plantes industrielles	106	95	92	95	107	109	101	109
Plantes racines et tuberculifères	94	89	90	91	81	77	80	73
Légumes cultivés pour la graine	10	10	9	8	8	8	7	5
Prés et prairies	799	795	795	794	791	788	795	782
Divers	109	98	102	102	96	98	97	103
Total ...	1.615	1.602	1.590	1.577	1.564	1.553	1.542	1.529
Production végétale (milliers de tonnes)								
Froment	900	854	650	828	839	754	708	878
Autres céréales	1.064	962	896	1.129	1.033	968	843	1.034
Betteraves sucrières	3.515	2.748	2.858	3.615	4.108	4.217	3.868	4.873
Lin (graines et paille)	283	190	167	105	108	112	48	93
Chicorée à café	68	46	29	32	40	43	56	54
Pommes de terre	1.755	1.419	1.475	1.943	1.566	1.253	1.373	1.373
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Chevaux agricoles	120	108	94	85	86	81	73	65
Total des bovidés	2.657	2.725	2.767	2.753	2.799	2.839	2.887	2.840
dont : vaches laitières	996	1.007	1.016	1.026	1.064	1.072	1.052	1.031
Porcs	1.809	1.824	1.948	2.300	2.479	2.780	3.722	3.912
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.712	1.953	2.199	2.403	2.585	2.475	2.355	2.339
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	429	461	500	548	586	608	704	739

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : I.N.S.

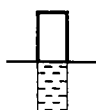
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Aiglefin	233	141	130	136	361	346	157
Cabillaud	1.124	1.052	1.322	1.695	1.176	859	1.584
Plie	294	442	516	450	376	398	383
Sole	263	329	412	356	309	320	319
Raie	280	182	178	219	231	199	169
Hareng	112	61	30	11	38	62	55
Crevettes	72	80	104	80	114	114	75

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture) — Statistiques agricoles (I.N.S.). — Annuaire statistique de

la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

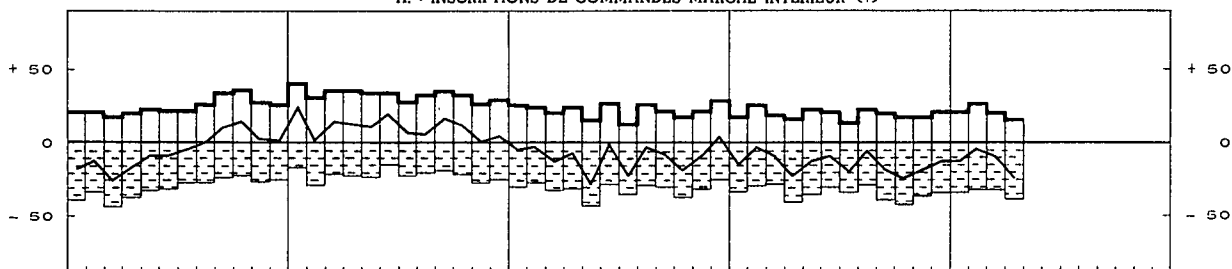
IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE *



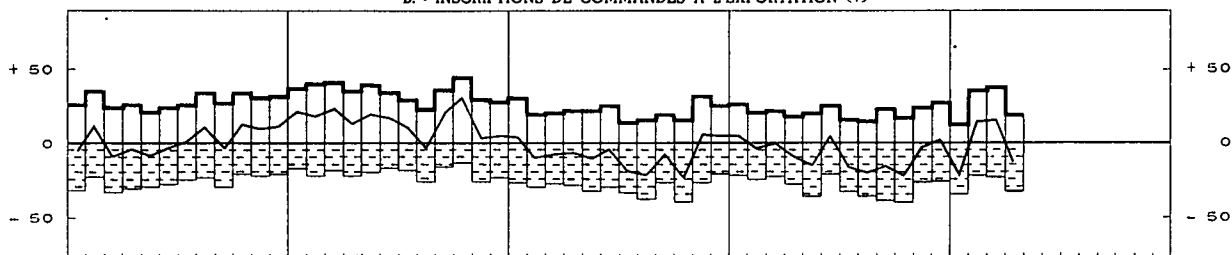
Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses « Supérieur à la normale » pour les questions D et E
 Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses « Inférieur à la normale » pour les questions D et E

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions A, B et C
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « Supérieur » et « Inférieur » à la normale pour les questions D et E

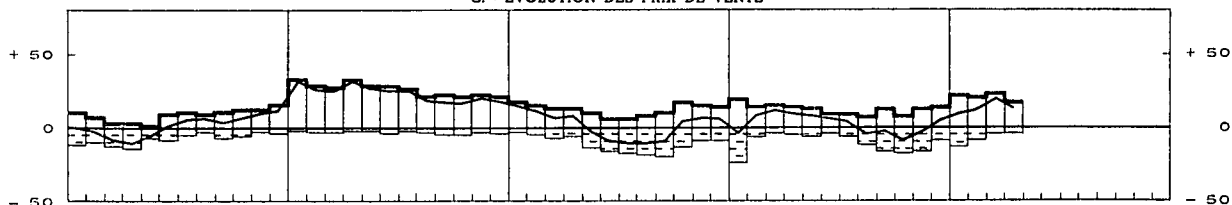
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



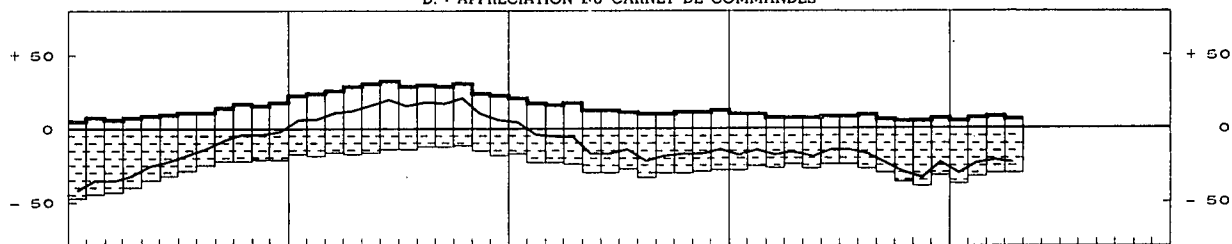
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



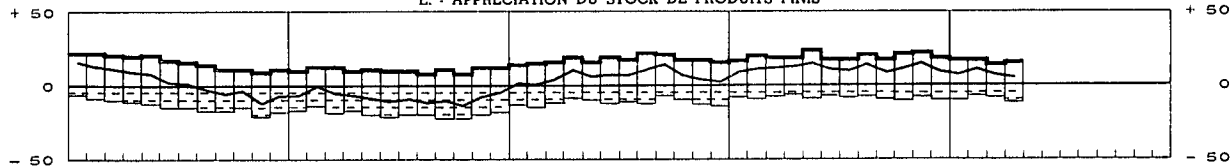
C. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



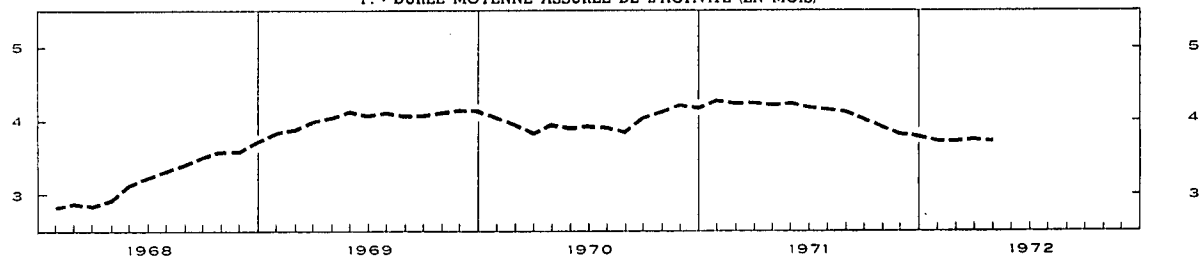
D. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



F. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Elles ne comprennent pas la chimie en 1967

et en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1963 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés			Mouvement trend-cyclique
	Source : I.N.S.		Source : Agéfi	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général	Indice général *
1964	107	107	107	107
1965	109	110	109	109
1966	111	114	109	111
1967	113	116	111	113
1968	119	124	121	120
1969	131	138	131	131
1970	135	144	134	135
1971	p 140	p 149	137	p 139
1970 1 ^{er} trimestre	131	140	129	132
2 ^e trimestre	137	145	137	133
3 ^e trimestre	129	137	133	134
4 ^e trimestre	144	152	138	135
1971 1 ^{er} trimestre	139	147	138	137
2 ^e trimestre	p 141	p 150	140	p 137
3 ^e trimestre	p 132	p 141	135	p 137
4 ^e trimestre	p 147	p 156	135	p 138
1972 1 ^{er} trimestre	p 147	p 156	p 142	
1971 Avril	142	152	139	137
Mai	134	143	138	136
Juin	p 146	p 155	142	p 137
Juillet	p 112	p 119	127	p 137
Août	p 132	p 140	138	p 137
Septembre	p 154	p 164	141	p 137
Octobre	p 153	p 163	138	p 138
Novembre	p 141	p 150	131	p 139
Décembre	p 147	p 156	136	p 139
1972 Janvier	p 140	p 149	p 142	p 139
Février	p 142	p 151	p 135	
Mars	p 158	p 167	p 147	
Avril			p 138	

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1963 = 100

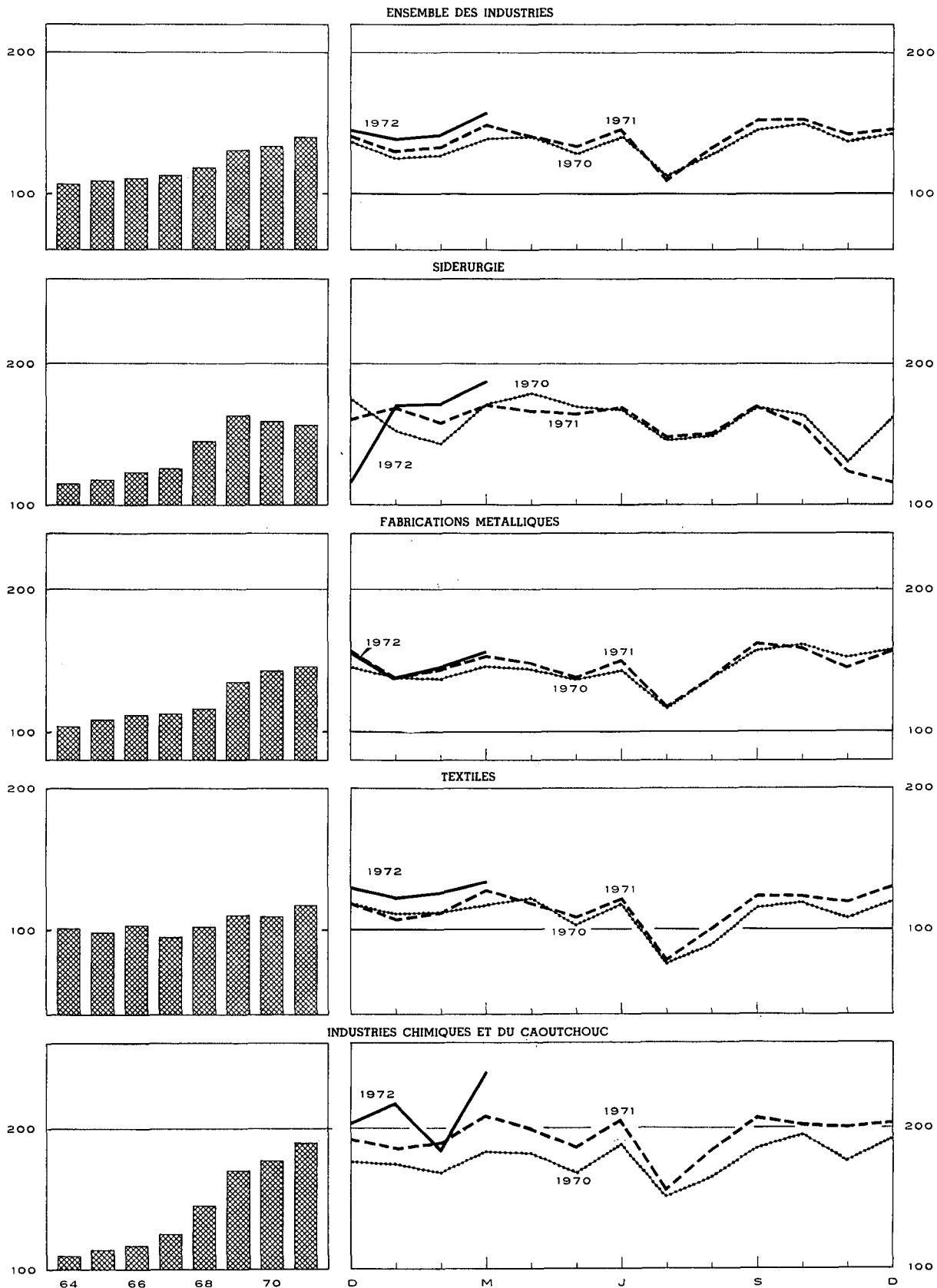
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries extractives	Industries manufacturières												
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. charbon pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole
									Total	Pila- ture	Tissage	Boune- terie	Total	'Trans- forma- tion des mat'ères plasti- ques	
1964	107	104	107	115	115	112	104	106	101	99	105	97	110	119	110
1965	109	96	110	112	118	121	109	107	98	97	99	98	114	144	128
1966	111	86	114	112	123	122	112	112	103	99	107	102	117	172	137
1967	113	83	116	113	126	118	113	119	95	89	102	96	125	219	142
1968	119	76	124	115	145	129	116	121	102	98	108	97	145	260	189
1969	131	69	138	123	163	133	135	129	110	104	118	104	171	310	235
1970	135	63	144	132	159	142	144	136	109	102	121	101	177	338	246
1971	p 140	62	p 149	131	156	139	p 146	142	115	104	131	108	194	429	249
1970 1 ^{er} trimestre	131	55	140	116	155	140	140	120	113	108	125	103	175	331	224
2 ^e trimestre	137	67	145	138	172	146	141	135	114	108	125	105	179	338	242
3 ^e trimestre	129	60	137	136	155	135	138	141	93	86	104	89	167	319	257
4 ^e trimestre	144	68	152	138	152	149	157	146	115	108	130	107	188	364	261
1971 1 ^{er} trimestre	139	68	147	123	167	133	146	127	116	107	129	111	194	395	248
2 ^e trimestre	p 141	61	p 150	140	167	141	p 146	134	117	105	131	114	197	433	249
3 ^e trimestre	p 132	55	p 141	127	157	133	p 139	145	101	92	117	95	183	413	243
4 ^e trimestre	p 147	65	p 156	135	133	148	p 154	160	125	113	148	111	203	475	256
1972 1 ^{er} trimestre	p 147	67	156	124	177		147	135	127				215	496	301
1971 Mars	150	74	159	139	171	138	154	142	128	116	144	125	209	432	259
Avril	142	51	152	142	167	135	149	135	119	108	134	117	199	428	240
Mai	134	59	143	140	165	143	140	124	109	98	122	107	187	385	262
Juin	p 146	71	p 155	139	169	145	p 151	143	122	111	137	117	205	487	246
Juillet	p 112	40	p 119	103	149	113	p 117	139	79	65	107	59	158	341	250
Août	p 132	58	p 140	128	151	136	p 138	147	101	99	101	106	184	406	250
Septembre	p 154	67	p 164	149	170	149	p 163	150	124	111	144	119	206	492	229
Octobre	p 153	65	p 163	147	157	145	p 160	169	124	110	146	118	204	474	241
Novembre	p 141	64	p 150	134	124	145	p 146	158	120	105	143	108	200	475	235
Décembre	p 147	65	p 156	124	117	154	p 157	154	130	124	154	108	204	477	292
1972 Janvier	p 140	61	149	116	171	135	138	137	123	109			218	464	303
Février	p 142	66	151	114	172		146	130	126				185	457	280
Mars	p 158	74	167	142	188		157	138	134				240	567	319

* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1968 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (6), (7) et (9)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production	Mise en œuvre	Production de gaz manufacturé 3	Importations de gaz naturel 4
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.155	1.623	1.112	244	...
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	272	...
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	244	...
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	267	23
1968	1.234	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	261	100
1969	1.100	631	479	2.211	1.506	2.303	2.379	210	249
1970	947	215	593	2.099	1.599	2.413	2.485	173	351
1971	913	400	417	1.750	1.585	2.633	2.520		549
1970 1 ^{er} trimestre	784 ^a	514	713	2.085	1.429 ^a	2.536	2.263	176	325
2 ^e trimestre	1.037	344	599	2.253	1.621	2.338	2.445	184	317
3 ^e trimestre	913	238	509	1.969	1.617	2.157	2.596	169	310
4 ^e trimestre	1.054	215	550	2.094	1.673	2.616	2.635	162	452
1971 1 ^{er} trimestre	1.071	357	447	1.909	1.690	2.684	2.505	151	528
2 ^e trimestre	862 ^a	337	384	1.698	1.528 ^a	2.456	2.523	158	502
3 ^e trimestre	788	266	384	1.664	1.534	2.441	2.459	154	478
4 ^e trimestre	933	400	424	1.688	1.587	2.920	2.593		584
1972 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 985	<i>p</i> 587			<i>p</i> 1.619	3.027			
1971 Avril	691 ^a	286	401	1.646	1.408 ^a	2.505	2.433	152	500
Mai	872	306	371	1.696	1.572	2.366	2.650	164	502
Juin	1.022	337	379	1.752	1.605	2.498	2.485	159	503
Juillet	596	275	429	1.573	1.522	2.239	2.532	161	460
Août	838	358	341	1.652	1.538	2.446	2.529	144	481
Septembre	929	266	382	1.767	1.543	2.637	2.315	158	492
Octobre	919	261	581	1.845	1.556	2.861	2.443		550
Novembre	915	284	304	1.565	1.591	2.872	2.379		596
Décembre	965	400	387	1.653	1.614	3.027	2.956		606
1972 Janvier	929	441	285	1.506	1.584	3.156	2.990		632
Février	969	535	421	1.709	1.657	2.914			592
Mars	<i>p</i> 1.056	<i>p</i> 587			<i>p</i> 1.617	3.010			
Avril	<i>p</i> 890	<i>p</i> 603			<i>p</i> 1.626				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1 tonne de coke = 1,8 tonne de houille crue; 1 tonne d'agglomérés = 0,9 tonne de houille crue).

² Grèves.

³ 1 m³ = 4.250 kilocalories.

⁴ 1 m³ = 8.400 kilocalories.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — *Fabrimetal* [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Siderurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1969	1.070	819	8,57	11,52	20,09	18,20
1970	1.051	775	9,35	13,00	22,35	21,28
1971	1.037	770	<i>p</i> 9,40	<i>p</i> 14,19	<i>p</i> 23,59	<i>p</i> 23,30
1970 1 ^{er} trimestre	1.012	827	8,92	12,84	21,76	19,02
2 ^e trimestre	1.148	839	9,01	13,00	22,01	21,22
3 ^e trimestre	1.044	695	8,51	11,17	19,68	18,75
4 ^e trimestre	1.000	739	10,95	14,98	25,93	26,15
1971 1 ^{er} trimestre	1.099	817	9,13	15,00	24,13	21,99
2 ^e trimestre	1.109	826	10,15	15,00	25,15	24,48
3 ^e trimestre	1.069	737	8,80	12,82	21,62	21,48
4 ^e trimestre	872	700	<i>p</i> 9,51	<i>p</i> 13,95	<i>p</i> 23,46	<i>p</i> 25,27
1972 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 1.186					
1971 Avril	1.106	842	9,89	14,54	24,43	24,13
Mai	1.119	790	11,21	13,93	25,14	22,46
Juin	1.102	846	9,34	16,54	25,88	26,84
Juillet	1.046	683	6,77	12,43	19,20	18,97
Août	1.038	678	8,15	10,94	19,09	19,31
Septembre	1.124	852	11,46	15,11	26,57	26,17
Octobre	1.020	806	<i>p</i> 9,09	<i>p</i> 14,10	<i>p</i> 23,19	<i>p</i> 25,03
Novembre	819	671	<i>p</i> 9,33	<i>p</i> 14,39	<i>p</i> 23,72	<i>p</i> 23,94
Décembre	777	624	<i>p</i> 10,11	<i>p</i> 13,36	<i>p</i> 23,47	<i>p</i> 26,83
1972 Janvier	1.140	863				
Février	<i>p</i> 1.154	892				
Mars	<i>p</i> 1.265					
Avril	<i>p</i> 1.215					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Production (Indices 1968 = 100) 1	Autorisations de bâtir accordées				Constructions commencées			
		Logements		Autres immeubles		Logements		Autres immeubles	
		Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes
1964	119	5.910	2.881	549	1.722	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1965	115	5.210	2.583	547	2.035	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1966	118	6.192	3.023	724	2.096	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1967	125	5.767	2.773	714	2.154	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1968	118	5.328	2.598	585	1.994	3.950	2.004	439	1.376
1969	123	6.095	3.074	856	2.426	4.656	2.374	641	1.721
1970	141	5.035	2.506	683	2.799	3.562	1.861	549	1.949
1971	140	3.884	1.992		2.268	3.486	1.839		2.225
1969 4 ^e trimestre	128	5.309	2.574	732	2.043	3.862	1.923	602	1.527
1970 1 ^{er} trimestre	131	4.742	2.373	599	2.331	2.851	1.446	405	1.787
2 ^e trimestre	136	5.806	2.945	904	3.899	4.984	2.657	646	1.965
3 ^e trimestre	141	5.596	2.647	724	2.717	3.681	1.955	579	1.845
4 ^e trimestre	142	3.998	2.058	505	2.247	2.732	1.386	566	2.199
1971 1 ^{er} trimestre	141	4.023	1.944	368	1.867	2.487	1.313	334	1.501
2 ^e trimestre	142	3.506	1.893	424	2.147	4.227	2.170	524	2.458
3 ^e trimestre	141	3.880	2.017	509	2.642	3.908	2.110	515	2.538
4 ^e trimestre	140	4.127	2.115		2.415	3.324	1.761		2.377
1971 Février	142	3.648	1.597	312	1.532	2.199	1.184	361	1.529
Mars	141	4.209	2.128	360	1.794	3.868	2.007	387	2.138
Avril	142	3.491	1.912	394	2.037	3.945	2.196	459	2.418
Mai	142	2.636	1.499	373	1.655	4.305	1.986	390	1.519
Juin	142	4.392	2.267	506	2.748	4.432	2.328	722	3.438
Juillet	141	3.275	1.897	536	2.278	3.023	1.631	465	1.720
Août	141	5.445	2.477	566	3.177	4.382	2.314	518	2.843
Septembre	141	2.921	1.677	426	2.472	4.320	2.386	563	3.051
Octobre	140	3.970	2.070	524	2.625	3.387	1.881	501	2.872
Novembre	140	3.598	1.806	449	1.685	3.706	1.936	580	2.538
Décembre	140	4.812	2.470		2.935	2.879	1.466		1.721
1972 Janvier	140								
Février	139								

1 Mouvement trend-cyclique. L'indice porte sur les travaux publics et privés.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *
1 ^{er} trimestre	140	152	+ 8,6	122	132	+ 8,8	139	153	+ 10,1
2 ^e trimestre	144	153	+ 6,2	125	133	+ 6,4	144	156	+ 8,3
3 ^e trimestre	145	152	+ 4,8	128	134	+ 4,7	145	153	+ 5,5
4 ^e trimestre	145	152	+ 4,8	131	135	+ 3,3	150	152	+ 1,3
	1970	1971		1970	1971		1970	1971	
1 ^{er} trimestre	152	156	+ 2,6	132	137	+ 3,2	153	159	+ 3,9
2 ^e trimestre	153	155	+ 1,3	133	137	+ 2,9	156	158	+ 1,3
3 ^e trimestre	152	155	+ 2,0	134	137	+ 2,1	153	155	+ 1,3
4 ^e trimestre	152	157	+ 3,3	135	138	+ 2,6	152	152	—
	France			Italie			Pays-Bas		
	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *
1 ^{er} trimestre	138	150	+ 8,7	144	152	+ 5,6	152	171	+ 12,5
2 ^e trimestre	142	150	+ 5,6	147	149	+ 1,4	157	174	+ 10,8
3 ^e trimestre	144	149	+ 3,5	144	149	+ 3,5	162	178	+ 9,9
4 ^e trimestre	144	151	+ 4,9	131	151	+ 15,3	167	180	+ 7,8
	1970	1971		1970	1971		1970	1971	
1 ^{er} trimestre	150	155	+ 3,3	152	149	- 2,0	171	186	+ 8,8
2 ^e trimestre	150	154	+ 2,7	149	145	- 2,7	174	186	+ 6,9
3 ^e trimestre	149	160	+ 7,4	149	142	- 4,7	178	188	+ 5,6
4 ^e trimestre	151	163	+ 7,9	151	150	- 0,7	180	190	+ 5,6

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *I.R.E.S.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimetal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fedéchar*. —

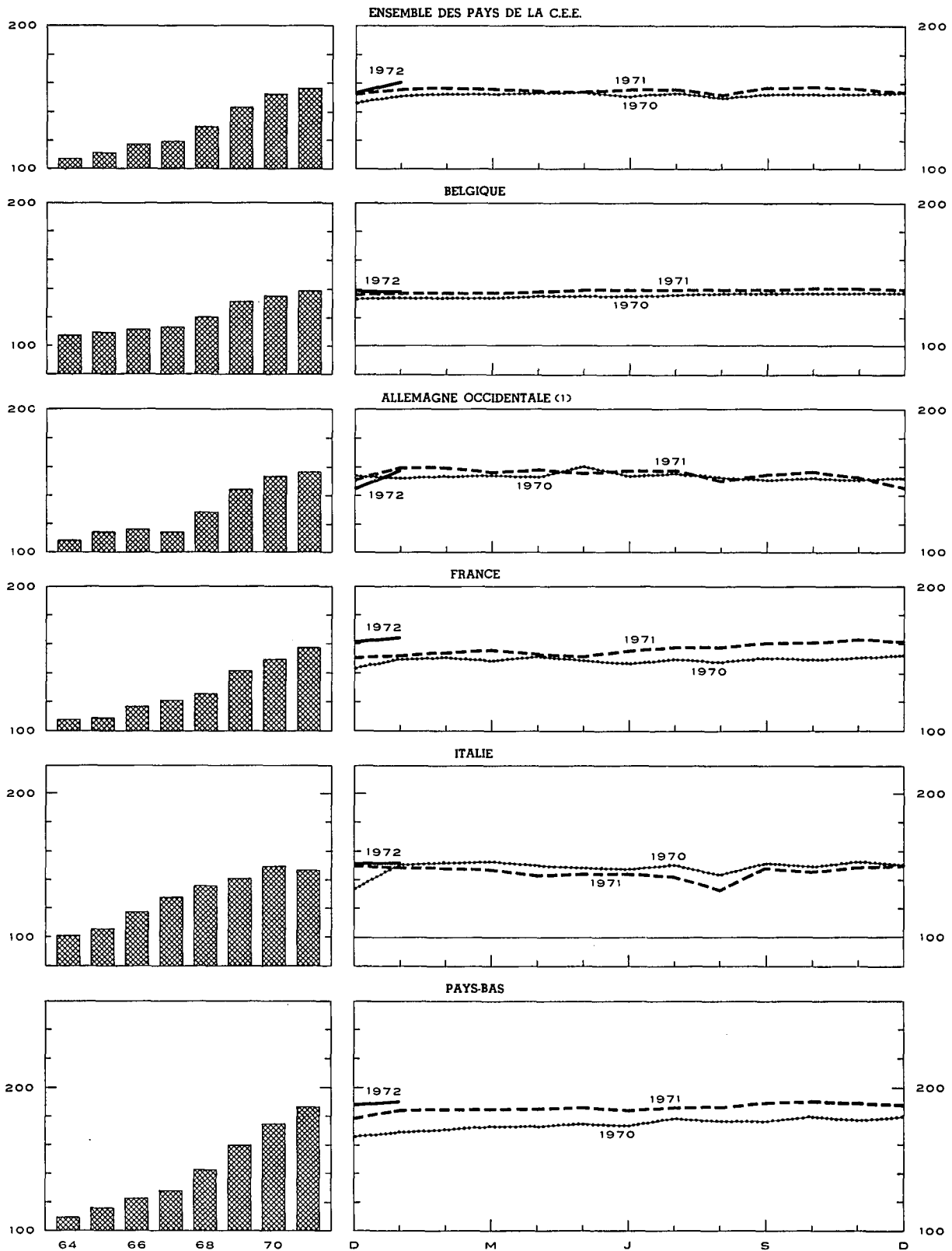
Bulletin du M.A.E. (Administration de l'industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



1 Y comprise Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
	Nombre de voyageurs-km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
				combustibles et huiles minérales	minerais		
(millions)	(milliers de tonnes)						
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	137,8	18,4
1967	711	507	4.925	1.576	1.259	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1970 1 ^{er} trimestre	685	596	5.313	1.372	1.315	144,3	27,9
2 ^e trimestre	693	682	6.343	1.700	1.642	205,2	34,6
3 ^e trimestre	672	655	5.942	1.627	1.554	301,1	43,2
4 ^e trimestre	704	674	6.126	1.669	1.521	165,0	31,8
1971 1 ^{er} trimestre	698	645	5.820	1.574	1.434	165,9	30,8
2 ^e trimestre	707	605	5.495	1.430	1.422	222,4	35,5
3 ^e trimestre	690	584	5.368	1.389	1.439	316,1	44,7
4 ^e trimestre	713	609	5.455	1.437	1.220	202,1	40,9
1972 1 ^{er} trimestre	690	621	5.694	1.464	1.419		
1971 Mars	720	676	6.133	1.587	1.544	189,8	33,6
Avril	704	615	5.506	1.322	1.480	206,2	33,8
Mai	703	592	5.363	1.449	1.354	202,5	34,3
Juin	714	608	5.617	1.519	1.433	258,6	38,4
Juillet	683	587	5.259	1.302	1.474	335,1	46,2
Août	710	547	5.100	1.357	1.286	310,2	42,8
Septembre	678	617	5.746	1.508	1.556	303,1	45,2
Octobre	695	632	5.731	1.489	1.425	229,1	43,3
Novembre	724	601	5.322	1.406	1.136	174,1	39,3
Décembre	720	593	5.313	1.415	1.099	203,2	40,2
1972 Janvier	693	594	5.350	1.401	1.302		
Février	684	598	5.521	1.397	1.352		
Mars	692	671	6.212	1.595	1.602		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

Y · 1b — Navigation maritime

Y · 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)	
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78	304	99	36	6.276	509
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108	313	118	39	6.412	507
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	337	156	40	6.633	497
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208				7.947	561
1969 4 ^e trimestre .	5.569	4.169	1.894	476	519	357	905	671	78	7.487	566
1970 1 ^{er} trimestre .	5.463	3.804	1.784	407	371	320	913	545	64	6.647	496
2 ^e trimestre .	5.718	4.625	1.801	417	376	286	1.053	585	62	8.110	609
3 ^e trimestre .	5.870	4.971	1.896	520	579	252	1.111	536	82	7.897	561
4 ^e trimestre .	5.580	4.862	2.304	559	525	354	945	791	78	7.868	565
1971 1 ^{er} trimestre .	5.665	3.912	2.174	557	590	142	1.013	490	57	7.456	534
2 ^e trimestre .	5.554	4.166	2.107	567	688	171	1.116	823	50	8.320	588
3 ^e trimestre .	5.227	3.863	1.962	553	449	326	1.397	522	64	8.117	555
4 ^e trimestre .	5.284	3.514	1.907	591	706	195				7.896	568
1971 Février	5.288	3.699	2.556	520	376	124	958	678	62	7.120	511
Mars	5.761	4.564	2.377	571	1.071	190	1.041	382	46	8.859	637
Avril	5.474	4.600	1.771	446	724	53	981	847	41	8.438	585
Mai	5.782	3.389	2.001	753	483	216	1.146	851	56	7.646	543
Juin	5.407	4.508	2.548	501	856	243	1.220	771	52	8.876	637
Juillet	5.138	4.011	1.766	492	424	384	1.320	366	44	7.512	518
Août	5.489	3.154	1.878	642	602	361	1.505	601	48	8.312	568
Septembre ...	5.055	4.424	2.243	526	321	234	1.366	600	99	8.527	578
Octobre	5.425	3.681	1.985	636	911	140	1.424	550	87	8.453	620
Novembre	4.968	3.738	1.624	589	340	123	1.226			7.441	544
Décembre	5.459	3.124	2.113	548	866	322				7.794	539
1972 Janvier	5.681			570							
Février				564							

¹ Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

Y - 2. -- TOURISME ¹

(milliers de nuitées)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1964	1.843	1.355	108	82	118	57	30
1965	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.112	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.212	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.260	1.661	98	145	104	99	43
1969 4 ^e trimestre	533	325	37	30	25	31	27
1970 1 ^{er} trimestre	493	270	41	25	32	34	21
2 ^e trimestre	2.018	1.464	83	104	126	83	47
3 ^e trimestre	5.759	4.513	197	364	233	195	71
4 ^e trimestre	579	339	41	31	32	33	28
1971 1 ^{er} trimestre	409	205	37	22	22	27	26
2 ^e trimestre	2.160	1.539	105	117	155	98	48
3 ^e trimestre	5.891	4.563	209	412	207	237	72
4 ^e trimestre	580	339	40	29	31	33	26
1971 Février	390	196	37	21	20	24	25
Mars	453	223	41	24	27	32	28
Avril	1.694	1.239	107	39	120	58	34
Mai	1.984	1.384	103	131	180	88	49
Juin	2.802	1.995	105	181	164	148	62
Juillet	8.881	6.882	192	924	234	362	84
Août	6.937	5.553	329	252	245	256	72
Septembre	1.854	1.255	106	60	142	94	61
Octobre	686	373	48	36	48	44	38
Novembre	520	303	39	23	24	30	22
Décembre	535	340	32	28	22	25	19
1972 Janvier	374	185	31	18	24	25	22
Février	375	180	34	22	21	26	23

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1966 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1967	103	103	103	114	116	106	100	103	103	104	102
1968	109	108	105	141	131	111	106	114	114	111	107
1969	119	118	106	173	162	118	120	128	127	122	114
1970	126	131	108	209	193	128	128	140	140	133	120
1971	138	140	108	251	231	142	141	143	159	147	128
1969 4 ^e trimestre	127	140	113	205	179	125	137	144	137	132	122
1970 1 ^{er} trimestre	112	114	105	183	174	121	101	117	125	118	107
2 ^e trimestre	127	126	106	201	189	128	138	130	135	132	120
3 ^e trimestre	122	122	100	200	192	127	115	137	137	126	116
4 ^e trimestre	144	161	120	252	216	138	158	175	163	152	137
1971 1 ^{er} trimestre	115	118	101	216	201	129	102	105	134	123	110
2 ^e trimestre	144	137	108	248	229	145	160	137	159	151	133
3 ^e trimestre	139	137	104	245	241	143	129	151	162	147	127
4 ^e trimestre	155	170	118	295	255	153	174	178	180	166	143
1971 Janvier	105	120	98	217	193	127	98	89	115	115	103
Février	109	111	95	199	194	124	86	103	130	116	104
Mars	130	123	109	231	217	135	123	124	158	138	122
Avril	141	138	109	252	233	142	168	129	155	149	131
Mai	144	132	106	243	224	145	167	136	152	150	132
Juin	147	141	109	250	231	149	145	147	170	154	135
Juillet	139	145	104	252	256	145	141	145	159	148	129
Août	131	130	102	233	235	141	106	145	155	139	121
Septembre	146	135	107	251	232	144	140	163	172	153	132
Octobre	148	149	113	286	238	147	174	163	169	158	137
Novembre	143	159	105	263	234	143	153	158	168	153	132
Décembre	174	202	136	336	294	169	196	213	204	188	161
1972 Janvier	135	133	103	245	216	143	121	138	157	142	122

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation, dont on a éliminé les services.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1969 1 ^{er} semestre	1.710	1.004	170	536	24,60	9,78	7,25	7,57	10,42	4,47	2,90	3,05
2 ^e semestre	1.715	1.026	173	516	25,37	10,08	7,75	7,54	9,29	3,89	2,60	2,80
1970 1 ^{er} semestre	1.687	1.006	174	507	25,30	9,81	8,29	7,20	8,66	3,56	2,69	2,41
2 ^e semestre	1.691	1.017	175	498	25,30	9,07	8,83	7,40	9,87	3,85	3,24	2,78
1971 1 ^{er} semestre	1.608	970	180	458	25,74	9,28	9,36	7,10	9,35	3,54	3,27	2,54
2 ^e semestre	1.753	1.149	175	429	27,13	10,38	9,62	7,13	9,91	3,70	3,23	2,98

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1968 2 ^e semestre	49	31	2	16	94,8	42,1	10,6	42,1
1969 1 ^{er} semestre	51	33	2	16	124,1	63,4	14,7	46,0
2 ^e semestre	54	34	2	18	111,0	50,9	13,3	46,8
1970 1 ^{er} semestre	62	41	2	19	177,5	109,2	16,4	51,9
2 ^e semestre	56	35	2	19	130,8	64,2	12,1	54,5
1971 1 ^{er} semestre	58	37	2	19	136,2	66,2	16,4	53,6

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1969 1 ^{er} semestre	821	4,8	1,0	2,2	72,7	22,0	10,0	247,2	45,0	8,4	404,7	3,5
2 ^e semestre	768	4,0	0,7	2,3	58,4	17,1	8,9	279,0	46,5	7,8	339,5	3,4
1970 1 ^{er} semestre	749	4,3	0,9	1,9	56,2	17,8	7,2	221,8	59,3	6,4	369,5	3,8
2 ^e semestre	886	4,1	0,8	2,1	60,3	17,7	8,4	275,0	60,3	8,9	445,5	2,7
1971 1 ^{er} semestre	735	4,1	0,9	1,4	54,9	17,9	5,7	205,7	76,0	7,1	359,2	2,1
2 ^e semestre	819	3,8	0,8	1,4	54,2	17,5	6,6	249,6	56,9	6,7	418,8	2,5
Crédits accordés (millions de francs)												
1969 1 ^{er} semestre	10.417	786	88	221	4.419	723	76	297	126	1.012	2.627	42
2 ^e semestre	9.291	704	55	301	3.573	541	68	410	123	1.023	2.438	45
1970 1 ^{er} semestre	8.664	783	93	212	3.317	560	56	245	132	992	2.232	42
2 ^e semestre	9.873	821	79	259	3.596	565	64	283	122	1.194	2.845	34
1971 1 ^{er} semestre	9.353	910	91	156	3.595	586	51	238	122	1.183	2.389	32
2 ^e semestre	9.914	867	77	189	3.767	647	60	340	109	981	2.833	43
Crédits accordés — Répartition en % par rapport au total												
1969 1 ^{er} semestre	100,0	7,6	0,8	2,1	42,4	7,0	0,7	2,9	1,2	9,7	25,2	0,4
2 ^e semestre	100,0	7,6	0,7	3,2	38,5	5,8	0,7	4,4	1,3	11,0	26,3	0,5
1970 1 ^{er} semestre	100,0	9,0	1,1	2,4	38,3	6,5	0,6	2,8	1,5	11,5	25,8	0,5
2 ^e semestre	100,0	8,3	0,8	2,7	36,4	5,7	0,6	2,9	1,2	12,1	28,8	0,3
1971 1 ^{er} semestre	100,0	9,7	1,0	1,7	38,4	6,3	0,6	2,5	1,3	12,7	25,5	0,3
2 ^e semestre	100,0	8,8	0,8	1,9	38,0	6,5	0,6	3,4	1,1	9,9	28,6	0,4

Y - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1970 1 ^{er} trimestre	39	3	273	2.552	603	2.555	876	1.406	195	3.961	1.071
2 ^e trimestre	39	3	267	2.819	656	2.822	923	1.562	200	4.384	1.123
3 ^e trimestre	40	3	267	2.703	630	2.706	897	1.523	192	4.229	1.089
4 ^e trimestre	40	3	265	3.203	683	3.206	948	1.694	205	4.900	1.153
1971 1 ^{er} trimestre	40	3	268	3.278	681	3.281	949	1.436	193	4.717	1.142
2 ^e trimestre	40	3	302	3.616	739	3.619	1.041	1.613	204	5.232	1.245
3 ^e trimestre	40	3	292	3.691	794	3.694	1.086	1.580	197	5.274	1.283
4 ^e trimestre	40	3	303	4.465	967	4.468	1.270	1.862	206	6.330	1.476
1972 1 ^{er} trimestre	40	3	308	4.915	1.087	4.918	1.395	1.752	207	6.670	1.602
1971 Avril	40	3	225	3.469	670	3.472	895	1.581	193	5.053	1.088
Mai	40	3	393	3.348	788	3.351	1.181	1.491	196	4.842	1.377
Juin	40	3	287	4.032	761	4.035	1.048	1.767	222	5.802	1.270
Juillet	40	3	272	3.644	874	3.647	1.146	1.610	193	5.257	1.339
Août	40	3	325	3.522	738	3.525	1.063	1.511	195	5.036	1.258
Septembre	40	3	279	3.906	769	3.909	1.048	1.618	203	5.527	1.251
Octobre	40	3	314	3.968	906	3.971	1.220	1.679	199	5.650	1.419
Novembre	40	3	243	4.057	959	4.060	1.202	1.717	189	5.777	1.391
Décembre	40	3	351	5.371	1.037	5.374	1.388	2.190	229	7.564	1.617
1972 Janvier	40	3	297	4.636	1.026	4.639	1.323	1.686	199	6.325	1.522
Février	40	3	290	4.784	1.168	4.787	1.458	1.686	199	6.473	1.657
Mars	40	4	337	5.325	1.067	5.329	1.404	1.884	222	7.213	1.626
Avril	40	3	215	4.564	930	4.567	1.145	1.659	183	6.226	1.328

¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers*. — *I.R.E.S.* — *Statistique mensuelle du trafic international*

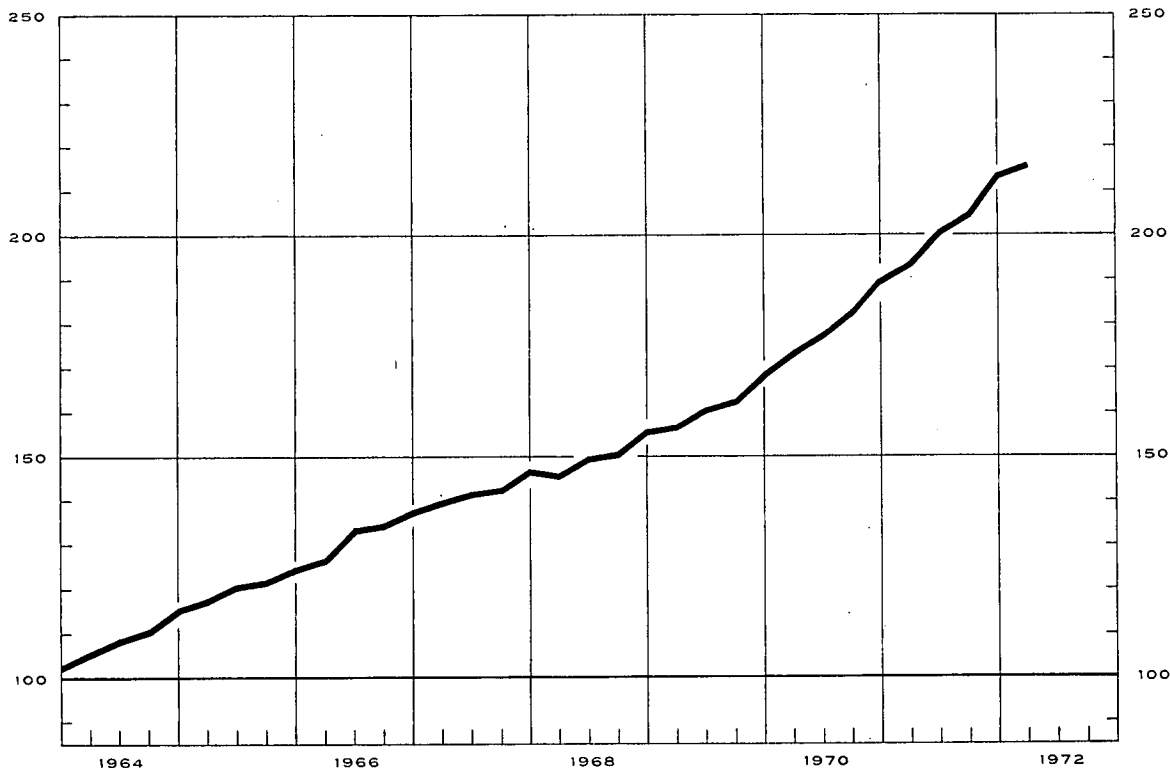
des ports (I.N.S.). — *Chronique des transports (bimensuel)*. — *Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATION DES OUVRIERS (hommes + femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée

Base 1963 = 100



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1963 = 100 *

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note). — col. (5) : I.R.E.S.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1964	111	110	111	115	113
1965	121	119	121	122	127
1966	133	131	133	131	140
1967	143	139	143	135	152
1968	150	146	151	140	161
1969	162	158	163	154	175
1970	181	174	182	172	198
1971	203	195	204		225
1970 Mars	174	168	174		189
Juin	178	173	180		194
Sept.	183	177	185		200
Déc.	190	180	189		209
1971 Mars	194	189	197		213
Juin	201	193	202		221
Sept. p	205	197	206		227
Déc. p	214	200	210		237
1972 Mars p	216	207	218		241

* Pour convertir les indices base 1963 = 100 en indices base 1953 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : col. (1) : 1,675; col. (2) : 1,603; col. (3) : 1,624; col. (5) : 1,761.

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : F.I.B.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume Uni	Pays- Bas	France	Italie
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6
1968	82,92	96,2	68,3	89,3	83,7	76,3
1969	89,10	102,4	67,8	93,7	85,0	78,0
1970	97,87	111,7	n.d.	97,6	79,8	86,5
1967 Mars-Avril	74,52	101,0	80,5	89,7	82,6	80,2
Sept.-Octobre	77,09	99,4	80,6	90,1	82,9	79,4
1968 Mars-Avril	81,46	96,0	68,6	88,7	81,3	77,2
Sept.-Octobre	84,38	96,5	67,9	89,9	86,8	76,5
1969 Mars-Avril	86,93	98,8	68,8	93,9	88,8	79,7
Sept.-Octobre	91,26	110,8	67,8	93,5	79,0	78,6
1970 Mars-Avril	96,05	110,0	n.d.	95,8	80,9	87,3
Sept.-Octobre	99,68	113,3	71,5	99,5	81,5	88,6
1971 Mars-Avril p	108,22	112,1	n.d.	99,8	79,9	93,0

et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 275.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1966 octobre	1967 octobre	1968 octobre	1969 octobre	1970 avril	1970 octobre	1971 avril
<i>Industries extractives</i> ¹ :							
Extraction de charbon (ouvriers du fond)	66,55	70,14	74,02	76,85	88,01	97,03	101,32
Préparation de charbon (ouvriers surface)	45,92	49,13	52,41	55,71	64,12	70,97	74,69
Carrières	53,13	54,01	56,88	61,10	65,19	67,05	73,97
Total des industries extractives	59,68	62,97	66,20	69,35	78,61	85,97	90,58
<i>Industries manufacturières</i> :							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	43,47	45,59	48,74	53,30	55,82	58,40	63,19
Boissons	47,77	50,56	54,13	59,15	60,57	63,90	67,48
Tabac	41,06	43,60	47,00	51,93	55,28	57,40	62,12
Industries textiles	41,83	44,32	46,55	51,52	53,95	56,05	61,22
Chaussures, habillement	35,97	37,66	39,90	43,67	47,00	49,04	52,17
Bois (sauf meubles)	44,71	48,00	50,69	55,62	58,72	62,88	67,38
Industrie du meuble	46,75	49,18	53,16	58,19	59,97	65,14	67,37
Papier, articles en papier	47,88	50,88	53,17	59,82	63,49	65,91	71,29
Impressions et reliures	52,17	56,79	61,45	65,12	72,33	72,40	76,94
Cuir (sauf chaussures, habillement)	40,77	43,38	46,62	50,91	53,39	55,01	59,39
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	48,49	51,42	54,05	60,09	63,33	66,39	71,86
Industries chimiques	56,32	59,59	61,49	67,83	72,24	75,15	81,88
Industrie du pétrole	78,36	85,10	88,22	94,01	103,01	105,03	117,99
Produits minéraux non métalliques	50,98	53,46	56,02	61,56	66,74	68,36	76,18
Industries métallurgiques de base	59,55	62,98	66,23	72,94	77,34	80,93	89,22
Fabricat. métall., à l'excl. des machines et du matériel de transport	49,44	52,12	54,88	60,08	64,16	67,65	72,85
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	52,22	56,20	59,18	63,93	68,26	71,66	77,63
Industrie électrotechnique	48,80	51,19	54,46	60,11	63,37	67,59	73,84
Construction de matériel de transport ...	56,34	59,53	63,21	69,93	74,77	79,46	85,63
Total des industries manufacturières	48,58	51,36	54,22	59,54	63,25	66,16	71,83
dont : hommes	52,94	55,92	59,04	64,79	68,73	71,98	78,09
femmes	35,51	37,67	39,79	43,82	46,83	48,70	53,05
Construction ¹	52,82	55,71	57,89	62,22	66,56	71,90	77,05
<i>Moyenne générale pour l'industrie</i> :							
Total (hommes + femmes)	50,01	52,84	55,60	60,62	64,78	68,39	73,91
dont : hommes	53,43	56,42	59,34	64,59	69,02	73,04	78,83

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — I.R.E.S. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le

coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série, n° 52, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Mérimos 94S au Royaume- Uni	Coton aux Etats-Unis (12 marchés)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par Kg.	\$ par 100 lbs	£ par T.M.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par barrel
1964	2,03	46,7	96	32,20	186,0	351	1.236	34,7	2,89
1965	1,91	44,7	85	30,40	190,6	469	1.413	35,2	2,89
1966	2,04	40,8	93	26,40	179,1	555	1.296	31,0	2,89
1967	2,02	37,8	86	23,00	151,6	418	1.229	27,0	2,88
1968	1,93	37,4	97	27,20	170,8	526	1.323	27,1	2,90
1969	1,85	40,8	91	25,40	222,2	621	1.451	31,5	3,00
1970	1,76	54,6	79	25,10	180,4	589	1.537	42,0	3,02
1971	1,74	44,8	72	27,70	143,7	444	1.437	36,8	3,26
1970 1 ^{er} trimestre	1,79	52,6	84	24,87	209,1	699	1.584	43,8	3,02
2 ^e trimestre	1,75	53,9	80	25,20	184,0	666	1.546	43,5	3,02
3 ^e trimestre	1,71	55,8	71	25,50	167,8	538	1.495	40,7	3,02
4 ^e trimestre	1,79	56,0	70	24,80	165,5	455	1.498	40,2	3,02
1971 1 ^{er} trimestre	1,79	50,1	69	25,10	154,1	441	1.452	39,2	3,19
2 ^e trimestre	1,76	43,1	73	26,47	155,6	477	1.462	37,0	3,27
3 ^e trimestre	1,76	42,5	74	29,63	135,7	448	1.425	35,8	3,27
4 ^e trimestre	1,65	43,3	73	30,60		412	1.411	34,0	3,33
1972 1 ^{er} trimestre									3,33
1971 Mars	1,79	45,6	71	25,60	150,7	476	1.469	39,0	3,27
Avril	1,79	43,7	71	25,90	155,0	521	1.484	37,0	3,27
Mai	1,72	43,1	74	26,40	162,4	464	1.466	37,5	3,27
Juin	1,77	42,5	75	27,10	149,4	447	1.437	36,5	3,27
Juillet	1,81	42,6	75	27,30	138,6	464	1.440	35,5	3,27
Août	1,74	42,5	75	28,80	134,7	451	1.420	36,0	3,27
Septembre	1,73	42,5	73	29,30	134,0	428	1.416	36,0	3,27
Octobre	1,66	42,5	73	29,80	130,7	418	1.402	35,0	3,33
Novembre	1,66	43,1	73	30,10	127,7	406	1.413	34,0	3,33
Décembre	1,64	44,4	74	32,00	132,3	411	1.417	33,0	3,33
1972 Janvier	1,66	44,7	79		133,7	419	1.412	36,0	3,33
Février		44,4	86			427	1.413		3,33
Mars									3,33

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1963 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Schulze		
			général	industriel	alimentaire
1964	102	100	104	104	101
1965	98	103	103	105	96
1966	97	107	104	106	93
1967	94	99	100	102	96
1968	106	98	101	104	94
1969	115	107	104	108	96
1970	120	111	106	108	102
1971	113	101	105	109	100
1970 1 ^{er} trimestre	120	114	107	110	98
2 ^e trimestre	121	111	106	109	99
3 ^e trimestre	120	111	105	107	100
4 ^e trimestre	119	106	105	105	103
1971 1 ^{er} trimestre	116	104	104	106	102
2 ^e trimestre	114	101	105	110	100
3 ^e trimestre	112	98	106	110	99
4 ^e trimestre	110	100	106	111	100
1972 1 ^{er} trimestre	119	106	113	118	105
1971 Mai	114	101	105	110	99
Juin	113	102	106	110	100
Juillet	113	100	106	110	100
Août	113	98	105	110	98
Septembre	110	97	105	110	98
Octobre	109	99	105	110	98
Novembre	109	99	106	110	99
Décembre	113	101	108	112	102
1972 Janvier	118	105	112	116	105
Février	120	106	113	119	105
Mars	120	107	115	120	106
Avril	118	107	115	120	106
Mai	119	109	115		

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100 *

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1964	104,6	102,7	107,5	98,5	105,2	103,5	107,7	104,9	106,2	103,4	103,1	108,1	106,0	105,6	104,4
1965	105,8	105,8	111,3	101,0	105,8	103,4	109,7	106,9	107,9	97,5	104,0	110,7	105,4	106,0	105,9
1966	108,2	110,5	113,7	107,5	107,7	104,5	113,5	106,9	108,6	99,4	106,2	112,2	104,9	109,4	108,3
1967	107,0	110,4	114,3	106,9	106,3	104,5	107,7	105,5	106,9	95,0	106,5	119,2	99,8	107,6	109,5
1968	107,3	109,2	117,4	102,1	106,9	106,0	106,2	105,4	107,4	96,2	106,5	121,9	99,4	109,3	110,0
1969	112,6	118,1	121,5	115,2	111,3	109,5	111,7	107,5	114,8	97,7	108,4	125,1	102,3	116,9	113,4
1970	118,0	120,3	117,1	123,5	117,5	116,3	117,7	114,5	129,2	101,4	110,3	130,2	109,1	120,9	120,4
1971	117,3	115,0	119,7	111,1	117,9	118,3	114,8	119,0	125,9	105,3	108,6	136,8	110,8	119,0	121,7
1970 1 ^{er} trimestre	117,5	122,8	120,1	125,3	116,3	114,3	117,5	111,7	128,2	99,1	110,2	127,6	106,6	121,8	118,8
2 ^e trimestre	118,2	122,1	118,6	126,2	117,4	115,1	119,8	113,5	130,3	101,1	109,3	129,0	109,9	121,5	119,2
3 ^e trimestre	117,8	118,6	114,6	122,5	117,7	116,7	117,2	115,8	129,2	101,9	109,6	131,0	110,2	120,1	121,0
4 ^e trimestre	118,2	117,7	115,1	120,0	118,4	118,8	116,0	117,2	128,2	103,3	111,9	132,6	109,8	120,4	122,6
1971 1 ^{er} trimestre	116,7	116,1	118,9	113,6	116,9	117,1	114,2	118,4	126,0	102,7	107,4	135,4	110,0	118,2	120,4
2 ^e trimestre	117,1	114,1	116,3	112,1	117,9	117,7	116,2	118,9	126,4	105,6	107,1	136,5	112,1	119,3	120,7
3 ^e trimestre	117,9	115,6	119,1	112,5	118,5	118,8	115,6	120,0	125,8	106,8	108,9	137,1	111,5	119,6	122,1
4 ^e trimestre	117,5	114,5	124,2	106,1	118,4	119,3	113,6	118,6	125,3	106,2	110,8	138,0	109,8	118,9	123,4
1972 1 ^{er} trimestre	119,1	115,9	128,9	104,9	120,0	121,1	114,1	118,6	126,2	111,1	112,3	140,4	111,4	121,0	124,7
1971 Avril	116,5	112,9	115,8	110,4	117,5	117,4	115,7	118,2	127,1	104,1	106,8	136,5	111,2	119,4	120,3
Mai	116,5	112,1	115,5	109,0	117,7	117,5	115,9	118,2	125,9	105,7	106,8	136,5	111,9	118,9	120,6
Juin	118,2	117,3	117,6	116,9	118,6	118,3	116,9	120,3	126,3	107,1	107,8	136,5	113,3	119,5	121,2
Juillet	117,6	114,3	114,4	114,2	118,5	118,5	116,6	120,2	126,0	107,4	108,4	136,8	112,8	119,4	121,5
Août	118,1	115,7	120,4	111,5	118,7	119,0	115,8	120,1	125,8	107,2	109,2	136,8	112,0	119,9	122,2
Septembre	117,9	116,7	122,4	111,7	118,2	118,8	114,3	119,6	125,6	105,7	109,1	137,6	109,8	119,5	122,7
Octobre	117,3	114,1	120,9	108,1	118,3	119,1	113,8	118,7	125,8	106,0	109,6	137,6	109,8	119,1	123,0
Novembre	117,6	115,0	125,6	105,8	118,4	119,3	113,7	118,5	125,0	106,4	111,3	137,6	110,1	118,7	123,4
Décembre	117,6	114,4	126,2	104,4	118,5	119,5	113,2	118,7	125,0	106,3	111,4	138,8	109,6	118,9	123,8
1972 Janvier	118,3	116,1	129,0	105,1	119,0	120,3	112,9	118,2	125,4	109,1	112,2	139,8	109,6	119,7	124,6
Février	119,3	115,9	129,6	104,4	120,2	121,4	114,0	119,0	126,1	111,7	112,3	140,6	111,7	121,3	124,9
Mars	119,6	115,7	128,2	105,2	120,7	121,6	115,3	118,7	127,0	112,5	112,4	140,7	113,0	122,0	124,7
Avril	120,4	117,6	129,3	107,6	121,2	122,0	115,5	119,2	127,0	112,7	112,4	141,5	113,0	123,2	125,0

* Indices base originale 1930-38 = 100 convertis en indices base 1963 = 100.

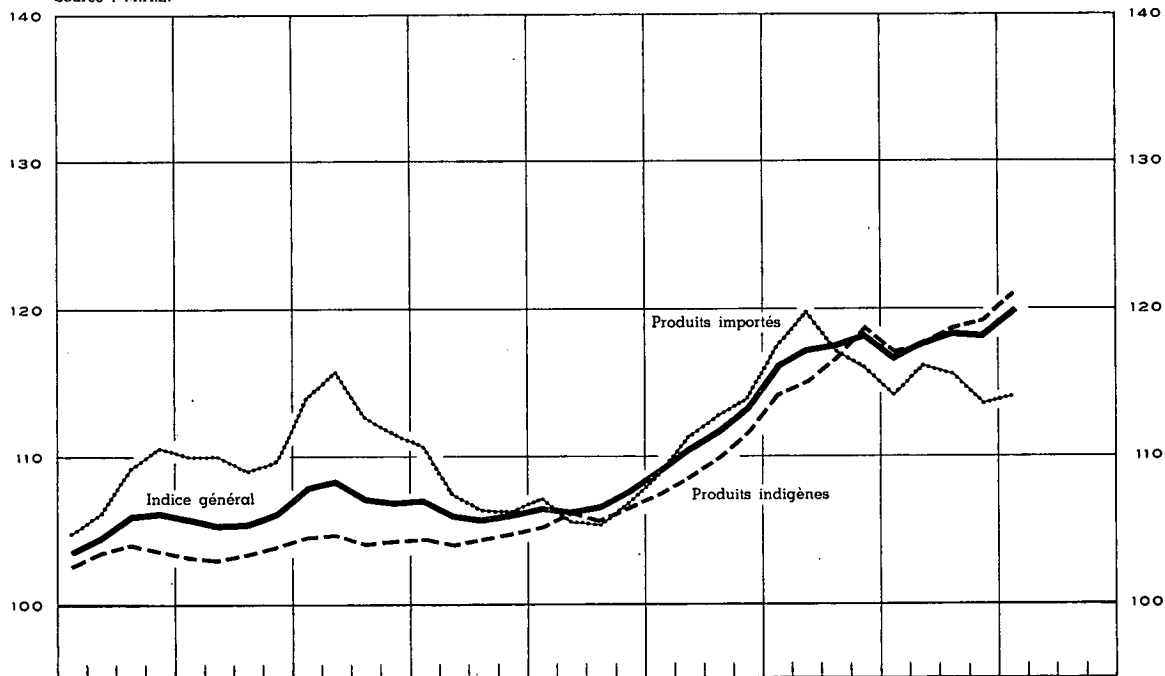
1 Nouvelle série suite à l'instauration, le 1^{er} janvier 1971, de la taxe sur la valeur ajoutée. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets d'impôts; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100

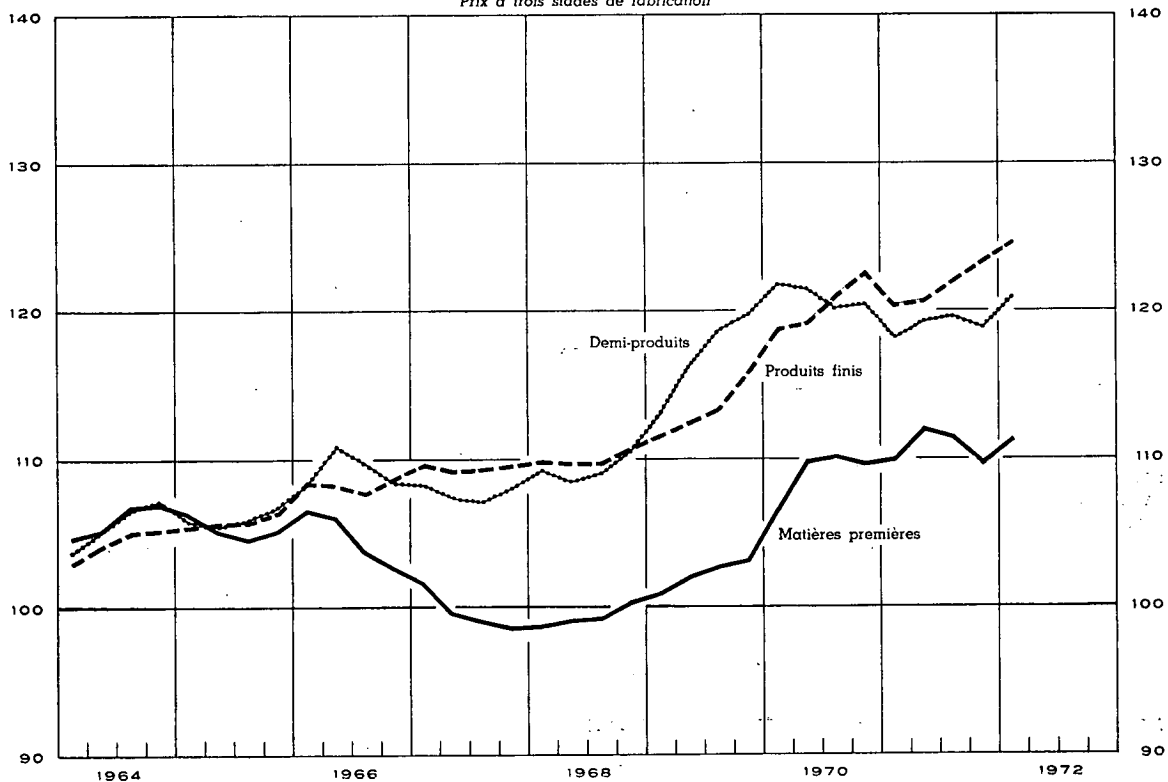
Source : M.A.E.

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

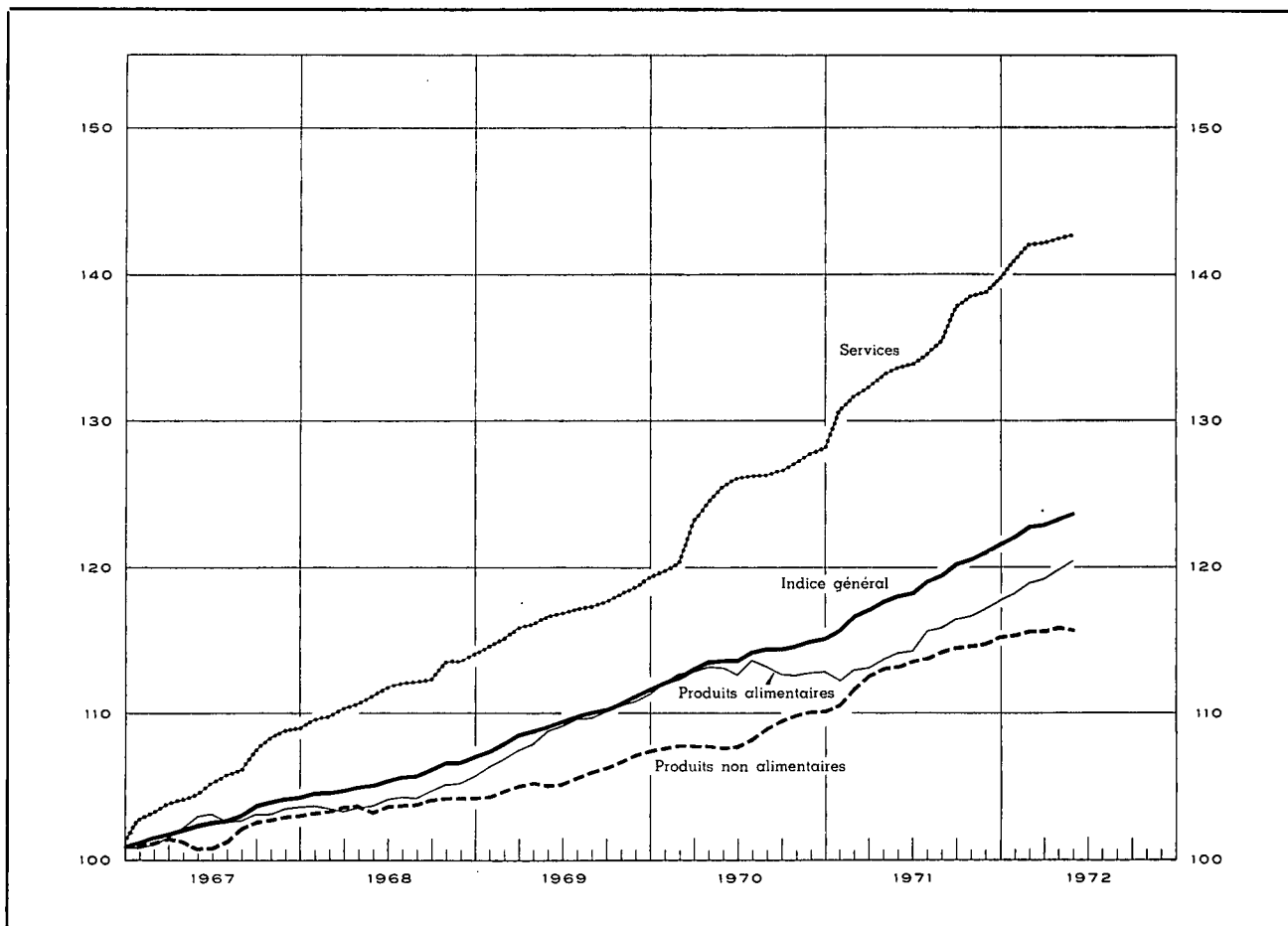
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100 *

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971
1966	100,00		100,00		100,00		100,00	
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1968	105,69		104,28		103,81		111,79	
1969	109,65		109,10		105,81		116,97	
1970	113,94		112,90		108,64		125,17	
1971	118,89		115,05		113,56		135,04	
1 ^{er} trimestre	112,67	116,60	112,57	112,84	107,80	111,70	121,14	131,58
2 ^e trimestre	113,67	118,12	113,04	114,09	107,77	113,32	125,38	133,57
3 ^e trimestre	114,44	119,68	113,21	116,01	108,95	114,24	126,44	135,96
4 ^e trimestre	114,99	121,16	112,79	117,25	110,05	114,96	127,74	139,06
Janvier	112,22	115,83	112,17	112,38	107,68	110,69	119,82	130,74
Février	112,57	116,74	112,67	113,00	107,90	111,84	120,39	131,66
Mars	113,21	117,23	112,88	113,13	107,81	112,56	123,21	132,33
Avril	113,64	117,84	113,24	113,75	107,83	113,12	124,53	133,17
Mai	113,66	118,13	113,16	114,17	107,65	113,28	125,53	133,64
Juin	113,70	118,38	112,72	114,35	107,83	113,56	126,07	133,89
Juillet	114,29	119,10	113,56	115,62	108,33	113,86	126,27	134,47
Août	114,53	119,55	113,32	115,94	109,02	114,30	126,41	135,48
Septembre	114,50	120,39	112,75	116,48	109,51	114,55	126,63	137,94
Octobre	114,70	120,71	112,59	116,70	109,89	114,70	127,17	138,52
Novembre	115,04	121,13	112,83	117,24	110,08	114,90	127,85	138,92
Décembre	115,23	121,65	112,95	117,81	110,17	115,28	128,20	139,74

* Pour convertir l'indice général base 1966 = 100 en indice base 1971 = 100 il suffit de multiplier le chiffre par le coefficient 0,8411.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100 *

Source : M.A.E.

Mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1972 Janvier	102,80	102,84	101,63	102,16
Février	103,35	103,25	101,74	105,03
Mars ¹	103,48	103,65	101,92	105,27
1 ^{er} trimestre	103,21	103,28	101,76	104,15
Avril	103,84	104,19	102,13	105,53
Mai	104,03	104,71	102,01	105,72

* Pour convertir l'indice général base 1971 = 100 en indice base 1966 = 100, il suffit de multiplier ce chiffre par le coefficient 1,1889.

¹ A partir de mars 1972, la pondération des différentes composantes de l'indice a été adaptée aux changements survenus dans la structure des dépenses de consommation des ménages. La pondération des produits alimentaires est ramenée de 41,55 p.c. à 30 p.c., celle des produits non alimentaires passe de 37,02 p.c. à 40 p.c. et celle des services de 21,43 p.c. à 30 p.c.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *I.R.E.S.* — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique* (O.N.U.). — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statis-*

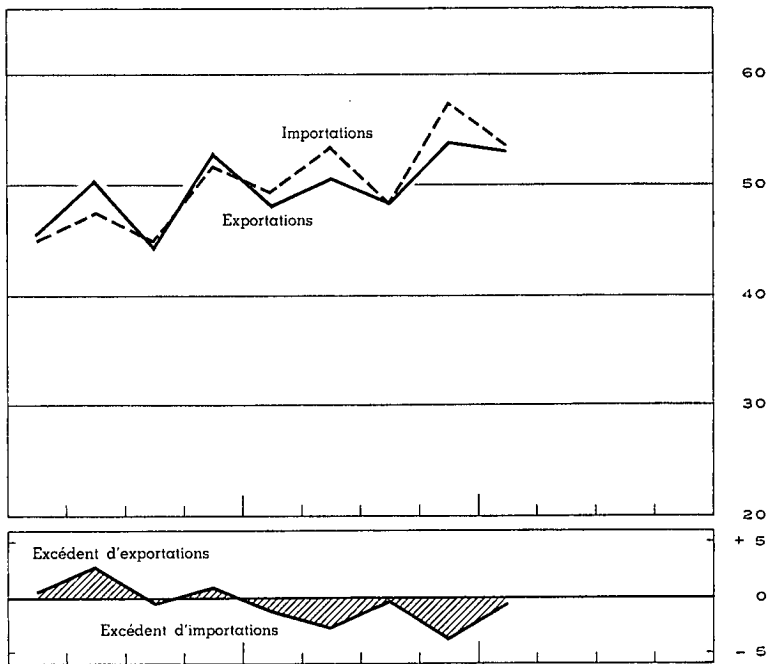
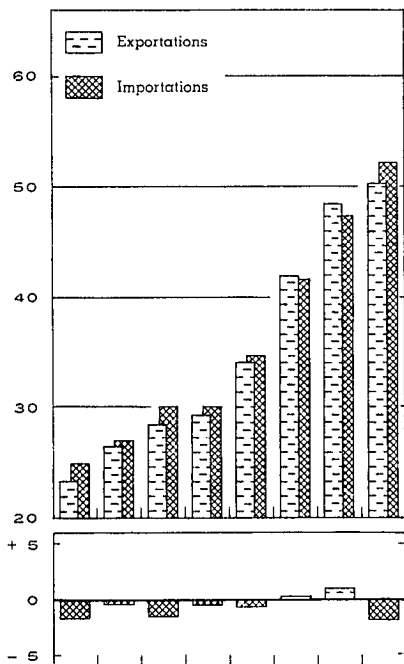
tique de l'I.N.S.E.E. — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges*. — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Het Financieel Dagblad*, *The Financial Times*, *Le Nouveau Journal*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

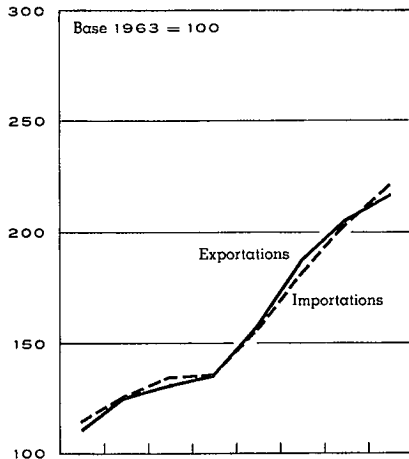
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS, ET BALANCE COMMERCIALE

Source : I.N.S.

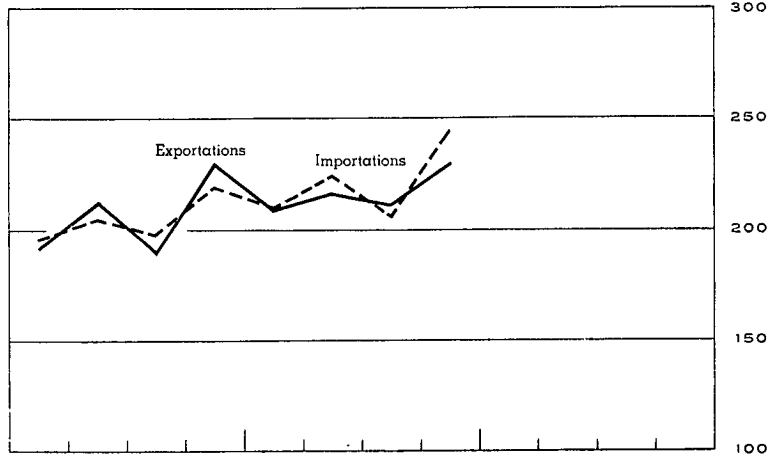
Moyennes mensuelles en milliards de francs



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

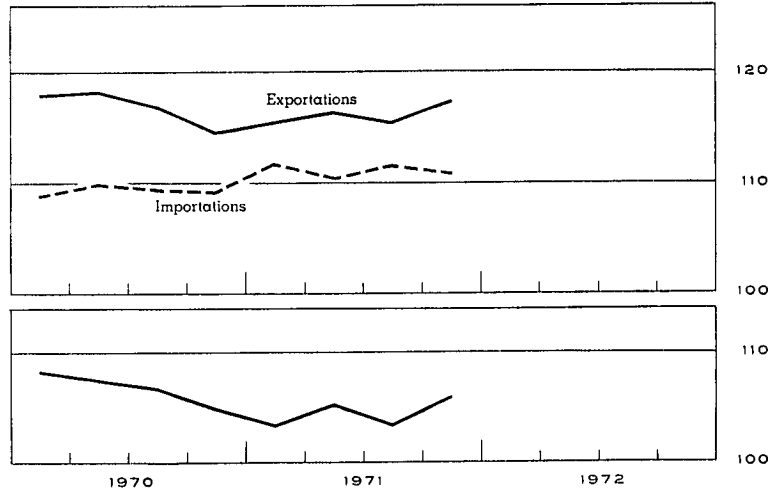
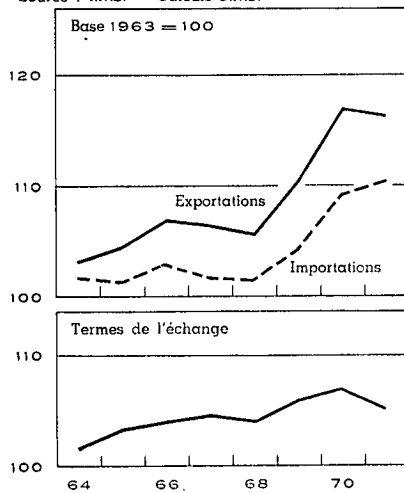


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1963 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	114,9	111,3	101,8	103,3	101,5
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	125,6	126,1	101,3	104,6	103,3
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	134,9	131,6	102,9	107,0	104,0
1967	29,9	29,3	- 0,6	98	136,1	135,7	101,8	106,6	104,7
1968	34,7	34,0	- 0,7	98	157,5	158,5	101,6	105,7	104,0
1969	41,6	41,9	+ 0,3	101	183,3	188,0	104,5	110,7	105,9
1970	47,3	48,4	+ 1,1	102	204,0	206,2	109,3	116,9	107,0
1971	52,2	50,3	- 1,9	96	222,0	215,9	110,6	116,4	105,2
1970 1 ^{er} trimestre	44,9	45,6	+ 0,7	102	196,3	192,5	108,9	117,9	108,3
2 ^e trimestre	47,6	50,4	+ 2,8	106	204,7	213,4	109,9	118,3	107,6
3 ^e trimestre	45,1	44,6	- 0,5	99	197,6	189,9	109,5	116,9	106,8
4 ^e trimestre	51,8	52,9	+ 1,1	102	220,0	229,5	109,3	114,7	104,9
1971 1 ^{er} trimestre	49,4	48,2	- 1,2	98	210,5	209,5	111,8	115,6	103,4
2 ^e trimestre	53,4	50,7	- 2,7	95	224,6	217,1	110,6	116,5	105,3
3 ^e trimestre	48,7	48,5	- 0,2	100	206,9	211,6	111,7	115,5	103,4
4 ^e trimestre	57,5	53,9	- 3,6	94	244,8	229,7	110,9	117,4	105,9
1972 1 ^{er} trimestre	55,0	53,5	- 1,5	97					
1971 4 premiers mois	50,6	47,9	- 2,7	95					
5 premiers mois	50,7	48,5	- 2,2	96					
6 premiers mois	51,4	49,4	- 2,0	96	217,6	213,3	111,2	116,1	104,4
7 premiers mois	51,0	49,5	- 1,5	97					
8 premiers mois	50,6	47,9	- 2,7	95					
9 premiers mois	50,5	49,1	- 1,4	97	214,0	212,7	111,4	115,9	104,0
10 premiers mois	51,3	49,7	- 1,6	97					
11 premiers mois	51,7	49,7	- 2,0	96					
12 mois	52,2	50,3	- 1,9	96	222,0	215,9	110,6	116,4	105,2
1972 1 ^{er} mois	47,7	50,8	+ 3,1	107					
2 premiers mois	50,1	50,7	+ 0,6	101					
3 premiers mois	55,0	53,5	- 1,5	97					
4 premiers mois p	54,0	53,1	- 0,9	98					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. -- En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Mater. de construct. à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1964	5,85	3,75	3,56	1,65	1,84	0,84	1,17	0,65	0,61	0,45	0,37	0,57	0,24	0,14	0,16	0,12	0,07	0,27	0,08	0,08	0,82	23,29
1965	7,07	4,13	3,78	2,02	2,22	1,16	1,22	0,69	0,72	0,54	0,43	0,58	0,27	0,16	0,17	0,12	0,10	0,18	0,08	0,09	0,86	26,59
1966	7,34	3,95	4,17	2,19	2,81	1,22	1,50	0,67	0,81	0,63	0,49	0,61	0,30	0,18	0,17	0,13	0,10	0,12	0,07	0,07	0,92	28,45
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	14,23	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,51	50,32
1970 1 ^{er} trimestre	11,82	7,45	5,18	4,44	4,56	2,33	1,79	1,03	1,42	1,17	0,75	0,77	0,43	0,32	0,19	0,15	0,11	0,08	0,10	0,06	1,48	45,63
2 ^e trimestre	14,63	7,53	5,68	5,05	4,57	2,36	1,62	0,99	1,57	1,31	0,93	0,96	0,41	0,35	0,24	0,21	0,13	0,13	0,12	0,09	1,53	50,41
3 ^e trimestre	11,27	6,73	4,96	4,80	3,98	2,39	1,79	1,19	1,39	1,13	0,85	0,88	0,36	0,29	0,25	0,22	0,13	0,18	0,12	0,08	1,57	44,56
4 ^e trimestre	15,23	6,76	6,09	5,30	4,04	3,18	2,12	1,35	1,62	1,31	1,11	1,10	0,43	0,38	0,26	0,24	0,14	0,21	0,12	0,10	1,80	52,89
1971 1 ^{er} trimestre	13,71	6,67	5,75	5,42	3,16	2,78	1,79	0,98	1,45	1,25	1,02	0,94	0,37	0,36	0,22	0,20	0,11	0,17	0,10	0,08	1,67	48,20
2 ^e trimestre	14,15	6,78	6,14	5,46	3,30	2,93	2,21	1,27	1,71	1,34	1,14	0,87	0,49	0,42	0,24	0,24	0,14	0,12	0,13	0,09	1,50	50,67
3 ^e trimestre	13,79	6,74	5,53	5,63	3,06	2,63	1,78	1,47	1,71	1,26	1,07	0,83	0,42	0,37	0,24	0,23	0,12	0,10	0,14	0,10	1,29	48,51
4 ^e trimestre	15,28	6,39	6,78	6,19	3,19	3,48	1,95	1,15	2,00	1,44	1,40	0,99	0,51	0,45	0,26	0,26	0,17	0,14	0,15	0,12	1,61	53,91
1972 1 ^{er} trimestre	14,19	7,31	6,79	6,24	3,04	3,36	2,01	1,18	2,05	1,49	1,32	1,05	0,46	0,46	0,22	0,22	0,14	0,12	0,14	0,08	1,62	53,49
1971 3 premiers mois	13,71	6,67	5,75	5,42	3,16	2,78	1,79	0,98	1,45	1,25	1,02	0,94	0,37	0,36	0,22	0,20	0,11	0,17	0,10	0,08	1,67	48,20
4 premiers mois	13,55	6,75	5,87	5,18	3,19	2,78	1,63	0,95	1,51	1,26	1,05	0,92	0,39	0,37	0,22	0,21	0,11	0,15	0,11	0,08	1,64	47,92
5 premiers mois	13,92	6,63	5,83	5,36	3,16	2,71	1,88	1,01	1,53	1,27	1,06	0,90	0,41	0,38	0,22	0,21	0,12	0,14	0,11	0,08	1,59	48,52
6 premiers mois	13,93	6,73	5,95	5,44	3,23	2,85	2,00	1,12	1,58	1,30	1,08	0,90	0,43	0,39	0,23	0,22	0,13	0,14	0,12	0,08	1,59	49,44
7 premiers mois	14,02	6,81	5,91	5,45	3,19	2,83	2,05	1,16	1,58	1,30	1,09	0,89	0,43	0,39	0,23	0,22	0,12	0,14	0,12	0,08	1,52	49,53
8 premiers mois	13,27	6,67	5,70	5,38	3,12	2,79	1,89	1,21	1,57	1,27	1,05	0,86	0,41	0,38	0,23	0,22	0,12	0,13	0,12	0,08	1,48	47,95
9 premiers mois	13,88	6,73	5,81	5,50	3,17	2,78	1,93	1,24	1,63	1,29	1,07	0,88	0,42	0,39	0,23	0,22	0,12	0,13	0,12	0,09	1,49	49,12
10 premiers mois	14,05	6,83	5,91	5,54	3,13	2,83	1,88	1,22	1,66	1,30	1,11	0,89	0,43	0,39	0,24	0,23	0,13	0,14	0,13	0,09	1,50	49,68
11 premiers mois	14,00	6,75	5,95	5,56	3,16	2,86	1,95	1,20	1,66	1,31	1,13	0,90	0,43	0,40	0,24	0,23	0,13	0,13	0,13	0,10	1,48	49,70
12 mois	14,23	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,51	50,32
1972 1 ^{er} mois	14,05	7,14	6,03	5,77	3,03	3,23	1,85	1,05	2,09	1,32	1,17	1,05	0,44	0,42	0,19	0,20	0,15	0,14	0,11	0,07	1,23	50,78
2 premiers mois	13,85	7,02	6,30	5,75	2,90	3,13	1,66	1,12	2,04	1,43	1,22	1,01	0,42	0,42	0,21	0,21	0,15	0,12	0,12	0,07	1,55	50,70
3 premiers mois	14,19	7,31	6,79	6,24	3,04	3,36	2,01	1,18	2,05	1,49	1,32	1,05	0,46	0,46	0,22	0,22	0,14	0,12	0,14	0,08	1,62	53,49

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1968	23.120	8.185	1.804	2.229	1.899	405	237	354	149	538	155	1.711	558	1.000	1.826	604	1.466	7.236	1.034	1.416	712	4.074	4.278	88	34.722
1969	27.944	10.149	2.028	2.539	2.407	526	298	427	172	686	238	2.010	475	1.188	2.198	781	1.822	8.529	1.150	1.604	848	4.927	5.095	52	41.620
1970	31.151	11.989	1.932	3.105	1.600	510	276	511	181	823	276	2.200	557	1.498	2.534	1.005	2.154	9.417	1.319	1.746	970	5.382	6.716	59	47.343
1971	33.390	11.598	2.015	3.288	2.069	502	299	546	188	1.020	326	2.651	844	1.420	2.972	1.247	2.405	11.186	1.510	2.144	1.106	6.426	7.594	67	52.237
1969 4 ^e trimestre	30.311	11.260	2.060	2.952	2.394	589	297	456	177	799	287	1.946	489	1.310	2.407	886	2.002	9.206	1.263	1.783	936	5.224	5.813	41	45.371
1970 1 ^{er} trimestre	30.062	11.660	2.116	3.030	1.464	409	326	473	179	692	237	1.896	588	1.536	2.437	913	2.106	9.109	1.144	1.646	931	5.388	5.687	60	44.918
2 ^e trimestre	31.625	12.449	2.060	2.941	1.820	485	285	543	201	875	311	1.866	498	1.518	2.594	990	2.189	9.572	1.309	1.936	977	5.350	6.359	52	47.608
3 ^e trimestre	29.979	11.829	1.654	2.952	1.290	623	220	508	166	819	256	2.360	492	1.419	2.353	970	2.068	8.963	1.247	1.611	979	5.126	6.045	58	45.045
4 ^e trimestre	32.940	12.019	1.897	3.499	1.825	522	272	520	176	908	298	2.679	651	1.521	2.752	1.146	2.255	10.025	1.578	1.791	990	5.666	8.774	62	51.801
1971 1 ^{er} trimestre	31.736	11.218	1.976	3.450	1.677	414	339	558	183	879	306	2.171	657	1.466	2.873	1.181	2.388	10.766	1.526	1.963	1.078	6.199	6.863	73	49.438
2 ^e trimestre	34.268	11.175	2.064	3.179	2.923	504	312	528	200	1.078	345	2.937	856	1.453	2.934	1.315	2.465	11.260	1.585	2.234	1.110	6.331	7.816	39	53.383
3 ^e trimestre	30.655	10.355	1.806	2.973	1.595	510	252	531	171	1.044	333	2.601	672	1.483	2.961	1.179	2.189	10.785	1.388	2.029	1.061	6.307	7.163	69	48.672
4 ^e trimestre	36.899	13.644	2.214	3.549	2.082	579	294	568	197	1.078	319	2.896	1.189	1.277	3.119	1.315	2.579	11.935	1.542	2.350	1.175	6.868	8.532	87	57.453

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1969		1970				1971			
									4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																		
Biens de production	101,5	100,1	101,6	100,3	100,3	103,0	107,8	108,1	104,7	108,6	109,4	107,9	106,7	109,3	108,4	108,8	107,8	
Biens de consommation	102,3	105,1	105,9	104,6	103,4	106,4	110,2	112,1	107,8	110,7	108,1	110,1	112,8	114,8	112,5	113,3	111,9	
Biens d'équipement	102,2	99,6	103,5	103,4	104,3	107,8	112,2	117,0	111,9	106,3	114,5	115,1	115,9	115,8	114,8	120,6	121,8	
Ensemble ...	101,8	101,3	102,9	101,8	101,6	104,5	109,3	110,6	106,4	108,9	109,9	109,5	109,3	111,8	110,6	111,7	110,9	
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																		
Sidérurgie	101,4	101,5	100,7	100,0	98,4	108,4	130,0	124,0	121,1	129,6	133,1	131,5	125,5	123,4	123,5	125,7	123,6	
Fabrications métalliques	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	112,1	119,3	123,0	116,3	118,6	119,8	120,8	120,3	121,7	122,5	119,8	128,4	
Métaux non ferreux	110,9	123,8	150,5	143,5	154,0	169,7	180,7	144,4	185,3	194,6	195,3	177,8	158,3	145,1	148,4	146,0	138,8	
Textiles	105,2	103,0	102,5	100,9	96,2	97,6	96,8	95,3	98,1	99,0	97,0	97,0	95,1	95,5	95,5	94,7	95,7	
Produits chimiques	102,0	104,1	103,6	102,0	100,9	101,6	102,0	100,7	103,4	101,8	102,5	101,0	101,9	99,2	100,5	98,7	98,8	
Industrie houillère	118,2	95,9	90,2	87,8	94,0	105,3	156,7	140,7	113,8	132,0	142,4	166,9	178,9	159,4	138,7	134,3	129,0	
Industrie pétrolière	97,2	96,4	91,9	92,2	92,6	89,3	86,5	96,5	87,9	86,4	86,7	85,8	86,9	95,8	96,6	99,6	93,7	
Verres et glaces	102,6	101,9	102,9	108,9	106,3	105,5	99,0	98,6	104,9	104,6	98,3	96,3	97,9	97,8	95,9	98,1	98,7	
Produits agricoles	95,6	99,8	103,7	100,1	98,9	109,1	104,3	109,8	106,9	105,8	103,6	104,1	103,9	105,8	108,3	112,5	112,6	
Ciments	101,6	103,0	101,5	102,2	99,8	91,9	98,9	111,7	88,0	93,3	97,5	99,8	103,3	105,3	110,8	114,2	114,8	
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	104,0	104,9	109,0	110,6	115,8	113,3	115,1	115,2	108,7	114,4	116,4	116,9	113,0	114,8	116,3	114,4	119,8	
Carrières	100,7	103,2	102,6	105,5	106,5	111,3	116,2	121,5	113,1	116,4	115,4	115,3	119,5	121,7	121,0	121,3	122,1	
Céramiques	108,6	110,4	114,8	115,2	118,4	117,1	125,1	138,4	113,4	121,2	123,8	128,3	125,4	128,7	137,0	149,0	137,6	
Bois et meubles	105,8	109,0	112,4	114,5	111,0	113,0	118,3	117,8	116,9	119,7	120,7	117,2	116,2	115,5	116,9	118,9	119,6	
Peaux, cuirs et chaussures ...	104,8	111,7	123,8	116,2	110,8	123,5	119,4	114,7	123,2	126,5	116,8	120,5	118,9	112,2	122,7	118,6	113,2	
Papier et livres	102,9	106,2	106,7	106,2	102,4	104,4	108,1	110,5	104,6	108,6	111,2	107,7	107,0	112,0	113,3	110,4	107,8	
Tabacs manufacturés	95,3	106,5	111,5	113,6	127,3	124,0	126,7	119,7	120,0	125,2	126,0	126,9	129,0	122,0	119,1	118,8	119,6	
Caoutchouc	101,3	101,6	100,4	99,3	99,5	96,2	97,8	101,0	95,0	97,9	95,9	98,7	99,4	101,0	103,2	100,4	101,0	
Industries alimentaires	103,7	104,3	104,5	103,8	100,7	105,0	109,1	114,7	108,4	107,5	110,5	107,9	111,4	115,0	112,9	112,3	114,1	
Divers	104,6	98,3	88,8	88,7	93,4	109,0	127,4	162,4	108,6	112,3	121,0	124,5	125,6	134,3	175,7	151,5	164,9	
Ensemble ...	103,3	104,6	107,0	106,6	105,7	110,7	116,9	116,4	115,0	117,9	118,3	116,9	114,7	115,6	116,5	115,5	117,4	
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																		
Ensemble ...	101,5	103,3	104,0	104,7	104,0	105,9	107,0	105,2	108,1	108,3	107,6	106,8	104,9	103,4	105,3	103,4	105,9	

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b — INDICES DU VOLUME *

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1969	1970				1971			
									4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	111,8	121,9	132,5	131,3	155,3	181,1	200,3	211,9	194,6	193,2	198,8	194,5	213,2	201,5	212,1	195,3	237,4
Biens de consommation	123,4	140,7	148,8	158,1	179,1	206,8	221,1	258,0	224,2	216,5	230,8	214,5	232,4	245,4	259,6	247,6	279,9
Biens d'équipement	119,4	123,7	130,0	130,9	140,0	164,0	206,1	228,8	176,7	186,8	200,7	192,9	241,9	214,1	245,5	213,5	241,3
Ensemble ...	114,9	125,6	134,9	136,1	157,5	183,3	204,0	222,0	197,5	196,3	204,7	197,6	220,0	210,5	224,6	206,9	244,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	115,8	126,8	122,5	132,4	151,6	171,8	170,9	167,1	186,6	179,5	176,6	159,9	168,2	168,8	171,2	167,3	161,3
Fabrications métalliques	119,0	143,2	148,6	148,3	170,0	212,6	238,3	254,0	229,7	216,0	263,6	202,8	271,9	247,8	255,9	253,3	259,0
Métaux non ferreux	107,8	116,3	121,3	110,0	135,5	145,7	153,3	142,0	151,8	151,7	151,2	144,4	164,9	140,6	143,5	135,2	149,3
Textiles	104,5	113,4	125,3	117,5	139,1	164,7	174,3	195,6	181,1	161,4	180,5	157,5	198,3	185,6	199,1	180,6	218,4
Produits chimiques	110,2	131,1	143,8	159,6	206,6	258,3	303,2	352,6	283,7	276,9	312,3	298,6	328,6	342,6	337,2	358,7	393,3
Industrie houillère	91,4	74,3	52,6	60,3	47,8	43,7	39,1	38,1	45,5	25,3	34,9	44,5	47,9	42,9	34,2	31,2	44,0
Industrie pétrolière	101,1	107,7	109,2	110,5	153,3	212,6	196,2	188,0	184,9	178,2	169,7	206,0	233,0	152,4	195,2	221,1	183,3
Verres et glaces	111,0	112,2	117,1	123,2	141,3	151,2	186,9	182,4	155,6	146,7	193,4	182,6	225,1	191,9	176,1	164,7	200,5
Produits agricoles	99,3	131,4	132,8	172,7	198,8	219,7	275,3	301,2	270,8	259,2	257,5	264,7	349,3	305,9	308,1	266,5	351,8
Ciments	116,6	134,7	115,4	107,1	110,4	114,3	134,3	138,3	127,3	105,8	148,7	132,5	150,3	120,9	127,9	135,6	169,1
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,9	111,6	113,7	119,0	126,1	141,4	166,6	188,4	172,1	121,3	172,9	173,1	198,9	163,3	190,3	186,8	201,4
Carrières	117,8	121,9	121,4	127,4	136,8	141,2	150,0	149,7	146,6	120,3	154,3	162,9	159,7	133,8	151,7	152,0	165,0
Céramiques	121,2	124,8	110,6	112,5	120,2	145,6	155,2	163,3	160,6	134,5	163,1	157,2	170,1	137,8	161,1	167,6	185,9
Bois et meubles	114,2	128,8	140,0	149,2	184,3	232,4	248,2	317,4	248,4	203,4	250,1	234,0	307,5	284,7	315,2	289,6	379,5
Peaux, cuirs et chaussures ...	107,0	111,1	114,5	116,6	128,4	155,6	158,7	179,5	168,1	158,9	163,8	142,1	165,1	152,0	182,2	159,5	197,4
Papier et livres	113,3	129,3	150,9	160,9	202,9	264,8	291,3	306,4	304,8	276,7	300,5	268,2	314,1	286,3	302,4	294,2	340,2
Tabacs manufacturés	128,7	155,7	152,6	173,3	196,6	173,8	172,6	193,0	178,3	152,2	170,7	178,0	168,7	150,7	196,4	179,2	245,8
Caoutchouc	118,7	139,6	150,3	160,9	194,3	255,9	286,9	331,4	293,4	275,9	309,4	246,9	316,0	298,1	346,9	311,6	371,2
Industries alimentaires	111,5	132,5	139,0	149,1	174,0	212,1	245,6	267,9	229,2	236,5	254,7	232,9	260,7	229,4	276,1	286,9	313,4
Divers	103,1	114,5	133,6	133,1	138,4	138,5	176,3	132,0	143,8	147,2	166,2	162,0	203,2	168,0	124,8	122,9	134,7
Ensemble ...	111,3	126,1	131,6	135,7	158,5	188,0	206,2	216,9	203,5	192,5	213,4	189,9	229,5	209,5	217,1	211,6	229,7

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	12,58	- 0,60	9,28	10,19	+ 0,91	8,49	9,56	+ 1,07
1970 1 ^{er} trimestre	10,30	11,20	+ 0,90	7,92	8,91	+ 0,99	6,78	8,54	+ 1,76
2 ^e trimestre	10,67	12,33	+ 1,66	8,31	10,16	+ 1,85	7,05	10,23	+ 3,18
3 ^e trimestre	10,83	11,26	+ 0,43	7,38	8,86	+ 1,48	6,36	8,60	+ 2,24
4 ^e trimestre	12,39	12,84	+ 0,45	8,85	10,38	+ 1,53	7,48	10,13	+ 2,65
1971 1 ^{er} trimestre	13,40	11,48	- 1,92	8,47	9,68	+ 1,21	7,58	9,27	+ 1,69
2 ^e trimestre	12,81	12,34	- 0,47	9,27	10,23	+ 0,96	8,81	9,42	+ 0,61
3 ^e trimestre	12,10	13,14	+ 1,04	8,30	9,21	+ 0,91	7,65	8,79	+ 1,14
4 ^e trimestre	14,41	13,36	- 1,05	11,08	11,64	+ 0,56	9,93	10,75	+ 0,82
1972 1 ^{er} trimestre	13,54	13,24	- 0,30	11,20	11,29	+ 0,09	8,97	9,97	+ 1,00
1971 4 premiers mois	13,30	11,50	- 1,80	8,82	9,82	+ 1,00	7,65	9,08	+ 1,43
5 premiers mois	13,22	11,70	- 1,52	8,76	9,79	+ 1,03	8,15	9,05	+ 0,90
6 premiers mois	13,11	11,91	- 1,20	8,87	9,95	+ 1,08	8,20	9,34	+ 1,14
7 premiers mois	12,98	12,06	- 0,92	8,77	10,04	+ 1,27	8,26	9,19	+ 0,93
8 premiers mois	12,82	11,86	- 0,96	8,64	9,62	+ 0,98	8,13	8,86	+ 0,73
9 premiers mois	12,77	12,32	- 0,45	8,68	9,71	+ 1,03	8,02	9,16	+ 1,14
10 premiers mois	12,88	12,54	- 0,34	9,08	9,92	+ 0,84	8,25	9,39	+ 1,14
11 premiers mois	13,01	12,51	- 0,50	9,20	10,02	+ 0,82	8,34	9,40	+ 1,06
12 mois	13,18	12,58	- 0,60	9,28	10,19	+ 0,91	8,49	9,56	+ 1,07
1972 1 ^{er} mois	10,88	12,47	+ 1,59	9,79	10,60	+ 0,81	7,33	8,88	+ 1,55
2 premiers mois	12,19	12,28	+ 0,09	10,36	10,75	+ 0,39	7,69	9,50	+ 1,81
3 premiers mois	13,54	13,24	- 0,30	11,20	11,29	+ 0,09	8,97	9,97	+ 1,00
4 premiers mois p	13,07	13,01	- 0,06	11,07	11,30	+ 0,23	8,71	9,93	+ 1,22
Moyennes mensuelles	Italie			C.E.E.			Total métrop. européennes O.C.D.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968	1,50	1,29	- 0,21	19,07	21,88	+ 2,81	23,73	26,20	+ 2,47
1969	1,68	1,80	+ 0,12	23,89	28,33	+ 4,44	29,35	33,79	+ 4,44
1970	1,77	2,27	+ 0,50	27,85	33,13	+ 5,28	33,61	39,41	+ 5,80
1971	2,06	2,19	+ 0,13	33,01	34,52	+ 1,51	39,51	40,72	+ 1,21
1970 1 ^{er} trimestre	1,80	2,11	+ 0,31	26,80	30,76	+ 3,96	32,12	37,10	+ 4,98
2 ^e trimestre	1,77	2,60	+ 0,83	27,80	35,32	+ 7,52	33,75	41,69	+ 7,94
3 ^e trimestre	1,79	2,09	+ 0,30	26,36	30,81	+ 4,45	31,68	36,31	+ 4,63
4 ^e trimestre	1,73	2,30	+ 0,57	30,45	35,65	+ 5,20	36,90	42,53	+ 5,63
1971 1 ^{er} trimestre	1,97	2,20	+ 0,23	31,42	32,63	+ 1,21	37,43	38,67	+ 1,24
2 ^e trimestre	2,06	2,42	+ 0,36	32,95	34,41	+ 1,46	40,18	40,62	+ 0,44
3 ^e trimestre	2,10	1,84	- 0,26	30,15	32,98	+ 2,83	35,95	38,99	+ 3,04
4 ^e trimestre	2,11	2,33	+ 0,22	37,53	38,08	+ 0,55	44,47	44,60	+ 0,13
1972 1 ^{er} trimestre	2,32	2,42	+ 0,10	36,03	36,92	+ 0,89	42,64	43,95	+ 1,31
1971 4 premiers mois	2,02	2,27	+ 0,25	31,79	32,67	+ 0,88	37,95	38,56	+ 0,61
5 premiers mois	1,98	2,35	+ 0,37	32,11	32,89	+ 0,78	38,41	38,97	+ 0,56
6 premiers mois	2,01	2,32	+ 0,31	32,19	33,52	+ 1,33	38,81	39,65	+ 0,84
7 premiers mois	2,01	2,26	+ 0,25	32,02	33,55	+ 1,53	38,47	39,69	+ 1,22
8 premiers mois	2,04	2,14	+ 0,10	31,63	32,48	+ 0,85	38,02	38,43	+ 0,41
9 premiers mois	2,04	2,15	+ 0,11	31,51	33,34	+ 1,83	37,86	39,43	+ 1,57
10 premiers mois	2,06	2,18	+ 0,12	32,27	34,03	+ 1,76	38,65	40,12	+ 1,47
11 premiers mois	2,06	2,17	+ 0,11	32,61	34,10	+ 1,49	39,03	40,22	+ 1,19
12 mois	2,06	2,19	+ 0,13	33,01	34,52	+ 1,51	39,51	40,72	+ 1,21
1972 1 ^{er} mois	2,04	2,43	+ 0,39	30,04	34,38	+ 4,34	36,17	40,94	+ 4,77
2 premiers mois	2,13	2,38	+ 0,25	32,37	34,91	+ 2,54	38,54	41,54	+ 3,00
3 premiers mois	2,32	2,42	+ 0,10	36,03	36,92	+ 0,89	42,64	43,95	+ 1,31
4 premiers mois p	2,29	2,42	+ 0,13	35,14	36,66	+ 1,52	41,77	43,72	+ 1,95

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968	2,87	3,21	+ 0,34	2,51	1,49	- 1,02	1,91	1,09	- 0,82
1969	3,19	2,90	- 0,29	2,90	1,69	- 1,21	2,31	1,24	- 1,07
1970	4,15	2,90	- 1,25	2,75	1,76	- 0,99	2,33	1,39	- 0,94
1971	3,34	3,42	+ 0,08	3,22	1,81	- 1,41	2,36	1,37	- 0,99
1970 1 ^{er} trimestre	3,64	2,83	- 0,81	2,50	1,72	- 0,78	2,47	1,40	- 1,07
2 ^e trimestre	4,18	2,61	- 1,57	3,00	1,74	- 1,26	2,17	1,31	- 0,86
3 ^e trimestre	3,78	2,48	- 1,30	2,34	1,45	- 0,89	2,32	1,28	- 1,04
4 ^e trimestre	4,99	3,68	- 1,31	3,16	2,12	- 1,04	2,36	1,59	- 0,77
1971 1 ^{er} trimestre	3,42	3,43	+ 0,01	2,79	1,74	- 1,05	2,18	1,32	- 0,86
2 ^e trimestre	3,43	3,82	+ 0,39	4,01	1,79	- 2,22	2,49	1,32	- 1,17
3 ^e trimestre	3,41	3,71	+ 0,30	2,67	1,83	- 0,84	2,18	1,31	- 0,87
4 ^e trimestre	3,10	2,73	- 0,37	3,41	1,89	- 1,52	2,59	1,53	- 1,06
1972 1 ^{er} trimestre	2,97	3,09	+ 0,12	3,29	2,18	- 1,11	1,89	1,35	- 0,54
1971 4 premiers mois	3,51	3,39	- 0,12	2,97	1,68	- 1,29	2,34	1,27	- 1,07
5 premiers mois	3,38	3,53	+ 0,15	3,11	1,71	- 1,40	2,26	1,31	- 0,95
6 premiers mois	3,42	3,63	+ 0,21	3,40	1,76	- 1,64	2,33	1,32	- 1,01
7 premiers mois	3,36	3,64	+ 0,28	3,30	1,78	- 1,52	2,32	1,34	- 0,98
8 premiers mois	3,41	3,57	+ 0,16	3,22	1,74	- 1,48	2,26	1,29	- 0,97
9 premiers mois	3,42	3,65	+ 0,23	3,16	1,79	- 1,37	2,28	1,32	- 0,96
10 premiers mois	3,39	3,53	+ 0,14	3,19	1,78	- 1,41	2,27	1,31	- 0,96
11 premiers mois	3,33	3,45	+ 0,12	3,20	1,80	- 1,40	2,27	1,31	- 0,96
12 mois	3,34	3,42	+ 0,08	3,22	1,81	- 1,41	2,36	1,37	- 0,99
1972 1 ^{er} mois	2,60	3,46	+ 0,86	3,22	2,24	- 0,98	1,80	1,28	- 0,52
2 premiers mois	2,77	3,03	+ 0,26	3,08	2,10	- 0,98	1,71	1,26	- 0,45
3 premiers mois	2,97	3,09	+ 0,12	3,29	2,18	- 1,11	1,89	1,35	- 0,54
4 premiers mois	2,88	3,02	+ 0,14	3,31	2,16	- 1,15			

Moyennes mensuelles	Amérique latine ¹			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1970 1 ^{er} trimestre	1,32	0,84	- 0,48	2,30	0,46	- 1,84	0,65	0,77	+ 0,12
2 ^e trimestre	1,72	0,81	- 0,91	2,15	0,48	- 1,67	0,71	0,72	+ 0,01
3 ^e trimestre	1,82	0,89	- 0,93	1,71	0,51	- 1,21	0,73	0,64	- 0,09
4 ^e trimestre	1,41	1,03	- 0,38	1,64	0,54	- 1,10	0,85	0,71	- 0,14
1971 1 ^{er} trimestre	1,46	1,07	- 0,39	1,00	0,56	- 0,44	0,80	0,84	+ 0,04
2 ^e trimestre	1,49	1,05	- 0,44	1,17	0,61	- 0,56	0,83	0,77	- 0,06
3 ^e trimestre	1,37	0,96	- 0,41	1,32	0,52	- 0,80	0,91	0,63	- 0,28
4 ^e trimestre	1,31	1,04	- 0,27	1,24	0,49	- 0,75	0,98	0,74	- 0,24
1972 1 ^{er} trimestre	1,11	1,05	- 0,06	1,08	0,56	- 0,52	0,94	0,92	- 0,02
1971 3 premiers mois	1,46	1,07	- 0,39	1,00	0,56	- 0,44	0,80	0,84	+ 0,04
4 premiers mois	1,46	1,04	- 0,42	1,02	0,56	- 0,46	0,83	0,82	- 0,01
5 premiers mois	1,43	1,02	- 0,41	1,07	0,54	- 0,53	0,82	0,83	+ 0,01
6 premiers mois	1,47	1,06	- 0,41	1,08	0,58	- 0,50	0,82	0,80	- 0,02
7 premiers mois	1,45	1,05	- 0,40	1,12	0,58	- 0,54	0,82	0,80	- 0,02
8 premiers mois	1,46	1,01	- 0,45	1,21	0,56	- 0,65	0,83	0,76	- 0,07
9 premiers mois	1,44	1,03	- 0,41	1,16	0,56	- 0,60	0,85	0,75	- 0,10
10 premiers mois	1,41	1,02	- 0,39	1,18	0,55	- 0,63	0,85	0,74	- 0,11
11 premiers mois	1,41	1,02	- 0,39	1,22	0,54	- 0,68	0,86	0,73	- 0,13
12 mois	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972 1 ^{er} mois	0,98	0,96	- 0,02	0,92	0,42	- 0,50	0,87	1,04	+ 0,17
2 premiers mois	1,06	0,96	- 0,10	1,03	0,48	- 0,55	0,90	0,87	- 0,03
3 premiers mois	1,11	1,05	- 0,06	1,08	0,56	- 0,52	0,94	0,92	- 0,02

¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue commerciale de la Cham-

bre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — I.R.E.S.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 2,6	- 16,6	- 3,9	- 12,1	- 4,6	+ 24,7	502,2	481,2	+ 21,0
1.12 Travail à façon	+ 5,7	+ 7,1	+ 7,0	+ 8,0	+ 9,0	+ 9,7	18,6	4,7	+ 13,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,2	+ 5,3	+ 5,4	+ 3,4	+ 4,8	+ 5,0	6,4	—	+ 6,4
1.2 Or non monétaire	- 2,0	- 1,5	- 2,4	- 1,3	- 0,4	...	0,9	0,8	+ 0,1
1.3 Frets ²	- 0,3	- 0,2	+ 1,6	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,5	24,9	21,1	+ 3,8
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ²	- 0,1	- 0,1	...	...	- 0,1	...	0,8	1,0	- 0,2
1.5 Autres frais de transport	+ 2,0	+ 1,4	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,9	10,0	9,4	+ 0,6
1.6 Déplacements à l'étranger	- 4,1	- 4,5	- 6,4	- 6,2	- 6,9	- 7,2	18,5	28,7	- 10,2
1.7 Revenus d'investissements	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	49,1	44,9	+ 4,2
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,3	+ 0,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,6	13,4	10,0	+ 3,4
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,1	+ 4,0	+ 4,3	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,9	7,8	3,6	+ 4,2
1.92 Autres	+ 1,3	+ 0,9	+ 1,4	+ 1,6	+ 0,4	+ 1,8	43,0	40,7	+ 2,3
<i>Total 1 ...</i>	+ 8,1	- 2,9	+ 13,3	+ 5,0	+ 10,0	+ 44,3	695,6	646,1	+ 49,5
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 2,5	+ 1,8	+ 1,7	+ 3,8	+ 5,8	+ 6,6	16,8	10,0	+ 6,8
2.2 Transferts de l'Etat	- 3,0	- 3,5	- 5,2	- 7,4	- 12,1	- 14,7	1,3	16,1	- 14,8
<i>Total 2 ...</i>	- 0,5	- 1,7	- 3,5	- 3,6	- 6,3	- 8,1	18,1	26,1	- 8,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.1.1 Engagements :									
3.1.1.1 Amortissements contractuels	- 3,3	- 1,8	- 1,9	- 2,1	- 2,1	- 1,8	—	2,0	- 2,0
3.1.1.2 Autres opérations	- 2,0	- 0,4	- 4,0	- 0,8	+ 1,3	+ 1,9	1,8	9,6	- 7,8
3.1.2 Avoirs	- 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 1,1	- 0,3	0,1	1,3	- 1,2
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.2.1 Engagements .....	...	...	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	...	...
3.2.2 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 3 ...</i>	- 5,8	- 2,5	- 6,8	- 3,4	- 2,1	- 0,4	1,9	12,9	- 11,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,7	+ 0,7	- 1,3	- 0,4	+ 1,6	- 2,4	0,1	0,6	- 0,5
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 0,4	+ 1,0	+ 2,2	- 0,2	+ 8,0	+ 0,3	0,9	2,1	- 1,2
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.31.1 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 2,1	- 6,5	- 5,3	- 13,4	- 15,0	- 15,7	—	23,6	- 23,6
4.31.2 Investissements directs	- 2,0	- 0,4	- 2,6	- 2,6	- 0,7	- 7,8	3,9	12,7	- 8,8
4.31.3 Immeubles	- 1,3	- 1,7	- 1,5	- 1,2	- 1,3	- 0,9	0,9	2,1	- 1,2
4.31.4 Autres (chiffres nets) .....	...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,5	+ 3,1	- 2,7	—	1,3	- 1,3
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.32.1 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 0,5	- 0,2	+ 2,8	- 0,5	- 1,1	+ 1,3	5,1	—	+ 5,1
4.32.2 Investissements directs	+ 7,1	+ 7,0	+ 11,5	+ 12,5	+ 13,8	+ 15,9	23,8	2,0	+ 21,8
4.32.3 Immeubles	+ 0,2	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3	...	0,8	0,5	+ 0,3
4.32.4 Autres (chiffres nets)	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,9	...	+ 6,1	- 1,8	0,1	—	+ 0,1
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	...	...	...	...	—	...
<i>Total 4 ...</i>	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	- 4,4	+ 14,2	- 13,8	35,6	44,9	- 9,3
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,7	+ 0,1	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,1	- 2,0	1,2	—	+ 1,2
Total 1 à 5 ...	+ 8,5	- 6,4	+ 12,3	- 4,5	+ 17,9	+ 20,0	752,4	730,0	+ 22,4
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 1,2	- 1,1	+ 2,7	- 0,8	+ 2,8	+ 4,8	—	—	- 3,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.2.1 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.2.1.1 Francs belges et luxembourgeois .....	...	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,9	+ 3,8	—	—	- 5,2
6.2.1.2 Monnaies étrangères	- 1,2	- 6,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,8	- 0,7	—	—	+ 12,6
6.2.2 Organismes monétaires divers	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 2,0	+ 0,7	—	—	+ 0,5
6.2.3 B.N.B.	+ 8,0	+ 1,7	+ 12,4	- 14,2	+ 5,4	+ 11,4	—	—	+ 17,5
<i>p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	(+ 3,5)	—	—	(+ 3,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Autres que les organismes monétaires.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1970				1971				1972 p
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 7,7	+ 3,1	+ 8,4	+ 5,5	+ 3,1	+ 5,2	+ 5,2	+ 7,5	+ 6,1
1.12 Travail à façon	+ 2,1	+ 2,0	+ 2,4	+ 3,2	+ 2,8	+ 4,1	+ 2,9	+ 4,1	+ 3,0
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 2,0	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,3	+ 3,6	- 0,3	+ 1,8
1.2 Or non monétaire	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	- 0,1
1.3 Frets ²	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,9	+ 0,8	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,1
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	...	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	...	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,2	- 0,1	...	+ 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	- 0,7	- 2,1	- 4,3	- 0,1	- 0,4	- 2,5	- 5,9	- 1,4	- 1,8
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,4	- 0,6	+ 2,4	+ 0,2	+ 1,1	- 0,4	+ 1,9	+ 1,6	+ 1,5
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 1,1	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,7	- 1,1	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,8	+ 2,0
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 0,8	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,1	+ 1,1	+ 0,9
1.92 Autres	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,6	- 0,1	+ 0,6	+ 1,1	...	+ 0,6	+ 0,3
Total 1 ...	+13,6	+ 5,5	+13,3	+11,9	+10,4	+12,4	+10,7	+16,0	+14,9
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 1,8	+ 1,5	+ 1,8	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,8	+ 2,0	+ 1,3	+ 1,8
2.2 Transferts de l'Etat	- 3,4	- 2,3	- 3,4	- 5,6	- 4,1	- 3,8	- 3,4	- 3,5	- 4,5
Total 2 ...	- 1,6	- 0,8	- 1,6	- 4,1	- 2,4	- 2,0	- 1,4	- 2,2	- 2,7
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,6	- 0,4	- 0,4	- 1,2
3.112 Autres opérations	+ 0,6	+ 0,8	+ 1,2	- 0,7	- 0,6	- 2,4	- 2,3	- 2,5	- 1,1
3.12 Avoirs	- 0,2	...	...	- 0,1	- 0,3	- 0,7	- 0,1	- 0,1	...
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	...	- 0,2	...	...	...	...	...	...	- 0,1
3.22 Avoirs	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,2	+ 0,1	+ 0,7	- 1,0	- 1,5	- 3,7	- 2,8	- 3,0	- 2,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,8	- 1,1	- 0,3	- 0,2	+ 0,1	...	- 0,2	- 0,4	- 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,4	- 0,7	- 1,0	- 0,2	+ 0,7	- 0,7	- 0,9
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 3,2	- 3,6	- 4,5	- 4,4	- 6,5	- 4,9	- 5,4	- 6,8	- 9,1
4.312 Investissements directs	- 0,8	- 2,3	- 1,8	- 2,9	+ 0,3	- 4,6	- 2,7	- 1,8	- 4,3
4.313 Immeubles	- 0,2	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 0,3	- 0,4	- 0,3
4.314 Autres	- 0,8	- 0,1	- 1,7	- 0,1	- 0,2	- 1,4	+ 0,8	- 0,5	- 1,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,1	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,0
4.322 Investissements directs	+ 2,4	+ 5,9	+ 3,1	+ 4,5	+ 5,0	+ 7,3	+ 5,3	+ 4,2	+ 4,7
4.323 Immeubles	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	+ 0,2	...
4.324 Autres	- 0,4	+ 0,2	- 1,1	- 0,5	- 0,8	+ 1,1	+ 2,2	- 2,4	- 0,7
4.33 Investissements et placements non ventilés	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	- 3,3	- 1,1	- 5,7	- 3,7	- 1,9	- 0,3	+ 1,0	- 8,1	-11,0
5. Erreurs et omissions	- 3,8	+ 1,8	+ 0,7	- 0,7	+ 0,7	+ 3,4	- 6,3	+ 3,4	- 2,4
Total 1 à 5 ...	+ 4,7	+ 5,5	+ 7,4	+ 2,4	+ 5,3	+ 9,8	+ 1,2	+ 6,1	- 3,6
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 1,3	...	+ 2,6	+ 0,9	+ 0,7	- 3,1	+ 1,6	- 2,2	+ 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux.	+ 3,8	- 2,3	+ 4,6	- 2,3	- 1,9	+ 2,6	- 3,1	- 2,8	+ 1,1
6.212 Monnaies étrangères	+ 0,9	+ 2,4	- 3,2	- 0,8	+ 2,7	+ 4,4	- 1,7	+ 7,2	- 9,0
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,2	- 0,6	+ 1,0	+ 0,1	- 2,2	- 0,1	+ 0,7	+ 2,1	- 1,2
6.23 B.N.B.	- 1,5	+ 6,0	+ 2,4	+ 4,5	+ 6,0	+ 6,0	+ 3,7	+ 1,8	+ 4,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(+3,5)	-	-	-	(+3,5)	-	-	-	(+3,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se

rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1969).

⁴ Autres que les organismes monétaires.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1971			1972			1971	1972 p
	4 ^e trimestre			1 ^{er} trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	3 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	136,0	128,5	+ 7,5	132,4	126,3	+ 6,1	+ 3,1 ⁰	+ 6,1 ⁷
1.12 Travail à façon	5,5	1,4	+ 4,1	4,5	1,5	+ 3,0	+ 2,8	+ 3,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	—	0,3	- 0,3	1,8	—	+ 1,8	+ 1,8	+ 1,8
1.2 Or non monétaire	0,1	0,2	- 0,1	0,3	0,4	- 0,1	...	- 0,1
1.3 Frets ²	6,5	5,3	+ 1,2	6,5	5,4	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,1
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,2	0,3	- 0,1	0,2	0,3	- 0,1	...	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	2,4	2,4	...	2,2	2,0	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	4,0	5,4	- 1,4	3,9	5,7	- 1,8	- 0,4	- 1,8
1.7 Revenus d'investissements	13,1	11,5	+ 1,6	12,5	11,0	+ 1,5	+ 1,1	+ 1,5
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	3,6	1,8	+ 1,8	4,0	2,0	+ 2,0	- 1,1	+ 2,0
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	2,0	0,9	+ 1,1	1,8	0,9	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,9
1.92 Autres	10,7	10,1	+ 0,6	10,6	10,3	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,3
Total 1 ...	184,1	168,1	+16,0	180,7	165,8	+14,9	+10,4	+14,9
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	4,1	2,8	+ 1,3	4,1	2,3	+ 1,8	+ 1,7	+ 1,8
2.2 Transferts de l'Etat	0,4	3,9	- 3,5	0,3	4,8	- 4,5	- 4,1	- 4,5
Total 2 ...	4,5	6,7	- 2,2	4,4	7,1	- 2,7	- 2,4	- 2,7
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ⁴ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,4	- 0,4	—	1,2	- 1,2	- 0,6	- 1,2
3.112 Autres opérations	0,6	3,1	- 2,5	...	1,1	- 1,1	- 0,6	- 1,1
3.12 Avoirs	0,1	0,2	- 0,1	...	...	...	- 0,3	...
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	- 0,1
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,7	3,7	- 3,0	...	2,4	- 2,4	- 1,5	- 2,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,4	- 0,4	0,1	0,3	- 0,2	+ 0,1	- 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	0,7	1,4	- 0,7	0,7	1,6	- 0,9	- 1,0	- 0,9
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	6,8	- 6,8	—	9,1	- 9,1	- 6,5	- 9,1
4.312 Investissements directs	1,0	2,8	- 1,8	0,2	4,5	- 4,3	+ 0,3	- 4,3
4.313 Immeubles	0,2	0,6	- 0,4	0,2	0,5	- 0,3	- 0,3	- 0,3
4.314 Autres (chiffres nets)	—	0,5	- 0,5	—	1,2	- 1,2	- 0,2	- 1,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	0,5	—	+ 0,5	1,0	—	+ 1,0	+ 1,5	+ 1,0
4.322 Investissements directs	5,5	1,3	+ 4,2	5,0	0,3	+ 4,7	+ 5,0	+ 4,7
4.323 Immeubles	0,3	0,1	+ 0,2	0,2	0,2	...	...	...
4.324 Autres (chiffres nets)	—	2,4	- 2,4	—	0,7	- 0,7	- 0,8	- 0,7
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	8,2	16,3	- 8,1	7,4	18,4	-11,0	- 1,9	-11,0
5. Erreurs et omissions (nettes)	3,4	—	+ 3,4	—	2,4	- 2,4	+ 0,7	- 2,4
Total 1 à 5 ...	200,9	194,8	+ 6,1	192,5	196,1	- 3,6	+ 5,3	- 3,6
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 2,2	—	—	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises								
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	- 2,8	—	—	+ 1,1	- 1,9	+ 1,1
6.212 Monnaies étrangères	—	—	+ 7,2	—	—	- 9,0	+ 2,7	- 9,0
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	+ 2,1	—	—	- 1,2	- 2,2	- 1,2
6.23 B.N.B.	—	—	+ 1,8	—	—	+ 4,7	+ 6,0	+ 4,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	(+3,5)	(+3,5)	(+3,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XI^e année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés

³ Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le *Bulletin d'Informatin et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].

⁵ Autres que les organismes monétaires.

⁶ Exportations = 117,3; importations = 114,2.

⁷ Exportations = 132,4; importations = 126,8.

à des séries de la partie « Statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLVI^e année, vol. I, no 6 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1970 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français	1 Livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 livres ital.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 Mark finlandais	1 Zaïre
											câble	courrier					
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—	—	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,041	46,041	173,06	192,21	82,88 ¹	—	—
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15	—	—
1967	49,69	10,10	138,65 ² 119,68 ³	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ³ 6,65 ³	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ² 71,35 ³	—	—
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65	—	—
1969	50,13	10,12 ⁴ 8,98 ⁵	119,85	13,84	11,63	12,56 ⁶ 13,47 ⁷	7,99	9,70	7,02	6,67	46,558	46,558	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁸	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,601	47,600	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ⁹
1971 ¹¹	49,65	9,00	120,00	13,80 ¹⁰ 13,99 ¹²	11,54 ¹⁰ 12,15 ¹²	13,66 ¹⁰ 14,21 ¹²	7,97	9,62	6,97	6,63	49,044	49,045	174,50	191,99 ¹⁰ 199,07 ¹²	71,38	11,89	100,01
1971 ¹³	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,615	46,615	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79
1971 ¹⁴	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1970 1 ^{er} trim.	49,67	8,96	119,40	13,67	11,53	13,49	7,90	9,59	6,95	6,63	46,298	46,297	174,63	192,04	71,12	11,88	—
2 ^e trim.	49,66	8,99	119,31	13,69	11,53	13,66	7,89	9,56	6,95	6,62	46,792	46,792	174,23	191,85	71,27	11,91	—
3 ^e trim.	49,63	8,99	118,52	13,77	11,53	13,67	7,92	9,56	6,95	6,62	48,507	48,507	173,52	192,29	71,34	11,91	—
4 ^e trim.	49,64	8,99	118,62	13,79	11,49	13,65	7,97	9,59	6,95	6,62	48,680	48,680	173,63	192,21	71,34	11,91	100,03 ⁹
1971 1 ^{er} trim.	49,64	8,99	119,82	13,81	11,54	13,66	7,97	9,61	6,95	6,63	49,210	49,210	174,37	191,90	71,33	11,91	100,02
2 ^e tr. ¹⁵	49,67	8,99	120,12	13,80 ¹⁶ 13,98 ¹⁷	11,55 ¹⁶ 12,14 ¹⁷	13,66 ¹⁶ 14,10 ¹⁷	7,97	9,62	6,98	6,63	49,065	49,067	174,65	192,25 ¹⁶ 198,92 ¹⁷	71,39	11,88	100,00
3 ^e tr. ¹⁸	49,66	9,01	120,11	14,02	12,15	14,33	7,98	9,62	6,99	6,62	48,700	48,701	174,53	199,17	71,43	11,90	99,99
3 ^e tr. ¹⁹	47,96	8,69	118,31	14,00	12,05	14,23	7,82	9,46	6,95	6,55	47,339	47,340	176,87	196,75	69,23	11,54	95,85
4 ^e tr. ²⁰	46,36	8,39	115,74	13,92	11,71	13,99	7,60	9,30	6,79	6,40	46,226	46,226	170,18	192,52	67,66	11,16	92,73
4 ^e tr. ¹⁴	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1972 1 ^{er} trim.	44,06	8,64	114,44	13,79	11,40	13,79	7,51	9,19	6,63	6,31	43,929	43,929	162,69	189,85	67,16	10,65	88,11
1971 Mai ¹⁵	49,63	8,98	120,05	13,81 ²¹ 14,00 ²²	11,55 ²¹ 12,13 ²²	13,67 ²¹ 14,03 ²²	7,97	9,62	6,98	6,62	49,201	49,208	174,88	192,24 ²¹ 198,63 ²²	71,33	11,85	100,00
Juin ..	49,73	9,00	120,29	13,96	12,15	14,16	7,96	9,63	6,99	6,64	48,724	48,725	174,85	199,20	71,48	11,86	100,00
Juill. ..	49,67	9,01	120,14	13,96	12,13	14,26	7,97	9,62	6,99	6,63	48,631	48,631	174,55	199,14	71,43	11,90	99,99
Août ²³ ..	49,63	9,00	120,06	14,14	12,20	14,47	7,98	9,62	6,99	6,62	48,845	48,846	174,49	199,23	71,43	11,90	99,98
Août ²⁴ ..	48,40	8,78	119,12	14,02	12,19	14,25	7,89	9,55	7,02	6,59	47,827	47,829	178,13	198,28	69,72	11,66	96,65
Sept. ..	47,81	8,66	118,05	14,00	12,00	14,23	7,79	9,44	6,93	6,54	47,184	47,184	176,48	196,27	69,07	11,51	95,63
Oct. ..	46,82	8,46	116,63	13,94	11,78	14,08	7,65	9,33	6,84	6,45	46,603	46,604	171,78	193,61	67,96	11,27	93,63
Nov. ..	46,32	8,38	115,50	13,91	11,64	13,91	7,56	9,27	6,76	6,38	46,154	46,153	169,40	191,52	67,59	11,15	92,64
Déc. ²⁵ ..	45,69	8,28	114,69	13,91	11,71	13,98	7,56	9,33	6,75	6,36	45,727	45,728	168,78	192,28	67,26	11,01	91,39
Déc. ¹⁴ ..	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,200	45,201	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22
1972 Janv. ..	44,42	8,59	114,17	13,80	11,42	13,75	7,52	9,21	6,63	6,32	44,174	44,173	163,25	189,54	67,41	10,73	88,84
Févr. ..	43,83	8,61	114,12	13,79	11,36	13,76	7,47	9,15	6,59	6,27	43,624	43,624	161,63	189,30	66,51	10,60	87,66
Mars ..	43,92	8,71	115,02	13,79	11,41	13,85	7,54	9,21	6,66	6,33	43,988	43,989	163,20	190,70	67,56	10,62	87,84
Avril ..	44,10	8,76	115,10	13,74	11,43	13,88	7,56	9,22	6,68	6,31	44,291	44,291	163,50	190,88	68,33	10,67	88,20
Mai ..	43,97	8,77	114,87	13,69	11,39	13,83	7,55	9,25	6,69	6,31	44,473	44,475	163,26	190,40	68,13	10,65	87,91

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.

⁵ Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

⁶ Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 24 octobre, cotation suspendue.

⁷ Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

⁸ Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.

⁹ Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.

¹⁰ Moyenne du 1^{er} janvier au 4 mai 1971.

¹¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

¹² Moyenne du 11 mai au 18 août 1971.

¹³ Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.

¹⁴ Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

¹⁵ Les cotations sont suspendues du 5 au 10 mai.

¹⁶ Moyenne du 1^{er} avril au 4 mai 1971.

¹⁷ Moyenne du 11 mai au 30 juin 1971.

¹⁸ Moyenne du 1^{er} juillet au 18 août.

¹⁹ Moyenne du 23 août au 30 septembre. Les cotations ont été suspendues du 14 au 22 août.

²⁰ Moyenne du 1^{er} octobre au 17 décembre 1971.

²¹ Moyenne des 8 et 4 mai.

²² Moyenne du 11 au 28 mai.

²³ Moyenne du 1^{er} au 18 août.

²⁴ Moyenne du 23 au 31 août. Les cotations ont été suspendues du 14 au 22 août.

²⁵ Moyenne du 1^{er} au 17 décembre 1971.

**X - 2. — PARITES OU TAUX CENTRAUX DU FRANC BELGE
ET DES MONNAIES COTEES EN BOURSE DE BRUXELLES**

à la date du 31 mai 1972

Pays	Parités ou taux centraux par rapport au dollar des Etats-Unis	Cours extrêmes d'intervention en dollars des Etats-Unis		Parités ou taux centraux exprimés en francs belges	
		acheteur	vendeur	pour :	
Belgique	44,8159 FB	43,8075	45,8250	44,8159	1 \$ U.S.A.
France	5,1157 FF	5,0005	5,2310	8,76046	1 FF
Royaume-Uni	2,60571 £ ¹	2,6643 ¹	2,5471 ¹	116,7772	1 £
Pays-Bas	3,2447 Fl.	3,171875	3,3175	13,812032	1 Fl.
Suisse	3,84 F.S.	3,7535	3,9265	11,6708	1 F.S.
Allemagne	3,2225 DM	3,1500	3,2950	13,907183	1 DM
Italie	581,50 Lires	568,40	594,60	7,70695	100 Lires
Espagne	64,4737 Pesetas	63,0231	65,9243	69,5104	100 Pesetas
Suède	4,8129 C.S.	4,7050	4,9200	9,3116	1 C.S.
Norvège	6,64539 C.N.	6,4950	6,7950	6,7439	1 C.N.
Danemark	6,98 C.D.	6,8230	7,1370	6,420616	1 C.D.
Canada	Cours flottants				
Portugal	27,25 Esc.	26,637	27,863	164,462	100 Esc.
Autriche	23,30 Sch.	22,78	23,82	192,3429	100 Sch.
Finlande	4,10 M.F.	4,008	4,192	10,9307	1 M.F.
Zaïre	0,50 Zaïre	—	—	89,6318	1 Z.

¹ Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

X - 3. — COURS D'INTERVENTION
APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES DES PAYS MEMBRES DE LA C.E.E.
 (y compris les pays en voie d'adhésion)

à la date du 31 mai 1972

	100 francs belges		1 franc français		1 florin Pays-Bas		1 Deutsche Mark	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges) ...	—	—	8,5655	8,96	13,6065	14,0210	13,5980	14,2235
Banque de France (en francs français)	11,1610	11,6745	—	—	1,54155	1,6125	1,5522	1,6236
Nederlandsche Bank (en florins)	7,1320	7,3490	0,62015	0,64870	—	—	0,9845	1,0298
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	7,031	7,354	0,6159	0,64425	0,97105	1,01575	—	—
Banca d'Italia (en liras) ...	1268,65	1327,00	111,14	116,26	175,23	183,29	176,43	184,55
Bank of England (en livres sterling)	119,4350 ¹	114,18 ¹	13,6335 ¹	13,0335 ¹	8,647 ¹	8,2665 ¹	8,588 ¹	8,21 ¹
Denmarks National Bank (en couronnes danoises) .	15,229	15,93	1,33405	1,3955	2,1033	2,2002	2,11775	2,21535
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	14,50	15,165	1,27010	1,32855	2,0026	2,0947	2,01635	2,10905
	100 liras italiennes		1 livre sterling		1 Couronne danoise		1 Couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges) ...	7,5355	7,8825	114,18	119,4350	6,2775	6,5665	6,5940	6,8965
Banque de France (en francs français)	0,86015	0,89975	13,0335	13,6335	0,7166	0,7496	0,7527	0,78735
Nederlandsche Bank (en florins)	0,5456	0,5707	8,2665	8,6470	0,4545	0,47545	0,4774	0,49935
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	0,5418	0,5668	8,21	8,588	0,4514	0,4722	0,47415	0,49595
Banca d'Italia (en liras) ...	—	—	1481,50	1549,75	81,45	85,20	85,55	89,50
Bank of England (en livres sterling)	1549,75 ¹	1481,50 ¹	—	—	18,6015 ¹	17,7835 ¹	17,71 ¹	16,93 ¹
Denmarks National Bank (en couronnes danoises) .	1,1737	1,22775	17,7835	18,6015	—	—	1,0270	1,07425
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	1,11730	1,1689	16,93	17,71	0,9309	0,9737	—	—

¹ Cours exprimé en monnaie du partenaire par livre sterling.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (8) + (6)
	Recettes	Dépenses ³	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,5	25,5	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	33,0	- 32,7	- 37,8
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	37,7	- 37,1	- 31,5
1969 9 premiers mois ...	198,8	202,5	- 3,7	0,1	23,1	- 23,0	- 26,7
1970 3 premiers mois ...	71,1	71,9	- 0,8	0,1	10,3	- 10,2	- 11,0
6 premiers mois ...	137,6	145,1	- 7,5	0,2	18,0	- 17,8	- 25,3
9 premiers mois ...	219,6	215,1	+ 4,5	0,3	26,9	- 26,6	- 22,1
1971 2 premiers mois ...	51,4	53,4	- 2,0	0,1	8,6	- 8,5	- 10,5
3 premiers mois ...	76,7	80,1	- 3,4	0,1	13,1	- 13,0	- 16,4
4 premiers mois ...	101,8	106,0	- 4,2	0,2	16,4	- 16,2	- 20,4
5 premiers mois ...	123,9	132,8	- 8,9	0,2	18,5	- 18,3	- 27,2
6 premiers mois ...	148,6	163,6	- 15,0	0,2	22,6	- 22,4	- 37,4
7 premiers mois ...	196,9	191,5	+ 5,4	0,3	25,8	- 25,5	- 20,1
8 premiers mois ...	220,6	211,9	+ 8,7	0,3	30,2	- 29,9	- 21,2
9 premiers mois ...	239,7	237,2	+ 2,5	0,3	35,5	- 35,2	- 32,7
10 premiers mois ...	268,9	265,8	+ 3,1	0,4	38,8	- 38,4	- 35,3
11 premiers mois ...	296,3	285,5	+ 10,8	0,4	43,7	- 43,3	- 32,5
12 mois	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	48,8	- 48,2	- 39,3
1972 1 ^{er} mois	32,8	31,3	+ 1,5	...	5,7	- 5,7	- 4,2
2 premiers mois ...	58,1	64,9	- 6,8	0,1	8,9	- 8,8	- 15,6
3 premiers mois ...	81,0	96,3	- 15,3	0,1	15,8	- 15,7	- 31,0

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées abstraction faite des virements internes.

³ Y compris les dépenses de la C.A.D.G.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																			
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4 (4) = (1) + (2) + (3)	Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante										Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. 16	Encaisse des comptables et autres opérations de trésorerie 17	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges 5	en monnaies étrangères 6	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges						en monnaies étrangères 14	Total (15) = (8) à (14)					
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché 8	Secteur bancaire 9	Secteur para-étatique 10	République du Zaïre, Rwanda et Burundi 11	Certificats divers 12	Office des chèques postaux 13							
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0		
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3		
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7		
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6		
1968	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9		
1969	-37,8	+ 2,6	-13,2	-48,4	+36,0	+ 1,0	+37,0	...	+ 1,7	+ 5,8	...	+ 0,3	- 1,9	+ 6,5	+12,4	+ 0,9	- 1,9	+48,4		
1970	-31,5	+ 1,4	-12,6	-42,7	+37,3	...	+37,3	...	+ 2,9	+ 9,6	...	- 0,3	+ 4,5	- 9,5	+ 7,2	- 2,3	+ 0,5	+42,7		
1969 9 premiers mois .	-26,7	+ 3,0	- 9,9	-33,6	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 4,8	+ 4,1	...	- 0,1	- 7,7	+ 6,2	+ 7,3	+ 1,3	- 1,6	+33,6		
1970 3 premiers mois .	-11,0	- 0,7	- 3,0	-14,7	+ 6,1	...	+ 6,1	...	+ 4,3	+10,1	...	- 0,1	- 3,2	- 2,2	+ 8,9	+ 0,2	- 0,5	+14,7		
6 premiers mois .	-25,3	+ 2,5	- 5,2	-28,0	+18,4	...	+18,4	...	+ 8,8	+ 7,2	...	- 0,1	- 1,8	- 3,4	+10,7	+ 0,3	- 1,4	+28,0		
9 premiers mois .	-22,1	+ 0,3	- 9,1	-30,9	+27,7	...	+27,7	...	+ 7,8	+ 3,3	...	- 0,2	- 4,4	- 3,6	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,1	+30,9		
1971 2 premiers mois .	-10,5	+ 2,1	- 2,4	-10,8	+19,9	...	+19,9	...	+ 4,7	+10,2	...	...	- 5,3	- 6,0	+ 3,6	-12,6	- 0,1	+10,8
3 premiers mois .	-16,4	+ 3,9	- 3,7	-16,2	+19,7	...	+19,7	...	+ 5,1	+15,2	...	...	- 6,4	- 9,1	+ 4,8	- 6,6	- 1,7	+16,2
4 premiers mois .	-20,4	+ 2,7	- 4,8	-22,5	+18,7	...	+18,7	...	+ 8,2	+12,8	...	+ 0,4	+ 1,8	-12,7	+10,5	- 7,0	+ 0,3	+22,5		
5 premiers mois .	-27,2	+ 4,9	- 5,9	-28,2	+40,4	...	+40,4	...	+ 8,4	+13,4	...	+ 0,4	- 4,0	-15,0	+ 3,2	-13,0	- 2,4	+28,2		
6 premiers mois .	-37,4	+ 6,7	- 7,3	-38,0	+39,3	...	+39,3	...	+ 7,5	+10,8	...	+ 0,4	- 3,0	-18,8	- 3,1	+ 2,5	- 0,7	+38,0		
7 premiers mois .	-20,1	+ 2,0	- 8,8	-26,9	+39,3	...	+39,3	...	+ 6,2	+10,0	...	+ 0,3	- 2,0	-19,6	- 5,1	- 7,4	+ 0,1	+26,9		
8 premiers mois .	-21,2	+ 3,7	-10,3	-27,8	+39,3	...	+39,3	...	+12,6	+13,7	...	+ 0,4	- 5,6	-22,8	- 1,7	- 9,9	+ 0,1	+27,8		
9 premiers mois .	-32,7	+ 3,9	-11,8	-40,6	+39,3	...	+39,3	...	+16,4	+12,9	...	+ 0,3	- 5,7	-23,3	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,5	+40,6		
10 premiers mois .	-35,3	+ 2,5	-13,8	-46,6	+77,5	...	+77,5	...	+ 5,3	+11,8	...	+ 0,3	- 3,1	-24,7	-10,4	-13,2	- 7,3	+46,6		
11 premiers mois .	-32,5	+ 3,4	-15,3	-44,4	+77,4	...	+77,4	...	+ 5,2	+ 5,5	...	+ 0,3	- 4,7	-26,3	-20,0	-13,3	+ 0,3	+44,4		
12 mois	-39,3	+ 6,4	-16,8	-49,7	+77,1	...	+77,1	...	+ 6,9	+ 1,0	...	+ 0,3	+ 0,2	-26,5	-18,1	- 8,3	- 1,0	+49,7		
1972 1 ^{er} mois	- 4,2	+ 0,6	- 1,2	- 4,8	...	...	...	...	+ 1,2	+10,6	...	- 0,1	+ 0,9	- 0,1	+12,5	- 4,9	- 2,8	+ 4,8
2 premiers mois .	-15,6	- 0,6	- 2,3	-18,5	+33,1	...	+33,1	...	+ 12,7	...	...	- 4,5	- 2,6	- 2,1	+ 3,5	- 4,9	-13,2	+18,5
3 premiers mois .	-31,0	- 3,5	- 3,3	-37,8	+32,6	...	+32,6	...	+ 19,0	...	...	- 0,6	- 1,0	- 7,0	+10,4	- 4,9	- 0,3	+37,8

1 Cf. tableau XI-1.

2 Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui sont comprises dans la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (8) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'impasse.

C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers —colonne (2) du tableau XI-2.—, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptables et autres opérations de trésorerie » —colonne (17) du même tableau—, de même que les dépenses d'organismes paratétatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat 5	Couverture 6					Recours aux marchés étrangers 8
						Recours au marché belge				Total (9) = (6) à (8)	
						Variations			Total		
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché 6	des autres engagements à moyen terme 7	des engagements à court terme 7			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)		
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1	
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5	
1968	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7	
1969	- 37,8	- 12,7	- 50,5	+ 22,4	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1	
1970	- 31,5	- 13,3	- 44,8	+ 21,0	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4	
1969 9 prem. mois	- 26,7	- 8,1	- 34,8	+ 17,5	- 17,3	+ 11,2	+ 7,0	- 6,1	+ 12,1	+ 5,2	
1970 3 prem. mois	- 11,0	- 4,4	- 15,4	+ 5,4	- 10,0	+ 1,5	- 0,1	+ 11,7	+ 13,1	- 3,1	
6 prem. mois	- 25,3	- 5,1	- 30,4	+ 10,5	- 19,9	+ 9,9	- 1,7	+ 16,6	+ 24,8	- 4,9	
9 prem. mois	- 22,1	- 10,3	- 32,4	+ 16,0	- 16,4	+ 14,7	- 2,8	+ 9,8	+ 21,7	- 5,3	
1971 2 prem. mois	- 10,5	- 1,1	- 11,6	+ 3,6	- 8,0	+ 17,2	+ 1,3	- 4,2	+ 14,3	- 6,3	
3 prem. mois	- 16,4	- 2,0	- 18,4	+ 5,0	- 13,4	+ 15,7	+ 1,5	+ 6,3	+ 23,5	- 10,1	
4 prem. mois	- 20,4	- 2,0	- 22,4	+ 7,4	- 15,0	+ 12,6	+ 2,0	+ 14,7	+ 29,3	- 14,3	
5 prem. mois	- 27,2	- 4,4	- 31,6	+ 8,5	- 23,1	+ 34,4	+ 2,4	+ 3,3	+ 40,1	- 17,0	
6 prem. mois	- 37,4	- 2,3	- 39,7	+ 10,4	- 29,3	+ 31,4	+ 1,2	+ 18,1	+ 50,7	- 21,4	
7 prem. mois	- 20,1	- 7,6	- 27,7	+ 11,9	- 15,8	+ 30,1	+ 0,4	+ 7,0	+ 38,2	- 22,4	
8 prem. mois	- 21,2	- 7,4	- 28,6	+ 12,9	- 15,7	+ 29,2	+ 0,7	+ 11,3	+ 41,2	- 25,5	
9 prem. mois	- 32,7	- 8,3	- 41,0	+ 14,3	- 26,7	+ 28,1	+ 1,4	+ 23,5	+ 53,0	- 26,3	
10 prem. mois	- 35,3	- 12,3	- 47,6	+ 15,7	- 31,9	+ 65,5	+ 1,2	- 6,9	+ 59,8	- 27,9	
11 prem. mois	- 32,5	- 13,2	- 45,7	+ 17,7	- 28,0	+ 63,5	+ 0,9	- 6,7	+ 57,7	- 29,7	
12 mois	- 39,3	- 14,0	- 53,3	+ 19,5	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,1	+ 62,9	- 29,1	
1972 1 ^{er} mois	- 4,2	+ 0,4	- 3,8	+ 2,2	- 1,6	- 2,0	+ 0,6	+ 3,5	+ 2,1	- 0,5	
2 prem. mois	- 15,6	- 5,5	- 21,1	+ 3,5	- 17,6	+ 30,9	+ 0,9	- 11,5	+ 20,3	- 2,7	
3 prem. mois	- 31,0	- 8,3	- 39,3	+ 4,3	- 35,0	+ 30,3	+ 0,7	+ 12,3	+ 43,3	- 8,3	

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, de novembre 1967 à août 1969, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui figurent à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Cf. tableau XVI-3b.

6 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

7 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

8 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : *Ministère des Finances.*

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1969	109,7	+ 0,1	42,8	+ 0,5	101,0	+ 1,3	253,5	+ 1,9
1970	131,5	+ 5,0	46,0	+ 3,1	105,9	+ 0,1	283,4	+ 8,2
1971	151,4	+ 8,6	46,5	- 1,6	118,8	- 0,2	316,7	+ 6,8
1970 1 ^{er} trimestre	28,9	+ 2,8	11,0	+ 0,6	25,0	- 0,5	64,9	+ 2,9
2 ^e trimestre	26,2	+ 0,3	11,4	+ 0,8	26,1	- 1,1	63,7	...
3 ^e trimestre	43,3	+ 0,3	11,0	+ 0,4	24,9	+ 0,2	79,2	+ 0,9
4 ^e trimestre	33,1	+ 1,5	12,6	+ 1,3	29,8	+ 1,6	75,5	+ 4,4
1971 1 ^{er} trimestre	31,0	+ 0,7	10,9	- 0,8	30,6	+ 0,2	72,5	+ 0,1
2 ^e trimestre	31,5	+ 2,1	11,4	- 0,6	27,8	- 0,1	70,7	+ 1,4
3 ^e trimestre	51,3	+ 3,1	11,2	- 0,8	27,6	- 0,2	90,1	+ 2,1
4 ^e trimestre	37,5	+ 2,6	13,2	+ 0,8	32,8	...	83,5	+ 3,4
1972 1 ^{er} trimestre	35,5	+ 0,4	12,1	+ 0,3	27,4	- 1,4	75,0	- 0,7
1971 Avril	9,6	+ 0,6	4,0	- 0,1	11,0	...	24,6	+ 0,5
Mai	9,2	+ 0,5	3,6	- 0,3	9,0	- 0,2	21,8	...
Juin	12,7	+ 1,0	3,8	- 0,2	7,8	+ 0,1	24,3	+ 0,9
Juillet	32,4	+ 1,6	3,9	- 0,2	11,6	- 0,1	47,9	+ 1,3
Août	9,6	+ 0,8	3,7	- 0,2	10,2	...	23,5	+ 0,6
Septembre	9,3	+ 0,7	3,6	- 0,4	5,8	- 0,1	18,7	+ 0,2
Octobre	12,1	+ 0,5	4,0	- 0,1	12,8	- 0,1	28,9	+ 0,3
Novembre	11,7	+ 0,7	4,0	...	11,3	+ 0,2	27,0	+ 0,9
Décembre	13,7	+ 1,4	5,2	+ 0,9	8,7	- 0,1	27,6	+ 2,2
1972 Janvier	15,3	...	3,8	- 0,1	11,8	- 0,4	30,9	- 0,5
Février	11,1	+ 0,2	3,9	+ 0,2	9,7	- 0,1	24,7	+ 0,3
Mars	9,1	+ 0,2	4,4	+ 0,2	8,1	+ 1,3	21,6	+ 1,7
Avril	9,4	- 0,6	3,7	- 0,4	11,4	- 1,1	24,5	- 2,1

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : *Ministère des Finances.*

	Exercice 1971		Exercice 1971 : avril		Exercice 1972 : avril	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	151,4	142,8	9,6	9,0	9,4	10,0
précompte immobilier	1,2	1,2	...	...	...	...
précompte mobilier	15,8	15,8	1,3	1,2	1,0	1,1
précompte professionnel	70,1	66,3	5,2	4,9	5,7	5,7
versements anticipés	29,8	30,0	0,9	1,2	1,2	1,1
impôts des personnes physiques (rôles)	21,8	20,0	1,6	1,4	1,0	1,5
impôts de sociétés (rôles)	5,7	3,3	0,3	0,2	0,3	0,4
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	4,9	4,6	0,1	0,1	0,1	0,1
divers ²	2,1	1,6	0,2	...	0,1	0,1
II. Douanes et accises	46,5	48,1	4,0	4,1	3,7	4,1
dont : douanes	6,4	6,8	0,5	0,6	0,3	0,4
accises	38,3	{ 41,2	3,2	{ 3,5	3,2	{ 3,6
taxes spéciales de consommat.	1,6		0,2		0,2	
III. Enregistrement	118,8	119,0	11,0	11,0	11,4	12,5
dont : enregistrement	7,4	8,0	0,6	0,7	0,6	0,6
successions	4,9	4,6	0,4	0,4	0,3	0,4
TVA, timbre et taxes assimilées au timbre	105,2	105,2	9,9	9,9	10,3	11,4
Total ...	316,7	309,9	24,6	24,1	24,5	26,6
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 6,8		+ 0,5		- 2,1

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1969	9,1	3,6	8,4	21,1	2,11
1970	11,0	3,8	8,8	23,6	2,29
1971	12,6	3,9	9,9	26,4	2,48
1969 6 premiers mois	7,5	3,4	8,6	19,5	0,76
9 premiers mois	9,3	3,5	8,2	21,0	2,56
1970 3 premiers mois	9,6	3,7	8,3	21,6	0,91
6 premiers mois	9,2	3,7	8,5	21,4	0,90
9 premiers mois	10,9	3,7	8,5	23,1	2,76
1971 3 premiers mois	10,3	3,6	10,2	24,1	0,96
6 premiers mois	10,4	3,7	9,7	23,8	0,54
9 premiers mois	12,6	3,7	9,6	25,9	3,02
1972 3 premiers mois	11,8	4,0	9,2	25,0	0,97
1971 Avril	9,6	4,0	11,0	24,6	0,94
Mai	9,2	3,6	9,0	21,8	0,08
Juin	12,7	3,8	7,8	24,3	1,46
Juillet	32,4	3,9	11,6	47,9	21,28
Août	9,6	3,7	10,2	23,5	0,32
Septembre	9,3	3,6	5,8	18,7	0,26
Octobre	12,1	4,0	12,8	28,9	2,40
Novembre	11,7	4,0	11,3	27,0	0,03
Décembre	13,7	5,2	8,7	27,6	0,23
1972 Janvier	15,3	3,8	11,8	30,9	2,78
Février	11,1	3,9	9,7	24,7	-0,02
Mars	9,1	4,4	8,1	21,6	0,17
Avril	9,4	3,7	11,4	24,5	1,22

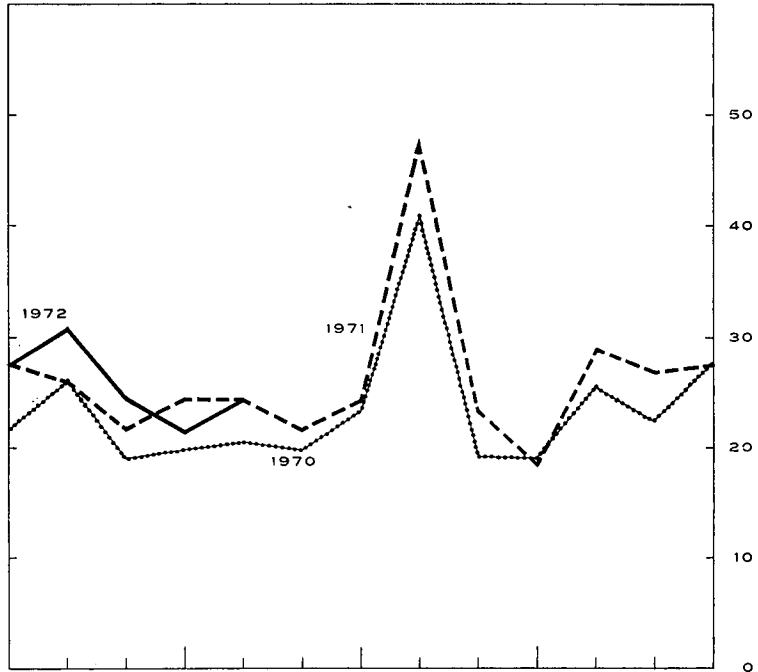
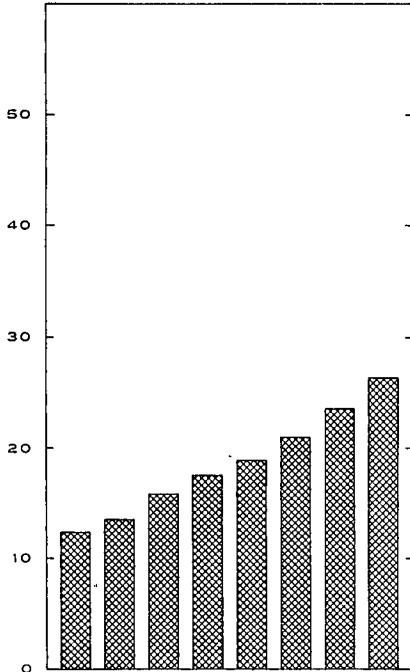
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.
² Y compris le produit des versements anticipés.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.). : XLII^e année, vol. I, no 8, mars 1967 :

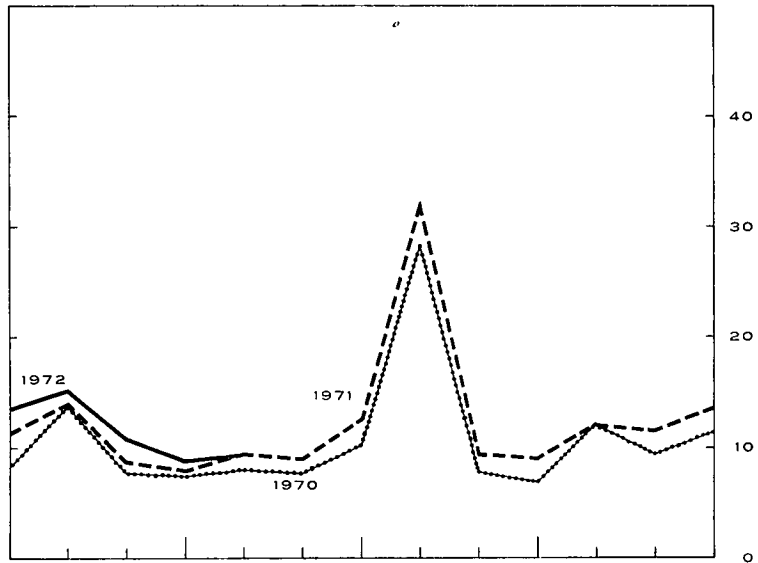
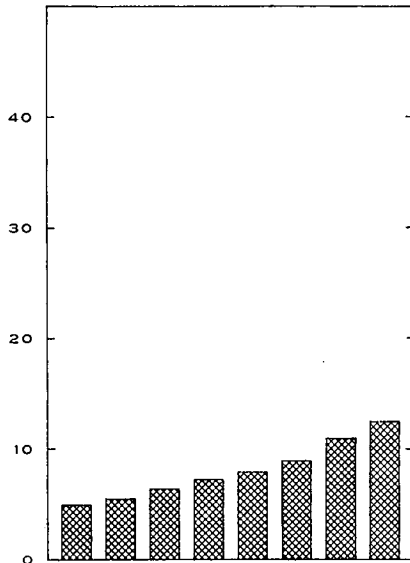
« Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données » et XLV^e année, vol. II, no 0, décembre 1970 :
 « Les budgets de 1970 et 1971 ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE
(milliards de francs)

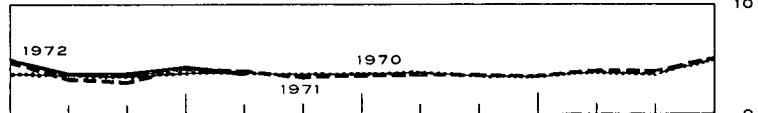
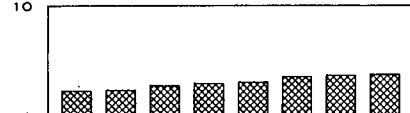
RECETTES TOTALES



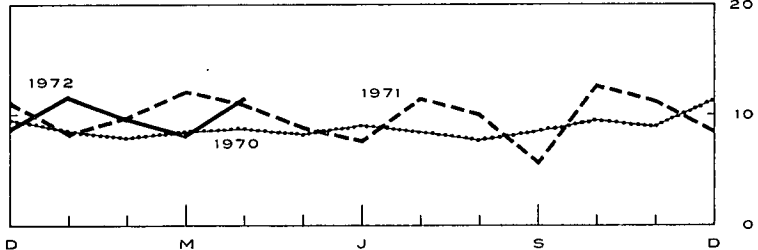
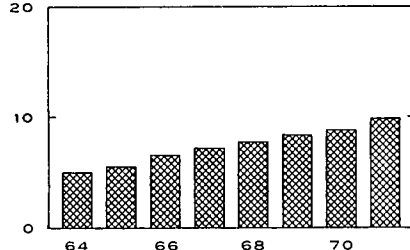
CONTRIBUTIONS DIRECTES



DOUANES ET ACCISES



ENREGISTREMENT



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1968

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
..... données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opérations non effectuées															
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	—	83,5	—	11,5	—	3,1	0,5	98,7		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	9,8	—	—	—	—	96,8	—	0,2	—	1,3	—	108,1		
	Obligations	18,3	—	—	—	—	0,1	—	1,1	—	—	—	39,5		
	Autres emprunts à plus d'un an	—	0,1	—	—	0,4	—	—	160,1	45,9	159,5	—	366,1		
	Divers	—	2,4	2,2	0,2	22,3	—	—	—	2,1	13,0	1,4	—	43,5	
	(Actions et parts)	(264,6)	(1,5)	(...)	—	(...)	—	(1,2)	(—)	(0,5)	(5,8)	(...)	(...)	(273,6)	
Total ...	28,1	2,7	2,2	0,2	22,7	...	180,4	—	175,0	78,9	165,3	0,5	655,9		
Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	—	—	—	0,1	—	0,2	—	—	—	—	0,3		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,4	—	—	—	—	1,0	—	0,3	—	0,2	—	1,9		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	0,1	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	1,6		
	Obligations accessibles à tout placeur	21,0	0,6	—	—	3,5	4,5	1,0	5,0	5,1	1,0	—	41,7		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,3	—	0,2	1,2	4,5	—	1,7	5,0	0,8	0,9	14,7		
	Autres emprunts à plus d'un an	—	—	—	0,1	—	1,8	—	—	0,2	14,9	—	17,0		
	Divers	7,8	—	6,1	0,7	—	2,0	—	—	—	0,1	1,6	18,4		
	(Actions et parts)	(1,0)	—	(16,8)	(8,0)	(...)	—	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,2)	(0,6)	(0,9)	(28,0)	
Total ...	29,3	0,9	6,1	1,0	...	8,9	11,2	1,2	7,0	10,3	17,0	2,5	95,5		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	—	—	1,3	—	52,3	—	—	—	—	7,1	62,6		
	Certificats à un an au plus	—	1,5	—	0,2	21,0	46,7	5,1	8,2	—	8,9	5,0	96,5		
	Obligations accessibles à tout placeur	147,8	3,1	—	2,2	1,9	62,9	4,1	37,2	48,2	14,0	1,4	331,7		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	12,5	67,9	—	3,3	2,1	0,4	86,8		
	Divers	—	0,6	—	—	1,4	0,7	1,7	—	—	0,7	0,1	5,3		
Total ...	149,7	5,2	—	3,7	3,3	43,1	231,5	9,2	48,7	51,0	23,5	14,1	582,9		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	10,0	—	—	—	—	—	10,0		
	Obligations accessibles à tout placeur	24,6	0,5	—	0,3	—	0,5	4,2	1,4	4,3	9,7	1,5	47,0		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	0,5	1,8	—	14,2	1,9	—	18,7		
	Autres emprunts à plus d'un an	—	6,0	—	—	—	—	—	—	4,3	—	83,0	93,3		
	Divers	2,6	0,6	1,5	—	—	—	—	—	—	—	0,2	9,4		
Total ...	27,2	7,1	1,5	0,3	...	1,0	16,0	1,4	22,8	11,6	84,7	4,8	178,5		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	8,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,3		
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	0,3		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	0,9	—	—	0,8	13,0	0,4	17,6		
	Divers	25,0	—	0,6	—	0,9	—	—	—	0,6	2,4	—	36,5		
Total ...	33,3	...	0,6	...	0,9	0,2	0,9	...	1,4	15,5	0,4	9,5	62,7		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	1,2	—	—	—	—	—	1,2		
	Acceptations et effets commerciaux	—	—	—	—	—	28,4	—	1,5	—	2,2	2,4	34,6		
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	13,9	—	0,1	—	—	—	14,0		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	180,3	—	—	—	—	—	180,3		
	Obligations	8,7	—	—	—	0,1	—	6,2	0,9	0,4	3,8	0,2	20,3		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,1	—	—	—	10,3	—	—	—	—	25,3		
	Divers	—	2,1	8,0	—	0,8	—	0,2	—	—	0,5	0,5	12,1		
	(Actions et parts)	—	(0,2)	(0,5)	—	—	(—)	(2,3)	(—)	(0,3)	(1,5)	(—)	(...)	(4,8)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	341,1	2,0	4,0	21,4	1,0	5,2	2,7	3,9	2,4	0,8	...	376,6	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	5,2	...	0,2	...	...	0,1	8,2
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	149,2	—	—	—	—	—	149,2	
	Dépôts en devises des résidents	8,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	8,8	
	Dépôts sur livrets des résidents	71,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	71,3	
	Dépôts à terme des résidents	54,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	54,4	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	22,2	...	—	—	0,4	...	22,6
	Obligations (y compris les bons de caisse)	16,2	—	—	—	—	—	—	—	...	0,3	—	...	16,5
	Divers	0,2	...	0,2	19,9	20,3
	(Actions et parts)	(17,2)	...	(0,2)	(0,7)	...	(0,1)	(0,1)	(18,3)
	Total ...	492,0	2,0	4,2	21,4	1,0	154,4	24,9	...	4,1	2,7	1,2	20,0	727,9
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	1,2	1,2
		Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	6,9	2,0	—	8,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	2,8	—	—	—
Divers		—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	1,2	6,9	—	2,0	...	...	0,1	13,0
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	6,7	...	...	0,1	2,2	...	—	...	1,6	0,5	...	11,1
	Dépôts sur livrets	218,1	...	—	0,2	...	...	...	...	...	...	0,3	218,6
	Dépôts à terme	1,6	1,5	...	...	3,2	...	—	...	1,5	0,3	1,3	9,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	28,7	—	...	...	—	—	—	0,4	0,8	0,1	...	30,0
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	
	Divers	7,2	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	10,2
	(Actions et parts)	(3,2)	...	...	...	...	...	...	(0,1)	...	...	...	(3,3)
Total ...	263,1	1,5	...	0,3	5,4	...	0,1	...	0,5	3,9	0,9	4,4	280,1	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	33,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33,0	
	Réserves mathématiques	198,6	—	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	216,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	0,5
	Divers	13,7	...	0,6	...	1,8	...	...	...	...	...	3,4	19,5
Total ...	245,3	...	0,6	...	1,8	18,1	...	...	...	0,5	...	3,4	269,7
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	4,0	...	...	0,1	0,1	0,2	—	...	...	...	...	4,4
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,3	...	0,1	0,4	0,1	...	0,9
	Dépôts sur livrets	12,2	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	12,2
	Dépôts à terme	3,3	1,1	...	3,7	2,6	0,8	0,8	0,9	1,0	0,1	0,7	15,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	0,5	2,2	...	0,2	...	2,9
	Obligations accessibles à tout placeur	122,2	0,3	...	0,4	3,7	0,1	18,3	0,6	14,9	27,3	1,7	189,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	1,3	5,4	2,2	...	5,8	23,2	...	40,5
	Divers	5,8	...	15,5	...	...	...	...	...	0,1	...	0,2	10,4
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)	
Total ...	147,5	1,4	15,5	4,2	7,7	6,6	22,0	0,7	24,3	51,6	2,2	13,8	297,5	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			3,6	5,0	...	1,6	...	21,6	0,8	10,2	7,3	3,0	—	53,1
	(13) = (1) & (12)	1.424,2	26,5	61,6	31,1	45,4	233,5	755,9	14,3	298,0	237,6	301,0	75,5	3.504,7

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1969

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatutaires d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées															
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...	—	...	...	97,2	—	6,2	4,6	1,1	109,0			
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	11,1	...	...	...	98,2	—	0,3	1,4	...	111,1			
	Obligations ...	21,6	...	...	...	0,2	...	2,0	...	...	42,8			
	Autres emprunts à plus d'un an ...	0,1	...	...	0,4	...	...	182,5	49,5	179,2	...	411,8		
	Divers ...	2,6	2,9	0,2	27,7	...	...	1,1	14,6	0,9	...	50,0		
	(Actions et parts) ...	(292,0)	(1,8)	(...)	(...)	(...)	(1,3)	(—)	(0,4)	(5,7)	(...)	(301,2)			
Total ...		32,7	2,7	2,9	0,2	28,1	...	195,6	—	192,2	83,1	186,2	1,1	724,7	
Parastatutaires d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,4	...	—	...	0,6	...	0,2	...	0,4	1,6				
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,2	...	...	...	1,3	1,1	...	...	0,3	2,9			
	Obligations accessibles à tout placeur ...	21,5	0,7	...	...	3,3	4,8	0,9	5,8	5,3	0,9	43,3		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,3	...	0,2	1,8	5,8	...	2,2	5,2	0,8	16,7			
	Autres emprunts à plus d'un an ...	...	...	...	0,1	...	1,5	...	...	0,2	19,9	21,6		
Divers ...	8,4	0,1	6,8	0,6	2,2	...	...	...	...	1,9	20,1			
(Actions et parts) ...	(1,0)	...	(17,3)	(9,2)	(...)	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,2)	(0,5)	(29,6)				
Total ...		30,5	1,1	6,8	0,9	10,1	12,3	0,9	8,2	10,7	22,3	2,3	106,2		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	5,6	...	—	1,7	...	50,7	...	...	0,3	6,6	64,9		
	Certificats à un an au plus ...	...	2,0	—	0,2	0,5	23,0	64,1	4,7	8,2	2,2	104,8		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	156,4	2,9	—	2,3	2,3	7,9	70,7	3,6	37,4	49,2	14,2	348,7		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,1	—	...	...	12,6	66,5	...	3,6	1,6	6,1	0,6	91,1
	Divers ...	...	1,0	—	...	0,9	0,7	...	...	...	1,2	0,2	...	4,0
Total ...		162,0	6,0	—	4,2	3,7	44,2	252,0	8,3	49,1	52,0	23,1	8,9	613,5	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	11,4	...	...	...	...	11,4		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	27,7	0,5	...	0,3	...	0,4	5,2	1,7	5,8	10,2	2,2	54,0		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	0,4	1,6	...	14,7	1,7	...	0,4	18,9
	Autres emprunts à plus d'un an ...	...	6,9	...	...	...	...	...	6,3	...	91,6	...	104,8	
Divers ...	2,6	0,8	1,8	...	...	...	...	...	...	0,2	2,9	8,3		
Total ...		30,2	8,1	1,8	0,3	...	0,8	18,3	1,7	26,8	11,9	94,1	3,3	197,4	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	7,4	—	—	—	—	—	—	—	—	7,4				
	Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,2			
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	0,7	...	0,6	17,5	0,3	5,1	24,3	
	Divers ...	29,3	...	0,4	...	0,2	...	0,6	...	0,5	2,8	...	9,1	43,0	
Total ...		36,7	...	0,4	...	0,2	0,2	1,3	...	1,1	20,4	0,3	14,2	74,9	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	4,8	...	...	...	...	4,8		
	Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	—	...	...	26,0	—	2,1	...	4,7	2,2	35,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	18,1	—	0,1	...	...	...	18,2	
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	234,8	—	...	...	...	...	234,8	
	Obligations ...	8,8	...	...	...	0,1	...	7,3	0,9	0,4	4,4	0,2	...	22,1
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	18,3	—	—	—	7,8	—	—	—	—	—	26,0	
	Divers ...	2,5	8,5	...	...	0,4	...	0,4	...	...	0,5	0,2	...	12,5
(Actions et parts) ...	(0,2)	(0,5)	...	...	...	(—)	(2,7)	(—)	(0,2)	(1,4)	(—)	(...)	(5,1)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	348,7	2,3	4,1	26,1	1,0	—	—	1,3	2,0	0,9	...	386,3	
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	4,0	5,7	...	...	0,2	...	9,9
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	201,6	—	—	—	—	—	201,6	
	Dépôts en devises des résidents	14,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	14,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	73,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	73,3	
	Dépôts à terme des résidents	75,5	—	...	...	...	—	—	...	...	0,7	...	76,2
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	29,7	...	—	...	...	29,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	20,4	—	...	—	—	—	—	...	...	0,5	...	21,0
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	—	—	...	...	...	25,7	26,2
	(Actions et parts)	(19,5)	...	(0,2)	...	...	(1,4)	...	(0,3)	(0,1)	...	...	(21,5)
Total ...	532,7	2,3	4,4	26,1	1,0	205,6	35,4	...	1,3	2,5	1,8	25,7	838,9	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	0,3	...	—	0,2	...	...	0,6
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	5,4	—	2,7	—	0,2	8,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	...	...	...	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	0,3	5,4	—	3,0	...	0,2	0,2	11,9
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	7,3	...	...	0,2	2,7	...	—	...	2,1	0,2	...	12,6
	Dépôts sur livrets	233,5	...	—	0,2	...	...	—	...	...	...	...	233,8
	Dépôts à terme	1,7	1,4	...	0,1	4,0	...	...	...	2,4	0,5	1,4	11,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	36,8	...	...	...	...	...	—	0,5	1,1	...	...	38,4
	Réserves mathématiques dessociétés de capitalisation	1,1	—	—	—	—	...	—	—	—	—	—	1,1	
	Divers	7,5	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	3,5	11,2
	(Actions et parts)	(3,6)	...	...	...	...	...	...	(0,2)	...	...	...	(3,8)
Total ...	288,0	1,4	...	0,5	6,7	...	0,1	...	0,6	5,6	0,7	4,9	308,4	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	32,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32,2	
	Réserves mathématiques	213,7	—	—	—	—	19,5	—	—	—	—	—	233,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	0,3
	Divers	14,7	...	0,7	...	1,3	0,2	...	...	...	...	2,1	19,1
Total ...	260,6	...	0,7	...	1,3	19,7	...	...	...	0,3	...	2,1	284,8
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	4,7	...	...	0,4	...	...	0,1	—	...	0,1	...	5,3
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	1,9	0,6	...	2,1	...	...	4,6
	Dépôts sur livrets	12,8	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	12,8
	Dépôts à terme	4,5	0,9	...	4,2	3,2	1,4	1,6	—	0,4	1,3	0,1	18,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	0,9	—	3,2	...	0,2	4,4
	Obligations accessibles à tout placeur	135,9	0,3	...	0,4	3,6	0,1	20,3	0,7	15,6	27,1	1,9	206,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	1,3	14,4	4,5	...	6,7	24,1	...	54,0
	Divers	6,9	...	16,0	...	...	...	...	...	0,1	...	0,2	31,8
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,2)		
Total ...	164,7	1,2	16,0	5,0	8,1	17,7	28,1	0,7	28,1	52,7	2,5	12,1	337,0	
Secteurs indirectement et ajustements (12)			4,5	3,0	...	23,7	0,8	14,0	5,3	4,1	—	55,5
	(18) = (1) à (12)	1.547,0	29,7	62,6	37,3	52,7	298,7	871,3	13,3	327,1	249,5	340,3	77,1	3.906,7

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1969 ¹

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées															
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	- 0,2	—	.....	.....	.....	+13,7	—	- 5,3	.....	+ 1,5	+ 0,6	+ 10,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	+ 2,1	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,4	—	+ 0,1	.....	+ 0,2	.....	+ 3,7
	Obligations	+ 3,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	—	+ 0,9	- 1,0	.....	.....	+ 3,3
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	—	+22,4	+ 3,5	+19,8	.....	+ 45,7
	Divers .....	.....	+ 0,2	+ 0,7	.....	+ 5,4	+19,6 ²	.....	—	- 1,0	+ 1,6	- 0,5	.....	+ 26,1
(Actions et parts)	(+12,4)	(+ 0,3)	(...)	.....	(...)	(- 1,1) ³	(+ 0,1)	(—)	(- 0,1)	(- 0,1)	(...)	(...)	(...)	(+ 11,5)
	Total ...	+ 5,5	.....	+ 0,7	.....	+ 5,4	+19,6	+15,2	—	+17,2	+ 4,1	+20,9	+ 0,6	+ 89,2
Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme .....	—	.....	—	.....	.....	- 0,1	.....	- 0,3	.....	.....	.....	.....	- 0,3
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,4	—	- 0,1	.....	+ 0,2	.....	- 0,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	+ 1,0	.....	—	.....	.....	+ 0,3	.....	+ 1,3
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,5	+ 0,1	.....	.....	.....	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,8	+ 0,2	.....	.....	+ 1,5
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	+ 0,6	+ 1,3	.....	+ 0,4	+ 0,2	.....	- 0,6	+ 2,0
Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,3	.....	.....	.....	.....	+ 5,0	.....	+ 4,7	
Divers	+ 0,6	.....	+ 0,7	- 0,1	.....	+ 0,3	.....	.....	.....	.....	- 0,1	+ 0,4	+ 1,7	
(Actions et parts) .....	(...)	.....	(+ 0,5)	(+ 1,1)	(...)	.....	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,6)
	Total ...	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,7	.....	.....	+ 1,3	+ 1,1	- 0,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 5,4	- 0,2	+ 10,6
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 3,7	.....	—	+ 0,5	.....	.....	- 1,7	.....	.....	.....	+ 0,3	- 0,5	+ 2,3
	Certificats à un an au plus .....	.....	+ 0,6	.....	.....	.....	- 0,3	+17,4	- 0,5	.....	.....	- 6,7	- 5,0	+ 6,1
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 8,6	- 0,2	.....	+ 0,1	+ 0,4	- 0,9	+ 7,8	- 0,4	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,2	+ 0,3	+ 16,9
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	- 1,3	.....	+ 0,3	- 0,5	+ 5,7	.....	+ 4,3
	Divers .....	.....	+ 0,3	.....	.....	- 0,5	+ 0,1	- 1,7	.....	.....	+ 0,5	+ 0,1	.....	- 1,2
	Total ...	+12,3	+ 0,8	—	+ 0,5	+ 0,4	- 1,1	+20,5	- 0,9	+ 0,5	+ 1,0	- 0,4	- 5,2	+ 28,3	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,4	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,4
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 3,1	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,0	+ 0,3	+ 1,4	+ 0,5	+ 0,7	.....	+ 7,0
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	+ 0,6	- 0,2	.....	.....	+ 0,2
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	+ 0,8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,0	.....	+ 8,7	.....	+ 11,5
Divers .....	.....	+ 0,1	+ 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 1,5	- 1,1	
	Total ...	+ 3,0	+ 1,0	+ 0,3	.....	.....	- 0,2	+ 2,3	+ 0,3	+ 4,0	+ 0,3	+ 9,3	- 1,5	+ 18,9
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	- 0,9	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,9
	Obligations accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,2	.....	- 0,2	+ 4,5	- 0,1	+ 2,6	+ 6,6
	Divers	+ 4,2	.....	- 0,2	.....	- 0,6	.....	+ 0,6	.....	- 0,1	+ 0,4	.....	+ 2,1	+ 6,4
		Total ...	+ 3,3	- 0,2	- 0,7	+ 0,4	- 0,3	+ 4,9	- 0,1	+ 4,7	+ 12,1
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	+ 3,6	.....	.....	.....	.....	.....	+ 3,6
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 2,4	.....	+ 0,6	.....	+ 2,4	- 0,2	+ 0,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 4,2	.....	.....	.....	.....	.....	+ 4,2
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+54,0	.....	.....	.....	.....	+ 54,0
	Obligations .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,1	.....	.....	+ 0,6	.....	.....	+ 1,8
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	.....	.....	+ 0,9	.....	.....	.....	.....	- 2,3	.....	.....	.....	.....	- 1,4
	Divers	- 1,1 ⁴	+ 0,4	+ 0,5	.....	- 0,4	.....	+ 0,2	.....	.....	.....	- 0,3	.....	- 0,6
(Actions et parts)	(+14,5) ⁵	(...)	(...)	.....	.....	(—)	(+ 0,4)	(—)	(- 0,1)	(- 0,1)	(—)	(...)	(...)	(+ 14,8)
	Total ...	+ 1,1	+ 0,4	+ 1,4	.....	+ 0,4	.....	+ 59,4	.....	+ 0,6	+ 2,2	+ 2,2	+ 2,2	+ 79,2

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+ 7,6	+ 0,3	+ 0,1	+ 4,8	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 9,8
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,7
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 52,4
	Dépôts en devises des résidents	+ 6,0	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 6,0
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 1,9	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,9
	Dépôts à terme des résidents	+ 21,1	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 21,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 4,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 4,4
	Divers .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 5,8
(Actions et parts)	(+ 2,4)	...	(...)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 3,3)	
Total ...	+40,7	+ 0,3	+ 0,2	+ 4,8	...	+51,2	+10,5	...	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	+ 5,7	+111,0	
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	- 0,6
	Certificats à un an au plus .....	—	—	—	...	—	...	...	...	...	...	...	—	- 0,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...
	Divers .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	...
Total ...	—	...	...	...	...	- 0,9	-1,4	—	+ 0,9	...	+ 0,2	+ 0,1	- 1,1	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,6	...	...	+ 0,1	+ 0,5	...	...	...	...	+ 0,6	- 0,3	...	+ 1,5
	Dépôts sur livrets	+ 15,5	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,2	+ 15,3
	Dépôts à terme	+ 0,2	- 0,1	...	...	+ 0,7	...	...	...	...	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 1,9
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 8,1	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	+ 8,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,3	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,3
	Divers	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,0
	(Actions et parts)	(+ 0,4)	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)	...	...	(+ 0,5)
Total ...	+24,9	- 0,1	...	+ 0,1	+ 1,2	...	...	...	+ 0,2	+ 1,6	- 0,2	+ 0,5	+ 28,3	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	- 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,7
	Réserves mathématiques	+ 15,1	—	—	—	—	+ 1,3 ⁶	—	—	—	—	—	—	+ 16,4
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...	- 0,1
	Divers	+ 1,0	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 1,3	- 0,5
Total ...	+15,4	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 1,5	...	...	...	- 0,1	...	- 1,3	+ 15,1	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,6	...	...	+ 0,3	...	...	- 0,1	—	...	+ 0,1	...	...	+ 0,9
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 1,6	+ 0,6	- 0,1	+ 1,7	- 0,1	...	...	+ 3,7
	Dépôts sur livrets	+ 0,6	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,6
	Dépôts à terme	+ 1,3	- 0,2	...	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,8	—	- 0,5	+ 0,3	...	- 0,1	+ 3,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	...	...	...	...	+ 0,4	—	+ 1,0	...	...	...	+ 1,4
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 13,7	...	...	...	- 0,1	...	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,7	- 0,2	+ 0,2	...	+ 16,5
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	+ 9,0	+ 2,3	...	+ 0,9	+ 1,0	...	+ 0,3	+ 13,4
	Divers	+ 1,1	...	+ 0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	- 0,3
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)
Total ...	+17,2	- 0,2	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,4	+11,1	+6,1	...	+ 3,9	+ 1,1	+ 0,3	- 1,7	+ 39,5	
Secteurs indeter- minés et ajustements (12)	.....	+ 0,9	- 4,9	...	+ 1,4	...	+ 2,6	...	+ 3,8	- 2,0	+ 1,1	—	+ 2,9	
(1) à (12) (13) =	Total des créances	+122,5	+ 3,2	- 1,3	+ 6,2	+ 7,3	+82,5	+115,6	- 1,0	+29,1	+11,8	+39,3	+ 1,6	+416,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 5, mai 1966; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1967; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968; pour l'année 1966, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. I, no 4, avril 1969; pour l'année 1967, cf. le même

bulletin, XLIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1969; pour l'année 1968, cf. le même bulletin, XLV^e année, vol. II, no 4, octobre 1970.

2 Cf. rubriques 4.822, 4.823, 4.824 et 4.83 du tableau IX-1.

3 Cf. rubrique 4.821 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

4 Cf. rubriques 4.812, 4.813 et 4.814 du tableau IX-1.

5 Cf. rubriques 4.811 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)

6 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1968

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et particu- liers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	28,1	2,7	2,2	0,2	22,7	55,9	...	180,4	—	175,0	78,9	165,3	599,6	0,5	655,9
2. Paraétatiques d'exploitation	29,3	0,9	6,1	1,0	...	37,3	8,9	11,2	1,2	7,0	10,3	17,0	46,7	2,5	95,5
3. Etat (Trésor)	149,7	5,2	—	3,7	3,3	161,9	43,1	231,5	9,2	48,7	51,0	23,5	363,9	14,1	582,9
4. Secteur public non compris ailleurs	27,2	7,1	1,5	0,3	...	36,1	1,0	16,0	1,4	22,8	11,6	84,7	136,5	4,8	178,5
5. Sécurité sociale	33,3	...	0,6	...	0,9	34,8	0,2	0,9	...	1,4	15,5	0,4	18,2	9,5	62,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	267,6	15,9	10,4	5,2	26,9	326,0	53,2	440,0	11,8	254,9	167,3	290,9	1.164,9	31,4	1.575,5
7. Etranger	8,7	2,1	23,1	.....	0,9	34,8	—	240,5	0,9	2,0	4,3	2,9	250,6	2,4	287,8
8. Organismes monétaires	492,0	2,0	4,2	21,4	1,0	520,6	154,4	24,9	0,1	4,0	2,7	1,2	32,9	20,0	727,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	1,3	6,8	...	2,0	—	...	8,8	0,1	13,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	263,1	1,5	...	0,3	5,4	270,3	.....	0,1	...	0,5	3,9	0,9	5,4	4,4	280,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	245,3	...	0,6	...	1,8	247,7	18,1	...	...	...	0,5	...	0,5	3,4	269,7
12. Organismes publics de crédit non monétaires	147,5	1,4	15,5	4,2	7,7	176,3	6,6	22,0	0,7	24,3	51,6	2,2	100,8	13,8	297,5
13. Total des intermédiaires financiers	1.147,9	4,9	23,1	25,9	15,9	1.217,7	180,4	53,8	0,8	30,8	58,7	4,3	148,4	41,7	1.588,2
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	3,6	5,0	...	1,6	10,2	.....	21,6	0,8	10,2	7,3	3,0	42,9	—	53,1
15. Total des créances	1.424,2	26,5	61,6	31,1	45,4	1.588,8	233,5	755,9	14,3	298,0	237,6	301,0	1.606,8	75,5	3.504,7
16. Solde des créances et des dettes .	+ 768,3	— 69,0	— 521,3	— 147,4	— 17,3	+ 13,3	— 54,3	+ 28,0	+ 1,3	+ 17,9	— 32,1	+ 3,5	+ 18,6	+ 22,4	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1969

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	32,7	2,7	2,9	0,2	28,1	66,6	...	195,6	—	192,2	83,1	186,2	657,1	1,1	724,7
2. Paraétatiques d'exploitation	30,5	1,1	6,8	0,9	...	39,3	10,1	12,3	0,9	8,2	10,7	22,3	54,4	2,3	106,2
3. Etat (Trésor)	162,0	6,0	—	4,2	3,7	175,9	44,2	252,0	8,3	49,1	52,0	23,1	384,5	8,9	613,5
4. Secteur public non compris ailleurs	30,2	8,1	1,8	0,3	...	40,4	0,8	18,3	1,7	26,8	11,9	94,1	152,8	3,3	197,4
5. Sécurité sociale	36,7	...	0,4	...	0,2	37,3	0,2	1,3	...	1,1	20,4	0,3	23,1	14,2	74,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	292,1	17,9	11,9	5,6	32,0	359,5	55,3	479,5	10,9	277,4	178,1	326,0	1.271,9	29,8	1.716,7
7. Etranger	8,8	2,5	26,8	.....	0,5	38,6	—	299,2	0,9	2,6	5,0	5,1	312,8	2,2	353,5
8. Organismes monétaires	532,7	2,3	4,4	26,1	1,0	566,5	205,6	35,4	...	1,3	2,5	1,8	41,0	25,7	838,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,3	5,4	—	3,0	...	0,2	8,6	0,2	11,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	288,0	1,4	...	0,5	6,7	296,6	.....	0,1	...	0,6	5,6	0,7	7,0	4,9	308,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	260,6	...	0,7	...	1,3	262,6	19,7	...	...	...	0,3	...	0,3	2,1	284,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	164,7	1,2	16,0	5,0	8,1	195,0	17,7	28,1	0,7	28,1	52,7	2,5	112,1	12,1	337,0
13. Total des intermédiaires financiers	1.246,0	4,9	23,9	31,6	17,1	1.323,5	243,3	69,0	0,7	33,0	61,1	5,2	169,0	45,0	1.781,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	4,5	...	...	3,0	7,5	.....	23,7	0,8	14,0	5,3	4,1	47,9	—	55,5
15. Total des créances	1.547,0	29,7	62,6	37,3	52,7	1.729,3	298,7	871,3	13,3	327,1	249,5	340,3	1.801,5	77,1	3.906,7
16. Solde des créances et des dettes .	+ 822,3	— 76,5	— 550,9	— 160,1	— 22,2	+ 12,6	— 54,8	+ 32,4	+ 1,4	+ 18,7	— 35,3	+ 3,3	+ 20,5	+ 21,6	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1969

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploita- tion	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 5,5	...	+ 0,7	...	+ 5,4	+ 11,6	+ 19,6	+ 15,2	—	+ 17,2	+ 4,1	+ 20,9	+ 57,4	+ 0,6	+ 89,2
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,7	...	...	+ 2,0	+ 1,3	+ 1,1	- 0,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 5,4	+ 7,6	- 0,2	+ 10,6
3. Etat (Trésor)	+ 12,3	+ 0,8	—	+ 0,5	+ 0,4	+ 14,0	- 1,1	+ 20,5	- 0,9	+ 0,5	+ 1,0	- 0,4	+ 20,7	- 5,2	+ 28,3
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 3,0	+ 1,0	+ 0,3	...	...	+ 4,3	- 0,2	+ 2,3	+ 0,3	+ 4,0	+ 0,3	+ 9,3	+ 16,2	- 1,5	+ 18,9
5. Sécurité sociale	+ 3,3	...	- 0,2	...	- 0,7	+ 2,4	...	+ 0,4	...	- 0,3	+ 4,9	- 0,1	+ 4,9	+ 4,7	+ 12,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 25,3	+ 1,9	+ 1,5	+ 0,5	+ 5,1	+ 34,3	+ 19,6	+ 39,5	- 1,0	+ 22,5	+ 10,7	+ 35,1	+106,8	- 1,6	+159,1
7. Etranger	- 1,1	+ 0,4	+ 1,4	.....	- 0,4	+ 0,3	—	+ 58,4	...	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,2	+ 61,8	- 0,2	+ 62,0
8. Organismes monétaires	+ 40,7	+ 0,3	+ 0,2	+ 4,8	...	+ 46,0	+ 51,2	+ 10,5	...	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	+ 8,2	+ 5,7	+111,0
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 0,9	- 1,4	—	+ 0,9	...	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	- 1,1
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 24,9	- 0,1	...	+ 0,1	+ 1,2	+ 26,1	.....	...	...	+ 0,2	+ 1,6	- 0,2	+ 1,6	+ 0,5	+ 28,3
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 15,4	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 15,0	+ 1,5	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	- 1,3	+ 15,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 17,2	- 0,2	+ 0,5	+ 0,8	+ 0,4	+ 18,7	+ 11,1	+ 6,1	...	+ 3,9	+ 1,1	+ 0,3	+ 11,4	- 1,7	+ 39,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 98,2	...	+ 0,8	+ 5,7	+ 1,1	+105,8	+ 62,9	+ 15,2	...	+ 2,3	+ 2,4	+ 0,9	+ 20,8	+ 3,3	+192,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	+ 0,9	- 4,9	...	+ 1,4	- 2,6	...	+ 2,6	...	+ 3,8	- 2,0	+ 1,1	+ 5,5	—	+ 2,9
15. Total des créances	+122,5	+ 3,2	- 1,3	+ 6,2	+ 7,3	+137,9	+ 82,5	+115,6	- 1,0	+ 29,1	+ 11,8	+ 39,3	+194,8	+ 1,6	+416,9
16. Solde des créances et des dettes .	+ 33,3	- 7,4	- 29,6	- 12,7	- 4,8	- 21,2	+ 20,5	+ 4,6	+ 0,1	+ 0,8	- 3,3	- 0,2	+ 2,0	- 1,3	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 4
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises											
1963	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	- 11,4	- 9,9
1964	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	- 11,4	- 12,0
1965	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3
1966	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	- 13,5	- 16,2
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969 Décembre	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1970 Mars	390,1	155,1	13,2	...	558,4	97,6	257,0	20,5	198,6	210,4	4,2	27,9	- 22,4	- 25,0
Juin	410,8	157,5	13,5	...	581,8	102,0	260,3	22,2	207,9	218,0	6,3	27,1	- 23,4	- 20,6
Septembre	399,2	165,6	12,9	...	577,7	103,6	252,4	25,0	207,7	218,3	6,3	30,7	- 24,2	- 23,8
Décembre	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,8	219,7	232,4	5,4	35,2	- 25,6	- 27,1
1971 Mars	417,3	174,4	10,0	...	601,7	112,4	245,6	25,1	223,9	234,4	3,9	39,0	- 27,3	- 20,9
Juin	451,3	181,1	10,0	...	642,4	125,9	261,9	27,0	231,6	242,3	5,9	38,5	- 28,4	- 20,0
Septembre	446,8	190,8	10,4	...	648,0	129,4	264,5	28,5	235,2	246,0	4,4	40,3	- 29,6	- 24,7
Décembre	463,9	198,7	9,7	...	672,3	132,5	266,8	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 28,1
1972 Mars	469,6	212,0	8,8	...	690,4	136,8	p 271,7	p 32,0	261,0	270,2	6,8	p 38,8	- 31,9	p- 24,8

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets
2 Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1969).

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les

écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 8, septembre 1967.
— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	76,0	76,0	76,5	73,5	73,3	79,2	78,6	77,2	77,2
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	10,0	15,4	16,8	19,6	23,2	25,8	29,9	30,0	29,9
— Prêts ¹	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	4,0	4,7	4,7	10,2	15,0	17,8	20,3	20,3	23,7
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	4,1	4,3	6,7	7,6	8,0	14,2	9,8	4,7	7,1	0,2	1,9	0,2	0,8	0,2	5,8	3,5
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	21,5	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	36,5	33,9	41,5	39,0	42,2	37,1	42,4	35,0	40,7
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	3,0	0,3	...	0,1	...	...	0,2	0,1	0,1	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	103,0	115,7	123,7	125,4	137,8	124,1	129,2	131,3	137,1	139,7	144,4	154,0	160,8	171,4	168,3	175,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ³ :																
a) à un an au plus	9,3	9,8	9,0	9,6	2,7	15,3	15,5	15,8	15,9	15,7	13,2	6,6	15,8	13,5	4,9	...
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,3	2,2	2,1	1,9	1,9	2,1
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,9	1,0	1,0	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	1,7	0,1	2,7	4,0	0,8	1,8	1,9	0,6	1,9	...	1,5	...	...	...	4,4	1,8
b) effets commerciaux	3,5	2,6	2,9	3,9	5,0	10,0	6,9	3,0	3,2	1,8	3,2	2,6	1,3	1,2	4,9	4,0
c) avances .....	—	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,3	...
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,6	0,4	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus	0,8	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	36,4	40,2	36,2	38,4	53,8	37,2	58,4	59,5	56,2	64,3	55,9	51,6	45,5	58,6	41,9	37,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	248,2	252,2	259,5	256,2	252,9	261,7	282,7	262,7	256,8

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes

monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) . XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	1,0	0,7	0,8	0,6	0,8	1,0	1,0	1,5	8,4	3,5	2,1
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,2	0,9	1,0	0,8	1,0	1,3	1,4	1,8	8,7	3,8	2,4
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	2,8	3,0	3,5	3,5	4,0	4,4	4,9	5,2	5,3	4,8	5,0	5,4	5,8	5,4	5,4	5,5
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	1,0	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	0,1	...	...
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	1,0	1,0	0,1	0,1	1,2	0,8	0,1	0,1	1,0	0,3
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	147,7	157,3	166,8	171,8	173,6	178,8	178,1	173,3	181,9	178,7	183,2	177,9	193,3	190,7	196,4	194,7
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	0,5	0,6	0,4	0,5	0,4	0,8	0,4	0,5	0,4	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	1,7	...	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1
D. Autres	38,2	42,4	38,7	41,0	56,8	40,7	64,4	67,2	63,7	72,6	65,1	65,5	57,8	76,2	55,5	53,4
TOTAL DU PASSIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	248,2	252,2	259,5	256,2	252,9	261,7	282,7	262,7	256,8

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et mensuels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-5-71	30-6-71	31-7-71	31-8-71	30-9-71	31-10-71	30-11-71	31-12-71	31-1-72	29-2-72	31-3-72	30-4-72
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	79,6	79,2	80,0	79,2	78,6	78,2	78,2	77,2	77,2	77,2	77,2	77,2
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	19,8	25,8	25,0	29,9	29,9	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	29,9	25,7
— Prêts ¹	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	10,2	17,8	17,8	17,8	20,3	20,3	20,3	20,3	20,3	23,7	23,7	23,7	23,7
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	4,1	4,3	6,7	7,6	8,0	14,2	9,8	1,9	2,4	0,8	4,4	1,4	0,2	9,7	4,3	5,8	5,3	0,6	3,5	9,1
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	21,5	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	47,7	37,1	41,7	42,6	42,4	38,2	38,1	35,0	36,1	41,9	40,7	43,4
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	3,0	0,3	...	0,2	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	103,0	115,7	123,7	125,4	137,8	124,1	129,2	144,4	167,4	160,8	168,9	173,4	171,4	176,4	170,9	168,3	172,3	173,4	175,0	179,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
2. Autres :																				
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat ³ :																				
a) à un an au plus	9,3	9,8	9,0	9,6	2,7	15,3	15,5	13,2	0,3	15,8	5,9	3,3	13,5	...	...	4,9	...	...	...	0,2
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,5	2,3	2,2	2,1	2,1	2,1	1,9	2,1	2,1	1,9	2,1	2,1	2,1	2,0
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires	1,7	0,1	2,7	4,0	0,8	1,8	1,9	1,5	0,6	...	3,1	0,3	...	2,9	3,0	4,4	1,7	...	1,8	2,4
b) effets commerciaux	3,5	2,6	2,9	3,9	5,0	10,0	6,9	3,2	2,5	1,3	2,4	1,3	1,2	4,3	2,3	4,9	3,9	3,3	4,0	5,4
c) avances .....	...	...	...	...	...	0,1	...	0,2	0,1	0,3	0,3	0,2	...	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	...	...
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,2	0,3	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,6	0,4	...	0,3	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,8	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	36,4	40,2	36,2	38,4	53,8	37,2	58,4	55,9	58,0	45,5	49,3	52,7	58,6	53,7	51,9	41,9	41,7	44,4	37,6	37,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	266,9	261,7	268,0	269,3	282,7	275,6	266,4	262,7	258,3	259,7	256,8	262,5

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et mensuels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-5-71	30-6-71	31-7-71	31-8-71	30-9-71	31-10-71	30-11-71	31-12-71	31-1-72	29-2-72	31-3-72	30-4-72
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	1,0	0,7	1,0	1,3	1,5	1,2	3,5	8,4	8,0	5,8	3,5	2,0	1,9	2,1	1,9
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,2	0,9	1,3	1,6	1,8	1,5	3,8	8,7	8,3	6,1	3,8	2,3	2,2	2,4	2,2
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,8	3,0	3,5	3,5	4,0	4,4	4,9	5,0	5,6	5,8	5,5	5,5	5,4	4,9	5,7	5,4	5,7	5,7	5,5	5,3
2. Autres :																				
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	1,8	3,7	0,1	...	...	...	...	...	...	...
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	1,0	1,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,0	0,1	...	0,3	...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	147,7	157,3	166,8	171,8	173,6	178,8	178,1	183,2	188,8	193,3	194,8	190,2	190,7	191,1	188,8	196,4	190,9	190,5	194,7	201,5
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,6	0,4	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,5	0,4	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes ....	...	...	0,1	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,7	...	...	0,1	0,1	0,1	...
D. Autres	38,2	42,4	38,7	41,0	56,8	40,7	64,4	65,1	70,5	57,8	64,0	65,6	76,2	66,2	65,4	55,5	58,8	60,7	53,4	53,1
TOTAL DU PASSIF ...	192,3	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	266,9	261,7	268,0	269,3	282,7	275,6	266,4	262,7	258,3	259,7	256,8	262,5

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.
² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	1,2	2,3	3,5	0,9	...	0,9	3,2	2,0
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	1,2	2,3	3,5	0,9	...	0,9	3,2	2,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	1,0	...	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,6	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,2	0,2	0,7	0,2	1,1	0,2	0,3	0,3
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	0,2	0,5	...	...	...	...	0,4	2,6	0,1	0,5	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat :															
a) à un an au plus	42,9	48,0	47,1	48,5	48,8	57,4	62,1	61,7	54,4	64,9	59,5	62,8	60,0	68,0	70,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	5,7	5,7	6,3	6,5	6,6	6,3	6,7	7,1	7,1	6,9	6,8	7,4	7,1	7,1	7,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para- étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	4,3	4,8	6,5	9,6	8,0	10,0	11,4	9,5	11,9	14,5	9,5	11,3	11,9	16,0	12,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para- étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	0,5	0,4	0,5	0,4	0,8	0,1	1,5	0,1	0,6	0,9	0,3	...	0,2	0,1	0,3
b) effets commerciaux	0,6	0,4	0,5	0,5	1,2	1,3	1,3	1,8	1,1	1,1	1,5	1,1	1,3	2,2	2,0
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) à un an au plus ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,4	0,5	0,3	0,5	...	...	2,0	2,0	...	...	2,0	2,0	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus .....	...	...	0,2	...	...	...	0,1	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,0	2,4	2,9	4,9	4,0	4,6	3,0	4,0	3,5	1,0	5,4	5,5	4,5	4,0	5,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	57,7	63,0	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	87,8	83,3	94,0	86,1	94,0	89,4	101,9	101,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Autres que des effets commerciaux.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges	3,1	2,8	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	0,1	0,1	1,3	0,9	0,1	0,3	0,5	0,4	
Total des engagements envers l'étranger	3,1	2,8	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	0,1	0,1	1,3	0,9	0,1	0,3	0,5	0,4	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,5	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,6	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,2	0,2	0,7	0,2	1,1	0,2	0,3	0,3	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	3,1	6,0	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	3,3	4,5	7,1	4,9	1,9	2,9	8,5	4,8	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	6,0	6,4	6,6	6,9	6,5	6,6	7,0	7,2	7,3	7,5	7,5	7,7	7,9	8,1	8,0	
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	33,0	36,0	37,9	41,9	39,5	46,8	44,8	48,3	46,0	50,7	46,7	52,2	49,5	54,5	53,4	
b) détenue par les pouvoirs publics	12,1	10,8	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	28,4	24,7	25,3	25,5	30,1	28,2	29,7	34,0	
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,2	1,1	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	57,7	63,0	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	87,8	83,3	94,0	86,1	94,0	89,4	101,9	101,4	

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,6	0,6	1,4	1,9	2,3	6,1	7,3	9,4	10,0	14,6	17,8	18,1	21,2	24,8	27,5
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	2,7	4,8	5,2	5,6	6,4	6,4	6,5	9,7	13,5	12,6	13,2	17,3	15,9	13,9	16,9
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	23,4	29,0	36,7	52,6	60,1	85,6	134,4	173,3	171,0	198,1	218,4	227,4	221,2	235,3	226,0
b) en francs belges	4,5	5,5	6,9	8,3	11,3	18,2	19,9	20,5	21,4	20,8	22,8	24,8	25,5	22,3	25,0
Total des créances sur l'étranger ...	31,2	39,9	50,2	68,4	80,1	116,3	168,1	212,9	215,9	246,1	272,2	287,6	283,8	296,3	295,4
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	2,8	2,9	3,4	3,4	3,9	4,4	4,8	5,2	4,7	5,0	5,4	5,7	5,3	5,3	5,5
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	0,1	0,1	1,2	0,8	2,5	0,1	1,0	0,3
b) sur les organismes publics	3,0	6,0	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	3,3	4,5	7,1	4,9	1,9	2,9	8,5	4,8
c) sur les banques de dépôts	4,7	5,0	5,1	6,2	7,9	12,9	20,2	23,3	25,0	28,8	29,4	29,8	34,3	46,5	49,5
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	22,7	24,6	28,8	34,0	34,9	28,1	37,1	41,3	39,4	28,0	25,9	22,7	28,1	17,8	p 15,8
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	29,8	30,6	37,4	37,9	44,7	54,0	61,5	66,2	66,8	71,3	78,4	86,2	87,3	103,3	p 113,3
— autres	23,9	24,6	26,8	30,7	33,4	33,9	32,5	31,6	32,5	33,8	32,1	31,0	32,5	29,7	p 28,5
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	0,3	0,6	1,1	1,9	1,9	1,6	1,6	1,2	0,4	p 0,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,4	0,7	0,9	2,0	3,7	4,7	8,0	8,1	9,3	10,8	10,6	11,8	12,6	p 14,6
— autres	1,0	0,8	1,0	1,1	2,6	2,3	2,3	2,9	2,4	2,4	2,4	2,6	2,5	2,8	p 2,7
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	2,4	5,6	5,5	7,3	6,9	4,2	3,9	7,4	9,1	6,3	10,7	12,5	12,3	8,6	11,3
b) effets commerciaux	37,7	41,4	45,6	55,5	64,6	67,1	82,3	87,4	85,5	91,7	89,7	91,2	90,7	93,7	95,3
c) avances	42,4	47,8	54,8	63,3	77,7	98,0	99,4	106,2	109,5	114,8	119,2	125,2	129,6	141,6	146,2
d) à un an au plus ² .....	...	0,1	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	1,8	2,0	1,7	1,8	1,8	0,1	p ...
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	2,1	2,0	1,8	1,5	2,9	4,3	4,4	4,7	4,7	6,7	6,8	7,2	7,2	8,9	p 9,2
— autres	1,0	2,0	1,8	2,0	3,0	3,7	4,6	4,2	4,3	6,0	6,8	7,4	7,5	7,1	p 7,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,8	7,4	4,7	4,3	4,2	6,8	5,4	6,3	8,2	6,4	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	0,2	0,4	0,2	1,0	1,0	2,1	2,2	1,7	1,9	2,8	4,4	3,0	5,8	3,2	p 1,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	9,8	11,4	13,2	14,1	17,0	20,2	22,8	23,5	27,3	29,0	30,6	31,8	31,8	p 33,3
— autres	0,5	0,7	0,9	1,4	2,0	2,2	4,2	5,2	5,4	6,0	6,2	6,5	3,6	4,6	p 4,6
D. Autres	31,7	36,2	43,3	49,0	50,1	59,6	62,4	67,9	73,5	71,4	78,0	86,8	87,2	91,2	p 92,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	256,8	290,1	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	711,7	728,7	776,3	816,4	854,4	867,3	915,0	933,3

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

² Autres que des effets commerciaux.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	34,4	45,9	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	206,6	207,4	236,5	255,8	259,6	254,0	267,0	266,1
b) en francs belges ¹	16,9	18,1	20,6	24,3	29,8	38,7	34,7	41,7	45,7	50,2	56,6	61,0	63,6	64,0	66,6
Total des engagements envers l'étranger	51,3	64,0	75,9	102,6	119,1	152,6	204,3	248,3	253,1	286,7	312,4	320,6	317,6	331,0	332,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	0,2	0,5	...	...	...	...	0,4	2,6	0,1	0,5	...
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	4,6	5,0	5,1	6,2	7,9	12,9	20,1	23,3	25,0	28,8	29,4	29,8	34,3	46,5	49,5
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ...	78,5	86,3	95,1	103,6	113,1	122,8	130,3	144,6	142,0	151,5	159,2	167,6	170,0	174,7	179,1
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	27,8	31,5	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	85,6	92,2	91,3	96,4	97,7	101,6	102,6	106,4
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	27,2	33,6	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	71,9	73,4	74,3	78,1	83,4	89,2	96,1	105,6
— dépôts en devises	9,1	5,1	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	13,5	12,9	11,3	10,0	10,0	10,4	9,7	8,8
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,4	11,4	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	23,4	24,2	25,6	27,3	28,4	29,6	30,4	32,0
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	...	0,2	...	0,1	0,5	0,3	2,8	0,4	1,4	1,0	2,0	1,2	1,4	1,3
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	46,3	53,0	61,2	69,4	74,7	87,1	93,2	98,3	105,5	105,4	102,2	112,3	113,3	122,1	117,9
TOTAL DU PASSIF ...	256,8	290,1	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	711,7	728,7	776,3	816,4	854,4	867,3	915,0	933,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	68,6	72,5	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	76,0	76,5	73,5	73,3	79,2	78,6	77,2	77,2	
2. F.M.I. — Participation	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	15,4	16,8	19,6	23,2	25,8	29,9	30,0	29,9	
— Prêts ¹	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	4,7	4,7	10,2	15,0	17,8	20,3	20,3	23,7	
3. Obligations	0,7	0,7	1,5	2,0	2,4	6,1	7,3	9,4	10,0	14,6	17,8	18,1	21,2	24,8	27,5	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	7,0	9,2	12,0	13,3	14,7	20,7	18,2	18,0	16,0	18,0	14,3	18,1	17,0	22,9	22,4	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	0,1	0,1	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	44,9	56,0	58,6	74,0	96,2	103,7	170,0	207,2	212,5	237,1	260,6	264,5	263,6	270,3	266,7	
b) en francs belges	6,0	7,0	8,4	9,8	14,3	18,5	19,9	20,5	21,4	21,0	22,9	24,9	25,5	22,3	25,0	
Total des créances sur l'étranger ...	134,4	155,7	174,0	193,9	218,2	240,5	299,2	351,2	357,9	394,0	427,1	448,4	456,1	467,8	472,4	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	3,1	3,4	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,6	5,2	5,3	5,9	6,1	5,8	5,7	6,0	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	2,3	0,7	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	0,1	0,1	1,2	2,2	2,5	1,1	1,0	0,3	
b) sur les organismes publics	3,1	6,6	5,9	6,2	5,9	5,9	10,3	3,5	4,7	7,8	5,1	3,0	3,1	8,8	5,1	
c) sur les banques de dépôts	5,0	5,2	5,1	6,2	8,1	13,9	20,2	23,3	25,0	28,8	29,8	32,4	34,4	47,0	49,5	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ³ :																
a) à un an au plus	74,9	82,4	84,9	92,1	86,4	100,8	114,7	118,9	109,5	106,1	92,0	101,3	101,6	90,7	p 86,2	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	37,8	38,7	46,2	47,1	54,0	62,9	70,7	75,8	76,4	80,5	87,4	95,7	96,3	112,3	p123,0	(7)
— autres	57,9	58,6	60,8	64,7	67,4	67,9	66,5	65,6	66,5	67,8	66,1	65,0	66,5	63,7	p 62,5	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																
a) à un an au plus	4,3	4,8	6,5	9,6	8,0	10,3	12,0	10,6	13,8	16,4	11,1	12,9	13,1	16,4	p 13,6	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,7	1,1	1,3	2,5	4,2	5,3	8,6	8,7	9,9	11,5	11,5	12,8	13,3	p 14,6	(8)
— autres	1,0	0,8	1,0	1,1	2,5	2,3	2,3	2,9	2,4	2,4	2,4	2,6	2,5	2,8	p 3,8	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	4,6	6,1	8,7	11,7	8,5	6,1	7,3	9,4	9,7	8,7	11,0	12,5	12,5	13,1	13,4	(9)
b) effets commerciaux	41,8	44,4	49,0	59,9	70,8	78,4	90,5	92,4	88,4	96,0	93,8	93,6	93,2	100,8	101,3	(9)
c) avances	42,4	47,8	54,8	63,3	77,7	98,1	99,4	106,2	109,5	115,0	119,2	125,5	129,6	141,9	146,2	(9)
d) à un an au plus ⁴ .....	...	0,1	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	1,8	2,0	1,7	1,8	1,8	0,1	p ...	(14)
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,1	2,0	1,8	1,5	2,9	4,5	4,7	5,0	5,0	7,2	7,3	7,6	7,7	9,4	p 9,7	(14)
— autres	1,2	2,4	2,3	2,3	3,5	3,7	4,6	6,2	6,3	6,0	6,8	9,4	9,5	7,4	p 7,9	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁵	7,4	7,8	4,7	4,6	4,3	6,8	5,4	6,3	8,2	6,4	—	—	—	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus	1,0	0,4	0,4	1,0	1,3	2,1	2,3	1,7	1,9	3,1	4,4	3,1	5,8	3,5	p 1,9	(12)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	9,8	11,4	13,2	14,1	17,1	20,3	23,0	23,7	27,5	29,3	30,9	32,0	32,1	p 33,6	(12)
— autres	0,6	0,8	1,0	1,5	2,1	2,3	4,3	5,3	5,5	6,1	6,3	6,5	3,7	4,7	p 4,7	(12)
D. Autres	71,1	78,8	82,4	92,3	107,9	101,4	123,8	128,1	141,3	128,3	135,0	137,8	150,3	137,1	p135,8	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	506,8	559,2	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.051,7	1.071,5	1.126,5	1.155,4	1.210,1	1.239,4	1.279,6	1.291,5	

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) :

XLIH^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].

⁴ Autres que des effets commerciaux.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-63	31-12-64	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71	30-9-71	31-12-71	31-3-72	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	34,4	45,9	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	206,6	207,4	236,5	255,9	259,6	254,0	267,0	266,1	
b) en francs belges ¹	20,6	21,6	23,6	26,2	31,6	40,3	35,8	42,4	46,6	52,5	58,5	62,6	72,3	68,0	69,1	
Total des engagements envers l'étranger ...	55,2	67,7	79,1	104,7	121,1	154,4	205,6	249,2	254,2	289,3	314,7	322,5	326,6	335,3	335,5	(6)
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,1	3,4	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,6	5,1	5,3	5,8	6,1	5,8	5,7	6,0	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	0,3	0,2	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,6	0,1	0,4	0,5	1,1	0,2	0,2	0,2	0,7	2,0	3,7	1,3	0,8	0,3	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	0,1	...	...
— autres	10,0	11,7	12,3	13,3	15,7	19,0	31,2	26,7	29,6	37,1	35,1	31,8	37,3	56,0	54,6	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	153,7	163,7	173,4	178,7	180,1	185,4	185,1	189,1	186,0	190,7	185,4	201,0	198,6	204,5	202,7	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	112,0	122,9	133,4	146,0	153,0	170,4	175,5	193,3	188,6	202,6	206,4	220,3	220,0	229,8	232,9	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	12,1	10,8	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	28,4	24,7	25,3	25,5	30,1	28,2	29,7	34,0	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	27,8	31,5	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	85,6	92,2	91,3	96,4	97,7	101,6	102,6	106,4	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	27,2	33,6	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	71,9	73,4	74,3	78,1	83,4	89,2	96,1	105,6	(2)
— dépôts en devises	9,1	5,1	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	13,5	12,9	11,3	10,0	10,0	10,4	9,7	8,8	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	11,4	11,4	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	23,4	24,2	25,6	27,3	28,4	29,6	30,4	32,0	(13)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	...	0,1	...	0,2	...	...	...	1,9	1,1	—	—	—	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	...	0,2	...	0,1	0,5	0,3	2,8	0,4	1,4	1,0	2,0	1,2	1,4	1,3	(12)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	(7)
D. Autres	84,5	95,4	99,9	110,4	131,5	127,8	157,6	162,0	178,1	170,5	167,7	170,7	189,5	177,6	171,3	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	506,8	559,2	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.051,7	1.071,5	1.126,5	1.155,4	1.210,1	1.239,4	1.279,6	1.291,5	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis 1958.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

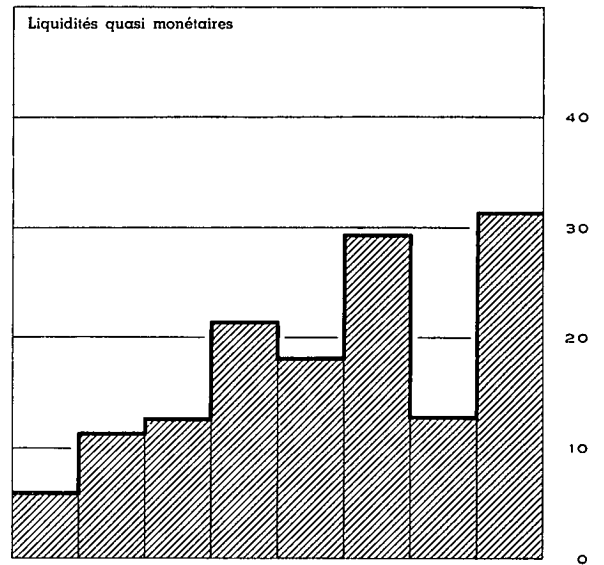
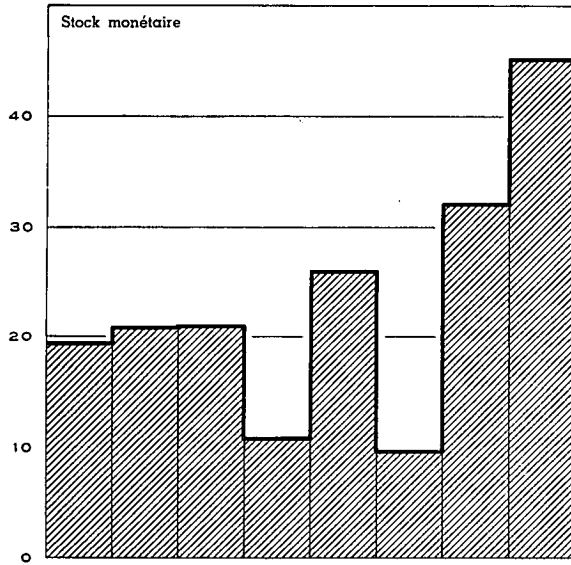
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle le la rubrique est comprise

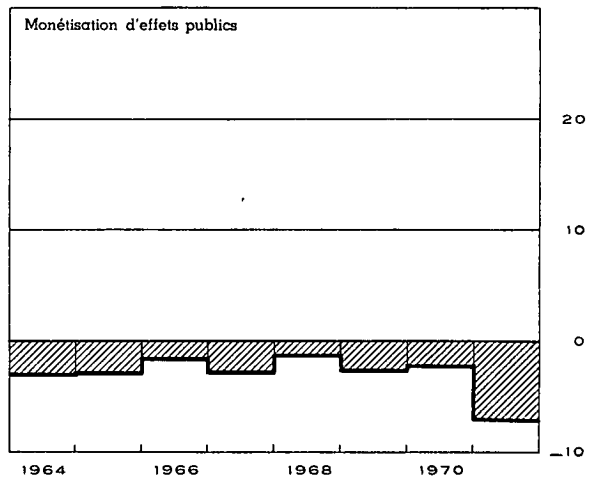
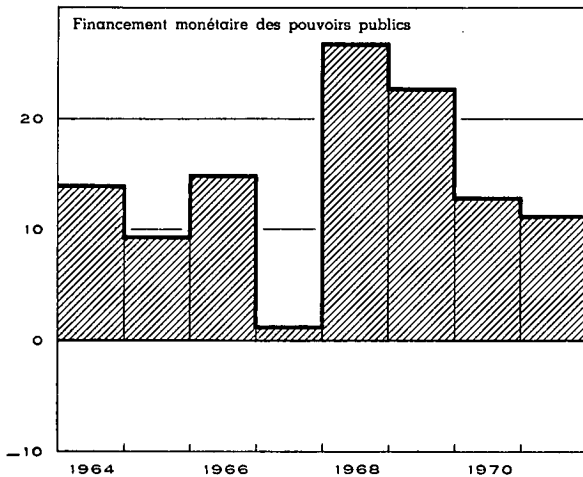
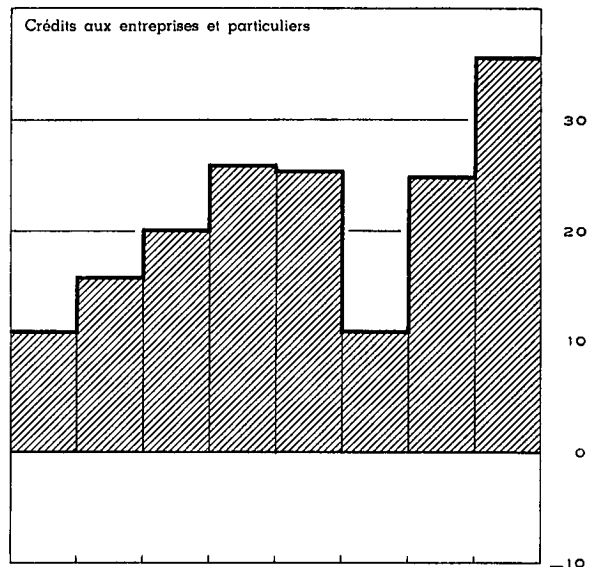
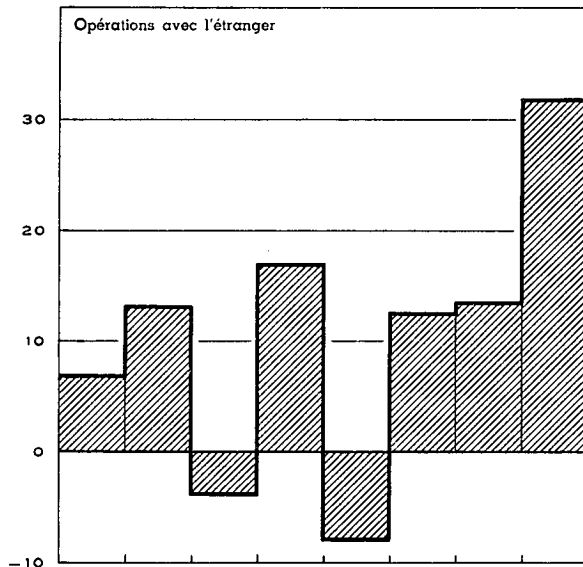
XIII . 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entre- prises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'inter- médiaire du Fonds des Rentes			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1964	+ 19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,6	+ 1,5	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965	+ 21,1	+ 11,6	+ 32,7	+ 13,2	+ 16,0	- 1,2	- 1,7	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966	+ 21,2	+ 12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,2	+ 1,1	+ 2,2	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967	+ 11,0	+ 21,6	+ 32,6	+ 17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,6	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 0,2
1971	+ 45,3	+ 31,4	+ 76,7	+ 32,1	+ 35,7	+ 3,0	+ 0,3	+ 7,3	+ 3,9	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 2,8
1970 1 ^e trimestre	+ 3,8	+ 4,3	+ 8,1	+ 1,8	+ 3,0	- 1,3	- 1,6	+ 5,6	+ 0,9	- 0,6	- 1,2	+ 1,0	- 1,4	+ 1,9
2 ^e trimestre	+ 20,7	+ 2,8	+ 23,5	+ 4,5	+ 7,6	...	+ 1,8	+ 8,7	+ 1,3	- 0,8	- 2,3	- 0,8	- 1,0	+ 4,5
3 ^e trimestre	- 11,5	+ 7,4	- 4,1	+ 3,9	+ 0,3	- 2,6	- 0,6	- 9,9	+ 2,8	- 0,2	+ 2,6	+ 3,7	- 0,8	- 3,3
4 ^e trimestre	+ 19,2	- 1,4	+ 17,8	+ 3,3	+ 14,1	- 0,9	- 2,1	+ 0,1	+ 3,6	+ 0,4	- 0,3	+ 4,3	- 1,4	- 3,3
1971 1 ^e trimestre	- 1,3	+ 7,4	+ 6,1	+ 6,2	+ 2,0	- 0,7	+ 2,3	- 8,9	- 3,6	- 0,4	- 2,5	+ 3,8	- 1,7	+ 9,6
2 ^e trimestre	+ 34,0	+ 6,6	+ 40,6	+ 13,3	+ 7,9	+ 3,1	- 0,3	+ 15,5	+ 2,1	- 0,3	- 0,6	- 0,6	- 1,1	+ 1,6
3 ^e trimestre	- 4,5	+ 10,1	+ 5,6	+ 8,1	+ 3,7	- 1,6	- 0,1	- 2,5	+ 1,7	- 0,4	+ 0,8	+ 1,9	- 1,2	- 4,8
4 ^e trimestre	+ 17,1	+ 7,3	+ 24,4	+ 4,5	+ 22,1	+ 2,2	- 1,6	+ 3,2	+ 3,7	- 0,1	- 3,7	- 1,5	- 0,8	- 3,6
1972 1 ^{er} trimestre	+ 5,7	+ 12,3	+ 18,0	p+ 4,0	+ 2,1	- 0,8	+ 3,2	p+ 2,5	p- 0,5	p- 0,3	+ 2,8	p- 0,1	- 1,6	p+ 6,7

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

3 Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

4 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Monnaie scripturale				Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³		détenus par les entreprises et particuliers ¹						
					comptes courants à la B.N.B. ³	avoirs à l'O.C.P. ³	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-banquiers ³	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (8) · 100	
1963	6,1	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969 Décembre	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970 Mars	7,0	178,5	180,3	26,9	0,5	43,8	138,6	182,9	209,8	390,1	46,2
Juin	7,2	187,1	189,1	28,4	0,4	47,4	145,5	193,3	221,7	410,8	46,0
Septembre	7,3	183,5	186,0	24,7	0,7	44,8	143,1	188,6	213,3	399,3	46,6
Décembre	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 Mars	7,5	183,3	185,4	25,5	0,5	45,4	160,5	206,4	231,9	417,3	44,4
Avril	7,6	189,3	191,8	24,5	0,4	55,4	155,4	211,2	235,7	427,5	44,9
Mai	7,7	194,4	196,5	27,8	0,4	49,4	163,0	212,8	240,6	437,1	45,0
Juin	7,7	199,1	201,0	30,0	0,4	50,7	169,2	220,3	250,3	451,3	44,5
Juillet	7,8	200,3	202,6	27,7	0,4	51,8	164,2	216,4	244,1	446,7	45,4
Août	7,8	195,7	198,0	27,9	0,5	47,9	165,9	214,3	242,2	440,2	45,0
Septembre	7,9	196,1	198,6	28,2	0,5	47,9	171,6	220,0	248,2	446,8	44,4
Octobre	7,9	196,0	199,0	28,1	0,3	50,8	163,5	214,6	242,7	441,7	45,1
Novembre	8,0	194,5	196,8	28,4	0,4	49,0	166,6	216,0	244,4	441,2	44,6
Décembre	8,1	201,8	204,4	29,7	0,6	52,8	176,4	229,8	259,5	463,9	44,1
1972 Janvier	8,1	196,6	199,0	31,6	0,4	54,1	169,5	224,0	255,6	454,6	43,8
Février	8,0	196,2	198,5	31,5	0,5	51,1	166,7	218,3	249,8	448,3	44,3
Mars	8,0	200,2	202,7	34,0	0,4	51,5	181,0	232,9	266,9	469,6	43,2
Avril	8,1	206,8	209,5	31,8	0,4	60,5	180,7	241,6	273,4	482,9	43,4

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs et des organismes publics le crédit.

² Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

³ Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres ²					(7)	(8)	(11)	(12)
1964	114,8	-26,8	88,0	+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7
1965	122,8	-28,0	94,8	+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966	124,5	-35,3	89,2	+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967	136,9	-39,8	97,1	+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁶⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁶⁹	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	+ 1,5	+25,4
1970 1 ^{er} trimestre .	130,3	-32,7	97,6	- 1,5 ⁸	+ 2,1	+ 0,6	+ 0,1	...	- 1,3	+ 1,8	+ 2,8	+ 3,4
2 ^e trimestre .	136,3	-34,3	102,0	+ 6,0	- 1,6	+ 4,4	+ 0,3	- 0,4	...	+ 4,5	+ 1,1	+ 5,5
3 ^e trimestre .	138,7	-35,1	103,6	+ 2,4	- 0,8	+ 1,6	+ 0,3	...	- 2,6	+ 3,9	+ 3,2	+ 4,8
4 ^e trimestre .	143,1	-38,3	104,8	+ 4,5 ⁶	- 3,3	+ 1,2	- 1,2	...	- 0,9	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,5
1971 1 ^{er} trimestre .	152,6	-40,2	112,4	+ 6,0 ⁸	- 1,9	+ 4,1	- 1,4	...	- 0,7	+ 6,2	+ 0,5	+ 4,6
2 ^e trimestre .	159,0	-33,1	125,9	+ 6,0 ⁹	+ 7,1	+13,1	- 3,3	...	+ 3,1	+13,3	- 0,2	+12,9
3 ^e trimestre .	162,7	-33,3	129,4	+ 3,7	- 0,1	+ 3,6	- 2,9	...	- 1,6	+ 8,1	- 4,0	- 0,4
4 ^e trimestre .	164,5	-32,0	132,5	+ 1,8	+ 1,3	+ 3,1	- 3,6	...	+ 2,2	+ 4,5	+ 5,2	+ 8,3
1972 1 ^{er} trimestre .	172,6	-35,8	136,8	+ 4,7 ⁸	- 3,8	+ 0,9	p- 2,2	p- 0,1	- 0,8	p+ 4,0	p- 5,3	p- 4,4

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

³ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-3.

⁴ Cette différence est égale à :

— Variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des

effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

⁵ Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubrique 6.2.

⁶ Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

⁷ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

⁸ Non compris une augmentation de 3,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

⁹ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

**XIII - 6 — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général	
	Financements spécifiques					Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée	Total	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total		
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations	Total			Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits de caisse			
									4			Autres
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (10) + (11)		
1963	7,7	6,3	10,5	9,1	61,7	95,3	12,0	4,5	2,2	18,7	114,0	
1964	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0	
1965	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	151,1	
1966 ⁵	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6	
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2	
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8	
1969 ⁶	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9	
1970 Mars	28,6	14,7	23,2	13,3	128,2	208,0	33,0	23,3	1,7	58,0	266,0	
Juin	28,8	15,9	23,7	15,9	132,1	216,4	36,1	29,6	1,4	67,1	283,5	
Septembre	28,5	16,4	24,7	16,2	131,3	217,1	37,8	38,7	1,4	77,9	295,0	
Décembre	29,1	16,9	24,8	17,6	141,7	230,1	41,5	43,1	1,5	86,1	316,2	
1971 Mars	30,2	16,6	24,4	18,0	142,7	231,9	40,1	50,6	0,7	91,4	323,3	
Juin	30,8	18,3	24,6	21,0	146,0	240,7	40,6	54,2	1,4	96,2	336,9	
Septembre	30,9	18,1	25,2	21,3	149,2	244,7	40,8	53,4	1,2	95,4	340,1	
Décembre	30,3	18,2	25,6	23,4	167,4	264,9	46,0	57,7	1,8	105,5	370,4	
1972 Mars	30,6	17,2	26,0	22,4	170,9	267,1	49,0	55,5	1,8	106,3	373,4	

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (8).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (8).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série depuis mars 1969.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) + (7) (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)		(8)	(9)	(10)	(8) à (10)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1963	9,3	43,6	42,4	95,3	6,7	6,1	12,8	2,6	37,5	42,4	82,5	—
1964	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—
1965	12,6	55,4	54,8	122,8	7,0	9,9	16,9	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 ³	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 ³	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969 Décembre	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1970 Mars	10,7	94,8	102,5	208,0	4,9	11,2	16,1	5,8	83,6	102,5	191,9	0,6
Juin	12,8	97,5	106,1	216,4	5,4	10,3	15,7	7,4	87,2	106,1	200,7	0,2
Septembre	13,3	94,2	109,6	217,1	4,2	8,8	13,0	9,1	85,4	109,6	204,1	...
Décembre	14,2	101,0	114,9	230,1	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	114,9	212,7	0,2
1971 Mars	14,6	98,1	119,2	231,9	3,9	8,5	12,4	10,7	89,6	119,2	219,5	0,1
Juin	17,4	98,1	125,2	240,7	5,0	6,9	11,9	12,4	91,2	125,2	228,8	...
Septembre	18,2	97,0	129,5	244,7	5,9	6,4	12,3	12,3	90,6	129,5	232,4	0,1
Décembre	20,7	102,6	141,6	264,9	12,1	9,0	21,1	8,6	93,6	141,6	243,8	0,1
1972 Mars	19,6	101,3	146,2	267,1	8,4	6,1	14,5	11,2	95,2	146,2	252,6	0,1

B. Crédits à l'étranger

1963	9,5	4,7	4,5	18,7	6,8	1,6	8,4	2,7	3,1	4,5	10,3	—
1964	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	0,1
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 ³	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,1
1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969 Décembre	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970 Mars	18,7	16,3	23,0	58,0	9,8	7,0	16,8	8,9	9,3	23,0	41,2	...
Juin	20,0	17,6	29,5	67,1	10,3	8,1	18,4	9,7	9,5	29,5	48,7	...
Septembre	21,3	18,1	38,5	77,9	7,8	7,4	15,2	13,5	10,7	38,5	62,7	...
Décembre	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	...
1971 Mars	20,9	19,4	51,1	91,4	7,7	7,7	15,4	13,2	11,7	51,1	76,0	...
Juin	22,3	19,5	54,4	96,2	4,9	7,1	12,0	17,4	12,4	54,4	84,2	...
Septembre	22,1	19,4	53,9	95,4	6,2	7,8	14,0	15,9	11,6	53,9	81,4	...
Décembre	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	...
1972 Mars	25,6	24,6	56,1	106,3	8,6	8,4	17,0	17,0	16,2	56,1	89,3	—

C. Total

1963	18,8	48,3	46,9	114,0	13,5	7,7	21,2	5,3	40,6	46,9	92,8	—
1964	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	0,1
1965	27,0	62,7	61,4	151,1	16,2	12,8	29,0	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 ³	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,3
1967 ³	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969 Décembre	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1970 Mars	29,4	111,1	125,5	266,0	14,7	18,2	32,9	14,7	92,9	125,5	233,1	0,6
Juin	32,8	115,1	135,6	283,5	15,7	18,4	34,1	17,1	96,7	135,6	249,4	0,2
Septembre	34,6	112,3	148,1	295,0	12,0	16,2	28,2	22,6	96,1	148,1	266,8	...
Décembre	37,2	121,0	158,0	316,2	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	158,0	279,8	0,2
1971 Mars	35,5	117,5	170,3	323,3	11,6	16,2	27,8	23,9	101,3	170,3	295,5	0,1
Juin	39,7	117,6	179,6	336,9	9,9	14,0	23,9	29,8	103,6	179,6	313,0	...
Septembre	40,3	116,4	183,4	340,1	12,1	14,2	26,3	28,2	102,2	183,4	313,8	0,1
Décembre	45,5	125,0	199,9	370,4	23,0	17,8	40,8	22,5	107,2	199,9	329,6	0,1
1972 Mars	45,2	125,9	202,3	373,4	17,0	14,5	31,5	28,2	111,4	202,3	341,9	0,1

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.C., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1963	2,2	...	2,2	1,7	1,3	3,0	1,7	3,5	...	5,2
1964	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	1,9	...	5,6
1966 ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969 Décembre	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
1970 Mars	2,4	...	2,4	0,6	0,6	1,2	0,6	3,0	...	3,6
Juin	1,6	...	1,6	1,8	1,7	3,5	1,8	3,3	...	5,1
Septembre	1,2	...	1,2	...	0,5	0,5	...	1,7	...	1,7
Décembre	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8
1971 Mars	2,5	...	2,5	...	0,1	0,1	...	2,6	...	2,6
Juin	1,3	0,3	1,6	...	0,1	0,1	...	1,4	0,3	1,7
Septembre	1,2	...	1,2	...	...	...	...	1,2	...	1,2
Décembre	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6
1972 Mars	3,0	...	3,0	1,9	0,9	2,8	1,9	3,9	...	5,8
B. Crédits à l'étranger										
1963	...	...	...	4,0	0,1	4,1	4,0	0,1	...	4,1
1964	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 ¹	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 ¹	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969 Décembre	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
1970 Mars	0,1	...	0,1	3,7	0,9	4,6	3,7	1,0	...	4,7
Juin	0,3	...	0,3	5,4	1,4	6,8	5,4	1,7	...	7,1
Septembre	0,1	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	0,1
Décembre	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8
1971 Mars	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
Juin	0,2	...	0,2	0,5	0,1	0,6	0,5	0,3	...	0,8
Septembre	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
Décembre	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8
1972 Mars	...	—	...	2,9	0,6	3,5	2,9	0,6	—	3,5
C. Total										
1963	2,2	...	2,2	5,7	1,4	7,1	5,7	3,6	...	9,3
1964	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969 Décembre	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3
1970 Mars	2,5	...	2,5	4,3	1,5	5,8	4,3	4,0	...	8,3
Juin	1,9	...	1,9	7,2	3,1	10,3	7,2	5,0	...	12,2
Septembre	1,3	...	1,3	...	0,5	0,5	...	1,8	...	1,8
Décembre	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6
1971 Mars	2,7	...	2,7	...	0,1	0,1	...	2,8	...	2,8
Juin	1,5	0,3	1,8	0,5	0,2	0,7	0,5	1,7	0,3	2,5
Septembre	1,4	...	1,4	...	...	...	...	1,4	...	1,4
Décembre	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4
1972 Mars	3,0	...	3,0	4,8	1,5	6,3	4,8	4,5	...	9,3

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 9 — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
 ACCODES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
 AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
 (milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)		(12)
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)		(8)	(9)	(10)		

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1963	9,3	45,8	42,4	97,5	4,7	4,0	8,7	4,6	41,8	42,4	88,8	—
1964	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	—
1965	12,6	57,2	54,8	124,6	3,9	8,2	12,1	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 4	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,8	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 4	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 Décembre ...	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1970 Mars	10,7	97,2	102,5	210,4	3,1	9,4	12,5	7,6	87,8	102,5	197,9	0,6
Juin	12,8	99,1	106,1	218,0	3,4	6,9	10,3	9,4	92,2	106,1	207,7	0,2
Septembre ...	13,3	95,4	109,6	218,3	3,6	7,5	11,1	9,7	87,9	109,6	207,2	0,2
Décembre ...	14,2	103,2	115,0	232,4	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,0	219,5	0,2
1971 Mars	14,5	100,7	119,2	234,4	3,5	7,0	10,5	11,0	93,7	119,2	223,9	0,1
Juin	17,4	99,4	125,5	242,3	5,0	5,7	10,7	12,4	93,7	125,5	231,6	...
Septembre ...	18,2	98,2	129,5	245,9	5,7	5,1	10,8	12,5	93,1	129,5	235,1	0,1
Décembre ...	20,7	105,5	141,9	268,1	7,5	5,0	12,5	13,2	100,5	141,9	255,6	0,1
1972 Mars	19,6	104,3	146,2	270,1	6,1	3,1	9,2	13,5	101,2	146,2	260,9	0,1

B. Crédits à l'étranger

1963	9,5	4,7	4,5	18,7	2,6	1,5	4,1	6,9	3,2	4,5	14,6	—
1964	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	0,1
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 4	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,1
1967 4	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969 Décembre ...	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970 Mars	18,7	16,4	23,0	58,1	4,8	5,5	10,3	13,9	10,9	23,0	47,8	...
Juin	20,0	17,9	29,5	67,4	4,1	6,2	10,3	15,9	11,7	29,5	57,1	...
Septembre ...	21,3	18,2	38,5	78,0	5,9	7,0	12,9	15,4	11,2	38,5	65,1	...
Décembre ...	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	...
1971 Mars	21,0	19,6	51,1	91,7	7,1	7,5	14,6	13,9	12,1	51,1	77,1	...
Juin	22,3	19,7	54,4	96,4	4,4	7,0	11,4	17,9	12,7	54,4	85,0	...
Septembre ...	22,1	19,6	53,9	95,6	5,5	7,5	13,0	16,6	12,1	53,9	82,6	...
Décembre ...	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	...
1972 Mars	25,6	24,6	56,1	106,3	4,5	7,1	11,6	21,1	17,5	56,1	94,7	...

C. Total

1963	18,8	50,5	46,9	116,2	7,3	5,5	12,8	11,5	45,0	46,9	103,4	—
1964	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	0,1
1965	27,0	64,5	61,4	152,9	6,5	10,9	17,4	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 4	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,3
1967 4	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969 Décembre ...	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1970 Mars	29,4	113,6	125,5	268,5	7,9	14,9	22,8	21,5	98,7	125,5	245,7	0,6
Juin	32,8	117,0	135,6	285,4	7,5	13,1	20,6	25,3	103,9	135,6	264,8	0,2
Septembre ...	34,6	113,6	148,1	296,3	9,5	14,5	24,0	25,1	99,1	148,1	272,3	0,2
Décembre ...	37,2	123,4	158,1	318,7	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,1	291,9	0,2
1971 Mars	35,5	120,3	170,3	326,1	10,6	14,5	25,1	24,9	105,8	170,3	301,0	0,1
Juin	39,7	119,1	179,9	338,7	9,4	12,7	22,1	30,3	106,4	179,9	316,6	...
Septembre ...	40,3	117,8	183,4	341,5	11,2	12,6	23,8	29,1	105,2	183,4	317,7	0,1
Décembre ...	45,5	128,1	200,2	373,8	11,3	12,0	23,3	34,2	116,1	200,2	350,5	0,1
1972 Mars	45,2	128,9	202,3	376,4	10,6	10,2	20,8	34,6	118,7	202,3	355,6	0,1

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (8) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la B.N.B., au Crédit Communal de Belgique et à l'I.R.G. (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
 N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIIe année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	68,6	72,6	77,9	76,2	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2
Fonds Monétaire International :									
Participation							7,8	19,6	30,0
Prêts .....							...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....							...	10,2	20,3
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	68,6	72,6	77,9	76,2	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5
Monnaies étrangères	21,5	27,0	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0
Monnaies étrangères et or à recevoir	10,9	9,3	9,7	11,5	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	3,0	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Union Européenne des Paiements	0,1	...	...	—	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Fonds Monétaire International :									
Participation	7,1	8,7	12,2	15,2	14,7	10,3	...	...	...
Prêts ²	—	1,5	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...
Autres accords .....	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	21,1	26,4	21,4	21,3	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8
Effets de commerce	9,3	7,0	12,3	15,5	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1
Avances sur nantissement	1,7	0,6	...	0,3	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3
Effets publics :									
Effets publics belges	9,3	9,8	9,0	9,6	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	—	0,2	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,2	0,4	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Fonds publics	2,7	2,8	2,9	3,2	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8
Immeubles, matériel et mobilier	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel									
Personnel	1,4	1,6	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5
Divers	1,2	1,2	1,5	1,7	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0
	192,2	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7
Compte d'ordre :									
Office des Chèques Postaux : Avoir pour									
compte du Ministre de l'Education nationale									
(Pacte scolaire)	1,5	1,5	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3
PASSIF									
Billets en circulation	150,5	160,3	170,3	175,3	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8
Comptes courants :									
Trésor public {									
compte ordinaire ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
taxe exceptionnelle	...	...	...	...	...	...	...	...	...
de conjonct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
compte spécial liqui-	...	...	...	...	...	...	...	...	...
dation U.E.P. ....	...	...	...	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7
Comptes courants divers et valeurs à									
payer	3,3	1,6	2,3	2,3	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,1	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1
Autres accords	0,4	0,4	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0
<i>Total des engagements à vue</i> ...	154,6	162,8	173,5	178,5	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation									
cumulative nette	—	—	—	—	—	—	—	3,5	7,0
Banques belges, réserve monétaire	—	1,3	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	32,0	35,7	31,1	32,8	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8
Caisse de Pensions du Personnel	1,4	1,6	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5
Divers	1,4	1,8	2,2	2,4	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement ...	2,4	2,5	2,8	2,9	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7
	192,2	206,1	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7
Compte d'ordre :									
Ministre de l'Education nationale : Avoir									
pour son compte à l'Office des Chèques									
Postaux (Pacte scolaire)	1,5	1,5	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'annexe à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 30 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1968).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1971 8 février	1972 7 février	1971 8 mars	1972 6 mars	1971 5 avril	1972 10 avril	1971 10 mai	1972 8 mai
ACTIF								
Encaisse en or	73,4	77,2	73,3	77,2	73,3	77,2	79,4	77,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	25,8	30,0	25,8	29,9	23,2	29,9	19,9	25,7
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	13,7	23,7	13,7	23,7	15,0	23,7	15,7	23,7
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	112,9	130,9	112,8	130,8	111,5	130,8	115,0	126,6
Monnaies étrangères	41,4	37,5	41,4	43,3	42,1	40,2	44,3	41,3
Monnaies étrangères et or à recevoir	9,4	0,2	6,7	...	5,1	...	4,6	...
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres accords	0,1	...	0,1	...	0,1	...	0,1	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	39,9	35,7	40,0	37,0	39,5	29,8	43,5	27,4
Effets de commerce	3,5	6,8	3,1	7,1	2,7	6,2	2,3	11,9
Avances sur nantissement	0,3	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1
Effets publics :								
Effets publics belges	0,3	2,6	5,7	...	10,5	3,4	14,5	7,8
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Fonds publics	3,8	4,1	3,8	4,1	3,8	4,1	3,8	4,1
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	3,3	3,7	3,3	3,7	3,3	3,7	3,3	3,7
Divers	0,8	1,6	1,2	1,3	0,9	1,4	1,1	1,4
Compte d'ordre :	252,2	259,7	254,7	264,0	256,1	256,3	269,0	260,8
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	2,3	2,0	2,1	1,7	1,9	1,4	1,7	1,1
PASSIF								
Billets en circulation	182,3	198,0	184,1	199,2	186,6	200,7	189,9	207,1
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	...	...	...	0,1	...	...	...	...
{ taxe exceptionnelle de conjonct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	0,5	0,6	0,5	1,3	0,6	0,7	0,6	0,8
Comptes courants divers et valeurs à payer	2,3	1,5	5,4	2,7	6,0	0,9	11,6	1,0
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen	0,3	1,1	0,3	0,8	0,3	0,8	0,3	1,2
Autres accords	0,4	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,6	0,3
<i>Total des engagements à vue</i> ...	185,8	201,7	190,6	204,6	193,9	203,5	203,0	210,4
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	7,0	10,5	7,0	10,5	7,0	10,5	7,0	10,5
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	49,6	36,8	46,9	37,9	44,8	30,9	48,3	28,4
Caisse de Pensions du Personnel	3,3	3,7	3,3	3,7	3,3	3,7	3,3	3,7
Divers	2,7	2,9	3,1	3,2	3,3	3,6	3,6	3,7
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement ...	3,4	3,7	3,4	3,7	3,4	3,7	3,4	3,7
Compte d'ordre :	252,2	259,7	254,7	264,0	256,1	256,3	269,0	260,8
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	2,3	2,0	2,1	1,7	1,9	1,4	1,7	1,1

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)					
(milliards de francs)									
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.017	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.023	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.036	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1970 1 ^{er} trimestre	1.021	70,1	46,8	115,1	238,9	117,2	238,9	710,1	94
2 ^e trimestre	1.020	70,8	48,2	126,7	244,6	125,2	244,6	741,1	94
3 ^e trimestre	1.023	73,8	46,9	127,7	254,5	129,7	254,5	766,4	94
4 ^e trimestre	1.030	75,6	49,2	139,3	270,3	133,6	270,3	813,6	94
1971 1 ^{er} trimestre	1.030	79,3	52,0	135,1	274,5	138,5	274,5	822,7	95
2 ^e trimestre	1.027	79,2	52,3	148,9	281,8	147,2	281,8	859,8	95
3 ^e trimestre	1.029	81,3	51,1	147,7	291,3	149,3	291,3	879,6	95
4 ^e trimestre	1.059	79,3	50,1	157,6	306,8	154,2	306,8	925,4	95
1972 1 ^{er} trimestre	1.061	81,4	53,7	159,7	281,2	161,1	281,2	883,1	95
1971 Avril	1.029	76,4	50,5	142,8	270,4	136,3	270,4	819,9	95
Mai	1.027	76,2	53,3	145,1	276,1	146,7	276,1	844,0	95
Juin	1.026	85,1	53,0	158,9	299,0	158,5	299,0	915,4	94
Juillet	1.025	93,7	53,8	170,0	334,2	172,9	334,2	1.011,3	94
Août	1.026	75,8	49,9	132,9	269,2	138,0	269,2	809,2	95
Septembre	1.036	74,5	49,7	140,1	270,6	136,9	270,6	818,4	95
Octobre	1.048	77,6	50,0	151,9	297,5	151,3	297,5	898,2	95
Novembre	1.069	77,5	49,6	144,7	288,6	146,1	288,6	868,0	95
Décembre	1.060	82,9	50,8	176,1	334,3	165,2	334,3	1.009,9	95
1972 Janvier	1.060	87,2	53,3	157,9	267,5	157,3	267,5	850,2	94
Février	1.061	83,9	52,5	158,4	291,3	164,3	291,3	905,3	95
Mars	1.062	83,6	53,4	162,9	284,7	161,7	284,7	893,9	95
Avril	1.062	82,0	55,3	148,3	245,2	139,8	245,2	778,4	94

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.
2 Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1971 31 mars	1972 31 mars	1971 30 avril	1972 30 avril
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10,5	12,3	10,1	11,8	8,8	8,6	6,7	6,8
Prêts au jour le jour	4,9	11,9	11,0	9,9	8,7	7,4	4,2	7,5
Banquiers	72,6	111,8	138,9	163,8	138,2	168,4	131,1	179,1
Maison-mère, succursales et filiales	13,1	15,6	38,8	55,5	48,6	43,5	56,9	44,4
Autres valeurs à recevoir à court terme	21,1	30,9	24,9	27,1	34,0	32,0	39,3	43,3
Portefeuille-effets	119,0	142,2	156,7	147,4	156,5	156,4	161,6	153,7
a) Effets publics	37,7	46,8	41,0	25,2	37,6	24,7	39,8	26,4
b) Effets commerciaux ²	81,3	95,4	115,7	122,2	118,9	131,7	121,8	127,3
Reports et avances sur titres	1,6	1,4	1,8	1,9	1,8	1,9	2,3	1,9
Débiteurs par acceptations	32,0	29,3	37,2	45,5	35,5	45,2	37,9	46,5
Débiteurs divers	110,3	116,0	156,2	198,0	168,4	200,4	178,5	206,4
Valeurs mobilières	3	141,4	175,7	224,4	191,1	240,8	191,3	246,5
a) Fonds publics belges	3	133,0	159,7	197,4	171,3	210,7	170,5	214,1
b) Autres titres d'emprunt	3	8,2	15,8	26,7	19,6	29,8	20,5	32,1
c) Actions et parts de sociétés	3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
d) Autres valeurs mobilières	3	—	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2
Valeurs de la réserve légale	3	1,0	1,1	1,2	1,1	1,2	1,2	1,2
Participations	3	6,6	7,9	8,4	8,3	8,4	8,2	8,6
a) Filiales	3	2,3	2,4	2,7	2,5	2,7	2,5	2,8
b) Autres participations	3	4,3	5,5	5,7	5,8	5,7	5,7	5,8
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles	3,7	4,2	5,0	5,9	5,2	6,2	5,1	6,1
Participations dans les filiales immobilières	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
Matériel et mobilier	0,5	0,6	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9
Divers	5,6	7,3	9,6	12,6	8,5	11,2	9,5	12,0
Total de l'actif ...	527,8	633,1	776,3	915,0	816,1	933,3	835,2	965,7

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actifs des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(milliards de francs)

1968 31 décembre	32,9	1970 31 décembre	19,3	1971 31 mars	17,8	1971 30 avril	10,5
1969 31 décembre	21,2	1971 31 décembre	21,3	1972 31 mars	18,0	1972 30 avril	19,4

3 Ancienne subdivision avant le 31 mars 1969 :

	81-12-68
Portefeuille-titres	102,2
a) Valeurs de la réserve légale	0,9
b) Fonds publics belges	119,2
c) Fonds publics étrangers	6,1
d) Actions de banques	3,1
e) Autres titres	2,9

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

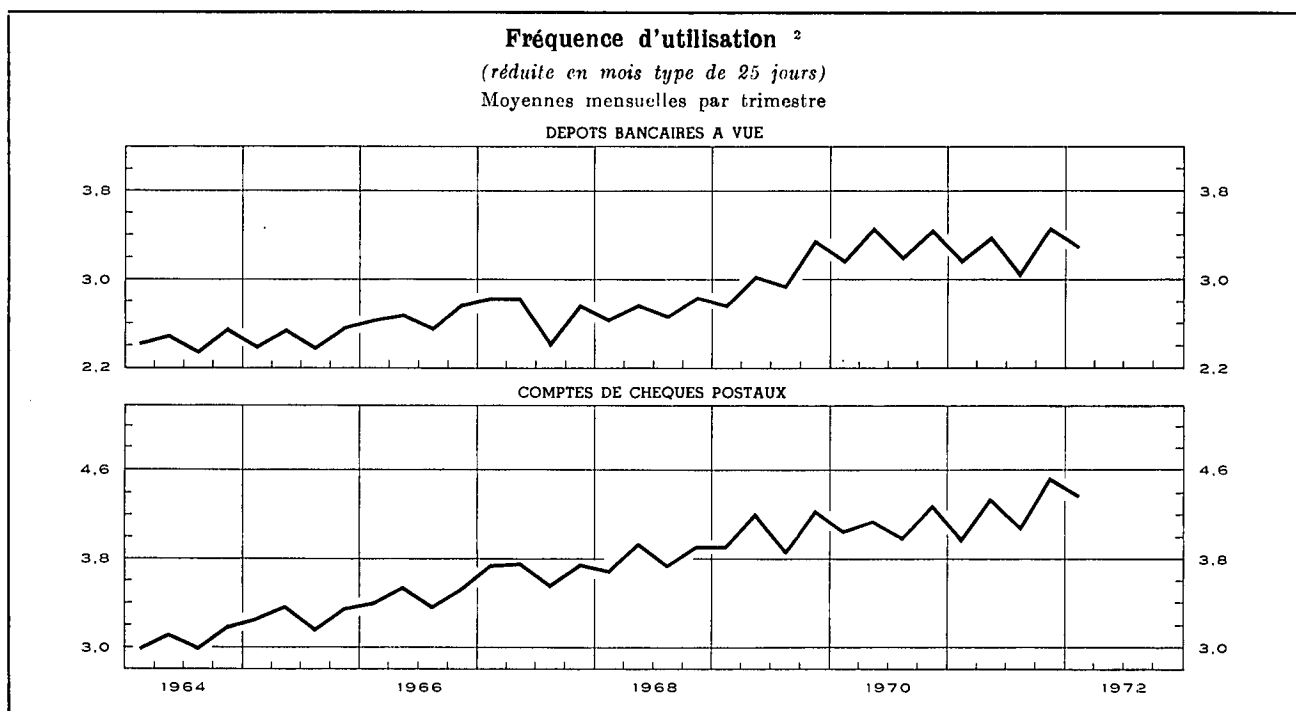
(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1968	1969	1970	1971	1971	1972	1971	1972
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 mars	31 mars	30 avril	30 avril
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,3	0,9	1,0	1,4	1,5	0,8	1,0	3,6
a) Créanciers garantis par des privilèges	0,5	0,6	0,7	0,9	0,6	0,7	0,8	0,9
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,8	0,3	0,3	0,5	0,9	0,1	0,2	2,7
Emprunts au jour le jour	8,7	6,9	10,0	13,2	8,3	7,1	13,4	18,3
a) Couverts par des sûretés réelles	2,4	1,6	1,3	2,6	2,1	3,2	5,0	4,8
b) Non couverts par des sûretés réelles	6,3	5,3	8,7	10,6	6,2	3,9	8,4	13,5
Banquiers	120,0	164,5	243,3	286,4	259,3	298,2	258,8	302,5
Maison-mère, succursales et filiales	9,9	12,4	17,3	34,1	21,3	29,6	28,6	28,6
Acceptations	32,0	29,3	37,2	45,5	35,5	45,2	37,9	46,5
Autres valeurs à payer à court terme	14,0	22,5	18,0	17,0	24,8	21,7	29,4	29,1
Créditeurs pour effets à l'encaissement	2,0	1,9	1,8	1,7	1,8	1,6	1,7	1,5
Dépôts et comptes courants	281,4	322,6	365,8	422,7	381,7	438,4	379,3	438,8
a) A vue	122,4	124,0	140,6	164,0	144,6	169,2	141,9	171,7
b) A un mois au plus	18,5	26,3	33,0	36,8	37,3	34,6	36,6	31,0
c) A plus d'un mois	56,3	85,1	96,5	96,9	98,0	98,9	97,2	97,0
d) A plus d'un an	7,4	6,1	8,5	15,0	10,4	15,7	10,6	16,4
e) A plus de deux ans	5,0	7,4	10,7	11,2	11,1	11,6	11,2	11,7
f) Carnets de dépôts	69,8	71,9	74,6	96,6	78,4	106,1	79,9	108,7
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,0	1,8	1,9	2,2	1,9	2,3	1,9	2,3
Obligations et bons de caisse	16,5	18,7	23,3	28,4	25,0	30,0	25,4	30,5
Montants à libérer sur titres et participations	1,2	1,2	1,2	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4
Divers	13,3	17,4	19,3	23,3	16,8	19,2	19,1	24,2
Total de l'exigible ...	500,3	598,3	738,2	875,2	777,4	893,2	796,0	925,0
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	—	2,4	3,9	3,7	3,9	3,7	3,9	3,6
Non exigible :								
Capital	17,8	20,4	21,1	21,7	21,3	21,7	21,3	21,8
Fonds indisponibles par prime d'émission	2,9	4,3	4,3	4,1	4,3	4,1	4,3	4,2
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	0,9	1,0	1,1	1,2	1,1	1,2	1,2	1,2
Réserve disponible	5,6	6,4	7,3	8,4	7,5	8,6	8,0	9,3
Provisions	0,3	0,3	0,4	0,7	0,6	0,8	0,5	0,6
Total du non exigible :	27,5	32,4	34,2	36,1	34,8	36,4	35,3	37,1
Total du passif ...	527,8	633,1	776,3	915,0	816,1	933,3	835,2	965,7

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1970 1 ^{er} trimestre	291,8	197,5	489,3	3,18	3,18	4,07
2 ^e trimestre	341,6	211,3	552,9	3,47	3,47	4,15
3 ^e trimestre	319,3	199,5	518,8	3,29	3,20	4,01
4 ^e trimestre	349,9	221,0	570,9	3,50	3,46	4,30
1971 1 ^{er} trimestre	341,5	222,7	564,2	3,22	3,18	3,98
2 ^e trimestre	387,6	245,4	633,0	3,35	3,39	4,35
3 ^e trimestre	360,3	225,9	586,2	3,14	3,06	4,10
4 ^e trimestre	413,4	243,6	657,0	3,53	3,48	4,53
1972 1 ^{er} trimestre	401,4	253,5	654,9	3,37	3,29	4,38
1971 Avril	377,3	226,7	604,0	3,43	3,43	4,16
Mai	379,5	270,3	649,8	3,07	3,33	4,74
Juin	405,9	239,3	645,2	3,55	3,41	4,14
Juillet	370,0	236,0	606,0	3,25	3,13	4,06
Août	347,7	223,3	571,0	2,97	2,97	4,17
Septembre	363,3	218,3	581,6	3,21	3,08	4,07
Octobre	391,8	230,3	622,1	3,43	3,29	4,26
Novembre	395,4	242,1	637,5	3,28	3,41	4,57
Décembre	452,9	258,4	711,3	3,89	3,74	4,76
1972 Janvier	408,8	242,3	651,1	3,37	3,37	4,18
Février	394,5	273,1	667,6	3,26	3,26	4,75
Mars	400,9	245,2	646,1	3,49	3,23	4,20
Avril	422,0	241,8	663,8	3,15	3,28	4,00

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XX^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XI^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NON MONÉTAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

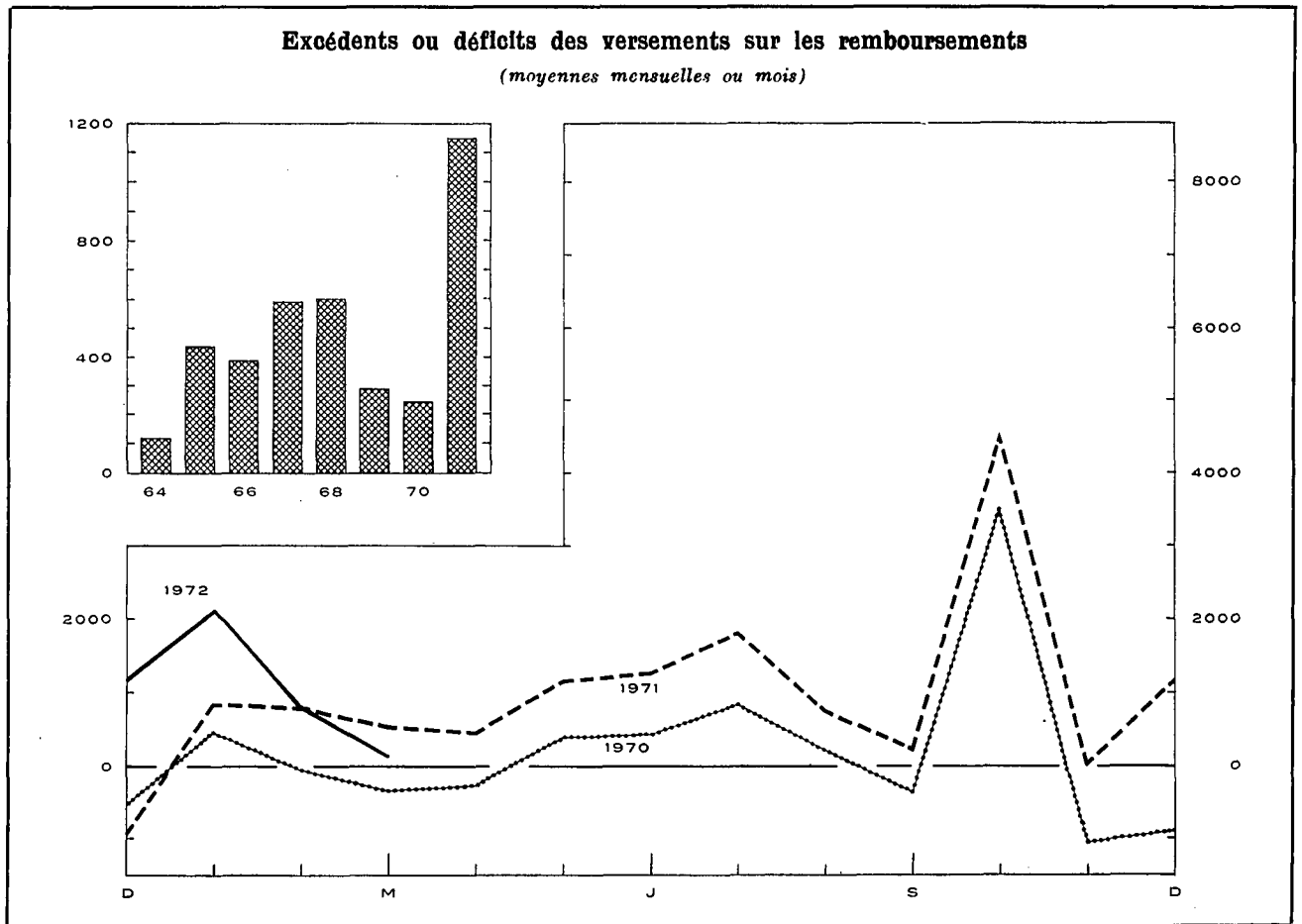
Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1963	8,4	2,7	...	...	...	6,5	0,9	0,6
1964	6,8	4,1	...	...	...	7,4	...	0,4
1965	6,3	2,7	...	0,1	...	5,9	...	...
1966	6,4	3,3	...	...	...	4,5	1,6	0,3
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968 Septembre	7,7	3,7	1,5	...	2,5	9,0	0,1	2,9
Décembre	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969 Mars	8,1	3,7	2,4	...	...	9,2	1,4	...
Juin	8,7	4,4	3,5	...	...	10,5	0,7	1,8
Septembre	9,4	5,0	2,4	...	...	6,0	5,1	2,0
Décembre	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970 Janvier	7,9	4,3	...	...	0,9	9,5	...	...
Février	7,0	4,3	...	...	3,5	11,1	...	...
Mars	7,1	4,3	...	...	...	7,7	0,2	...
Avril	7,5	4,6	...	...	0,3	8,8	...	...
Mai	7,3	4,2	...	...	2,9	10,9	...	...
Juin	7,2	5,1	2,8	...	...	10,1	1,5	...
Juillet	6,8	4,2	0,4	...	2,2	10,1	...	...
Août	7,2	4,2	...	...	2,7	10,4	...	...
Septembre	7,3	4,2	1,0	1,7	0,2	10,9	...	...
Octobre	7,2	4,6	...	...	3,0	11,3	...	...
Novembre	6,9	4,2	...	0,4	3,4	11,4	...	...
Décembre	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts				P.M. Bons d'épargne
	Versements ¹	Remboursements	Excédents ou déficits	Soldes des dépôts à fin de période ²	Montant en circulation à fin de période
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)
1964	28,2	26,7	1,5	102,4	—
1965	32,4	27,2	5,2	112,2	—
1966	37,4	32,8	4,6	120,3	—
1967	45,4	38,3	7,1	131,1	—
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,2
1969 4 ^e trimestre	17,5	16,6	0,9	150,4	3,6
1970 1 ^{er} trimestre	16,9	16,8	0,1	150,5	4,6
2 ^e trimestre	17,5	16,9	0,6	151,1	5,5
3 ^e trimestre	17,5	16,8	0,7	151,8	6,3
4 ^e trimestre	21,8	20,2	1,6	158,7	7,2
1971 1 ^{er} trimestre	21,0	18,8	2,2	160,9	9,2
2 ^e trimestre	22,1	19,1	3,0	163,9	10,7
3 ^e trimestre	21,6	18,8	2,8	166,7	11,6
4 ^e trimestre	27,2	21,4	5,8	178,2	12,2
1971 Mars	6,8	6,3	0,5	160,9	9,2
Avril	6,8	6,3	0,5	161,4	10,0
Mai	7,2	6,0	1,2	162,6	10,3
Juin	8,1	6,8	1,3	163,9	10,7
Juillet	8,2	6,4	1,8	165,7	11,0
Août	6,7	5,9	0,8	166,5	11,3
Septembre	6,7	6,5	0,2	166,7	11,6
Octobre	11,6	7,1	4,5	171,2	11,8
Novembre	6,9	6,8	0,1	171,3	11,9
Décembre	8,7	7,5	1,2	178,2	12,3
1972 Janvier	9,2	7,0	2,2	180,4	11,8
Février	8,6	7,8	0,8	181,2	12,3
Mars	8,9	8,7	0,2	181,4	12,0

¹ Y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

² Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965,

la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER. Pour l'année 1971, les intérêts capitalisés s'élèvent à 5,7 milliards de francs.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
ACTIF								
Disponible ¹	0,3	1,9	0,3	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8
Placements provisoires ² :								
Effets sur la Belgique	18,0	20,7	24,7	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7
Avances à l'industrie	9,5	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2
Crédit agricole	0,1	...	...	0,1	0,2	0,5	0,4	...
Crédit d'exportation	0,7	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	—	—	0,1	0,4	0,4
Acceptations bancaires	2,7	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	5,4	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8
Prêts au jour le jour	0,9	...	0,5	...	1,4	...	1,9	1,6
Total ² ...	37,3	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9
Placements définitifs ^{2 3}								
Dette directe de l'Etat	23,4	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	17,5	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,5	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2
Obligations de sociétés belges et divers .	1,0	0,9	0,8	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2
Prêts hypothécaires	5,3	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6
Crédit agricole	4,0	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construc- tion d'habitations sociales	25,0	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7
Ouvertures de crédit (Industriel, agri- cole, professionnel et universitaire) .	—	—	—	—	—	1,5	6,6	10,9
Total ² ...	78,3	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	3,1	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4
Valeurs échues du portefeuille	—	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0

PASSIF

<i>Exigible :</i>								
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ⁴ :								
Particuliers	97,8	102,2	112,0	120,1	131,0	143,9	153,9	165,7
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Etablissements publics et autres	5,1	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5
Total ...	103,1	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3
Dépôts en comptes courants ⁴	4,7	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9
<i>Non exigible ³ :</i>								
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions .	10,6	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

³ A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élevaient à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

⁴ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
ACTIF								
Placements définitifs ¹ :								
Dette directe de l'Etat	7,2	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,3	14,5	15,6	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,9	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9
Obligations de sociétés belges et divers	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	...
Total ...	22,5	24,0	25,0	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2
PASSIF								
Fonds des Rentes ²	13,7	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9
Réserves mathématiques ³	10,8	11,8	12,8	13,8	14,4	9,8 ⁴	9,8	10,3
Total ...	24,5	25,7	26,7	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2

¹ A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse

d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

⁴ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
ACTIF								
Placements définitifs ¹ :								
Dette directe de l'Etat	3,1	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	3,8	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5
Total ...	7,7	8,4	8,7	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3
PASSIF								
Réserves mathématiques et provisions ²	5,7	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9
Fonds de réserve et de répartition	2,2	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3
Total ...	7,9	8,7	8,9	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2

¹ A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Principaux moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : O.C.P.E.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts obligations et bons de caisse	Crédits aux entreprises et particuliers				Portefeuille-titres ¹								
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Dette directe et indirecte de l'Etat ²	Pouvoirs subordonnés	Organismes de la sécurité sociale	Parastatutaires de crédit	Parastatutaires d'exploitation	Sociétés privées et divers	Etranger	Total du portefeuille-titres	
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,7	1,0	0,1	6,2	2,1	0,4	0,1	20,6	
1964 ³	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,6	1,0	0,1	6,2	2,0	0,4	0,1	21,4	
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,8	1,1	0,1	6,6	2,5	0,7	0,1	23,9	
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,8	1,4	0,1	7,2	3,0	0,8	0,1	26,4	
1967 ⁴	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,9	2,0	...	9,4	3,3	0,8	0,1	30,5	
1968	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	0,1	38,2	
1969	Septembre	63,5	20,4	27,7	111,6	10,0	65,1	0,7	75,8	18,2	3,6	0,1	12,5	3,4	1,5	0,2	39,5
	Décembre	65,6	20,7	29,4	115,7	8,3	69,1	0,4	77,8	18,2	3,7	0,1	12,9	3,5	1,9	0,2	40,5
1970	Mars	66,5	21,3	31,6	119,4	8,9	70,7	0,5	80,1	18,6	4,2	0,1	13,9	3,5	2,2	0,2	42,7
	Juin	68,1	21,7	33,1	122,9	9,5	72,5	0,5	82,5	19,9	4,1	0,1	14,2	3,9	2,3	0,2	44,7
	Septembre	69,9	22,1	34,4	126,4	10,4	74,1	0,7	85,2	20,7	4,0	0,1	14,7	4,0	2,6	0,3	46,4
	Décembre	72,8	22,7	35,7	131,2	9,1	76,6	0,6	86,3	20,9	4,3	0,1	15,3	4,3	2,9	0,3	48,1
1971	Février	73,8	23,4	37,8	135,0												
	Mars	74,6	23,6	38,2	136,4	9,6	77,8	0,5	87,9	21,6	5,1	0,1	17,4	4,0	3,3	0,3	51,8
	Avril	75,2	23,7	38,6	137,5												
	Mai	77,2	23,8	38,9	139,9												
	Juin	79,1	23,9	39,3	142,3	9,8	79,7	0,6	90,1	23,2	5,8	0,1	17,8	4,3	3,5	0,4	55,1
	Juillet	80,2	24,1	39,8	144,1												
	Août	82,1	24,3	40,1	146,5												
	Septembre	82,0	24,6	40,7	147,3	10,0	81,4	0,6	92,0	23,3	7,0	0,1	19,5	4,3	4,0	0,6	58,8
	Octobre	84,1	24,7	41,1	149,9												
	Novembre	84,9	24,9	41,4	151,2												
	Décembre	89,1	25,2	41,8	156,1	10,1	83,3	0,6	94,0	24,8	6,9	0,1	20,3	5,0	4,3	0,9	62,3
1972	Janvier	91,0	25,6	42,5	159,1												
	Février	92,2	25,9	42,8	160,9												

¹ Non compris les actions et les participations

² Y compris des certificats émis par l'Etat et le Fonds des Rentes.

³ De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

⁴ A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1° garantis par l'Etat	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3
2° garantis par banques et organismes financiers ..	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4
3° dont le risque est à charge de l'Institution	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	0,3	0,5	0,3	0,1	...	—	—
Crédits commerciaux	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9	1,3	1,3	1,5	1,3
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2
Placements divers à court terme	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6
PASSIF									
Obligations	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5
Bons de caisse	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes ..	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'In-

dustrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Total (2) + (3) + (4) = (5)	Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (1) + (5) - (8) = (9)	créditeurs			débiteurs		
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes		Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra-ordinaires	Total							
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1964	4,4	8,8	2,1	1,4	12,3	0,3	12,1	12,4	4,3	66,7	5,0	1,8	2,7	31,8	
1965	4,3	6,9	1,9	1,6	10,4	0,3	10,5	10,8	3,9	72,6	4,4	1,6	4,3	35,5	
1966	3,9	8,0	1,9	1,7	11,6	0,3	10,8	11,1	4,4	78,8	5,4	1,8	4,9	42,6	
1967	4,4	10,1	2,4	2,0	14,5	0,3	12,8	13,1	5,8	87,1	8,9	2,4	4,5	54,0	
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5	
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8	
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1970 1 ^{er} trimestre	8,7	4,4	0,9	1,0	6,3	0,2	5,7	5,9	9,1	114,9	11,8	5,3	5,3	29,2	
2 ^e trimestre	9,1	4,7	0,5	0,9	6,1	0,1	5,0	5,1	10,1	119,3	12,6	4,7	6,4	17,3	
3 ^e trimestre	10,1	5,5	0,9	1,0	7,4	0,1	6,5	6,6	10,9	123,2	11,5	4,3	7,3	20,7	
4 ^e trimestre	10,9	5,2	0,7	1,1	7,0	0,1	7,9	8,0	9,9	127,2	10,3	4,5	7,2	32,6	
1971 1 ^{er} trimestre	10,0	4,3	0,9	1,2	6,4	0,1	6,9	7,0	9,4	128,7	10,9	5,8	6,2	35,0	
2 ^e trimestre	9,4	4,4	0,5	1,2	6,1	0,1	5,4	5,5	10,0	133,4	14,0	5,2	7,2	21,7	
3 ^e trimestre	10,0	4,9	0,9	1,4	7,2	0,2	6,4	6,6	10,6	137,3	13,9	4,2	8,3	27,7	
4 ^e trimestre	10,6	5,3	1,0	1,7	8,2	0,4	8,1	8,5	10,3	140,2	15,3	5,1	7,6	24,1	
1972 1 ^{er} trimestre	10,3	6,0	0,9	1,5	8,4	0,1	8,0	8,1	10,6	144,6	13,2	5,1	8,1	32,8	
1971 Avril	9,4	1,7	0,2	0,4	2,3	...	1,6	1,6	10,1	129,4	12,6	5,0	7,2	8,3	
Mai	10,1	1,0	0,1	0,4	1,5	...	1,7	1,7	9,9	131,6	13,3	4,7	7,6	6,6	
Juin	9,9	1,7	0,2	0,4	2,3	0,1	2,1	2,2	10,0	133,4	14,0	6,1	6,8	6,8	
Juillet	10,0	1,6	0,3	0,3	2,2	...	2,2	2,2	10,0	133,9	14,5	4,0	9,1	12,1	
Août	10,0	1,5	0,3	0,5	2,3	0,1	2,0	2,1	10,2	135,2	14,4	4,5	7,9	8,0	
Septembre	10,2	1,8	0,3	0,6	2,7	0,1	2,2	2,3	10,6	137,3	13,9	4,0	7,8	7,6	
Octobre	10,6	1,7	0,4	0,9	3,0	0,3	2,3	2,6	11,0	136,1	14,6	3,5	8,6	8,1	
Novembre	11,0	1,7	0,4	0,4	2,5	...	2,8	2,8	10,7	138,2	14,2	6,1	7,1	8,1	
Décembre	10,7	1,9	0,2	0,6	2,7	0,1	3,0	3,1	10,3	140,2	15,3	5,6	7,1	7,9	
1972 Janvier	10,3	2,3	0,3	0,5	3,1	...	2,6	2,6	10,8	140,5	13,2	4,6	8,7	13,5	
Février	10,8	1,6	0,3	0,4	2,3	...	2,4	2,4	10,7	142,4	13,5	4,8	8,4	7,8	
Mars	10,7	2,1	0,3	0,6	3,0	0,1	3,0	3,1	10,6	144,6	13,2	5,8	7,2	11,5	
Avril	10,6	1,1	0,2	0,5	1,8	...	1,7	1,7	10,7	144,5	14,8	5,1	7,8	9,0	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
ACTIF								
Immeubles	3,5	3,7	4,2	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3
Prêts hypothécaires	12,1	14,2	15,4	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6
Prêts sur police	1,4	1,5	1,6	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7
Valeurs mobilières :								
Fonds publics belges	5,9	6,2	6,6	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6
Titres des organismes parastataux de crédit	5,0	5,1	6,0	6,3	6,9	8,1	8,2	
Titres des autres organismes parastataux	1,6	1,9	1,9	2,2	2,6	2,5	2,5	
Titres des provinces et communes	1,9	1,8	1,5	1,6	1,9	2,3	1,9	
Valeurs étrangères	2,0	2,0	2,1	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5
Obligations de sociétés belges	9,0	9,2	10,8	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0
Actions de sociétés belges	2,9	3,0	3,2	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0
Total des valeurs mobilières ...	28,3	29,2	32,1	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Réserves mathématiques ¹	45,3	49,1	54,1	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1

Sociétés étrangères

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
ACTIF								
Immeubles	1,7	2,0	2,4	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1
Prêts hypothécaires	3,6	4,2	4,4	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6
Prêts sur police	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Valeurs mobilières :								
Fonds publics belges	3,7	3,8	3,9	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4
Titres des organismes parastataux de crédit	0,8	0,9	1,1	1,1	1,4	1,5	1,5	
Titres des autres organismes parastataux	1,1	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1	
Titres des provinces et communes	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	
Valeurs étrangères	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8
Obligations de sociétés belges	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6
Actions de sociétés belges	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0
Total des valeurs mobilières ...	7,9	8,0	8,2	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8

PASSIF

Cautionnements déposés	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	13,6	14,7	15,4	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de*

la CGER de Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Economie belge en 1969. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1964	1965	1966	1967
I. Particuliers :				
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :				
Caisses d'épargne	9,6	17,3	16,1	21,4
Banques	6,7	15,1	13,1	19,7
Institutions paraétatiques de crédit	2,7	3,7	2,6	1,0
Mutualités	0,3	0,3	0,2	0,2
Total ...	19,3	36,4	32,0	42,3
Doubles emplois ³ ...	— 1,6	— 10,2	— 7,4	— 8,0
Total net ...	17,7	26,2	24,6	34,3
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :				
Organismes de pensions	1,3	1,3	1,7	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,4	1,4	1,4	1,5
Caisses de vacances annuelles	1,0	0,6	0,7	0,3
Organismes d'assurance-vie	6,3	5,4	6,9	6,4
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,8	2,0	1,7	1,9
Total ...	10,8	10,7	12,4	11,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :				
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	12,8	14,4	14,7	16,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,2	18,4	7,6	11,8
Total ...	24,0	32,8	22,3	27,9
E. <i>Emissions de capitaux</i> :				
Nouveaux placements du public	21,8	19,6	26,6	35,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	— 1,8	— 1,9	— 1,4	— 2,0
Epargne nette totale ...	72,5	87,4	84,5	107,5
Amortissements sur habitations ...	10,6	11,8	12,6	13,8
Epargne brute totale ...	83,1	99,2	97,1	121,3
II. Entreprises :				
A. <i>Entreprises privées</i> :				
Epargne nette	16,1	15,3	11,6	13,0
Amortissements	47,1	47,7	52,4	60,6
Epargne brute ...	63,2	63,0	64,0	73,6
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :				
Epargne nette	1,7	0,5	1,8	1,8
Amortissements	3,3	3,8	4,7	4,5
Epargne brute ...	5,0	4,3	6,5	6,3
Total général particuliers et entreprises ...				
Epargne nette ...	90,3	103,2	97,9	122,3
Epargne brute ...	151,3	166,5	167,6	201,2

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet	Emissions nettes totales	Emissions brutes	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes						
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)		(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁵	3,5 ⁵	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁶	2,2	9,2
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	8,7	3,3	5,4	10,6
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	7,9	3,7	4,2	12,2
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,7	12,8	6,3	2,4	3,9	16,7
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
4. Pouvoirs subordonnés, Intercom. E3 et E5 et Crédit Communal	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,5	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0
	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	21,9	58,4	15,6	9,0	6,6	65,0
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	23,2	9,8	13,4	58,1
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	22,4	13,2	9,2	70,6

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à un an au plus des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à plus d'un an; le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967, 1968, 1969 et 1970 qui s'élevaient respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,8 milliard, 2,2 milliards, - 2,3 milliards et 8,0 milliards; « Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal » : 0,6 milliard, 1,6 milliard, 1,2 milliard, 2,4 milliards et 5,9 milliards ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en FB de l'Etat en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2 milliards.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.L., l'I.N.C.A., l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2,8 milliards de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1,6 milliard en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1968.

⁶ Non compris 3,8 milliard de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ^{3 4}	Rendement pour le porteur ⁴		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1969	Janvier	9	Intercom. Autor. E3 1969-81	6,75	98,50	12 ans	5.000	7,00	—	6,99
	Février	17	Etat belge 1969-75-82	6,50 — 6,75 ⁵	99,00	6 ou 13 ans	5.650	6,78	6,71	6,88
	Février	17	Etat belge 1969-80	6,75	98,50	11 ans 6 m. 22 jours	11.600	6,97	—	6,93
	Mars	20	S.N.C.B. 1969-77-84	6,75	99,25	8 ou 15 ans	3.500	6,99	6,88	7,07
	Avril	28	Fonds des Routes 1969-81	7,00	98,50	12 ans	9.200	7,25	—	7,19
	Juin	16	Etat belge 1969-75-81	7,00 — 7,25 ⁵	99,00	6 ou 12 ans	9.450	7,28	7,21	7,34
	Juin	16	Etat belge 1969-87	7,50	99,50	18 ans	5.550	7,57	—	7,55
	Septembre	1	Intercom. Autor. E5 1969-84 ⁶	5,00	100,00	15 ans	2.000	7,61	—	—
	Septembre	9	C.N.C.P. 1969-75	7,10	99,00	6 ans	500	—	—	7,45
	Octobre	13	Etat belge 1969-75-81 ⁷	8,00 — 8,25 ⁵	99,50	5 a. 6 m. ou 11 a. 6 m.	24.345	8,39	8,13	8,51
	Novembre	24	R.T.T. 1969-81	8,25	99,00	12 ans	3.500	8,44	—	8,44
	Décembre	10	Ville de Liège 1969-83	8,25	98,50	14 ans	1.000	8,64	—	8,64
	Décembre	10	Ville d'Anvers 1969-83	8,25	98,50	14 ans	2.000	8,64	—	8,64
	Décembre	15	S.N.C.I. 1969-80	8,25	99,00	11 ans	1.500	8,45	—	8,45
						84.795				
1970	Janvier	7	C.N.C.P. 1970-78	8,25	99,00	8 ans	500	—	—	8,43
	Janvier	14	Etat belge 1970-80	8,25	99,50	10 ans	5.250	8,42	—	8,46
	Janvier	14	Etat belge 1970-75-81	8,00 — 8,25 ⁵	99,50	5 a. 3 m. ou 11 a. 3 m.	9.800	8,37	8,10	8,50
	Mars	2	Intercom. Autor. E3 1970-78	8,25	99,50	8 ans	5.000	8,50	—	8,52
	Mars	2	Intercom. Autor. E5 1970-78	8,25	99,50	8 ans	3.000	8,50	—	8,52
	Avril	13	Etat belge 1970-76	8,00	99,25	6 ans	6.950	8,18	—	8,16
	Avril	13	Etat belge 1970-80, 2 ^e s.	8,25	99,50	9 ans 9 mois	8.250	8,44	—	8,48
	Mai	19	S.N.C.B. 1970-76-82	8,00 — 8,25 ⁵	99,00	6 ou 12 ans	3.500	8,46	8,29	8,54
	Juin	18	Fonds des Routes 1970-76-83	8,00 — 8,25 ⁵	99,00	6 ou 13 ans	10.250	8,37	8,22	8,50
	Septembre	14	Etat belge 1970-83	8,50	99,00	13 ans	10.160	8,69	—	8,72
	Septembre	14	Etat belge 1970-76-82	8,25 — 8,50 ⁵	99,00	6 ou 12 ans	15.540	8,55	8,47	8,63
	Octobre	5	C.N.C.P. 1970-76	8,25	99,00	6 ans	500	—	—	8,47
	Octobre	12	S.N.C.I. 1970-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	99,00	7 ou 13 ans	2.000	8,57	8,45	8,60
	Octobre	26	S.N.L. 1970-80	8,50	99,00	10 ans	2.500	8,68	—	8,65
	Novembre	16	R.T.T. 1970-84	8,50	99,00	14 ans	5.000	8,68	—	8,70
	Décembre	7	Ville de Liège 1970-78-84	8,25 — 8,50 ⁵	98,60	8 ou 14 ans	1.000	8,54	8,60	8,62
	Décembre	7	Ville d'Anvers 1970-78-84	8,25 — 8,50 ⁵	98,60	8 ou 14 ans	2.000	8,54	8,50	8,62
						91.200				
1971	Janvier	14	Etat belge 1971-84	8,50	100,00	13 ans	13.500	8,50	—	8,50
	Janvier	14	Etat belge 1971-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	100,00	6 ou 12 ans	19.500	8,31	8,25	8,34
	Février	17	S.N.C.I. 1971-79	8,00	100,00	8 ans	5.000	8,00	—	8,00
	Février	22	Ville de Gand 1971-81	8,00	99,50	10 ans	1.000	8,09	—	8,07
	Mars	8	Intercom. Autor. E3 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Mars	29	S.N.C.B. 1971-85	7,75	99,50	14 ans	3.500	7,83	—	7,81
	Mai	10	Etat belge 1971-78-86	7,50 — 7,75 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	21.500	7,64	7,59	7,66
	Mai	10	Etat belge 1971-86	7,75	99,75	15 ans	13.000	7,79	—	7,78
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Juillet	26	Ville d'Anvers 1971-82	7,75	99,50	11 ans	2.500	7,83	—	7,82
	Septembre	6	Ville de Liège 1971-82	7,75	99,50	11 ans	1.500	7,83	—	7,82
	Octobre	4	Etat belge 1971-87	7,50	100,00	15 ans 6 mois	21.300	7,51	—	7,51
	Octobre	4	Etat belge 1971-80-87	7,25 — 7,50 ⁵	100,00	8 a. 6 m. ou 15 a. 6 m.	25.700	7,30	7,26	7,34
	Décembre	6	R.T.T. 1971-83	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
						147.000				
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09	7,16
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	—	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	—	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	—	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	—	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	—	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55	6,63

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et

primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Intérêts : le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁶ Emprunt à lots.

⁷ Y compris 1.595 millions de souscriptions reçues du 1^{er} au 10 décembre en échange de titres de l'emprunt de l'Etat 1964-69-76.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ² (11) = (9) + (10)	Dettes reprises de la République du Zaïre ³	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ² (13) = (11) + (12)
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ²	à moyen et court terme	totale ²	Total de la dette directe ²				
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1969 Décembre	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970 Mars	349,5	13,8	79,8	49,0	492,1	10,9	47,7	58,6	550,7	52,5	603,2	2,5	605,7
Juin	354,4	12,2	77,7	49,9	494,2	10,4	46,5	56,9	551,1	56,1	607,2	2,4	609,6
Septembre	353,1	11,1	72,2	46,6	483,0	10,1	46,4	56,5	539,5	62,1	601,6	2,3	603,9
Décembre	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971 Mars	377,0	14,0	86,8	50,3	528,1	9,7	31,3	41,0	569,1	59,7	628,8	2,1	630,9
Avril	375,3	14,5	88,8	58,4	537,0	9,5	27,8	37,3	574,3	58,4	632,7	2,0	634,7
Mai	397,2	14,9	84,7	52,3	549,1	9,5	25,5	35,0	584,1	58,2	642,3	2,0	644,3
Juin	394,3	13,7	92,0	53,0	553,0	9,3	21,6	30,9	583,9	58,3	642,2	2,0	644,2
Juillet	393,2	12,9	81,5	53,8	541,4	9,1	20,8	29,9	571,3	58,1	629,4	2,0	631,4
Août	392,5	13,2	83,8	50,0	560,5	9,0	17,7	26,7	587,2	58,0	624,1	2,0	626,1
Septembre	391,6	13,9	96,3	49,5	551,3	8,9	17,1	26,0	577,3	57,7	635,0	1,9	636,9
Octobre	429,2	13,7	70,7	52,0	565,6	8,8	15,8	24,6	590,2	57,5	647,7	1,9	649,6
Novembre	427,4	13,3	64,6	51,2	556,5	8,8	14,1	22,9	579,4	57,4	636,8	1,9	638,7
Décembre	426,7	13,3	66,8	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972 Janvier	424,7	14,0	73,1	57,9	569,7	8,2	13,8	22,0	591,7	56,4	648,1	1,8	649,9
Février	457,7	14,3	69,1	54,1	595,2	8,2	11,8	20,0	615,2	56,3	671,5	1,7	673,2
Mars	457,2	14,1	79,7	55,4	606,4	7,5	6,9	14,4	620,8	56,2	677,0	1,6	678,6
Avril	454,2	15,1	83,7	62,7	615,7	7,3	6,6	13,9	629,6	56,5	686,1	1,6	687,7

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Mondial.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dettes reprises de la République du Zaïre ²	Dettes totales ³	Variations comptables à éliminer				Doubles emplois à éliminer	Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ⁷	Pour mémoire : Variations de l'en-cours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes ⁷	
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ⁴	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. ⁵	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministre de l'Education Nationale ⁶	Divers				Certificats de trésorerie souscrits avec le produit d'emprunts indirects
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (3) - (4) à (8)	(10)		
1964	+ 16,1	- 1,2	+ 14,9	- 1,7	+ 1,5	+ 0,1	...	...	+ 15,0	...
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,9	- 0,1	...	...	+ 22,1	...
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	...	...	...	...	+ 17,1	...
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	...	+ 29,9	- 1,8	
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 9,0	...	...	...	...	+ 32,3	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	...	+ 33,8	...	
1971 4 prem. mois	+ 13,2	- 0,2	+ 13,0	- 1,7	...	- 0,8	+ 0,5 ¹⁰	...	+ 15,0	...	
1972 4 prem. mois	+ 43,2	- 0,2	+ 43,0	+ 4,2	...	- 1,1	- 0,5 ¹¹	...	+ 40,4	...	

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a. La dette reprise de la République du Zaïre ne figure toutefois à ce tableau que depuis la ratification de la convention du 6 février 1965.

3 Variations de la colonne (18) du tableau XVI - 3a, depuis 1966.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministre de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir du Ministre de l'Education Nationale auprès de la B.N.B.

7 Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI-3.

8 Réévaluation du Deutsche Mark.

9 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,8; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,5 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

10 B.I.R.D. : + 0,5.

11 B.I.R.D. : - 0,5.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1963	238,8	28,4	—	27,2	113,2	407,6	10,1
1964	250,8	28,6	—	26,5	120,3	426,2	10,1
1965	268,0	27,9	—	30,4	132,6	458,9	11,4
1966	277,1	30,1	—	35,9	144,9	488,0	11,5
1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,4
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,1
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	11,0
1970 p	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	n.d.

Titres non accessibles à tout placeur

1963	64,4	6,2	11,7	11,1	23,3	116,7	0,8
1964	64,2	6,5	13,2	13,2	25,3	122,4	0,8
1965	64,8	8,1	14,6	13,9	27,3	128,7	—
1966	65,8	10,0	16,1	14,9	29,5	136,3	—
1967	66,4	10,8	17,9	16,3	31,8	143,2	—
1968	67,0	11,9	14,0	16,5	34,8	144,2	—
1969	71,8	13,3	19,1	16,9	37,1	158,2	—
1970 p	70,9	16,8	22,1	17,3	39,7	166,8	—

Total

1963	303,2	34,6	11,7	38,3	136,5	524,3	10,9
1964	315,0	35,1	13,2	39,7	145,6	548,6	10,9
1965	332,8	36,0	14,6	44,3	159,9	587,6	11,4
1966	342,9	40,1	16,1	50,8	174,4	624,3	11,5
1967	364,4	43,8	17,9	55,7	197,1	678,9	11,4
1968	389,7	49,9	14,0	63,1	225,8	742,5	11,1
1969	412,4	53,0	19,1	70,5	246,5	801,5	11,0
1970 p	431,7	60,3	22,1	79,8	288,5	882,4	n.d.

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	
			2	3	4			3		
Titres accessibles à tout placeur ¹										
1963	214,2	3,6	1,9	1,5	51,7	7,5	48,1	69,1	10,0	407,6
1964	229,3	3,8	1,9	2,6	52,2	5,9	47,0	73,6	9,9	426,2
1965	245,3	3,8	2,1	4,8	61,5	5,4	50,0	76,0	10,0	458,9
1966	264,9	3,8	2,9	6,8	64,3	5,5	51,1	78,5	10,2	488,0
1967	294,2	3,8	3,0	4,1	74,8	5,0	54,2	86,9	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	4,6	91,0	7,1	61,4	89,8	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	5,0	102,4	6,9	64,5	91,2	18,7	643,3
1970	387,2	4,1	3,0	5,4	127,3	6,0	68,9	95,3	18,4	715,6
Titres non accessibles à tout placeur										
1963	5,7	0,5	0,1	1,2	58,6	—	17,6	31,7	1,3	116,7
1964	6,0	0,2	0,1	1,5	59,3	—	20,0	34,7	0,6	122,4
1965	6,5	0,2	0,1	1,3	60,9	—	21,1	37,9	0,7	128,7
1966	7,7	0,3	0,1	1,6	62,4	—	22,6	40,5	1,1	136,3
1967	9,5	0,4	0,1	1,5	64,2	—	23,6	43,0	0,9	143,2
1968	6,4	0,2	0,2	1,4	64,4	—	25,8	44,6	1,2	144,2
1969	6,2	0,3	0,2	1,3	65,0	—	27,9	50,5	6,8	158,2
1970	7,3	0,4	0,2	1,9	68,7	—	29,8	53,5	5,0	166,8
Total										
1963	219,9	4,1	2,0	2,7	110,3	7,5	65,7	100,8	11,3	524,3
1964	235,3	4,0	2,0	4,1	111,5	5,9	67,0	108,3	10,5	548,6
1965	251,8	4,0	2,2	6,1	122,4	5,4	71,1	113,9	10,7	587,6
1966	272,6	4,1	3,0	8,4	126,7	5,5	73,7	119,0	11,3	624,3
1967	303,7	4,2	3,1	5,6	139,0	5,0	77,8	129,9	10,6	678,9
1968	325,7	4,6	3,2	6,0	155,4	7,1	87,2	134,4	18,9	742,5
1969	353,4	4,7	3,2	6,3	167,4	6,9	92,4	141,7	25,5	801,5
1970	394,5	4,5	3,2	7,3	196,0	6,0	98,7	148,8	23,4	882,4

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale »

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, no 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, no 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement

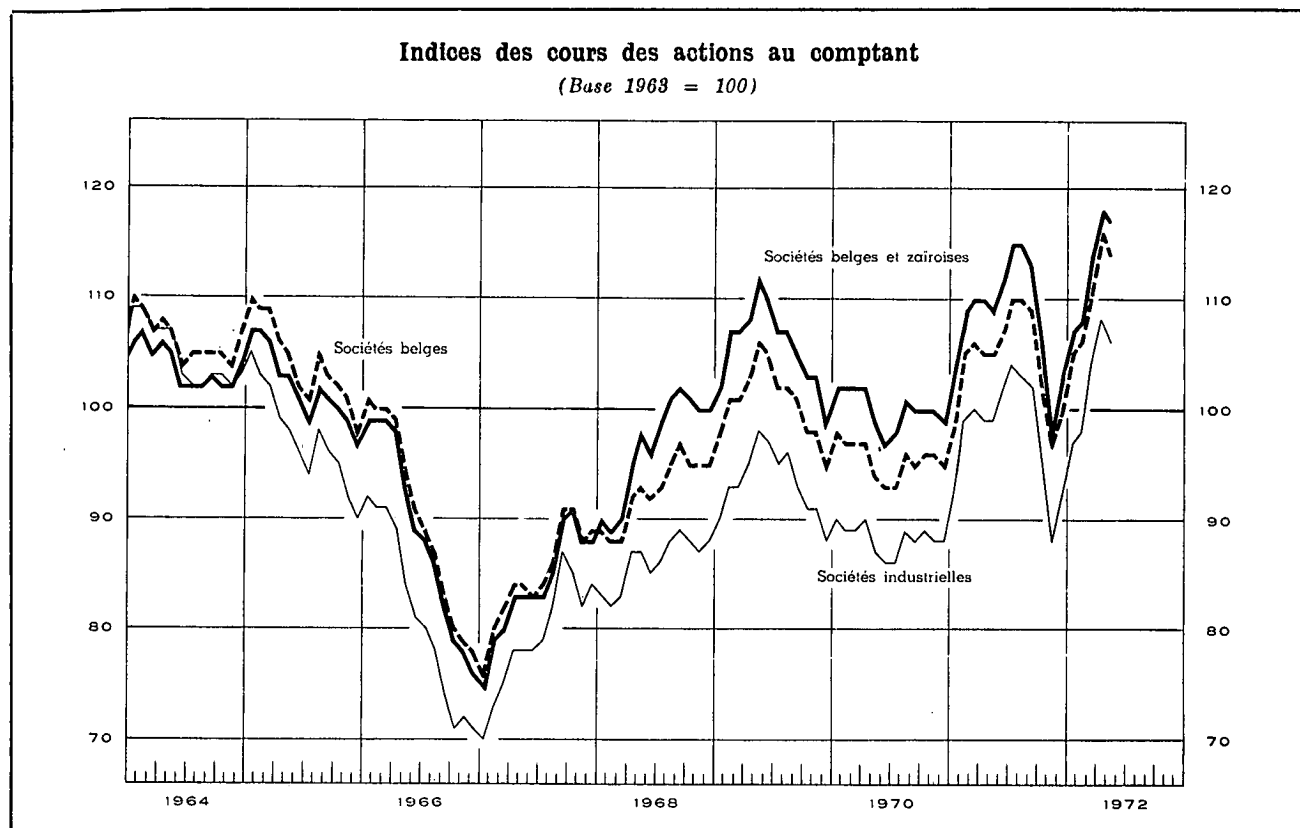
et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966 du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, no 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistique Economique belges 1950-1960*.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités		Indice global du cours des actions						Taux de rendement ³ 5						
	moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Valeurs belges et zairoises	Au comptant				A terme	Valeurs belges							
			Valeurs belges		Ensemble	Sociétés industrielles		Ensemble	Sociétés industrielles						
			1971	1972						(Base 1963 = 100) 2 4		en %			
1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972	
1964	91	104	106	105	99	3,2	3,0								
1965	83	102	104	97	98	3,4	3,5								
1966	71	88	90	80	88	4,1	4,2								
1967	81	84	85	79	91	4,2	4,0								
1968	134	97	93	86	118	3,8 ⁶	3,8 ⁶								
1969	149	106	101	93	141	3,7	3,4								
1970	112	100	95	88	128	4,9	5,2								
1971	169	109	105	98	133	5,2	5,9								
		1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972	1971	1972
Janvier	208	152	104	107	99	105	93	97	128	132	5,0	5,2	5,7	5,9	
Février	210	152	109	108	105	106	99	98	134	132	4,9	4,9	5,7	5,3	
Mars	173	191	110	114	106	111	100	104	135	138	5,0	4,7	5,8	5,1	
Avril	205	214	110	118	105	116	99	108	136	142	5,0	4,2	5,6	3,9	
Mai	183	224	109	117	105	114	99	106	135	143	5,1	3,9	5,8	3,6	
Juin	181		112		107			102	137		5,0		5,7		
Juillet	187		115		110			104	142		4,9		5,4		
Août	150		115		110			103	141		5,1		5,8		
Septembre	156		113		109			102	136		5,5		6,4		
Octobre	134		106		102			95	125		5,5		6,3		
Novembre	130		98		97			88	117		5,4		6,1		
Décembre	110		103		100			92	124		5,4		6,1		

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant)

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement.

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1964	53	6,8	5,2	1,5	...	0,8	0,1	11,1	0,5
1965	55	9,1	4,8	1,8	...	0,9	0,1	11,1	0,5
1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	24,7	1,2

Sociétés financières et immobilières ⁵

1964	1.712	35,9	20,4	3,8	0,2	2,4	0,1	15,8	0,7
1965	1.778	37,6	21,6	3,9	0,3	2,4	0,1	17,6	0,9
1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,4	2,2

Industries des fabrications métalliques

1964	1.264	18,6	13,6	3,7	0,6	1,1	0,1	1,8	0,1
1965	1.379	20,0	15,8	4,5	0,9	1,6	0,2	1,8	0,1
1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,4	0,1

Métallurgie du fer

1964	100	17,9	16,1	1,1	0,7	0,3	...	6,3	0,3
1965	100	19,4	17,7	1,0	0,4	0,7	...	6,9	0,4
1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3

Industrie textile

1964	912	11,2	10,4	1,3	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1965	981	12,0	11,1	1,1	0,4	0,3	0,1	0,3	...
1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultate nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1964	685	11,0	7,5	1,4	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1965	723	11,6	8,7	1,6	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1

Industrie chimique

1964	542	17,0	8,5	2,4	0,4	1,2	0,1	0,8	0,1
1965	601	18,7	9,3	2,9	0,4	1,2	0,1	0,7	0,1
1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...

Electricité

1964	29	23,3	3,8	2,2	...	1,8	0,1	8,9	0,5
1965	28	23,7	4,2	2,3	...	2,0	0,1	12,3	0,6
1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0

Industrie du charbon

1964	36	7,0	1,0	0,4	0,4	0,3	...	0,3	...
1965	35	8,0	1,6	0,2	0,7	0,1	...	0,3	...
1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1964	14.498	205,9	126,9	26,6	4,2	12,4	1,3	52,1	2,8
1965	14.706	220,4	136,0	29,5	4,7	13,5	1,4	57,5	3,0
1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	103,2	5,3

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1964	316	41,0	28,9	3,0	0,9	1,4	0,1	0,7	...
1965	302	41,3	30,5	3,5	0,6	1,6	0,1	1,1	...
1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,8	0,3

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1964	14.814	246,9	155,8	29,6	5,1	13,8	1,4	52,8	2,8
1965	15.008	261,7	166,5	33,0	5,3	15,1	1,5	58,6	3,0
1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,0	5,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

⁴ Non compris la B.N.B.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

⁵ Non compris la S.N.C.I.

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	15.088	280,5	183,7	33,2	8,0	16,0	3,7
1969 3 premiers mois	1.545	25,2	19,0	4,2	0,6	1,7	0,7
6 premiers mois	10.185	244,0	135,3	23,9	5,0	13,9	1,6
9 premiers mois	11.286	257,6	143,4	31,0	5,7	14,6	2,2
12 mois	12.501	283,2	165,8	35,2	6,1	16,8	3,2
12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 1 ^{er} mois	104	1,4	1,1	0,2	..	0,1	0,5
2 premiers mois	261	5,2	4,8	1,0	0,1	0,3	0,7
3 premiers mois	1.502	21,6	15,9	3,9	0,7	1,4	1,1
4 premiers mois	3.948	63,9	34,3	9,5	1,6	3,9	1,5
5 premiers mois	7.429	161,1	73,4	20,9	3,8	9,2	2,0
6 premiers mois	9.774	225,3	112,3	29,1	4,5	13,8	2,3
7 premiers mois	10.345	233,0	118,7	30,4	4,6	14,2	2,7
8 premiers mois	10.543	235,5	119,7	30,7	4,7	14,3	3,0
9 premiers mois	10.857	238,1	121,3	31,1	4,8	14,4	3,3
10 premiers mois	11.284	244,4	125,3	32,1	5,4	14,9	3,7
11 premiers mois	11.624	251,2	130,0	33,2	5,5	15,2	4,2
12 mois	12.019	262,3	136,7	34,7	6,0	16,1	4,9
12 mois (avec supplément) ⁵	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1
1969 3 premiers mois	17	0,5	0,1	...	...	...	0,1
6 premiers mois	170	33,3	22,7	4,6	0,1	2,6	0,1
9 premiers mois	200	36,2	24,7	4,7	0,1	2,7	0,1
12 mois	241	40,3	27,3	5,1	0,1	3,0	0,3
12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 1 ^{er} mois	1	...	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	0,1	...	...	...	0,1
3 premiers mois	13	0,4	0,2	0,1	...	0,1	0,1
4 premiers mois	29	0,9	0,6	0,1	...	0,1	0,1
5 premiers mois	65	3,5	1,7	0,3	0,1	0,2	0,1
6 premiers mois	144	10,8	5,5	1,0	0,2	0,7	0,1
7 premiers mois	158	11,8	7,2	1,1	0,3	0,8	0,1
8 premiers mois	163	12,7	8,1	1,1	0,3	0,9	0,1
9 premiers mois	168	13,4	8,3	1,1	0,3	0,9	0,1
10 premiers mois	181	14,8	8,9	1,3	0,3	0,9	0,1
11 premiers mois	192	16,7	10,0	1,4	0,3	1,1	0,1
12 mois	203	17,9	10,7	1,5	0,4	1,1	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2

C. — Total général ⁴

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8
1969 3 premiers mois	1.562	25,7	19,1	4,2	0,6	1,7	0,8
6 premiers mois	10.355	277,3	158,0	33,5	5,1	16,5	1,7
9 premiers mois	11.486	293,8	168,1	35,7	5,8	17,3	2,3
12 mois	12.742	328,5	193,1	40,3	6,2	19,8	3,5
12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 1 ^{er} mois	105	1,4	1,2	0,2	...	0,1	0,5
2 premiers mois	263	5,2	4,9	1,0	0,1	0,3	0,8
3 premiers mois	1.515	22,0	16,1	4,0	0,7	1,5	1,2
4 premiers mois	3.977	64,8	34,9	9,6	1,6	4,0	1,6
5 premiers mois	7.494	164,6	75,1	21,2	3,9	9,4	2,1
6 premiers mois	9.918	236,1	117,8	30,1	4,7	14,5	2,4
7 premiers mois	10.503	244,8	125,9	31,5	4,9	15,0	2,8
8 premiers mois	10.706	248,2	127,8	31,8	5,0	15,2	3,1
9 premiers mois	11.025	251,5	129,6	32,2	5,1	15,3	3,4
10 premiers mois	11.465	259,2	134,2	33,4	5,7	15,8	3,8
11 premiers mois	11.816	267,9	140,0	34,6	5,8	16,3	4,3
12 mois	12.222	280,2	147,4	36,2	6,4	17,2	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5) = (8) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1964	21,5	11,6	3,8	2,1	1,7	1,0	2,7	14,3	14,2
1965	22,8	11,0	6,1	2,0	4,1	1,3	5,4	16,4	17,8
1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	n.d.	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	n.d.	29,8
1970	44,0	n.d.	p 5,1	p 3,3	p 1,8	p 5,3	p 7,1	n.d.	p 40,7

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1964	1,7	...	...	...	...	...	...	...	...
1965	0,5	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,5
1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	1,9
1969	0,8	n.d.	0,5	0,1	0,4	...	0,4	n.d.	0,4
1970	1,7	n.d.	p ...	p 0,4	p -0,4	p ...	p -0,4	n.d.	p -0,4

Total général

1964	23,2	11,6	3,8	2,1	1,7	1,0	2,7	14,3	14,2
1965	23,3	11,0	6,6	2,1	4,5	1,3	5,8	16,8	18,3
1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,1
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	36,9
1969	47,4	n.d.	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	n.d.	30,2
1970	45,7	n.d.	p 5,1	p 3,7	p 1,4	p 5,3	p 6,7	n.d.	p 40,3

¹ Sociétés anonymes, en commandites par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

Chiffres mensuels ²

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (8)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1968 12 mois	51,4	17,7	1,7	19,4	1,6	...	2,0	2,0
1969 3 premiers mois ...	3,9	2,3	0,5	2,8	...	...	0,5	0,5
6 premiers mois ...	14,8	6,6	2,2	8,8	0,7	...	0,5	0,5
9 premiers mois ...	19,9	8,8	2,5	11,3	0,7	...	0,5	0,5
12 mois	46,6	16,9	4,3	21,2	0,8	...	0,5	0,5
1970 3 premiers mois ...	4,2	1,7	1,0	2,7	...	...	...	...
6 premiers mois ...	26,4	11,2	1,4	12,6	0,2	...	...	...
9 premiers mois ...	30,1	12,3	2,2	14,5	0,9	...	...	...
12 mois	44,0	15,7	p 5,1	p 20,8	1,7	...	...	...
1971 Février	0,6	0,4	2,8	3,2	...	...	...	...
Mars	1,5	0,6	2,0	2,6	1,2	...	...	...
Avril	2,9	0,7	...	0,7	...	...	...	...
Mai	1,5	0,4	...	0,4	2,8	2,6	...	2,6
Juin	5,0	3,8	3,3	7,1	...	...	...	...
Juillet	1,7	0,5	0,7	1,2	...	...	...	...
Août	0,7	0,3	...	0,3	...	...	...	...
Septembre	1,2	0,6	1,5	2,1	...	...	...	...
Octobre	2,5	0,4	...	0,4	...	...	...	...
Novembre	3,5	0,8	0,9	1,7	...	...	...	...
Décembre	4,9	2,4	1,0	3,4	...	...	...	...
1972 Janvier	0,6	0,3	...	0,3	...	...	...	...
Février	1,2	0,6	0,5	1,1	...	...	1,1	1,1

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (8), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4.].

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	B.N.B.	Total ²	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1963	95,3	2,2	97,5	64,8	33,5	72,8	33,9	205,0	302,5
1964	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4
1965	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,9
1969 Décembre	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970 Mars	208,0	2,4	210,4	159,1	53,5	121,1	77,1	410,8	621,2
Juin	216,4	1,6	218,0	162,8	54,9	122,0	79,1	418,8	636,8
Septembre	217,1	1,2	218,3	169,0	56,5	123,3	81,3	430,1	648,4
Décembre	230,1	2,3	232,4	174,5	57,8	128,8	84,2	445,3	677,7
1971 Mars	231,9	2,5	234,4	176,9	59,7	128,3	85,2	450,1	684,5
Juin	240,7	1,6	242,3	181,7	62,1	131,3	87,0	462,1	704,4
Septembre	244,8	1,2	246,0	187,5	64,0	133,4	88,9	473,8	719,8
Décembre	264,9	3,2	268,1	187,4	65,3	142,2	91,4	486,3	754,4
1972 Mars	267,1	3,0	270,1						

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la CGER d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. (4).

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1968	5,09
1969	5,91
1970	4,92
1971	5,60
1970 1 ^{er} trimestre .	4,64
2 ^e trimestre .	4,99
3 ^e trimestre .	4,93
4 ^e trimestre .	5,10
1971 1 ^{er} trimestre .	5,30
2 ^e trimestre .	5,21
3 ^e trimestre .	5,87
4 ^e trimestre .	6,03
1972 1 ^{er} trimestre .	6,19

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Com-

mission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situations des opérations en matière d'impôt. Droite d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (3) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1964	1,8	...	2,6	1,3	0,5	1,6	1,0	4,4
1965	1,8	0,7	2,5	1,4	...	2,4	1,2	5,0 ⁴
1966	1,9	0,3	2,6	1,2	0,8	1,7	1,1	4,8
1967	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0	6,4
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1970 1 ^{er} trimestre	4,0	0,9	3,3	1,1	...	6,7	0,4	8,2
2 ^e trimestre	4,0	1,8	3,0	1,3	...	7,1	0,4	8,8
3 ^e trimestre	3,7	1,5	3,1	1,4	0,2	6,3	0,4	8,3
4 ^e trimestre	3,4	2,3	3,3	1,6	...	6,8	0,6	9,0
1971 1 ^{er} trimestre	4,1	0,5	3,4	1,5	0,3	5,8	0,4	8,0
2 ^e trimestre	4,8	0,6	3,1	1,9	0,2	5,8	0,6	8,5
3 ^e trimestre	4,4	1,6	3,2	1,9	...	6,9	0,4	9,2
4 ^e trimestre	4,1	1,9	3,6	2,5	0,5	6,0	0,6	9,6
1972 1 ^{er} trimestre	5,0	1,1	2,8	1,8	0,6	5,9	0,6	8,9
1971 Mai	7,1	0,6	3,6	1,5	0,5	8,9	0,4	11,3
Juin	4,5	0,5	2,8	2,1	...	5,1	0,6	7,8
Juillet	3,5	1,8	3,0	2,1	...	5,8	0,4	8,3
Août	5,3	1,3	3,3	1,6	...	8,0	0,3	9,9
Septembre	4,4	1,8	3,0	2,0	...	6,6	0,6	9,2
Octobre	4,7	1,7	3,1	2,6	0,1	6,1	0,7	9,5
Novembre	2,9	3,8	3,8	2,9	...	7,1	0,5	10,5
Décembre	4,8	0,2	3,7	2,1	1,3	4,8	0,5	8,7
1972 Janvier	4,5	...	3,4	1,6	1,8	4,0	0,5	7,9
Février	5,2	0,6	2,8	1,9	0,1	6,1	0,5	8,6
Mars	5,3	2,5	2,4	1,9	...	7,6	0,7	10,2
Avril	3,4	0,7	2,9	2,4	...	4,3	0,3	7,0
Mai	5,5	0,5	3,4	1,9	0,2	7,0	0,3	9,4

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces Protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

⁴ Retraits de capitaux : 0,1 milliard.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1964	47,3	1,2	15,7	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	15,0	4,0	77,5
1966	62,6	0,8	15,8	8,8	88,0
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1969 4 ^e trimestre	98,0	4,4	16,9	21,2	140,5
1970 1 ^{er} trimestre	102,5	5,4	18,9	12,2	139,0
2 ^e trimestre	107,4	4,3	21,2	10,7	143,6
3 ^e trimestre	113,9	6,4	20,3	4,7	145,3
4 ^e trimestre	118,0	7,2	22,8	2,7	150,7
1971 1 ^{er} trimestre	122,1	5,7	26,3	1,0	155,1
2 ^e trimestre	126,7	2,2	23,3	2,2	154,4
3 ^e trimestre	125,8	5,4	20,7	3,4	155,3
4 ^e trimestre	121,8	5,2	23,5	9,8	160,3
1972 1 ^{er} trimestre	128,9	2,6	28,4	5,8	165,7

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET DE VISA DES BANQUES
A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période	Plafonds		Encours imputés		Marges disponibles				
	En pour cent des moyens d'action retenus ¹ (formule générale uniquement)	Montants (formule générale et formule forfaitaire)	Effets visés ²	Effets non visés réescomptés ³					
						(milliards de francs)			
						(1)	(2)	(3)	(4)
1969 Décembre	12	44,0	29,7	4,2	10,1				
1970 Mars	10	37,6	27,2	1,1	9,3				
Juin	9 1/2	36,8	26,0	2,2	8,6				
Septembre	9	37,1	20,5	4,3	12,3				
Décembre	9	38,0	20,7	6,2	11,1				
1971 Mars	8 2/3	37,5	19,4	5,1	13,0				
Mai	8	35,6	19,3 ⁴	5,6 ⁴	10,7				
Juin	8	35,5	19,3	3,3	12,9				
Juillet	8	35,5	18,3 ⁴	7,4 ⁴	9,8				
Août	8	36,5	17,9	7,0	11,6				
Septembre	8	36,5	18,0	4,3	14,2				
Octobre	8	36,6	17,7 ⁴	8,2 ⁴	10,7				
Novembre	8	37,6	18,5	7,8	11,3				
Décembre	9	43,9	19,0	9,4	15,5				
1972 Janvier	9	43,9	19,3	7,2	17,4				
Février	9	45,6	19,7	10,5	15,4				
Mars	9	45,6	19,6	6,0	20,0				
Avril	9	45,6	19,2 ⁴	8,0 ⁴	18,4				
Mai	9	48,0	20,7	11,1	³ 16,2				

N. B. — Pour la signification de ce tableau, et notamment de la colonne (5) « Marges disponibles », voir le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971, p. V.

¹ Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1959 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXX^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire

² Effets réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir (ayant un an au plus à courir pour les effets Creditexport depuis le 31 mars 1970).

³ Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G.

⁴ Après déduction des effets échéant le dernier jour du mois, mais qui, du fait que ce jour était un samedi ou un jour férié, n'ont pu être encaissés qu'au début du mois suivant.

en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹		Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁶			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois	
1964	3,35										
1965	3,17										
1966	3,88	1963	3,50	3,80	4,10	4,35	3,65	1963 10 déc.	*	4,60	4,75
1967	3,19	1964	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1964 8 déc.	5,40	5,55	5,65
1968	2,84	1965	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1969	5,40	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1970	6,25	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1971	3,70	1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
		1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1970 1 ^{er} trimestre	6,25	1970 1 ^{er} trim.	7,25	7,65	8,10	8,35	8,52	1970 10 mars	8,50	*	8,50
2 ^e trimestre	6,52	2 ^e trim.	7,15	7,55	8,00	8,25	8,27	9 juin	8,35	*	*
3 ^e trimestre	6,21	3 ^e trim.	6,85	7,25	7,65	7,95	8,15	8 sept.	8,15	8,20	8,25
4 ^e trimestre	6,03	4 ^e trim.	6,15	6,55	6,95	7,25	7,46	8 déc.	7,45	*	7,75
1971 1 ^{er} trimestre	4,00	1971 Mai ...	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	1971 9 mars	6,00	6,35	6,45
2 ^e trimestre	2,67	Juin ..	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	11 mai	5,55	5,85	6,35
3 ^e trimestre	4,07	Juillet .	4,15	4,55	4,90	5,30	5,27	8 juin	5,55	5,85	6,35
4 ^e trimestre	4,00	Août ..	4,00	4,35	4,70	5,05	5,19	13 juill.	5,55	5,85	6,35
1972 1 ^{er} trimestre	2,45	Sept. ..	3,95	4,30	4,60	4,90	4,97	10 août	5,55	5,85	6,35
		Oct. ...	3,95	4,30	4,60	4,80	4,83	14 sept.	5,45	5,75	6,25
1971 Mai	1,65	Nov. ..	3,95	4,30	4,60	4,85	4,82	12 oct.	5,35	5,65	6,15
Juin	2,64	Déc. ..	4,10	4,45	4,80	5,15	5,01	9 nov.	5,25	5,55	6,05
Juillet	4,80	1972 Janv. .	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	14 déc.	5,35	5,65	6,15
Août	3,61	Févr. .	3,00	3,50	4,00	4,50	4,80	1972 11 janv.	5,35	5,65	6,15
Septembre	3,88	Mars .	2,95	3,20	3,45	3,65	3,83	8 févr.	5,20	5,50	6,00
Octobre	3,28	Avril .	3,00	3,25	3,50	3,75	3,69	14 mars	4,00	4,30	5,10
Novembre	4,59	Mai ...	3,00	3,25	3,50	3,80	3,78	11 avril	3,90	4,20	5,00
Décembre	4,10							9 mai	3,90	4,20	5,00
1972 Janvier	3,70										
Février	2,22										
Mars	1,69										
Avril	2,58										
Mai	1,79										

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.)

² Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8288).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du

secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux fixes par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

⁶ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates de changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²		
			1 mois	3 mois	6 mois
Taux en vigueur au 31-12-1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
24 juin	0,50	1,20	2,50	3,30	3,80
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00
1 ^{er} avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25
1 ^{er} septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50
10 novembre	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25
2 novembre	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paie-

ments et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Période	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1964	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 à 1968	3,00	0,50	2,00	0,40
1969	3,00	1,00 ⁴	2,00	1,00 ⁴
1970 et 1971	3,50	1,00	2,50	1,00
1972 du 1 ^{er} janvier au 15 mars	3,50	0,75	2,50	0,75
à partir du 16 mars	3,25	0,75	2,25	0,75

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1968 au 31-12-1964; 850.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière. A partir de 1965 : entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.
⁴ La prime de fidélité pour l'exercice 1969 fut portée, en avril 1969, respectivement à 0,75 p.c. (1^{re} tranche) et 0,60 p.c. (2^e tranche) et, en juin 1969, à 1 p.c. pour tous les dépôts sans limitation.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962						Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962				
	Dette unifiée 4 % 1 ^{er} s. (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ¹		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) ²	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ¹		Taux moyen pondéré ²
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	—	—	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80
1968	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64
1969	4,06	5,82	5,37	5,58	5,76	5,69	6,61	6,62	6,65	6,71	6,69
1970 Janvier	4,09	7,09	6,75	6,19	6,68	6,78	7,37	7,96	7,80	8,20	7,93
Avril	4,09	6,80	6,73	5,93	6,61	6,59	6,99	7,48	7,64	7,97	7,75
Juillet	4,09	6,89	6,89	5,94	6,54	6,66	6,97	7,61	7,83	8,00	7,87
Octobre	4,11	7,08	7,09	6,08	6,47	6,77	7,10	7,87	8,05	8,19	8,07
1971 Janvier	4,11	6,74	6,52	5,70	6,39	6,50	6,92	7,37	7,79	7,97	7,78
Avril	4,11	6,18	6,06	5,54	6,16	6,13	6,82	7,06	7,37	7,47	7,37
Juin	4,11	6,16	5,92	5,46	6,06	6,04	6,85	7,09	7,35	7,44	7,36
Juillet	4,11	5,90	5,87	5,43	5,96	5,93	6,81	6,87	7,28	7,31	7,27
Août	4,11	5,78	5,80	5,43	5,96	5,89	6,78	6,84	7,32	7,31	7,28
Septembre	4,11	5,57	5,57	5,28	5,92	5,75	6,68	6,78	7,15	7,17	7,14
Octobre	4,11	5,68	5,58	5,46	5,90	5,82	6,80	6,91	7,29	7,21	7,25
Novembre	4,11	5,67	5,61	5,43	5,96	5,81	6,93	6,85	7,21	7,20	7,20
Décembre	4,11	5,41	5,54	5,37	5,95	5,71	6,88	6,83	7,17	7,16	7,16
1972 Janvier	4,11	5,35	5,52	5,33	5,92	5,66	6,87	6,83	7,17	7,11	7,14
Février	4,11	5,41	5,45	5,34	5,83	5,62	6,91	6,77	7,18	7,10	7,13
Mars	4,11	5,17	5,27	5,23	5,79	5,50	6,76	6,64	7,01	6,92	6,96
Avril	4,11	4,45	4,94	5,12	5,43	5,13	6,48	6,27	6,84	6,69	6,76
Mai	4,11	4,62	5,08	5,16	5,44	5,22	6,63	6,32	7,07	6,84	6,95
Juin	4,11	4,53	5,09	5,23	5,48	5,28	6,70	6,36	7,07	6,87	6,97

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Non compris les emprunts perpétuels.

² Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N. B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*. XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au

jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1963	4,50	100,00	4,50	5,80	100,00	5,80	5,90	100,00	5,90	6,00	99,00	6,09
1964 16 février ...	4,75	100,00	4,75	6,00	99,50	6,12	6,25	99,00	6,39	6,50	100,00	6,50
1966 4 mars	4,75	100,00	4,75	6,25	100,00	6,25	6,50	100,00	6,50	6,50 6,75 7,00	99,00	6,59
1 ^{er} juillet ...	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75		100,00	7,00	6,99
1967 1 ^{er} février ..	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	98,75	6,93	6,75 7,00	97,50	6,99
1 ^{er} décembre	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75		100,00	7,00
1968 15 mars	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-63		3,—		3,50		4,—		4,—		3,50		3,50		4,—		2,—
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—			4	4,50				
Juin															3	2,50
Juillet																
Novembre .			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre .			6	4,50									6	4,75		
1966 Mars													14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50								
Février ...	17	4,—														
Mars							16	6,—			15	4,50				
Avril	14	3,50	7	4,—									7	4,50		
Mai	12	3,—					4	5,50								
Juillet															10	3,—
Septembre .													28	5,—		
Octobre ...							19	6,—								
Novembre .							9	6,50								
Novembre .			20	4,50			18	8,—					20	6,—		
1968 Janvier ...													22	7,—		
Mars			22	5,—			21	7,50					15	7,50		
Avril			19	5,50												
Juillet					4	5,—							2	7,—		
Juillet													29	6,50		
Août			30	5,25												
Septembre .							19	7,—					3	6,—		
Novembre .					13	6,—										
Décembre .			18	5,50							20	5,—	18	6,50		
1969 Février ...								27	8,—							
Mars													3	7,—		
Avril	18	4,—	4	6,—							9	5,50				
Juin	20	5,—			13	7,—							11	7,50		
Juillet									1	5,— ²			16	8,—		
Août									14	5,50	4	6,—				
Septembre .	11	6,—													15	3,75
Octobre ...					8	8,—										
1970 Mars	9	7,50					5	7,50	9	7,—						
Avril							15	7,—								
Mai													12	7,50		
Juin													1	7,—		
Juillet	16	7,—														
Août					27	7,50										
Septembre .													1	6,50		
Octobre ...					20	7,—										
Novembre .	18	6,50	13	5,75									12	6,00		
Décembre .	3	6,00	4	5,50												
1971 Janvier ...			8	5,25	8	6,50										
Janvier ...			22	5,—												
Février ...			19	4,75												
Février ...													15	5,75		
Avril	1	5,00					1	6,00	5	6,50	5	5,50	24	5,25		
Mai																
Juillet			16	5,00												
Septembre .							2	5,00			15	5,00				
Octobre ...	14	4,50			28	6,50			14	6,00			25	4,75		
Novembre .			19	4,75												
Décembre .	23	4,00	17	4,50												
1972 Janvier ...					13	6,—					6	4,50				
Février ...	25	3,00									2	4,00				
Mars																
Avril					6	5,75			10	5,50						

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « *International Financial Statistics* » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Depuis le 1er juillet 1969, il y a deux taux en Italie. Celui qui est repris ici est le taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédent celui de l'opération.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 8 avril	1972 6 avril	1971 6 mai	1972 4 mai
ACTIF								
Encaisse en or	4.322	4.322	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	16.356	15.238	21.392	23.565	32.213	24.077	32.466
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	4.683	1.216	1.368	3.407	4.309	7.776	4.280	7.505
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	4.423	1.216	1.368	2.083	2.083	2.572	2.083	2.318
<i>Acquisition de droits de tirage spéciaux</i> <i>Autres opérations</i>	—	—	—	952	1.946	2.927	1.946	2.927
<i>Autres opérations</i>	260	...	...	372	280	2.277	251	2.260
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.290	1.341	1.161	1.110	927	1.070	886
Monnaies divisionnaires	7	32	44	18	105	145	54	109
Comptes courants postaux	1.194	1.514	252	301	232	326	224	306
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	3.368	2.899	1.651	3.452	3.452	3.452	2.329
Effets achetés sur le marché monétaire ⁴ Effets escomptés	3.443	12.251	22.499	16.423	52.935	40.492	51.451	40.168
Effets publics	—	—	—	—				
Bons ou Obligations à moyen terme émis par les organismes à statut légal spécial	—	—	—	—	1.996	2.146	2.029	2.158
Mobilisation de créances sur la France Effets représentatifs de crédits à court terme :								
Obligations cautionnées	1.810	839	901	98	2.786	2.424	1.619	...
Effets garantis par l'Office des Céréales ⁵ Autres effets sur la France	1.859	2.930	2.907	2.709	2.025	543	1.142	363
Autres effets sur la France	7.697	10.643	8.278	7.124	13.917	8.691	15.997	11.652
Effets représentatifs de crédits à moyen terme :								
Prêts spéciaux à la construction	2.565	4.751	4.707	4.769	1.500	...	...	...
Autres crédits à moyen terme	2.249	4.335	6.632	4.290	919	341	1.050	544
Mobilisation de créances sur l'étranger Effets représentatifs de crédits à court terme	4.722	7.760	7.310	8.429	9.827	9.196	9.276	8.921
Effets de mobilisation de créances à moyen terme	4.283	5.210	6.811	8.015	8.325	10.203	8.520	9.773
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	—	—	—	—	—	—	—
Avances sur titres	86	142	130	60	56	68	59	61
Effets en cours de recouvrement	1.638	3.375	2.806	4.724	1.476	1.949	1.978	2.987
Divers	1.815	5.432	2.082	1.718	1.871	2.112	1.878	2.056
Total ...	78.186	91.216	96.517	96.601	99.423	99.772	98.835	99.185

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	70.508	72.194	72.398	75.621	76.087	76.798	73.412	77.105
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	7.056	5.262	7.663	11.291	14.431	13.202	13.097
Autres comptes créditeurs	1.761	5.074	12.133	7.471	7.468	2.392	7.255	2.439
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	1	...	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	246	3.405	9.727	5.781	5.920	830	5.805	875
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.515	1.668	2.405	1.689	1.548	1.562	1.450	1.564
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des changes - Contrepartie des alloca- tions de droits de tirage spéciaux	—	—	—	919	1.811	2.694	1.811	2.694
Plus-value de réévaluation 1969 ⁶	—	—	2.351	—	—	—	—	—
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	2.061	6.642	4.123	4.677	2.516	3.207	2.905	3.600
Total ...	78.186	91.216	96.517	96.601	99.423	99.772	98.835	99.185

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Décret du 17 juin 1968.

⁵ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁶ Convention du 4 décembre 1960 approuvée par la loi du 24 décembre 1960.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1968 February 28	1969 February 28	1970 February 28	1971 February 28	1971 April 7	1972 April 5	1971 May 5	1972 May 10
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-----------------	-----------------	---------------	----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.038	3.188	3.202	3.450	3.377	3.347	3.367	3.343
Other Securities	1	1	37	239	312	517	272	521
Total ...	3.050	3.200	3.250	3.700	3.700	3.875	3.650	3.875

Notes Issued :								
In Circulation	3.016	3.140	3.243	3.662	3.670	3.852	3.615	3.853
In Banking Department	34	60	7	38	30	23	35	22
Total ...	3.050	3.200	3.250	3.700	3.700	3.875	3.650	3.875

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	526	486	403	700	650	383	676	461
Advances and Other Accounts	88	70	91	74	70	25	68	25
Premises, Equipment and Other Securities	31	89	89	44	107	109	84	75
Notes	34	60	7	38	30	23	35	22
Coin	1	1	2	2	2	...	2	...
Total ...	680	706	592	858	859	540	865	583

Capital	15	14	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	3	3	—	3	—
Public Deposits	13	12	15	18	14	15	12	20
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	218	231	220	398	408	—	408	—
Other Deposits :								
Bankers Deposits	302	301	199	195	177	172	174	182
Reserves and Other Accounts	128	144	139	229	242	338	253	366
Total ...	680	706	592	858	859	540	865	583

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1968 December 31	1969 December 31	1970 December 31	1971 December 31	1971 April 7	1972 April 5	1971 May 5	1972 May 10
ASSETS								
Gold certificate account	10.026	10.036	10.457	9.875	10.464	9.475	10.475	9.475
Special Drawing Rights certificate account	—	—	400	400	400	400	400	400
Cash	207	110	221	261	265	319	261	329
Discounts and advances	188	183	335	39	177	59	802	493
Acceptances :								
Bought outright	53	64	57	80	53	82	58	82
Held under repurchase agreement .....	...	...	...	181	47	90	81	...
Federal agency obligations :								
Bought outright	—	—	—	485	—	810	—	979
Held under repurchase agreement .....	...	...	...	101	...	62	137	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	18.756	22.266	25.965	30.156	25.013	29.756	26.643	30.381
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	28.706	31.392	33.236	35.554	34.031	36.296	34.180	36.448
Bonds	5.475	3.496	2.941	3.286	3.172	3.482	3.220	3.540
Total bought outright ...	52.937	57.154	62.142	68.996	62.216	69.534	64.043	70.369
Held under repurchase agreement .....	...	...	...	1.222	...	879	1.136	...
Total U.S. Government securities ...	52.937	57.154	62.142	70.218	62.216	70.413	65.179	70.369
Total loans and securities	53.183	57.401	62.534	71.104	62.493	71.516	66.257	71.923
Cash items in process of collection	9.417	10.564	11.178	11.887	11.295	11.364	10.910	10.874
Bank premises	113	116	128	150	135	159	136	163
Other assets	2.894	2.627	995	918	891	769	1.080	1.017
Total assets ...	75.840	80.854	85.913	94.595	85.943	94.002	89.519	94.181
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	44.726	47.473	50.323	53.819	50.089	53.539	50.200	53.964
Deposits :								
Member bank reserves	21.773	22.085	24.150	27.788	23.924	27.518	27.559	26.807
U.S. Treasurer - general account	703	1.312	1.156	2.020	824	1.212	493	2.686
Foreign	216	134	148	294	163	236	148	121
Other	747	807	1.233	999	1.015	696	685	606
Total deposits ...	23.439	24.338	26.687	31.101	25.926	29.662	28.885	30.220
Deferred availability cash items	6.020	7.124	6.917	7.544	7.565	8.405	8.121	7.830
Other liabilities and accrued dividends ...	395	581	582	647	592	565	570	552
Total liabilities ...	74.580	79.516	84.509	93.111	84.172	92.171	87.776	92.566
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	630	669	702	742	718	761	721	762
Surplus	630	669	702	742	702	742	702	742
Other capital accounts .....	...	...	...	...	351	328	320	111
Total liabilities and capital accounts ...	75.840	80.854	85.913	94.595	85.943	94.002	89.519	94.181
Contingent liabilities on acceptances purchased for foreign correspondents	109	146	250	254	249	266	237	265

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1968 31 december	1969 31 december	1970 31 december	1971 31 december	1971 5 april	1972 4 april	1971 10 mei	1972 8 mei
ACTIVA								
Goud	6.115	6.198	6.437	6.875	6.529	6.875	6.712	6.875
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	984	1.344	2.772	1.287	3.158	2.849	3.727	3.036
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	19	6	8	...	5	...	8	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	—	—	521	2.063	1.155	2.332	1.155	2.332
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	211	463	184	17	...	...	...	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	1.613	1.043	1.388	1.681	932	829	660	504
Voorschotten in rekening-courant en be- leningen	418	876	19	180	17	13	9	166
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	28	30	28	28	25	26	23	25
Belegging van kapitaal en reserves	226	254	300	345	288	338	339	377
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	179	...	...	...	179
Diverse rekeningen	21	47	47	182	62	125	13	141
Totaal ...	9.635	10.261	11.704	12.837	12.171	13.387	12.646	13.635
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	8.703	9.276	9.766	10.251	9.618	10.353	9.581	10.345
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	472	433	973	1.080	1.459	1.544	1.958	1.565
<i>s' Rijks schatkist</i>	394	288	829	1.001	1.093	618	1.426	1.514
<i>Banken in Nederland</i>	31	87	103	39	325	881	502	23
<i>Anderc ingezetenen</i>	47	58	41	40	41	45	30	28
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	61	70	78	152	90	218	90	227
<i>Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen</i> ...	42	59	60	128	68	172	67	192
<i>Anderc niet-ingezetenen</i>	19	11	18	24	22	46	23	35
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	7	8	4	4	4	2	4	6
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	—	—	316	587	587	856	587	856
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	244	268	320	357	268	320	320	357
Diverse rekeningen	128	186	227	386	125	74	86	259
Totaal ...	9.635	10.261	11.704	12.837	12.171	13.387	12.646	13.635
N. B - Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	24	18	16	14	15	14	15	14

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

(Ancienne présentation des postes de la situation mensuelle)

	1968 dicembre	1969 dicembre	1970 dicembre	1971 dicembre p
Oro in cassa	1.827	1.847	1.804	1.802
Cassa ¹	37	37	39	45
Portafoglio ²	1.333	1.652	1.035	1.057
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...
Anticipazioni ³	1.337	1.644	842	885
Prorogati pagamenti .....	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	2.086	1.626	1.687	2.404
Disponibilità in divisa all'estero .....	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	1.035	2.447	3.221	4.462
Immobili .....	...	...	...	...
Debitori diversi	531	680	943	997
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	287	...	1.592	1.380
Servizi diversi per conto dello Stato	91	138	78	208
Spese	179	230	281	281
Totale attivo ...	9.082	10.643	11.861	13.860
Circolazione dei biglietti ⁵	5.390	6.100	6.619	7.281
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	110	106	193	106
Conti correnti liberi	186	87	284	267
Conti correnti vincolati	2.425	2.784	3.805	4.380
Creditori diversi	775	1.200	1.139	1.489
C/c servizio tesoreria .....	...	113	—	—
Capitale .....	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	9	10	12	17
Fondo di riserva straordinario	7	7	10	14
Rendite	180	236	299	306
Utile provvisorio del precedente esercizio ..	—	—	—	—
Total passivo e patrimonio ...	9.082	10.643	11.861	13.860
Depositanti di titoli e valori	8.089	11.378	11.351	13.231
¹ Compresi biglietti e monete di Stato	14	11	10	12
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :				
— aziende di credito	506	556	605	649
— istituti speciali	324	349	371	398
³ Comprese anticipazioni a :				
— aziende di credito	1.332	1.624	817	861
— altri	6	20	25	24
⁴ Compresi BOT	80	337	—	50
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	3	3	n.d.
⁶ Compresi vaglia cambiari	20	20	26	25

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(Miliardi di lire)

(Nouvelle présentation des postes de la situation mensuelle)

	1970 dicembre	1971 dicembre p	1971 febbraio	1972 febbraio p	1972 marzo	1972 marzo p
ATTIVO						
Oro	1.804	1.802	1.803	1.802	1.803	1.803
Cassa ¹	39	45	130	42	71	39
Portafoglio	59	9	41	7	44	6
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ²	977	1.047	953	1.066	951	1.070
Anticipazioni ³	842	885	528	614	490	591
Attività verso l'estero in valuta	4	2	4	4	5	5
Ufficio italiano dei cambi ⁴	2.407	2.970	2.714	2.901	2.746	2.836
Titoli emessi o garantiti dello Stato ⁵ ...	3.221	4.462	3.356	4.336	3.497	4.330
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁶	348	385	348	383	349	385
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	1.592	1.380	1.636	1.216	1.641	1.209
Servizi diversi per conto dello Stato	166	245	230	268	230	268
Immobili .....	...	...	...	...	...	...
Partite varie	136	207	83	84	92	145
Spese	280	281	19	20	32	34
Totale attivo ...	12.214	14.059	12.184	13.082	12.290	13.060
PASSIVO						
Circolazione dei biglietti ⁷	6.619	7.281	5.983	6.651	6.062	6.823
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁸ .	193	106	65	91	80	98
Conti correnti liberi	284	266	115	129	161	76
Conti correnti vincolati ⁹	3.288	4.327	4.308	4.711	4.304	4.568
Conti dell'estero in lire e valuta	742	623	872	546	792	507
Servizi diversi per conto dello Stato	89	37	126	71	111	47
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	68	274	37	31	30	36
Fondi accantonati	407	408	408	409	407	408
Partite varie	203	400	227	363	285	402
Capitale .....	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	12	17	12	17	12	17
Fondo di riserva straordinario	10	14	10	14	10	14
Rendite	299	306	21	23	36	38
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	26	—	26
Totale passivo e patrimonio ...	12.214	14.059	12.184	13.082	12.290	13.060
Depositanti di titoli e valori	7.048	7.593	6.683	7.197	6.581	7.662
¹ Di cui : biglietti e monete di Stato	10	12	15	14	12	14
² " aziende di credito	605	649	573	663	570	665
" istituti speciali	371	398	380	403	380	404
³ " aziende di credito	817	861	515	602	475	579
" altri	25	24	13	12	15	12
⁴ " c/c ordinario	1.687	2.404	1.871	2.407	1.985	2.380
⁵ " titoli di stato e ob- { BOT e titoli " bligaz. p/c Tesoro { a breve ... " altri	175 3.046	549 3.726	232 2.124	499 3.650	343 3.154	499 3.644
⁶ " titoli di stato e obblig. p/c Tesoro ...	189	216	187	213	187	213
⁷ " biglietti presso il Tesoro	3	6	2	4	7	n.d.
⁸ " vaglia cambiari	26	25	21	22	25	27
⁹ " per riserve obbligatorie	3.288	4.018	3.680	4.112	3.708	4.021

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1969 31. Dezember	1970 31. Dezember
AKTIVA				
Gold	16.647	17.881	14.700	14.340
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.353	11.503	5.693	28.362
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	1.000	3.715	4.200	2.339
Ziehungsrechte in der Goldtranche	—	—	—	3.357
Sonderziehungsrechte	—	—	—	943
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	1.953	3.134	3.445	2.911
Deutsche Scheidemünzen	200	191	138	162
Postscheckguthaben	418	470	451	447
Inlandswechsel	2.922	2.139	11.425	14.152
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	5	578	285
Lombardforderungen	950	875	2.797	1.682
Kassenkredite	2.220	1.344	1.974	2.434
Wertpapiere	2.317	1.688	1.031	760
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	6.438	6.148	6.653	8.683
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.639	4.053	1.173	...
Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe .	1.534	783	722	386
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.448	3.969	1.699	1.992
<i>darunter : a) an I.W.F.</i>	670	2.082	...	...
<i>b) an Weltbank</i>	1.447	1.644	1.544	1.925
<i>c) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	331	243	155	67
Sonstige Aktiva	830	813	2.017	1.655
	53.869	58.711	58.696	84.890

PASSIVA

Banknotenumlauf	31.574	32.499	34.617	36.479
Einlagen von	17.628	21.255	21.089	29.618
<i>Kreditinstituten</i>	15.179	17.579	16.890	26.231
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	2.115	3.299	3.826	2.987
<i>Anderen inländischen Einlegern</i>	334	377	373	400
Sondereinlagen	—	—	—	5.382
<i>Konjunkturausgleichsrücklagen</i>	—	—	—	2.937
<i>Konjunkturzuschlag zu den Einkom- mensteuern</i>	—	—	—	2.189
<i>Sonstige (Bundesbildungsanleihe)</i>	—	—	—	256
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	643	365	472	380
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	506	322	383	343
<i>Sonstige</i>	137	43	89	37
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonder- ziehungsrechte	—	—	—	738
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren ...	—	—	—	7.532
Rückstellungen	1.925	2.110	1.170	1.170
Grundkapital	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.180	860	860
Sonstige Passiva	729	1.012	198	2.441
	53.869	58.711	58.696	84.890

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1970 31. Dezember	1971 31. Dezember	1971 7. April	1972 7. April	1971 7. Mai	1972 7. Mai
AKTIVA						
Gold, Auslandsforderungen und sonstige Auslandsaktiva	51.338	62.219	62.118	66.826	70.757	67.001
Gold	14.340	14.688	14.332	14.689	14.520	14.688
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	28.362	37.638	38.100	41.148	46.725	41.975
Sonstige Geldanlagen im Ausland	2.200	2.000	2.200	2.249	2.200	2.249
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungsrechte	4.300	5.581	5.257	6.286	5.145	5.648
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2.131	2.308	2.226	2.450	2.159	2.436
Sorten	5	4	3	4	8	5
Kredite an inländische Kreditinstitute	18.739	18.811	18.427	20.604	14.188	20.484
Inlandswechsel	14.152	15.802	15.933	17.746	11.938	18.737
Auslandswechsel	2.905	1.612	2.421	1.633	2.117	1.625
Lombardforderungen	1.682	1.397	73	1.225	133	122
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte .	11.788	11.149	9.145	8.765	9.288	8.918
Kassenkredite (Buchkredite)	2.434	2.349	76	41	219	194
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	285	76	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungserwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	386	41	386	41	386	41
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	—	—	—	120	—	20
Kassenkredite (Buchkredite)	—	—	—	100	—	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	—	—	—	20	—	20
Wertpapiere	760	588	865	392	1.159	388
Deutsche Scheidemünzen	163	251	192	277	186	279
Postscheckguthaben	447	367	177	299	164	199
Sonstige Aktiva	1.655	1.654	1.390	1.937	1.119	1.887
Ausgleichsbedarf für Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und -verbindlichkeiten	—	5.996	—	5.996	—	3.101
Insgesamt ...	84.890	101.035	92.314	105.216	96.861	102.272
PASSIVA						
Banknotenumlauf	36.480	39.494	35.536	38.535	36.132	39.840
Einlagen von Kreditinstituten	26.250	32.609	30.318	31.511	34.103	31.976
auf Girokonto	26.231	32.590	30.295	31.490	34.080	31.958
sonstige	19	19	23	21	23	18
Einlagen von öffentlichen Haushalten	6.735	10.943	10.250	14.346	9.836	12.639
Bund	32	69	801	1.475	826	1.373
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	236	286	329	233	440	235
Länder	1.030	510	2.097	2.766	1.144	1.147
Andere öffentliche Einleger	55	67	27	48	25	39
Sondereinlagen	5.382	10.011	6.996	9.824	7.401	9.845
Einlagen von anderen inländischen Einlegern	2.033	2.227	1.763	1.994	1.176	1.508
Bundesbahn	4	5	5	5	4	4
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postsparkassenämter)	1.629	1.735	1.400	1.571	809	1.105
sonstige Einleger	400	487	358	418	363	399
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot	—	—	—	285	—	1.159
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	361	967	301	1.025	627	1.009
Einlagen ausländischer Einleger	343	941	288	1.009	610	953
sonstige	18	26	13	16	17	56
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonderziehungsrechte	738	1.364	1.364	1.985	1.364	1.985
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	7.532	6.477	8.248	8.402	8.947	7.881
Rückstellungen	1.170	2.370	2.370	2.370	2.370	2.370
Grundkapital	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	860	1.080	1.080	1.080	1.080	1.080
Sonstige Passiva	2.441	3.214	794	3.393	936	535
Insgesamt ...	84.890	101.035	92.314	105.216	96.861	102.272

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1971 7 avril	1972 7 avril	1971 7 mai	1972 5 mai
ACTIF								
Encaisse or	11.356	11.435	11.821	11.879	12.144	11.880	12.144	11.880
Devises	5.601	5.793	8.441	10.323	4.815	9.386	7.358	8.360
Bons du Trésor étrangers en FS	1.442	1.851	1.851	4.278	2.926	4.278	2.926	4.278
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	108	—	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	281	613	328	81	116	76	108	76
Bons du Trésor de la Confédér. suisse .	7	118	71	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement	160	277	224	29	9	8	13	6
Titres :								
pouvant servir de couverture	17	43	51	6	51	—	54	—
autres	164	127	105	5	105	—	96	—
Correspondants en Suisse	100	89	83	72	29	41	31	41
Correspondants à l'étranger	22	20	25	23	37	26	33	25
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	—	—	—	1.244	—	1.244	—	1.244
Autres postes de l'actif	57	91	70	50	87	102	116	82
Total ...	19.315	20.457	23.070	27.990	20.319	27.041	22.879	25.992

PASSIF								
Fonds propres	60	61	62	63	63	63	63	64
Billets en circulation	12.047	12.518	13.106	14.310	12.389	13.532	12.370	13.764
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	5.776	6.354	7.750	10.702	5.341	10.374	7.655	7.307
Autres engagements à vue	638	601	660	1.153	835	1.508	1.079	1.561
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	—	—	—	—	—	—	—	1.147
les engagements envers l'étranger	—	—	—	516	—	134	—	699
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	233	142	202	313	313	313	313	313
Compte spécial P.T.T.	—	—	200	—	200	—	200	—
Autres postes du passif	561	781	1.090	933	1.178	1.117	1.199	1.137
Total ...	19.315	20.457	23.070	27.990	20.319	27.041	22.879	25.992

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE
Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1971 28 février	1972 29 février	1971 31 mars	1972 31 mars
I. Or	4.145	4.397	4.202	4.309	4.202	4.252
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ..	48	55	35	59	53	76
III. Bons du Trésor	1.046	1.064	1.062	1.086	1.058	1.117
IV. Effets div. remobilis. sur dem	—	—	—	—	—	—
V. Dépôts à terme et avances :	17.026	12.925	15.073	13.367	15.059	13.032
a) à 3 mois au maximum	13.726	9.266	10.281	8.681	11.095	8.661
b) à 3 mois au maximum (or)	48	169	82	234	75	252
c) à plus de 3 mois	3.237	3.490	4.695	4.452	3.874	4.119
d) à plus de trois mois (or)	15	—	15	—	15	—
VI. Titres à terme :	2.484	11.073	1.880	11.051	3.483	10.884
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	268	85	261	41	265	41
b) à plus de 3 mois	152	192	162	235	159	238
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	1.459	9.970	1.071	9.738	2.673	9.187
b) à plus de 3 mois	605	826	386	1.037	386	1.418
VII. Divers	1	1	1	1	1	1
<i>Total de l'actif</i> ...	24.750	29.515	22.253	29.873	23.856	29.362

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1971 28 février	1972 29 février	1971 31 mars	1972 31 mars
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	290	301	290	301	290	301
II. Réserves	248	331	249	331	249	331
1. Fonds de Réserve Légale	29	30	29	30	29	30
2. Fonds de Réserve Générale	99	144	100	144	100	144
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ..	22	37	22	37	22	37
4. Fonds de Réserve Libre	98	120	98	120	98	120
III. Dépôts (or) :	5.492	3.893	5.252	3.799	4.939	3.700
1. Banques centrales :						
a) à vue	2.035	3.201	2.409	3.144	2.688	3.052
b) à 3 mois au maximum	2.967	261	2.353	184	1.691	112
c) à plus de 3 mois	333	262	331	304	401	369
2. Autres déposants :						
a) à vue	157	169	159	167	159	167
b) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies) :	18.071	24.219	15.784	24.654	17.680	24.217
1. Banques centrales :						
a) à vue	97	34	87	28	78	47
b) à 3 mois au maximum	17.061	21.478	14.648	22.119	16.438	21.292
c) à plus de 3 mois	536	2.118	597	1.805	809	2.253
2. Autres déposants :						
a) à vue	19	19	23	26	19	22
b) à 3 mois au maximum	308	534	400	573	309	475
c) à plus de 3 mois	50	36	29	103	27	128
V. Effets	469	487	465	482	467	484
a) à 3 mois au maximum	469	487	—	482	—	484
b) à plus de 3 mois	—	—	465	—	467	—
VI. Divers	131	202	164	224	182	247
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—
VIII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
IX. Provision	49	82	49	82	49	82
<i>Total passif ...</i>	24.750	29.515	22.253	29.873	23.856	29.362

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 26 avril 1972

déterminant le montant du prélèvement au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année (Moniteur du 19 mai 1972, p. 5942).

Article 1^{er}. — Le montant du prélèvement à effectuer au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1972 est fixé à un milliard de francs pour le premier trimestre de l'année 1972.

.....

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 14 avril 1972

modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (Moniteur du 3 mai 1972, p. 5265).

Article 1^{er}. — Les articles 1^{er}, 2, 5 et 8bis de l'arrêté royal du 23 décembre 1957, (...) sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}. — Les catégories de prestations de service suivantes tombent sous l'application de la loi du 9 juillet 1957 :

» 1^o l'organisation de voyages; 2^o la réparation de véhicules automobiles de toute espèce; 3^o les cours par correspondance.

» Art. 2. — Ne tombent pas sous l'application de la loi précitée :

» Les ventes à tempérament dont le prix au comptant dont il est question à l'article 4, 5^o, de la loi du 9 juillet 1957, est inférieur à 4.000 francs ou supérieur à 200.000 francs.

» Les prêts à tempérament accordés pour le paiement d'un objet ou d'un service dont le prix au comptant dont il est question à l'article 13, 9^o, de cette loi, est inférieur à 4.000 francs ou supérieur à 200.000 francs.

» Les prêts personnels à tempérament dont le montant nominal, visé à l'article 19ter, 3^o, de cette loi, est supérieur à 200.000 francs.

» Art. 5. — Le paiement intégral du prix doit être effectué dans les délais ci-après, en ce qui concerne les catégories suivantes de ventes et prêts à tempérament :

» Voyages : dans les six mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Réparation de véhicules automobiles : dans les six mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé lorsque le prix de la réparation ne dépasse pas 10.000 francs et dans les douze mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé lorsque le prix de la réparation est supérieur à 10.000 francs.

» Les cours par correspondance : dans les douze mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Jouets : dans les six mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Fourrures : dans les vingt-quatre mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Vêtements et sous-vêtements : dans les vingt-quatre mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes : dans les trente mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Appareils et ustensiles ménagers de toute nature y compris appareils de radio, télévision, d'enregistrement et de reproduction sonore, appareils sanitaires et appareils domestiques de chauffage : dans les trente-six mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Appareils de prise de vues, de projection, de reproduction et d'agrandissement : dans les trente-six mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Outillage à usage non professionnel de toute nature (bricolage, jardinage) : dans les trente-six mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Remorques, piscines démontables, moteurs pour bateaux et articles de camping : dans les trente-six mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Caravanes, yachts et bateaux de plaisance : dans les trente-six mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Chauffage central : dans les trente-six mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

» Meubles, matelas et textiles d'ameublement (tentures, rideaux, tapis) : dans les trente-six mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

- » Voitures automobiles d'occasion ayant plus de deux ans d'âge : dans les vingt-quatre mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.
- » Voitures automobiles d'occasion ayant au plus deux ans d'âge : dans les trente-six mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.
- » Voitures automobiles neuves : dans les trente-six mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel l'acompte a été payé.

Art. 8bis. — Pour les prêts personnels à tempérament, le montant à rembourser par versements échelonnés doit être payé intégralement dans les délais suivants :

- » 1° dans les huit mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel le contrat a été conclu, pour les montants ne dépassant pas 5.000 francs.
 - » 2° dans les dix mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel le contrat a été conclu, pour les montants supérieurs à 5.000 francs et ne dépassant pas 10.000 francs.
 - » 3° dans les dix-huit mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel le contrat a été conclu, pour les montants supérieurs à 10.000 francs et ne dépassant pas 20.000 francs.
 - » 4° dans les vingt-quatre mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel le contrat a été conclu, pour les montants supérieurs à 20.000 francs et ne dépassant pas 35.000 francs.
 - » 5° dans les trente mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel le contrat a été conclu, pour les montants supérieurs à 35.000 francs et ne dépassant pas 70.000 francs.
 - » 6° dans les trente-six mois à compter du mois qui suit le mois au cours duquel le contrat a été conclu, pour les montants supérieurs à 70.000 francs. »
-

Arrêté royal du 2 mai 1972

fixant à trente-deux milliards de francs le plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel (Moniteur du 19 mai 1972, p. 5943.)

Article 1^{er}. — Le montant du plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel est porté, par libération d'une deuxième tranche d'un milliard de francs à trente-deux milliards de francs.

.....

3. — FINANCES PUBLIQUES

Associations de communes

Emission publique d'un emprunt. Approbation (Moniteur du 16 mai 1972, p. 5787).

Un arrêté royal du 14 mars 1972 approuve la décision du 18 décembre 1971 par laquelle la « Intercommunale Vereniging voor de Autoweg E3 » a décidé l'émission publique d'un emprunt de 7 milliards de francs.

Arrêté royal du 7 février 1972

modifiant l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969, relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée et l'arrêté royal n° 24 du 23 octobre 1970, relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 30 mai 1972, p. 6311).

Loi du 13 avril 1972

contenant le budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1971 (Moniteur du 11 mai 1972, p. 5641).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1971 afférentes au Ministère des Travaux publics (...), des crédits s'élevant à la somme de 6.581.776.000 francs.

Art. 5. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 19.481.000.000 francs (...).

Art. 6. — Des crédits d'ordonnancement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 20.167.250.000 francs (...).

Art. 13. — Est approuvé le budget du « Fonds des Routes » pour l'année 1971 (...).

Ce budget s'élève pour les recettes à 39.460.000.000 francs et pour les dépenses à 39.223.500.000 francs.

Il comporte en dépenses des crédits d'engagement pour un montant de 14.505.000.000 francs.

Loi du 21 avril 1972

contenant le budget des Voies et Moyens et le budget des Recettes extraordinaires pour l'année budgétaire 1972 (Moniteur du 6 mai 1972, p. 5419).

Article 1^{er}. — Pour l'année budgétaire 1972, les recettes ordinaires de l'Etat sont évaluées : pour les recettes fiscales, à 350.601.000.000 francs; pour les recettes non fiscales, à 10.033.535.000 francs, soit ensemble 360.634.535.000 francs. (...).

Art. 2. — Pour l'année budgétaire 1972, les recettes extraordinaires sont évaluées à la somme de 575.487.000 francs (...).

Loi du 21 avril 1972

contenant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1972 (Moniteur du 17 mai 1972, p. 5833).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1972 afférentes à la Dette publique (...), des crédits s'élevant à la somme de 60.895.839.000 francs.

Art. 5. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 35.739.360.000 francs pour les recettes et à 35.738.310.000 francs pour les dépenses.

Arrêté ministériel n° 9 du 25 avril 1972

relatif à la restitution aux assujettis du solde créditeur du compte courant ouvert pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 30 mai 1972, p. 6313).

7. — **COMMERCE INTERIEUR**

Arrêté royal du 14 avril 1972

modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (Moniteur du 3 mai 1972, p. 5265). (Voir texte, rubrique 2.)

9. — **TRANSPORTS**

Sabena

Interventions de l'Etat (Moniteur du 13 mai 1972, p. 5733).

Par arrêté ministériel du 2 mai 1972, l'intervention de l'Etat dans les frais d'amortissement du matériel volant, des rechanges pour matériel volant et des équipements pour les ateliers d'entretien et de revision du matériel volant de la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne, est fixée, pour l'exercice 1971, à 942.331.055 francs.

Arrêté royal du 15 mai 1972

modifiant l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal (Moniteur du 25 mai 1972, p. 6128).

(Tarifs et conditions des opérations postales à partir du 1^{er} juin 1972.)

12. — **COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE**

Décision de la Commission du 26 avril 1972 (72/173/C.E.E.)

*concernant les aides accordées au titre de la loi belge du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique (Journal officiel du 4 mai 1972, n° L 105, p. 13).
Rectificatif (Journal officiel du 5 mai 1972, n° L 106, p. 26).*

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de mai 1972. Cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

VANDEPUTTE J.M. et BAKER C.B., Specification of Credit and Liquidity Preference Schedules in Linear Programming Models. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, n° 4, décembre 1971, pp. 483-492.*)

3. INSTITUTIONS MONETAIRES

CAMPBELL M., Brussels - Service Centre for European Finance. (*The Banker, Londres, n° 554, avril 1972, pp. 481-491.*)

DE LA VALLEE POUSSIN E., Bilan et perspectives 1871-1971; la Banque de Bruxelles a cent ans. (*Banque de Bruxelles, Bruxelles, 1971, 95 + XIV p.*)

Dépôts d'épargne et placements des sociétés privées hypothécaires, d'épargne et de capitalisation, 1969-1970. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LVIII, n° 1-2-3, janvier-mars 1972, pp. 20-25.*)

FERRARI A., Les nouvelles formes de coopération bancaire internationale. (*Banque, Paris, n° 306, avril 1972, pp. 379-387.*)

HAVE R., Doctrine en financière structuren. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, XIX, n° 2, mars-avril 1972, pp. 119-123.*)

HENRION R., La concertation et l'autonomie bancaire. (*Journal des Tribunaux, Bruxelles, n° 4783, 29 avril 1972, pp. 293-296.*)

Les interventions en 1970 de la Commission bancaire dans l'application des lois coordonnées. (*Revue pratique des Sociétés, Bruxelles, LXX, n° 4, décembre 1971, pp. 257-279.*)

Travaux de rationalisation - 1971. (*Association Belge des Banques, Bruxelles, 1972, 78 p.*)

5. MARCHES FINANCIERS - BOURSES DE VALEURS MOBILIERES

Baisse des taux d'intérêt sur les marchés internationaux des obligations. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVII, n° 14, 7 avril 1972, pp. 145-149.*)

DEVELLE M., Le marché des euro-obligations. (*Banque, Paris, n° 306, avril 1972, pp. 349-356.*)

FARBER A., Etude des liens entre les marchés boursiers. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 53, mars 1972, pp. 129-149.*)

6. FINANCES PUBLIQUES

BEIRENS J. et Vlieghe W.J.F., Het fiscaal regime der V.Z.W. (*Rechtskundig Weekblad, Anvers, n° 36, 7 mai 1972, pp. 1713-1738.*)

DE GRUNNE B., L'aide financière globale de l'Etat aux communes d'après le projet de budget 1972 du Ministère de l'Intérieur. (*Mouvement communal, Bruxelles, n° 3, mars 1972, pp. 153-160.*)

DOGGART T., Tax Havens - The Landscape Changes. (*The Banker, Londres, n° 554, avril 1972, pp. 537-545.*)

DUNESME G., Le traitement fiscal des sociétés ou fonds internationaux de placement, compte tenu des principaux aspects en matière de surveillance administrative et de contrôle des changes. (*Répertoire fiscal, Bruxelles, n° 9-10-11, novembre 1971, pp. 223-240.*)

FRANK M., La sous-estimation et la fraude fiscales en Belgique. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 53, mars 1972, pp. 5-46.*)

Index synoptique des différents arrêtés royaux et ministériels, des circulaires et décisions administratives ainsi que de diverses questions parlementaires relatives à l'application de la T.V.A. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, supplément au n° 10, 1^{er} avril 1972, 43 p.*)

LALIEU M. et P., En cause : la fraude fiscale. (*La Vie au Bureau, Bruxelles, n° 3-4, mars-avril 1972, pp. 259-262.*)

Memorandum au Gouvernement. (*Mouvement communal, Bruxelles, n° 3, mars 1972, pp. 133-152.*)

SIEBENS H., Les tantièmes dans les sociétés anonymes : bénéfiques distribués ou charges déductibles ? (*Revue générale de Fiscalité, Bruxelles, III, n° 3, mars 1972, pp. 67-76.*)

Taxation des revenus des propriétés foncières sises en Belgique. (II) (*La Vie au Bureau, Bruxelles, n° 3-4, mars-avril 1972, pp. 269-278.*)

8. REVENU NATIONAL - EPARGNE - INVESTISSEMENTS - CONSOMMATION

MORISSENS-WICCAERT D., Incompatibilité entre la comptabilité nationale et les enquêtes budgétaires. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 53, mars 1972, pp. 47-71.*)

Tableau entrées-sorties 1965. Données complémentaires sur l'emploi par branche d'activité. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LVIII, n° 1-2-3, janvier-mars 1972, pp. 3-10.*)

10. DEMOGRAPHIE

DI COMITE G., Evolution récente de la mortalité en Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, n° 4, novembre 1971, pp. 247-291.*)

TERMOTE M., Une analyse markovienne des migrations belges. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, n° 4, novembre 1971, pp. 365-378.*)

11. EMPLOI ET CHOMAGE

BEUTELS R., The Phillips Curve for Belgium. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, XVI, n° 4, décembre 1971, pp. 598-600.*)

VAN DE KERCKHOVE J., Spontane stakingen en latente crisisverschijnselen. (*V.K.W. Mededelingen, Anvers, n° 3, mars 1972, pp. 91-100.*)

12. SECURITE SOCIALE

Législation sur les vacances annuelles - 1972. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XXVII, supplément au n° 11, 10 avril 1972, pp. 1-105.*)

13. PRIX ET SALAIRES

Elementen van een inkomenspolitiek. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, XIX, n° 2, mars-avril 1972, pp. 92-96.*)

L'évolution des prix du gaz dans les pays de la Communauté Européenne, de 1955 à 1970. (*Etudes et Enquêtes statistiques, Bruxelles, n° 3, septembre 1971, pp. 1-260.*)

L'indexation des salaires. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVII, n° 15, 14 avril 1972, pp. 157-162.*)

14. SITUATION ECONOMIQUE

HERNANDEZ-LOPEZ M., Actualité des mouvements longs. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXVI, n° 4, avril 1972, pp. ES 1-ES 10.*)

LOEWENTHAL P. et autres, Etat des détente conjoncturelles en Belgique. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, XXVI, n° 4, avril 1972, pp. 1-3.*)

MOESEN W. et VERSTRAETE J., De Belgische economie in 1971. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, XVI, n° 4, décembre 1971, pp. 561-592.*)

17. ECONOMIE REGIONALE

LEBURTON E., Régionalisation, institutions, réalités. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 249, janvier-février 1972, pp. 15-28.*)

ROMUS P., La notion de région frontalière dans les relations entre Etats de la Communauté Européenne. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XLVI, n° 168, décembre 1971, pp. 159-173.*)

19. INDUSTRIE - AGRICULTURE - PECHE

Evolution structurelle de l'industrie des fabrications métalliques. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVII, n° 13, 31 mars 1972, pp. 137-141.*)

L'évolution de la production industrielle en 1971. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, nos 1-2-3, janvier-mars 1972, pp. 11-13.*)

21. ENTREPRISES

FALAKI R., Aspects techniques de la participation sociale dans l'entreprise. (*Industrie, Bruxelles, XXVI, n° 3, mars 1972, pp. 166-177.*)

La Banque et la gestion financière des entreprises. (*Société Générale de Banque, Bruxelles, 1972, 23 p.*)

MAYER R., Comptabilité analytique d'exploitation. (*La Vie au Bureau, Bruxelles, n° 3-4, mars-avril 1972, pp. 229-237.*)

25. COMMERCE EXTERIEUR

Le commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1971. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LVIII, n° 1-2-3, janvier-mars 1972, pp. 14-19.*)

26. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ASCHINGER F., Le dollar et l'Europe. (*Bulletin de la Société de Banque Suisse, Bâle, n° 1, 1972, pp. 1-10.*)

BASEDOW H., EWG-Bankbilanzierungs-Verleich. (I) (*Zeitschrift für das Gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, XXV, n° 8, 15 avril 1972, pp. 279-282.*)

CUTILLI B et GANDOLFO G., Ampliamento dei margini di fluttuazione e « cambi oscillanti ». (*Note Economiche, Sienne, IV, n° 6, novembre-décembre 1971, pp. 15-33.*)

EINZIG P., Could the Dollar be made Convertible ? (*Euromoney, Londres, III, n° 11, avril 1972, pp. 68-70.*)

GARIBAL M., Les banques centrales tentent la coordination. (*Vision, Paris, n° 17, 15 avril 1972, pp. 50-55.*)

GOLD J., The Fund's Concepts of Convertibility. (Pamphlet Series 14.) (*International Monetary Fund, Washington, 1971, VI + 63 p.*)

KINDLEBERGER C.P., The End of the Dollar Standard and the Beginning of the Presidential Campaign. (*Euromoney, Londres, III, n° 11, avril 1972, pp. 6-10.*)

KONSTANTINOW A., Der transferable Rubel. (*Zeitschrift für das Gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, XXV, n° 6, 15 mars 1972, pp. 194-198.*)

Le reflux des dollars ne s'est pas produit. (*Bulletin économique mensuel de la First National City Bank, New York, février 1972, pp. 12-15.*)

LEVY L., La crise du dollar. Que se passe-t-il sur les marchés des changes ? (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 249, janvier-février 1972, pp. 99-101.*)

MACHLUP F., Is Greater Flexibility of Exchange Rates a Handicap to Foreign Trade and Investment ? (*Note Economique, Sienne, IV, n° 6, novembre-décembre 1971, pp. 7-12.*)

MACHLUP F., International Money : The Way Forward Now. (*The Banker, Londres, n° 553, mars 1972, pp. 287-296.*)

MUTHESIUS V., Transferabel ist nicht konvertibel. (*Zeitschrift für das Gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, XXV, n° 6, 15 mars 1972, pp. 200-201.*)

PRISSERT P., Vers une remise en question fondamentale de la théorie académique des changes à terme ? (*Banque, Paris, n° 306, avril 1972, pp. 333-343.*)

REUSS C., L'accord de Washington, le système monétaire international et le rôle de l'Europe. (*Epargner et Investir, Bruxelles, n° 183, janvier-février 1972, pp. 26-35.*)

RIVOIRE J., Parités fixes ou monnaies flottantes. (*Banque, Paris, n° 306, avril 1972, pp. 345-347.*)

ROLL E., Movimenti internazionali di capitali : passato, presente, futuro. (*Bancaria, Rome, XXVIII, n° 3, mars 1972, pp. 293-309.*)

STRANGE S., The Dollar Crisis 1971. (*International Affairs, Londres, XLVIII, n° 2, avril 1972, pp. 191-216.*)

TREZZA B., Alcune osservazioni sul regime dei cambi. (*Note Economiche, Sienne, IV, n° 6, novembre-décembre 1971, pp. 34-42.*)

VANDEPUTTE R., Où en sommes-nous dans la réforme du système monétaire international ? (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 249, janvier-février 1972, pp. 103-112.*)

27. TIERS MONDE

BEZY F., Hégémonie économique et domination par le commerce extérieur. (*Tiers-Monde, Paris, XII, n° 48, octobre-décembre 1971, pp. 787-817.*)

- DIERICK A.M., Een koppeling tussen SDR-creatie en ontwikkelingshulp ? (*Economie, Tilburg, XXXVI, n° 6, mars 1972, pp. 286-304.*)
- GERMIDIS D.A., L'aide liée : un examen des faits. (*Tiers-Monde, Paris, XII, n° 48, octobre-décembre 1971, pp. 699-719.*)
- KEBSCHULL D., Koppelung von SZR und Entwicklungshilfe. (*Wirtschaftsdienst, Hambourg, LII, n° 3, mars 1972, pp. 131-133.*)
- QUILLERY F. et DREYFUS M., La faim dans le monde. (*Problèmes politiques et sociaux, Paris, n°s 119-120, 31 mars - 7 avril 1972, pp. 1-55.*)
- SIMONNOT P., Les préférences tarifaires en faveur du Tiers-Monde : relations nouvelles entre pays riches et pays pauvres. (*Tiers-Monde, Paris, XII, n° 48, octobre-décembre 1971, pp. 721-728.*)
- STEWART F. et M., Developing Countries, Trade and Liquidity : A New Approach. (*The Banker, Londres, n° 553, mars 1972, pp. 310-318.*)

28. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

- Actes relatifs à l'adhésion aux Communautés européennes du Royaume de Danemark, de l'Irlande, du Royaume de Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. (*Journal officiel des Communautés Européennes, Luxembourg, édition spéciale, n° L73, 15^e année, 27 mars 1972, 204 p.*)
- BIEMANS J.M., Vermindering van de agrarische productiecapaciteit in de E.E.G. en de bestemming van de hierbij vrijkomende landbouwgrond. (*Economie in Limburg, Hasselt, n° 1, mars 1972, pp. 7-18.*)
- BOEL R., La Grande-Bretagne dans le Marché Commun. (*Industrie, Bruxelles, XXVI, n° 3, mars 1972, pp. 187-190.*)
- BROC C., L'entrée du Royaume-Uni dans le Marché Commun. (*Problèmes politiques et sociaux, Paris, n° 114, 25 février 1972, pp. 1-44.*)
- BUONOMO M., L'Europa a dieci. Elementi per una analisi della nuova realtà comunitaria. (*Bancaria, Rome, XXVIII, n° 3, mars 1972, pp. 380-392.*)
- BUNJES A.M. et autres, Heeft het agrarische markt- en prijsbeleid in de Euro-markt een integrerend of een desintegrerend effect ? (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LVII, n° 2847, 3 mai 1972, pp. 428-433.*)
- DENIAU J.F., La Communauté Européenne : état présent et perspectives d'avenir. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 249, janvier-février 1972, pp. 80-91.*)

- DE REGT J.T.P., De recente monetaire gebeurtenissen en de gevolgen voor de gemeenschappelijke landbouwpolitiek. (*Economie in Limburg, Hasselt, n° 1, mars 1972, pp. 19-38.*)
- European Monetary Integration; a Federal Trust Report. (*Federal Trust for Education and Research, Londres, 1972, 28 p.*)
- HOFMANN G., Les préférences tarifaires généralisées. (*Cahiers de Droit européen, Bruxelles, VII, n° 6, décembre 1971, pp. 641-661.*)
- Le rétrécissement des marges de fluctuation entre les monnaies de la C.E.E. (*Banque, Paris, n° 306, avril 1972, pp. 321-330.*)
- LE TALLEC G., Les instruments de l'adhésion de l'Angleterre, du Danemark, de la Norvège et de l'Irlande aux Communautés. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 152, mars 1972, pp. 229-235.*)
- L'Irlande et l'Europe. (*Problèmes politiques et sociaux, Paris, n° 121, 14 avril 1972, pp. 27-35.*)
- LOUIS J.V., Compétences des Etats dans la mise en œuvre du règlement. (*Cahiers de Droit européen, Bruxelles, VII, n° 6, décembre 1971, pp. 627-640.*)
- MASERA F., Politica monetaria e di cambio nei Paesi C.E.E. (*Note Economiche, Sienne, IV, n° 6, novembre-décembre 1971, pp. 43-62.*)
- MEGRET J. et autres, Le droit de la Communauté Economique Européenne; commentaire du traité et des textes pris pour son application. 3. Libre circulation des travailleurs, établissement et services, capitaux, transports. (*Presses universitaires de Bruxelles, Institut d'Etudes européennes, Bruxelles, 1971, 326 + 245 p.*)
- MEIJERS C., Ireland and the E.E.C. — A View from the Continent. (*The Irish Banking Review, Dublin, mars 1972, pp. 17-23.*)
- MENDELSON M., The Eurobond and Capital Market Integration. (*The Journal of Finance, New York, XXVII, n° 1, mars 1972, pp. 110-126.*)
- MEYER-HORN K., Coopération des caisses d'épargne du Marché Commun et leurs institutions centrales. (*Le Monde des caisses d'épargne, Genève, n° 1, avril 1972, pp. 21-24.*)
- SAUWENS A., L'Europe des décisions à prendre. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 152, mars 1972, pp. 219-225.*)
- SCWED J.J., Quelques considérations sur l'avenir des institutions des Communautés Européennes. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 152, mars 1972, pp. 211-218.*)

The E.E.C. White Paper. (*The Irish Banking Review*, Dublin, mars 1972, pp. 3-11.)

The Enlargement of the European Community. (*Bulletin de Documentation fiscale internationale*, Amsterdam, XXVI, n° 3, mars 1972, pp. 118-127.)

Toetredingsverdrag Europese Gemeenschappen. (II) (*Economisch-Statistische Berichten*, Rotterdam, LVII, n° 2841, 22 mars 1972, pp. 290-292.)

Unification du marché des travaux publics dans la C.E.E. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*, Bruxelles, XXVII, n° 16, 21 avril 1972, pp. 169-173.)

VON MOLTKE H., Le financement du progrès technologique au regard des objectifs de la politique industrielle de la Communauté. (*Revue du Marché Commun*, Paris, n° 152, mars 1972, pp. 236-247.)

29. SOCIÉTÉS MULTINATIONALES

CEREXHE E., La société anonyme européenne. (*Annales de Droit*, Bruxelles, XXXII, n° 1, mars 1972, pp. 3-46.)

30. INFORMATIQUE - AUTOMATISATION

EDDS J., L'informatique sans larmes. (*Synopsis*, Bruxelles, XIV, n° 136, mars-avril 1972, pp. 13-22.)

32. DIVERS

La constitution belge révisée. (*Annales de Droit*, Bruxelles, XXXII, nos 2-3, 2^e et 3^e trimestres 1971, pp. 87-313.)

Les faillites, concordats et protêts depuis 1900. (*Bulletin de Statistique*, Bruxelles, LVIII, nos 1-2-3, janvier-mars 1972, pp. 26-31.)

Le Plan Marshall il y a vingt-cinq ans. (*Industrie*, Bruxelles, XXVI, n° 3, mars 1972, pp. 154-165.)

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A.)
	{	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A.)
	{	Etranger, 30 francs.

Virement au compte courant postal n° 5.00 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin de la Banque Nationale de Belgique ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
BOULEVARD DE BERLAIMONT 56 - 1000 BRUXELLES
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

PUBLICATION MENSUELLE

TABLE DES MATIERES

XLVII^e Année — Tome I — janvier-juin 1972

	<i>Numéro du Bulletin</i>
GENERALITES	
Mesures de change prises à la suite de la réunion des « Dix » à Washington	1
A propos de la théorie de la zone monétaire optimale, par G. Magnifico	6
BELGIQUE	
Mesures de change prises à la suite de la réunion des « Dix » à Washington	1
Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique	1
Réduction des taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	1
Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée Générale des Actionnaires ...	3
Réduction des taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	3
Instructions données par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change aux banques agréées concernant leurs positions en monnaies étrangères et en francs belges ou francs luxembourgeois en comptes étrangers convertibles	3
La situation de l'économie belge et la politique conjoncturelle	4
Les instruments de la politique monétaire en Belgique	5
GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG	
Instructions données par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change aux banques agréées concernant leurs positions en monnaies étrangères et en francs belges ou francs luxembourgeois en comptes étrangers convertibles	3

STATISTIQUES

Principales abréviations utilisées.

Signes conventionnels.

I. — Population et comptes nationaux.

1. Population	...	...	...	...	...	...	...	...	...	I - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production										I - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité										I - 3
4. Affectation du produit national :										
a) Estimations à prix courants	...	...	...	...	...	...	...	...	...	I - 4a
b) Indices des estimations aux prix de 1963	...	...	...	...	...	...	...	...	...	I - 4b

II. — Emploi et chômage.

1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	II - 1
2. Demandes et offres d'emploi ⁽¹⁾	II - 2

III. — Agriculture et pêche.

1. Production agricole	...	...	...	...	...	...	...	...	...	III - 1
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	...	...	...	...	...	...	...	...	...	III - 2

IV. — Industrie.

1. Indices généraux de la production industrielle	...	...	...	...	...	...	...	...	...	IV - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	IV - 2
3. Energie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	IV - 3
4. Métallurgie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	IV - 4
5. Construction	...	...	...	...	...	...	...	...	...	IV - 5
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	...	...	...	...	...	...	...	...	...	IV - 6

V. — Services.

1. Transports :										
a) Activité de la S.N.C.B. et de la Sabena	...	...	...	...	...	...	...	...	...	V - 1a
b) Navigation maritime	...	...	...	...	...	...	...	...	...	V - 1b
c) Navigation intérieure	...	...	...	...	...	...	...	...	...	V - 1c
2. Tourisme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	V - 2
3. Commerce intérieur :										
a) Indices des ventes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	V - 3a
b) Ventes à tempérament	...	...	...	...	...	...	...	...	...	V - 3b
4. Activité des Chambres de compensation ⁽²⁾	V - 4

⁽¹⁾ Tableau II, depuis le numéro de mars.

⁽²⁾ A partir du numéro de mars; voir XVIII-3 dans les numéros précédents.

VI. — Revenus.

- | | |
|--|---------------|
| 1. Rémunérations des ouvriers | VI - 1 |
| 2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie | VI - 2 |

VII. — Prix et indices des prix.

- | | |
|--|---------------------|
| 1. Prix de gros mondiaux | VII - 1 |
| 2. Indices des prix de gros mondiaux | VII - 2 |
| 3. Indices des prix de gros en Belgique | VII - 3 |
| 4. Indices des prix à la consommation en Belgique | VII - 4 |
| a) Base 1966 = 100 | VII - 4a (1) |
| b) Base 1971 = 100 | VII - 4b (1) |

VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.

- | | |
|---|------------------|
| 1. Tableau général | VIII - 1 |
| 2. Exportations selon la nature des produits | VIII - 2 |
| 3. Importations selon l'usage des produits | VIII - 3 |
| 4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes | VIII - 4a |
| b) Indices du volume | VIII - 4b |
| 5. Orientation géographique | VIII - 5 |

IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.

- | | |
|---|---------------|
| 1. Chiffres annuels | IX - 1 |
| 2. Soldes trimestriels | IX - 2 |
| 3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés | IX - 3 |

X. — Marché des changes.

- | | |
|---|--------------|
| 1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles | X - 1 |
| 2. Taux centraux et parités de fait | X - 2 |
| Parités ou taux centraux du franc belge et des monnaies cotées en Bourse de Bruxelles (2) | X - 2 |
| 3. Cours extrêmes d'intervention en monnaies européennes (3) ... | X - 3 |
| Cours d'intervention appliqués par les banques centrales des pays membres de la C.E.E. (2) | X - 3 |

XI. — Finances publiques.

- | | |
|---|---------------|
| 1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires | XI - 1 |
| 2. Impasse de trésorerie et son financement | XI - 2 |
| 3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture | XI - 3 |
| 4. Recettes fiscales (par exercice) | XI - 4 |
| 5. Détail des recettes fiscales | XI - 5 |
| 6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice | XI - 6 |

(1) Depuis le numéro d'avril.

(2) Depuis le numéro de juin.

(3) Depuis le numéro de mai.

XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.

1. Encours des créances et des dettes :	
a) au 31 décembre 1968	XII - 1a
b) au 31 décembre 1969	XII - 1b
2. Mouvements des créances et des dettes en 1969	XII - 2
3. Encours des créances et des dettes (totaux sectoriels) :	
a) au 31 décembre 1968	XII - 3a
b) au 31 décembre 1969	XII - 3b
4. Mouvements des créances et des dettes en 1969 (totaux sectoriels)	XII - 4

XIII. — Organismes monétaires.

1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
c) Banques de dépôts	XIII - 2c
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
4. Stock monétaire	XIII - 4
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	XIII - 5
6. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger (Destination économique apparente)	XIII - 6
7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger (Forme et localisation)	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d

Numéros
des tableaux

6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires ⁽¹⁾	XIV -10

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
Emissions en francs belges à plus d'un an ⁽²⁾	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public ...	XVI - 2
Principales émissions à plus d'un an du secteur public ⁽²⁾ ...	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4
Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public : ⁽²⁾	XVI - 4
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions : chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions : chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés : chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés : chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires ⁽³⁾	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Activité des chambres de compensation ⁽⁴⁾	XVIII - 3
4. ⁽⁵⁾ Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 4

(1) Voir XVII-7 à partir du numéro de mars.

(2) A partir du numéro de mars.

(3) A partir du numéro de mars; voir XIV-10 dans les numéros précédents.

(4) Voir V-4 à partir du numéro de mars.

(5) Devient n° 3 à partir du numéro de mars.

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia (ancienne et nouvelle présentation) ⁽¹⁾	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

Produit national brut calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II - 2
Résultats des enquêtes de la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4 ⁽²⁾
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII -
Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Fréquences d'utilisation	XIII -13
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite — Mouvements des dépôts	XIV - 5a
Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

(1) Depuis le numéro d'avril.

(2) VII-4a depuis le numéro d'avril.

LEGISLATION ECONOMIQUE

1. Economie générale.
2. Monnaie, crédit et banque.
3. Finances publiques.
4. Agriculture (¹).
5. Industrie.
6. Travail.
7. Commerce intérieur.
8. Commerce extérieur.
9. Transports.
10. Prix et salaires.
11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers.
12. Communauté Economique Européenne.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

1. Monnaie et crédit.
2. Inflation - Dévaluation - Réévaluation - Stabilisation.
3. Institutions monétaires.
4. Intermédiaires financiers non monétaires.
5. Marchés financiers - Bourses de valeurs mobilières.
6. Finances publiques.
7. Finances provinciales et communales (¹).
8. Revenu national - Epargne - Investissements - Consommation
9. Investissements étrangers.
10. Démographie.
11. Emploi et chômage.
12. Sécurité sociale.
13. Prix et salaires.
14. Situation économique.
15. Politique économique.
16. Croissance économique.
17. Economie régionale.
18. Prévisions économiques (¹).
19. Industrie - Agriculture - Pêche.
20. Construction et logement (¹).
21. Entreprises.
22. Recherche scientifique.
23. Transports.
24. Commerce intérieur.
25. Commerce extérieur.
26. Transactions financières internationales.
27. Pays en voie de développement.
28. Intégration économique internationale.
29. Sociétés multinationales.
30. Informatique - Automatisation.
31. Enseignement (¹).
32. Divers.

(¹) Rien n'a été recensé sous ces rubriques.
